

EVOLUTION
DE LA
LÉGISLATION SUR LA PRESSE
EN EGYPTE

PAR
ABDEL MEGUID SADIK RAMADAN
AVOCAT AU CONTENTIEUX DE L'ETAT

LE CAIRE
Imp. D. PHOTIADIS & Co.
1935

EVOLUTION
DE LA LEGISLATION
SUR LA PRESSE EN EGYPTE

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.**

EVOLUTION DE LA LÉGISLATION SUR LA PRESSE EN EGYPTÉ

THÈSE POUR LE DOCTORAT

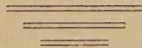
Présentée et soutenue le 2 Novembre 1935 à 14 heures

PAR

ABDEL MEGUID SADIK RAMADAN

Président : M. A. MESTRE, Professeur.

Suffragants : { M. M. GIDEL
J. BARTHELEMY } *Professeurs.*

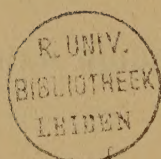


LE CAIRE

Imp. D. PHOTIADIS & Co.

1935

* 38550.



“Journalisme” est un mot extensible à l’infini.

Il est à peu près impossible d’en réduire le sens à des dimensions strictement professionnelles. Les conditions mêmes de son existence font intervenir dans sa destinée toutes sortes d’éléments étrangers au journalisme mais sans lesquels il serait incomplet ou vivrait précairement.

La difficulté consiste donc à maintenir l’indépendance du journal sans diminuer ses chances de diffusion ou de durée. Le problème n’est pas simple.

G. Suarez

(Article paru dans “Le Temps” le 12 Juin 1935).

AVANT-PROPOS

Le 30 Mai 1631, Théophraste Renaudot, le créateur d'une des grandes forces de la société moderne, fit paraître le premier numéro de sa gazette. Il était loin, à ce moment, de se douter de la fortune considérable que devait connaître son idée.

Tout esprit attentif à l'évolution qui s'est accomplie dans tous les domaines de l'activité toujours croissante du monde ne manque certes pas d'être frappé par le rôle important tenu par la presse moderne, dont l'essor est intimement lié au progrès de la civilisation dans chaque pays.

L'influence exercée par la presse n'a pas cessé d'augmenter en dépit des difficultés auxquelles elle s'est heurtée et de toutes les lois repressives élaborées dans le but de l'enchaîner.

C'est l'honneur du journalisme que d'avoir cru à sa mission, d'avoir alimenté sa propre flamme, d'avoir sans cesse trouvé des ressources nouvelles pour étendre son rayon d'action et pour maintenir son développement croissant.

Ce n'est pas sans appréhension que nous avons abordé la présente étude sur l'évolution de la législation sur la presse en Egypte, sujet de si grande envergure que nous n'avons nullement la prétention de l'avoir épuisé.

Nous avons été inspiré par le souci de faire ressortir l'inconvénient de la multiplicité des lois sur la presse, nombreuses et variées, qui surgissent selon les circonstances et s'inspirent des exigences du moment, alors que le législateur — soucieux, avant tout, de faire œuvre solide et durable — devrait s'efforcer d'élaborer une loi échappant à toutes les contingences.

INTRODUCTION

HISTORIQUE DU REGIME DE LA PRESSE EN FRANCE ⁽¹⁾

La liberté de la presse n'existait pas, sous l'ancien régime; la presse périodique était encore au berceau.

Sous l'Empire, la presse vécut sous la pression constante du Gouvernement.

L'arrêté du 27 nivôse au VIII décida qu'aucun journal ne pouvait paraître sans l'autorisation du ministre de la police et en même temps réduisit à treize le nombre de ces journaux, en menaçant de suppression ceux qui "inséraient des articles contraires au respect ou au pacte social, à la souveraineté du peuple et à la gloire des armées, ou qui publieraient des invectives contre les gouvernements et les nations amis ou alliés de la République". ⁽²⁾

Les propriétaires et rédacteurs étaient tenus pour responsables.

Une étroite surveillance fut, dès lors exercée sur la presse et divers décrets vinrent restreindre de plus en plus son pouvoir d'appréciation et son influence; en 1811, Napoléon alla plus loin; il posa en principe que le produit des journaux ne peut être une propriété qu'en conséquence d'une concession expresse faite par l'empereur, et il confisqua

1. La fondation de la Presse en France date véritablement du premier numéro de la Gazette de Théophraste Renaudot qui commença à paraître le 30 Mai 1631 sur quatre pages in 4o au «Bureau d'adresses» autre invention de l'ingénieux Renaudot, à l'enseigne du Grand Cop. «sortant du Marché-Neuf, près le Palais».

2. Fabreguettes, introd. tit. IV, Ch. III.

la propriété des journaux dont il réduisit le nombre à quatre.

L'époque de la Restauration est celle des grandes luttes de la tribune et celle des grandes polémiques.

L'art. 8 de la Constitutionnelle du 4 Juin 1814 donnait aux Français le droit de publication sous la réserve que les abus pourraient être réprimés.

Cependant les journaux ne purent paraître sans autorisation du roi (L. 21 Oct. 1814 art. 9). Cette mesure so-disant transitoire, fut maintenue jusqu'au vote de la loi de 1819.

Sous la poussée de l'opinion la loi du Juin 1819 fut présentée par la garde des sceaux de Serre, et établie dans un sens libéral.

Le principe de la liberté de la presse fut de nouveau invoqué; des garanties furent seulement exigées par les pouvoirs publics pour que la répression, au cas où elle serait nécessaire, pût être facile et efficace.

Ces garanties étaient au nombre de deux: déclarer avant que le journal ne parut, le nom et la demeure du propriétaire ou de l'éditeur responsable, ainsi que l'imprimerie qui devait effectuer le tirage; fournir un cautionnement, plus ou moins considérable suivant que le journal était ou non quotidien, qu'il paraissait dans tel ou tel département. La censure avait été abolie par la loi du 17 Mai 1819. (1)

La loi du 31 Mars 1820 mettait rapidement fin à ce régime libéral, et de nouveau les journaux durent, pour paraître solliciter l'autorisation du roi.

La loi du 17 Mars 1822 vint encore aggraver l'état des choses: Autorisation, dépôt du premier exemplaire au Parquet du procureur du roi, furent exigés des journaux, avec menace de suspension au cas où certains articles sembleraient subversifs.

1. (Fabreguettes, Introd. tit. V, Ch. 1).

L'ordonnance du 15 Août 1824 rétablissait la censure, elle fut encore abolie à l'avènement de Charles X par l'ordonnance du 29 Septembre 1824, puis de nouveau rétablie.

La loi du 18 Juillet 1828 exigeait : cautionnement, déclaration, dépôt de chaque numéro du journal signé en minute par le propriétaire, l'un des gérants, ou des administrateurs dont la signature devait être imprimée au bas de chacun des exemplaires. (1)

La première des célèbres ordonnances du 25 Juillet 1830, suspendait la liberté de la presse et rétablissait le régime de l'autorisation préalable, revocable, renouvelable tous les trois mois.

L'échec des ordonnances ne rendit pas à la presse les avantages que lui avait apportés la loi de 1819.

En effet si la Charte de 1830 et les lois de 14 Décembre 1830 et 8 Avril 1831 lui furent relativement favorables, la loi du 9 Septembre 1835 augmenta le cautionnement, exigea que le gerant responsable en possédât le tiers et réprima, d'une façon draconienne, l'outrage à la personne du roi aux membres de sa famille, les attaques contre le principe et la forme du gouvernement.

La presse vécut jusqu'en 1848 sous le régime de la loi de Septembre 1835.

Dans les premières années de la Monarchie de Juillet la presse française n'avait suivi de près, ni de loin l'évolution économique ni l'évolution des idées qui depuis le début du siècle, avaient marqué tant de progrès.

Cette situation tenait notamment au prix élevé des journaux ; l'abonnement était alors, pour les feuilles politiques du prix uniforme de 80 francs, même pour les journaux de tout petit format paraissant sur quatre pages in-octavo.

En pleine démocratie la presse, lecture de luxe, restait dans toute l'acception du terme, une institution aristocratique.

C'est alors qu'Emile de Girardin eut l'initiative d'une réforme qui était faite pour bouleverser les conditions de

1. Pandectes, Rep. 45.

la vie moderne: l'introduction de la presse à bon marché.

Le premier numéro de son journal "La Presse" qui parut le 1er Juillet 1836 annonçait à grand fracas "une révolution dans la presse périodique".⁽¹⁾

A partir de cette date, grâce à l'idée de Girardin, la presse en général allait connaître une extension sans précédent.

La République de 1848, à nouveau, accorda à la presse une liberté presque absolue.

Ce régime fut de courte durée, car, après le coup d'Etat du 2 Décembre 1852, le prince Napoléon, par le décret du 17 Février 1852 édicta un ensemble de mesures destinées à mettre un terme aux violentes polémiques des adversaires du Bonapartisme ⁽²⁾.

Les prescriptions imposées à la presse par le second Empire, les unes nouvelles, les autres empruntées aux régimes déchus peuvent se résumer ainsi:

1) aucun journal traitant de questions politiques, philosophiques ou sociales ne pouvait paraître sans une autorisation préalable.

2) les journaux de cette catégorie, s'ils étaient autorisés devaient faire une déclaration préalable en indiquant leurs titres, les noms, prénoms, adresses des propriétaires, gérants et imprimeurs.

3) ces mêmes journaux étaient obligés de verser un fort cautionnement, destiné à répondre des amendes et dommages - intérêts.

1. (Emile de Girardin, Maurice Reclus p. 83) Le 2 Décembre 1844, Saint Beuve écrit à Juste Oliver «la grande nouvelle est la transformation du journal «La Presse» qui vient d'augmenter son format, d'abaisser son prix et de prendre d'un grand coup de fillet la masse et l'élite des écrivains, c'est l'époque où la «presse» donne aux comptes rendus des débats parlementaires une extension inusitée jusqu'alors et d'autre part, pratique également nouvelle, s'assure, comme on dirait aujourd'hui l'«exclusivité» de la production des auteurs les plus célèbres tels qu'Alexandre Dumas.

(Emile de girardin Maurice Beclus p. 83)

2. Ernest Picard s'élève au Corps Législatif contre l'arbitraire des autorisations : c'est, s'écrit-il, l'absence de liberté dans son expression, la plus brutale; c'est la pensée humaine, le droit de communication intellectuelle mis à la disposition du Gouvernement qui après avoir voulu un moment, en faire un moyen de salut public s'en est emparé et en a fait un agent de Politique».

4) tout article traitant de questions politiques, sociales ou religieuses devait être signé par son auteur.

5) les journaux ne traitant pas de ces questions n'étaient pas astreints à solliciter l'autorisation préalable mais ils devaient faire une déclaration.

6) un exemplaire de chaque numéro, signé par le gérant devait être déposé au parquet.

Cette législation fut fortement atténuée pendant la seconde période de l'Empire, c'est-à-dire dès 1860.

Après la guerre de 1870-71 un système plus libéral fut instauré, qui dura jusqu'au vote de la loi du 29 Juillet 1881 actuellement en vigueur.

La loi du 29 Juillet 1881 précédée, deux ans auparavant par l'amnistie qui s'appliquait à 2700 condamnations, sous les Gouvernements de réaction, rend, en établissant une législation nouvelle, la liberté à la presse; elle écarte les délits d'opinion.⁽¹⁾

1. Institution du jury en matière de délit de presse (en France).

L'institution du jury fut, en France. l'objet de critiques les plus diverses, ainsi, nous allons citer quelques opinions émises par d'éminents sociologues sur la portée et l'efficacité de pareille institution.

« C'est à cause du jury, a dit Tarde, que la liberté de la presse est devenue l'irresponsabilité, l'omnipotence de la presse, c'est à cause du jury qu'il n'y a plus de défense possible contre elle dans notre législation ».

C'est à cause du jury que la loi peut encore bien défendre notre vie contre les attaques d'assassins mais qu'elle ne défendra jamais notre honneur contre les agressions des pressions des premiers venus de la presse.

« Comment s'assurer, a dit Mr Desjardins, que le jury formé de tant d'éléments divers, soit l'organe véritable de cette opinion commune si prompt à s'émouvoir et si difficilement saisissable.

» Il sont les représentants de l'opinion publique parce-qu'ils la connaissent. Ils évaluent ce qui peut agir sur elle. Ils sont les organes de la raison commune, parce que cette raison commune les dirige, affranchie qu'elle est des formes qui ne sont imposées qu'aux juges et qui ne durent avoir lieu que pour assurer l'application de la loi, ne peuvent embrasser ce qui tient à la conscience, à l'intention, à l'effet moral,

(Benj. Constant. Annales de la session de 1917).

« Après leur séance, les jurés rentrent dans la société, ils y retrouvent d'autres juges qui sanctionnent ou blâment leur jugement.

« Le jury condamne beaucoup plus souvent qu'on ne le dit et qu'on ne le croit en matière de preuve, Si les poursuites étaient moins capricieuses, si on les exerçait toutes les fois que le délit a été commis et semble mériter une répression, si on avait pour tout dire, plus de confiance dans le jury, peut être s'apercevrait-on que, ici, comme ailleurs, sa justice peut concilier la nécessité de la répression et le respect de la liberté.

(Garçon 1900).

« Nous déférons au jury la généralité des délits commis par la voie de la presse et

Au cours de notre étude nous allons nous appliquer à montrer les emprunts nombreux que firent à cette loi, les différentes législations sur la presse en Egypte.

• de la parole, indifféremment, qui impliquent l'appréciation plus spéciale des *intentions* du prévenu ou que la politique a plus ou moins occasionnés.

(Rapp. Lisbonne, Seance du 14 Févr. 1881).

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE 1er.

LA PRESSE EN EGYPTE

La presse prit naissance en Egypte à la suite de l'entrée de Bonaparte qui, on le sait, du reste, avait organisé parallèlement à l'expédition militaire une véritable expédition scientifique dotée de tout le matériel d'imprimerie.

C'est ainsi que le 29 Août 1799 le premier journal de langue française "Le Courrier d'Egypte" (1) fit son apparition suivi de près par celui de la "Décade Egyptienne" au mois d'Octobre de la même année.

Bonaparte fit éditer également plusieurs bulletins de langue arabe.

Après le départ de l'expédition française, il y eut une période d'interruption qui constitue si l'on peut dire, un vide dans la vie journalistique et littéraire du pays.

Ce n'est qu'après que le Grand Mohamed Aly eut affermi son empire qu'une certaine activité commença à se manifester à nouveau.

Le 20 Novembre 1828, Mohamed Aly fonda "Al Wakaï El Masriah" (l'Événement Egyptien) qui fut le journal officiel de son gouvernement.

"Al Wakaï Al Masriah" rédigé en arabe et en turc paraissait trois fois par semaine. Ce n'est qu'en 1873 qu'en apparaît l'édition française qui prend le titre de "Moniteur Egyptien". Dix ans plus tard, soit en 1883, le "Moniteur Egyptien" devint le journal Officiel, et il est édité jusqu'à nos jours en langue française et en langue arabe. Ce fut là le seul journal jusqu'en 1865.

1. Dans les rares exemplaires du « Courrier d'Egypte » conservés par de zélés collectionneurs, on peut lire le résultat du premier recensement de la Ville du Caire, mené à bonne fin par une commission instituée sur l'initiative de Napoléon. On y apprend qu'en 1799 la Capitale de l'Egypte ne comptait que 260.000 habitants.

Mais loin de borner son activité à la seule partie officielle, il abordait des questions financières et scientifiques s'adaptant à la situation du pays dont les conditions aussi bien sociales que politiques ne favorisaient point l'éclosion d'autres journaux édités par des particuliers.

Toutefois, un journal italien "Il Progresso" parut à Alexandrie en 1858-59.

Sous le règne du Khédive Ismaïl le journalisme prit de l'extension. Une ère de progrès dans tous les domaines venait d'être inaugurée dans le pays.

Le Souverain, un grand réformateur, donna une impulsion nouvelle aux Lettres, aux Sciences et aux Arts.

Un contact étroit et permanent avec l'Europe, le retour des Missions universitaires que le Grand Khédive avait envoyées en France et ailleurs ont favorisé la pénétration de la civilisation occidentale en Egypte.

Dès 1865 une activité journalistique jusque là inconnue se manifesta dans les importantes villes du territoire et marqua ainsi une ère de renaissance intellectuelle qui se continua sans interruption.

L'année suivante (1867) soixante ans après le "Courrier d'Egypte", un autre journal, qui eut son heure de gloire, "Le Journal du Canal", publié à Port-Saïd, défendait héroïquement l'œuvre de Ferdinand de Lesseps contre toutes sortes d'attaques.

On bataillait ferme alors pour ou contre le Canal de Suez. Ce formidable choc d'idées, conséquence d'une œuvre d'une incomparable grandeur, provoqua une soudaine éclosion de feuilles "en tout genre".

En 1868 cinq journaux font leur apparition à Alexandrie et deux au Caire.

Vers la même époque, le Dr. Mohamed Aly Pacha El Hakim édite une revue médicale "Le Moniteur Médical" et l'année suivante Abdallah Aboul Seoud publia un quotidien "Wadi El Nil" (la Vallée du Nil).

L'essor imprimé par le Khédive Ismaïl à toutes les for-

ces du pays continue à se développer.

Le pays alors se couvre de chemins-de-fer et de lignes télégraphiques, on creuse de nombreux canaux qui doublent la production agricole, on ouvre des écoles, le commerce se développe et prend tout de suite assez d'importance pour justifier la création d'une Bourse, "La Bourse d'Alexandrie", fondée en 1866 et reconnue officiellement par décret vice-royal pour une durée de quatre-vingt-dix-neuf ans.

De nombreux hommes de lettres, syriens et libanais, attirés par le renom de la renaissance intellectuelle de l'Egypte s'empressèrent de venir s'y installer.

Les frères Sélim et Bichara Takla, venus du Liban, fondèrent en 1875 un grand quotidien "Al Ahram" qui est actuellement la publication la plus importante et la plus ancienne d'Egypte.

En 1881, sous la direction de M. Lafon, paraît un journal français "l'Egypte quotidien."

Vers la même époque Haicalis Pacha fondait "Le Phare d'Alexandrie" qui prit une importance considérable et engagea une violente polémique avec "L'Egypte" au sujet de la candidature de Riaz Pacha à la Présidence du Conseil des Ministres.

C'est également à cette époque qu'il faut situer la publication de la première revue humoristique qui parut sous le titre de "Darabouk".

Le "Darabouk" revue hebdomadaire illustrée succédait à une autre revue, "El Fanous" (la Lanterne).

Le Darabouk publiait le portrait des artistes du théâtre Khédivial, c'était une innovation qui lui assurait le succès quand les événements de 1882 arrêterent brusquement son essor.

De 1882 - 1914

L'année 1882 fut grosse d'événements que nous n'avons pas à tracer ici car ils relèvent principalement du domaine politique.

Cette date marque le commencement de l'occupation britannique survenue à la suite de la révolte d'Arabi Pacha et du bombardement d'Alexandrie.

L'atmosphère politique était chargée de nuages qui s'amoncelaient chaque jour davantage, mais la situation n'allait pas tarder à se stabiliser et tout devait rentrer dans l'ordre.

L'occupation ne devait pas arrêter pourtant l'essor du journalisme, qui, plus que jamais, avait besoin de se développer pour refléter les opinions tant des nationaux que des résidents étrangers.

Depuis l'inauguration du Canal de Suez, la Ville de Port-Saïd avait fait de constants progrès et était devenue un centre important.

Deux ans avant les événements de 1882, Serrière qui avait dans cette ville une "imprimerie française" fondait le Bosphore Egyptien. En 1884, le Bosphore tirait à 500 exemplaires, ce qui était alors un chiffre respectable.

A partir de 1885, il y eut superbe floraison de quotidiens, de revues littéraires et illustrées.

En 1888, les Drs. Nimr et Sarrouf ont fondé à côté d'une revue mensuelle littéraire et scientifique "Al Moktataf" un grand quotidien politique "El Mokattam" qui a acquis une importance énorme.

En 1890 paraît le journal "El Moayed" considéré, à juste titre comme le premier journal Musulman.

Les rédacteurs de ce journal furent les pionniers du mouvement national égyptien "El Cheikh" Moh. Abdou Fathi Zaghloul.

L'année suivante, un jeune étudiant égyptien, dont le nom allait symboliser, pour une longue période, les revendications nationales, fit paraître "Le Madras" qui fut suivi par le journal "El Lewa" porte parole du parti nationaliste auquel virent se greffer ensuite "Al Allam" et "Al Chaab".

Pour toucher l'opinion européenne, Moustafa Pacha fit éditer "The Egyptian Standard" ainsi que "l'Etendar

Egyptien, édition française à laquelle collaboraient Pierre Loti, Mme Juliette Adam.

D'autres journaux avaient vu précédemment le jour, tels "Al Tawfik", "Misr".

Ce mouvement intellectuel arabe fut secondé par l'éclosion de journaux européens, savoir "L'Imparziale", "La Vérité", "La Réforme" etc.

Cette date 1891, marque le début d'une ère nouvelle et l'âge d'or de la presse. A vrai dire ce n'était pas seulement la presse qui était en progrès, mais encore les industries le commerce et l'agriculture.

On édita, à cette époque également, une revue illustrée "Le Carnaval au Caire" (numéro unique) qui produisit de fructueuses recettes.

En 1892 paraît le premier journal féministe en Egypte "Journal de la jeune fille", dirigé par la Dame Hend.

Pour ce qui est de la presse anglaise, l'organe le plus important est "The Egyptian Gazette", fondé au début de l'occupation et devenu par la suite l'organe officiel de la communauté britannique.

Le mouvement nationaliste déclenché par Moustafa Kamel Pacha n'a pas laissé de créer un nouveau courant d'idées lequel s'est diversifié à la mort du grand tribun.

Un nouveau parti politique "La Nation" s'est fondé en 1908, faisant paraître un organe "Al Garida" dont le rédacteur en Chef était Ahmed Loutfi El Sayed Bey.

"Al Garida" eut le mérite d'introduire des méthodes modernes dans le journalisme égyptien et d'y apporter un esprit nouveau.

La presse pendant la Guerre

La Censure, pendant la guerre, sévit de la façon la plus attentatoire à la liberté.

Les autorités militaires britanniques firent supprimer plusieurs journaux égyptiens.

Parmi les partis égyptiens constitués à cette époque était

le parti national qui avait pour organe de défense le journal "El Shaab" qui fut supprimé au mois de Novembre 1914.

A la fin des hostilités, la presse recouvrit sa liberté et reprit son essor.

La presse actuelle

Après la guerre une véritable révolution s'étant opérée dans les esprits, la presse prit un nouvel essor et l'industrie typographique connut une prospérité inespérée.

Du jour au lendemain, le nombre des lecteurs a augmenté dans des proportions considérables et ce mouvement intellectuel était, sans doute, en étroite corrélation avec le réveil national.

La lutte pour l'indépendance qui devait s'accroître au cours des années qui suivirent la guerre éveilla la curiosité du public assoiffé de nouvelles, inquiet de connaître et de suivre de près les événements de l'heure. Aussi, les feuilles naissaient et se développaient en stimulant les forces latentes du pays.

Les journaux politiques

Jusqu'en 1921, la presse politique suivit toujours une directive uniforme, à l'exception toutefois des organes du parti nationaliste fondé par Moustafa Kamel.

Mais l'évolution politique qui nécessairement créa un antagonisme d'idées, multiplia du jour au lendemain les partis et par le fait même, les journaux, puisque chaque parti politique possède au moins un organe qui défend ses doctrines.

C'est ainsi que sont nés "Al Siassa", en 1921, "Al Ithad", deux ans plus tard, puis "La Liberté" "Le Réveil" "l'Information" "La Patrie" et enfin le "Chaab" en 1930.- Autant de journaux d'opinions autour desquels foisonnent d'autres quotidiens ou périodiques défendant selon le cas, les intérêts de tel ou de tel parti.

Ceci du point de vue politique. Quant au côté matériel les journaux politiques se sont modernisés à tel point que les nouvelles les plus importantes du monde sont publiées au fur et à mesure grâce à une installation parfaite de T.S.F.

Des correspondants particuliers dans les capitales d'Europe et dans les pays que des liens divers unissent à l'Egypte, alimentent les grands quotidiens d'informations et de nouvelles touchant toutes les formes de l'activité humaine, de sorte que l'Egypte reste en contact permanent avec le monde.

Bien plus, l'illustration des événements extérieurs ou locaux, est entrée dans nos moeurs journalistiques, à la suite de la modernisation de l'imprimerie qui comporte déjà l'emploi de la rotogravure, de l'impression en couleurs, la linotype etc...

Dans cet ordre d'idées, il convient de rappeler que la presse égyptienne est avant tout une presse d'information. Aussi bien les journaux ont adopté la concision et la clarté, la forme qui convient le mieux à leur objectif, car ils abordent presque tous les domaines de l'activité sociale et de la vie publique, passant ainsi de la politique aux questions agricoles scientifiques, techniques, sportives et littéraires, voire même aux Beaux Arts et à l'Art dramatique.

La presse politique d'Egypte a vraiment suivi le sillon de la presse d'Occident.

La Presse Littéraire

Alors que la presse politique connaît une vogue considérable grâce aux divers facteurs que nous venons d'exposer et particulièrement à cet ardent désir de contribuer dans la plus large mesure possible à l'évolution politique et sociale du pays, la presse scientifique et littéraire traversa des heures difficiles avant d'atteindre la vogue actuelle dont elle jouit depuis 1931.

Actuellement il est édité en Egypte un nombre considérable de périodiques. pour la plupart illustrés, traitant de toutes les formes de l'activité sociale : Arts et littérature. sciences, économie, industrie, commerce.

Nous en citons à titre d'exemple. "Al Mouktataf", les publications d'Al Hilal, celles d'"Al Lataïi", la Cazette des Tribunaux Mixtes", Indigènes et Chariés", "El Manar".

Pour ce qui est des revues de langue française, elles n'en sont pas moins importantes et nous en citons "l'Egypte contemporaines" "l'Egypte Industrielle" "l'Union des Agriculteurs en Egypte" "les Bulletins des diverses Institutions scientifiques, le "Magazine Egyptien" "la Semaine Egyptienne" "Images", etc...

D'un autre côté, le féminisme, qui n'a pas laissé de prendre pied en Egypte, a eu cet heureux résultat de lancer la femme égyptienne dans la lutte sociale et politique et de donner naissance à des journaux féministes rédigés et gérés par des égyptiennes qui font preuve non seulement de talent et de compétence mais aussi et surtout d'un goût parfait.

Ces publications ne se bornent pas à la seule langue arabe, certaines étant de langue française dans laquelle la femme égyptienne se distingue tout particulièrement.

A ce propos, il serait juste de faire une mention spéciale de l'"Egyptienne" revue mensuelle.

D'autre part les communautés étrangères ont, toutes, leurs organes pour la plupart florissants.

Le Gouvernement n'a jamais négligé d'accorder à la presse l'aide dont celle se trouve avoir besoin et la Direction de la Presse est toujours soucieuse de lui faciliter la tâche.

En définitive, la presse d'Egypte jouit actuellement d'une situation prépondérante qui la place au premier rang de la presse d'Orient.

CHAPITRE 2ème.

Toute étude de la législation sur la presse doit être précédée, pour être complète, d'une étude sur la réglementation de l'imprimerie, car l'imprimerie est la base sur laquelle repose le journalisme.

Il n'est pas possible de concevoir l'existence d'un journal sans celle de l'imprimerie qui lui sert de corollaire.

Ainsi il convient de consacrer une partie spéciale à l'imprimerie, à sa réglementation.

SECTION I

REGLEMENTATION DE L'IMPRIMERIE PENDANT LA PERIODE ANTERIEURE A 1881

Avant 1881 l'Egypte ne possédait pas, en matière de presse, une législation propre; d'ailleurs avant cette date, elle faisait partie de l'empire ottoman.

Par conséquent, elle se trouvait régie par les lois et règlements qui étaient en vigueur dans ce pays.

L'imprimerie était regie, dans l'empire ottoman, par les dispositions législatives et règlements suivants:

- 1) les prescriptions du Code Dastour concernant les imprimeries.
- 2) la loi ottomane sur la presse en vigueur depuis le 1er Janvier 1865.
- 3) l'ordonnance vizirienne du 12 Mars 1867 par laquelle la Suplême Porte se réservait d'agir, au besoin, à l'encontre de la presse, par voie administrative et indépendante de la loi.

L'ensemble des dispositions réglementant l'imprimerie procédait d'une conception arbitraire; l'imprimerie se trouvait assujettie à des lois qui enlevaient toute liberté à l'imprimeur.

L'imprimeur ⁽¹⁾ qui devait être muni de l'autorisation préalable était soumis à toutes les entraves.

La constitution de l'Empire Ottoman du 11 Décembre 1870 quoique ayant proclamé en principe la liberté de la presse n'abrogea pas sur ce point la loi du 1er. Janvier 1865 et l'ordonnance viziriel le du 12 Mars 1867. L'autorisation préalable s'imposait toujours tant dans l'empire ottoman qu'en Egypte.

SECTION II

APPLICATIONS DES DISPOSITIONS REGLEMENTANT L'IMPRIMERIE AUX ETRANGERS

En ce qui concerne les étrangers, il résulte des lois portées à la connaissance des Agents des puissances étrangères et notamment en ce qui concerne l'Egypte par les Circulaires de Décembre 1857 et 7 Octobre 1863 que nul étranger dans ce pays ne peut établir une imprimerie sans n'être préalablement adressé au Ministère des Affaires Etrangères et avoir obtenu de lui une autorisation préalable.

Les dispositions réglementant l'imprimerie conservaient leurs empire à l'égard des étrangers et maintenaient contre eux toute la rigueur des principes qui régissent la législation sur la presse.

Le Ministère des Affaires Etrangères avait le droit de refuser toute autorisation d'ouvrir une imprimerie demandée par un étranger.

Ce pouvoir de refus ne souffrait aucune dérogation.

Il était inspiré par le souci particulier qu'avait l'empire

1. Napoléon I au Conseil d'Etat du 12 Août 1809 disait :

» L'imprimerie est un arsenal qu'il importe de ne pas mettre à la disposition de tout le monde. Il ne doit pas suffir d'une simple patente pour s'y livrer. Il s'agit d'un état qui intéresse la politique et dès lors la politique doit en être juge ».

Les imprimeurs doivent être assimilés aux notaires et aux avoués qui n'entrent dans les places vacantes et qui n'y entrent que par nomination.

Sous le règne de Napoléon III les imprimeurs étaient des fonctionnaires révocables.

ottoman, à cette époque, de veiller à la sécurité des habitants, de prévenir toute attaque par les journaux étrangers contre le régime politique en vigueur.

Les luttes de partis étaient violentes; la stabilité du régime subissait le contre-coup de ces luttes qui se manifestaient parfois par des articles de presse violents.

Les étrangers, en vertu des capitulations, jouissaient de certaines immunités, notamment, en matière pénale, où ils relevaient directement de leurs tribunaux Consulaires.

Le Gouvernement estimait qu'il était plus prudent de subordonner l'ouverture de toute imprimerie à l'autorisation préalable pour prévenir tout abus; il avait recours ainsi au système préventif pour assurer sa sécurité.

Les principales dispositions dans l'Empire Ottoman ayant trait à la réglementation de l'imprimerie, en ce qui concerne les étrangers, se trouvent contenues dans la circulaire du Ministère des Affaires Etrangères adressée au Consul Général (1).

Ces dispositions se trouvent divisées en deux parties dont l'une a trait à l'impression des journaux et l'autre à l'impression des livres ou brochures.

En ce qui concerne les journaux: L'ouverture de toute imprimerie est subordonnée à l'autorisation préalable du Ministère des Affaires Etrangères (art. 6).

En ce qui concerne les livres ou brochures : La même

1. Circulaire du Ministère des Affaires Etrangères No. 785. — Le Caire, 7 Octobre 1863. —

» Monsieur le Consul Général. L'Imprimerie soit typographique, soit lithographique, ainsi que le journalisme, prenant chaque jour de l'extension en Egypte, et ces industries étant dans l'Empire Ottoman, comme dans la plupart des pays, assujetties à des règlements spéciaux et limitatifs appropriés à leur nature particulière, le Gouvernement Egyptien après avoir déjà signalé les principales dispositions relatives à l'imprimerie dans une circulaire du mois de décembre 1857 et fait connaître plus récemment, par l'intermédiaire de leur autorité, à tous ceux qui ont demandé l'autorisation de publier des journaux, les prescriptions concernant l'imprimerie et la Presse, insérées au Code Destour, promulgué et en pleine vigueur dans toute l'étendue de l'Empire, croit devoir aujourd'hui insister sur l'entière exécution des dites prescriptions déjà recommandées par ses précédentes communications, et c'est dans ce but, Monsieur le Consul Général, que j'ai l'honneur de placer sous vos yeux toute la partie des règlements qui regarde principalement les étrangers.

(Rep. gen. Legisl. Administr. égypt.)

(Ph. géol. Vol. IV)

autorisation préalable du Ministère des Affaires Etrangères est requise.

Art. 4 — Les sujets étrangers qui ont l'intention d'établir dans l'Empire Ottoman des imprimeries pour la publication des livres doivent s'adresser au Ministère des Affaires Etrangères, sans l'autorisation duquel le dit établissement ne saurait avoir lieu.

Art. 5 — Les sujets étrangers, qui se proposent d'imprimer des journaux ne peuvent le faire sans un permis préalable du Ministère des Affaires Etrangères.

SANCTION: Le règlement prévoit la fermeture de toute imprimerie non pourvue de l'autorisation préalable.

ART. 137. — Quiconque ouvrirait une imprimerie et y imprimerait des livres ou autres écrits sans l'autorisation de la Sublime Porte ou se permettrait d'imprimer et de publier des journaux, livres ou autres écrits contre le Gouvernement et les fonctionnaires de la Sublime Porte ou bien contre une des nations sujettes de la Turquie, ces journaux, livres ou écrits seraient saisis et le délinquant pourra être contraint suivant le degré de sa culpabilité, de fermer son imprimerie temporairement ou définitivement et de payer une amende de dix à cinquante pièces Medjidieh d'or.

L'art. 8 figurant dans le règlement spécifiait que tous ceux qui, soit à Constantinople, soit dans les autres Parties de l'Empire contreviendraient au présent règlement, pourraient être contraints de fermer leurs établissements et seraient, en outre, punissables d'après le degré de leur culpabilité et suivant les lois de l'Empire.

Cet article tendait à soumettre les étrangers habitant tout le territoire ottoman aux lois de l'Empire.

Le Ministère des Affaires Etrangères termina sa circulaire par la recommandation suivante, en ce qui concerne l'imprimerie: (1)

Toute personne qui possède une imprimerie déjà exis-

1. Rép. ger. Legis. Administr. égypt. (Ph. Gelat. Vol. IV)

tante sans l'autorisation préalable doit se munir de cette autorisation dans le délai d'un mois à partir de la présente communication, faute de quoi elle ne serait pas admise à faire valoir sa demande et serait exposée à voir son imprimerie fermée.

La nécessité d'obtenir une autorisation du Ministère des Affaires Etrangères pour les imprimeries existantes ou en voie de création est absolue tant pour les étrangers que pour les nationaux.

L'application des dispositions réglementaires contenues dans cette circulaire allait donner naissance en Egypte, à certains différends.

L'Egypte, faisant partie de l'Empire Ottoman, était soumise aux lois et règlements en vigueur dans cet Empire.

Toutes les dispositions précédentes, réglementant l'imprimerie, étaient applicables en Egypte.

L'ordonnance vizirienne du 12 Mars 1867 par laquelle la Sublime Porte se réservait d'agir, au besoin, à l'encontre de la presse, par voie administrative et indépendamment de la loi de 1865, fut portée à la connaissance des représentants des Puissances en Egypte par une circulaire du Ministère des Affaires Etrangères, S.E. Chérif Pacha, en date du 14 Mai 1870 ⁽¹⁾.

Par application de l'ordonnance vizirienne de 1867, le Gouvernement Egyptien prononça quelque temps après, la fermeture de l'imprimerie du Journal "L'Indépendant" et simultanément la saisie de ce journal publié à Alexandrie par un sujet français qui n'avait pas obtenu pour cette publication l'autorisation préalable prévue par la loi.

Le Consul général de France n'hésita pas à reconnaître formellement que le Gouvernement Egyptien était dans son droit ⁽²⁾.

1. Circulaire No 50. — Par cette circulaire, Chérif Pacha priait les Consuls Généraux de donner toute la publicité possible à des dispositions que le Gouvernement du Kédive appliquerait le cas échéant.

2. Dépêche du 19 Juin 1871.

Toutefois un différend s'éleva à propos des agissements de la police dans cette affaire.

Le Ministère des Affaires Etrangères de France ne tarda pas à faire connaître son avis suivant lequel il reconnaissait le caractère obligatoire pour les étrangers de la législation locale en matière de presse (1).

D'autre part, les mesures administratives prises à l'encontre du journal "L'Indépendant" avaient, à l'occasion de leur exécution matérielle, provoqué, entre l'autorité locale et le Consul Général de France un différend qui, d'un commun accord, fut soumis à une Commission d'arbitrage composée des Consuls Généraux d'Allemagne, de Grande Bretagne et d'Italie.

La sentence arbitrale (2) qui fut rendue à la date du 29 Novembre 1871 reconnut, en termes formels et explicites, les droits de l'Autorité locale en matière de presse; il y est dit notamment:

« Vu que la loi Ottomane du 1er. Janvier 1865 régit la
» Presse en Orient, principe que le Consul Général de France
» lui même a reconnu.

« Que la Publication du journal "l'Indépendant" est
» contraire à la loi susmentionnée.

Decident

« Que le Consulat Général de France dès que l'infraction à la loi commise par la publication non autorisée

1. Saisi de la question par le Consulat Général de France, le Ministres des Affaires Etrangères M. Jules Favre, lui écrivait à la date du 18 Juillet 1871 :

» Je laisse de côté ce qui regarde la publication du Journal l'Indépendant (d'Egypte) parce qu'elle a été l'occasion et non la cause du conflit. Vous avez fait d'ailleurs votre devoir envers le Gouvernement du Khédive en lui prêtant votre Concours dans la mesure
» où il était obligatoire, pour faire appliquer à ce journal la législation qui régit la presse en Egypte".

2. Il n'est pas sans intérêt de signaler les termes de la note présentée aux arbitres par le Consul Général de France à cette occasion et dans laquelle il disait:

» Quand à l'Indépendant qui a été l'occasion et non la cause du conflit et qui, en réalité, est étranger à la demande de réparation que j'ai formulée le 21 Juin, la correspondance ci-jointe prouvera que je n'ai jamais hésité à reconnaître qu'il est dans son tort et qu'il aurait dû se conformer à la loi ottomane avant d'être publié».

du journal «l'indépendant lui fut dénoncée par le Gouvernement, était tenu de sa propre Autorité et d'office à prendre toutes les mesures nécessaires pour faire cesser immédiatement et définitivement cet état illégal.»

La soumission des étrangers à la loi ottomane, en ce qui concerne le regime de la presse, cette loi étant une loi de police qui régit tous les habitants résidant sur le territoire devait être proclamée par une haute Autorité judiciaire, la Cour d'Appel d'Aix

La Cour d'Appel d'Aix fut appelée à connaître également de cette affaire sur l'appel fait par l'éditeur de l'Indépendant contre le Jugement Consulaire ordonnant la fermeture de l'imprimerie de ce journal sur la plainte du Gouvernement Egyptien. Cette Cour d'Appel rendit à la date du 22 Mars 1872 un arrêt devenu définitif, et dans lequel, il importe de relever les attendus suivants:

« Attendu que la presse est régie en ce qui concerne
» la police, son régime et ses conditions d'existence par la
» loi territoriale de chaque pays, et si, à ce point de vue, elle
» ne peut être soumise en Egypte, à nos lois spéciales qui
» seules peuvent servir de base à la justice repressive française les tribunaux français dans le levant ont toutefois
» le droit et le devoir de faire cesser en les réprimant, les
» actes de leurs nationaux résidant sur ce territoire lorsque
» ces actes se produisent au mépris et en contravention aux
» lois de police et de répression du pays, et qu'ils sont
» dénoncés à nos agents par l'autorité locale;

» Attendu qu'il résulte des dispositions des lois visées
» dans le jugement dont est appel, et qui ont été portées
» par le Gouvernement Ottoman à la connaissance des
» Agents des puissances étrangères, sans protestation de
» leur part, et notamment en ce qui concerne l'Egypte, par
» les circulaires de décembre 1857 et du 7 octobre 1863,
» que nul étranger ne peut, établir un imprimerie et publier
» un journal sans s'être préalablement adressé au Ministère

» Etrangères et avoir obtenu de lui une autorisation
» spéciale;

» Attendu que... c'est à bon droit que le Tribunal consulaire français... a ordonné les mesures nécessaires pour
» faire cesser une contravention flagrante à des lois de
» police qui commandent soumission à tous les résidents
» sans distinctions de nationalité.

Dans le même ordre d'idées, il convient de rappeler un Arrêt du 28 Novembre 1857 de la Cour de Cassation de France, déjà invoqué par le Gouvernement Egyptien dans une dépêche adressée par le Ministère des Affaires Etrangères le 25 Juin 1871, sous le No. 558, au Consulat Général de France. Cet arrêt reconnaît explicitement que la presse est soumise, en ce qui concerne sa police, son régime et ses conditions d'existence à la loi territoriale de chaque pays.

Et d'ailleurs, ainsi que le faisait observer le Ministère des Affaires Etrangères, dans la communication précitée (dépêche du 25 Juin 1871)

» Lors du vote de la loi de procédure criminelle de 1836
» il avait été proposé à la Chambre des Députés par un
» membre de l'opposition que la loi du 8 Octobre 1830 fut
» applicable aux délits de presse connus par des Français
» dans le Levant. A la suite des explications du rapporteur de la loi et d'un autre député, l'amendement a été
» repoussé. Il a été même abandonné par son auteur. Le
» rapporteur a parfaitement expliqué que les journaux imprimés dans l'Empire Ottoman étaient sous la domination
» ottomane et non sous l'autorité du Consul qui ne pourrait suivre une affaire de presse dans ce pays".

CHAPITRE 3ème.

LOI SUR LA PRESSE DU 26 NOVEMBRE 1881

SECTION I

DISPOSITIONS RELATIVES A L'IMPRIMERIE

Avant 1881 l'Egypte ne possédait pas, comme nous venons de l'exposer, une législation propre sur la presse; elle était régie, en cette matière, par les lois en vigueur dans l'empire Ottoman.

En 1881, le Gouvernement Egyptien qui, en vertu de firmans successifs, avait obtenu son autonomie presque entière; spécialement en matière d'administration intérieure, a promulgué une loi sur la presse et l'imprimerie, particulière à l'Egypte, pour être substituée aux lois et règlements de l'empire ottoman sur la matière.

Il convient d'étudier avec les détails voulus les dispositions de cette loi qui ont trait à la réglementation de l'imprimerie.

Les dispositions qui régissent l'imprimerie furent calquées sur l'ancienne législation française.

En effet aux termes de la loi de 1881, l'imprimerie n'était pas libre, les obligations édictées par l'ancienne loi ottomane n'étaient donc pas supprimées. Toute ouverture d'imprimerie qui a pour but la publication d'un journal était subordonnée à l'autorisation ministérielle.

Obligations de l'imprimeur : L'imprimeur était, aux termes de l'art. 1er. de cette loi, tenu d'obtenir l'autorisation préalable du Ministère de l'Intérieur et de verser un cautionnement de L.Eg. 100.

Le pouvoir conféré au Ministère de l'Intérieur était absolu puisqu'il pouvait refuser l'autorisation s'il y avait lieu.

L'Egypte ne possédant pas un contentieux administratif

à l'instar de la France, aucun recours contre la décision du Ministère de l'Intérieur n'est prévue par la loi.

Dépôt: L'art. 3 de la loi de 1881 impose à l'imprimeur l'obligation de déclarer, avant toute impression, l'écrit qu'il se propose d'imprimer et le dépôt de cinq exemplaires au bureau de la presse au Ministère de l'Intérieur avant la mise en vente ou la publication de l'écrit.

Sanctions: La loi de 1881 a prévu des sanctions assez dures contre l'imprimeur contrevenant.

Le défaut de déclaration avant l'impression et le défaut de dépôt avant la publication sont punis d'une amende de L.E. 10 à L.E. 20 (art. 5).

Le défaut d'indication de la part de l'imprimeur de son nom et de sa demeure est puni d'une amende de L.E. 10 à L.E. 20.

L'indication d'un faux nom et d'une fausse demeure est punie d'une amende de L.E. 20 à L.E. 40.

Dans les cas prévus par les articles 5 et 6, l'amende peut être remplacée par le retrait de l'autorisation et la fermeture de l'imprimerie (art. 7).

Il y a lieu à saisie et confiscation de tout ouvrage (1):

1) Si l'imprimeur ne représente pas les récépissés de la déclaration et du dépôt ordonnés à l'article précédent.

2) Si chaque exemplaire ne porte pas le vrai nom et la vraie demeure de l'imprimeur.

3) Si l'ouvrage est déféré aux tribunaux par son contenu.

Dans ce dernier cas, la saisie et la confiscation ne seront maintenus qu'en cas de condamnation.

Ayant ainsi énuméré les principales dispositions qui réglementent l'imprimerie dans la loi de 1881, il convient de

1. A rapprocher de l'art. 15 de la loi sur la presse du 21 Octobre 1814 en France, Il y a lieu à la saisie et sequestre d'un ouvrage: 1) si l'imprimeur ne représente pas les récépissés de la déclaration et du dépôt ordonnés en article précédent; 2o) si chaque exemplaire ne porte pas le vrai nom et la vraie demeure de l'imprimeur; 3o) si l'ouvrage est déféré aux tribunaux pour son contenu.

préciser la nature de ces formalités administratives à la lumière des principes généraux de la législation sur la presse.

SECTION II

DES OBLIGATIONS IMPOSÉES AUX IMPRIMEURS, IMPRIMÉS AUXQUELS S'APPLIQUENT CES OBLIGATIONS

La loi a imposé deux obligations essentielles à l'imprimeur :

- 1) l'obtention de la déclaration préalable et le dépôt légal
- 2) l'indication de son nom, de son domicile sur tout imprimé rendu public.

La double obligation d'indiquer sur chaque exemplaire les nom et domicile de l'imprimeur et de déposer les imprimés au moment de la publication est applicable à tous les imprimés quel que soit leur peu d'étendue et d'importance.

Faut-il excepter de ces prescriptions, les imprimés dits de ville ou bibloquets ?

On sait qu'en typographie, on divise les imprimés en deux catégories :

1) les labeurs, ouvrages de longue haleine tirés à un grand nombre d'exemplaires (livres classiques, romans, études diverses etc).

2) les travaux de ville ou bibloquets (¹), de peu d'étendue et rapidement exécutés.

La loi de 1881 sans établir la distinction indiquée étend son application aux impressions lithographiques et en taille douce (art. 9).

1. Les bibloquets, d'après leur définition par la circulaire ministérielle du 16 Juin 1830 en France « sont des ouvrages qui, imprimés pour le compte de l'administration ou destinés pour des usages privés, ne sont pas susceptibles d'être répandus dans le commerce. On peut comprendre dans cette classe d'imprimés, les adresses, têtes de lettres, formules en blanc à l'usage des bureaux, menus, billets de naissance et affiches de vente ou locations et autres imprimés de même sorte ».

(Cass, 3 Juin 1826, 20 Février 1875 — Rennes 8 Février 1882, S - 1882 — 2, 156).

L'art. 3 de la loi de 1881 stipule qu'avant la publication de tout imprimé, il en sera fait, par l'imprimeur, un dépôt de cinq exemplaires au bureau de la presse au Ministère de l'intérieur.

Le but de cette formalité est clair, elle tend à faciliter la répression des crimes et délits de presse en faisant connaître à l'Administration les imprimés publics.

Sanctions: D'après la loi de 1881, l'autorisation préalable et le dépôt légal sont indispensables pour ouvrir une imprimerie.

L'Art. 7 de la loi prévoit le retrait de l'autorisation et la fermeture de l'imprimerie au cas où les obligations imposées à l'imprimeur se trouvent violées.

Cependant le fait qu'un journal a été imprimé dans une imprimerie autre que celle qui a été mentionnée dans la demande d'autorisation ne constitue pas un motif suffisant pour retirer la dite autorisation.

En effet les dispositions relatives au retrait de l'autorisation comme du reste toutes dispositions en matière pénale sont de stricte interprétation et la loi sur la presse n'édicte pas de sanction dans le cas de changement opéré dans le personnel des gérants, rédacteurs en chef, propriétaires ou administrateurs.

Le changement de l'imprimerie ne justifierait donc pas le retrait de l'autorisation et il suffit d'inviter le propriétaire du journal à faire régulariser sa situation, en requérant de l'Administration, l'approbation du changement opéré par lui (1).

L'art. 5 de la loi de 1881 prévoit une amende de L.E. 10 à L.E. 20 pour l'imprimeur qui omet de faire la déclaration avant l'impression et qui n'effectue pas le dépôt avant la publication.

L'art. 6 prévoit une amende de L.E. 10 à L.E. 20 pour l'imprimeur qui omet d'indiquer son nom et sa demeure ou qui indique un faux nom ou une fausse demeure.

En ce qui concerne l'infraction prévue par l'art. 5 de la

(1) Recueil des avis du Comité du Contentieux de l'Etat.

loi il y a lieu, comme pour toutes les infractions de cette catégorie, d'infliger la punition malgré la bonne foi de l'inculpé.

Et bien qu'il suffise, pour constituer la contravention, de l'omission du nom et de la demeure de l'imprimeur sur un seul exemplaire de l'ouvrage imprimé, on ne doit pas admettre qu'il y a autant de contraventions, donnant lieu au cumul des peines qu'il y a d'exemplaires défectueux livrés au public (1).

L'infraction prévue par l'art. 6 implique dans le second paragraphe la mauvaise foi de l'imprimeur qui donne un faux nom, indique une fausse demeure pour tromper la surveillance exercée par le bureau de la presse.

L'art. 5 de la loi qui prévoit une peine pour le défaut de dépôt avant la publication n'énumère pas les faits constitutifs de la publicité qui sont la vente, la mise en vente ou la distribution dans les lieux publics, l'exposition aux regards du public.

Il y a lieu d'admettre, pourtant, que c'est seulement dans le cas où l'imprimeur se serait dessaisi d'un certain nombre d'exemplaires qu'on pourrait dire qu'il y a eu distribution par laquelle l'imprimé a été rendu public.

Par conséquent, un imprimé destiné aux seuls besoins de celui qui en a fait ou ordonné le tirage ne saurait être astreint aux formalités prévues par la loi puisqu'il n'est pas rendu public.

Admettre le contraire serait la violation la plus flagrante de la liberté individuelle.

Les principes généraux que nous venons de citer doivent trouver leur application en la matière.

1. Barbier, t. I No.25.

SECTION III.

*APPLICABILITÉ AUX ÉTRANGERS DES
DISPOSITIONS RÉGLEMENTANT L'IMPRIMERIE
DANS LA LOI DE 1881.*

La loi de 1881 est obligatoire, comme toute loi de police pour tous les habitants du territoire; elle n'a besoin pour cela d'être approuvée par les Puissances, ni même d'avoir fait l'objet d'une communication aux Consuls généraux.

De même que la législation de l'Empire relative à la presse avait été édictée sans recourir à l'assentiment des Puissances ni à leur concours, de même le Khédivat d Egypte agissant en vertu de la délégation de souveraineté qui lui fut octroyée par la Sublime Porte, avait, de son côté, le droit d'édicter librement une législation spéciale à son territoire et les mêmes considérations qui, dès le début, avaient fait admettre sans contestation le principe, suivant lequel la presse doit être régie par la loi territoriale de chaque pays conservent aujourd'hui toute leur valeur.

Il est à noter qu'à l'époque, la promulgation de la loi de 1881 et sa publication au journal officiel du Gouvernement ne donnèrent lieu à aucune observation. (1).

En 1885, à l'occasion de la suppression du journal "Le Bosphore "Egyptien" et de la fermeture de son imprimerie un conflit s'éleva entre le Gouvernement Egyptien et le Gouvernement Français.

Il est essentiel d'observer que ce conflit se rapportait, en réalité, non pas à la suppression du journal par la voie administrative, mais aux incidents qui avaient accompagné

1. Par une communication du 23 Mars 1885, M de Martino agent et Consul Général d'Italie, informait S. E. Nubar Pacha, qu'il était autorisé par les instructions de son gouvernement, à déclarer qu'il appartient effectivement à celui de son Altesse de régler la presse et l'imprimerie.

l'exécution matérielle de la fermeture de l'imprimerie (1).

Postérieurement à cet incident, un arrêté du Gouvernement Egyptien suspendait le journal "Al Ahram" dont le propriétaire le sieur Takla était protégé français.

L'imprimerie ayant été fermée par les agents de l'administration sans avis préalable du Consulat de France, par conséquent en dehors de la présence d'un délégué consulaire, le Gouvernement Egyptien reconnut que l'omission de cette formalité constituait un manque de forme, mais il maintint le fond, c'est à dire, son droit d'appliquer la loi de 1881 à un journal propriété d'un étranger (2).

Le sieur Takla cita le Gouvernement par devant le Tribunal Mixte d'Alexandrie.

Le Tribunal, en ce qui concerne la suspension du journal, rejeta la demande de Takla en se basant sur les motifs suivants :

« Attendu que dans l'espèce il est inutile de rechercher si
» la communication aux Puissances est nécessaire pour
» rendre applicable aux étrangers une loi promulguée par le
» Gouvernement Egyptien ».

« Qu'en effet, si la loi de 1881 n'était pas valable, l'arrêté ministériel n'en resterait pas moins légal puisqu'il
« trouverait sa justification dans l'ordonnance vizirienne du
» 12 Mars 1867; qu'il faut bien admettre que si la nouvelle loi n'était pas valable, elle n'a pas pu abroger l'ancienne et que, par conséquent, elle doit continuer à être
» appliquée ».

1 Pour ce qui est de la suppression administrative du journal, M. de Freycinet écrivait à la date du 17 Avril 1885 à l'agence et Consulat général de France :
» J'ai pris l'avis des jurisconsultes compétents de l'examen de la question il ressort que, si des décisions judiciaires ont reconnu au Gouvernement Egyptien la faculté de suspendre ou de supprimer un journal, d'autre part ce Gouvernement n'a pas le droit de prescrire par voie administrative la fermeture d'une imprimerie européenne.

2. dépêche de Nubar Pacha, à M. Monge du 26 Août 1884 No. 601.

CHAPITRE 4ème

DECISION DU CONSEIL DES MINISTRES DU 25 MARS 1909 REMETTANT EN VIGUEUR LA LOI SUR LA PRESSE DU 26 NOVEMBRE 1881

En 1894 le Gouvernement avait négligé de faire application des dispositions de la loi du 26 Novembre 1881.

Des polémiques ayant entraîné quelques journaux à adopter un ton virulent et diriger des attaques inconsidérées contre le principe d'autorité, le Gouvernement se vit obligé en 1909 de faire revivre les dispositions de la loi ancienne de 1881.

Cependant la décision remettant en vigueur les dispositions de la loi de 1881 fut clémente pour les imprimeurs.

Les imprimeurs, conformément aux dispositions de la loi de 1881 étaient assujettis à l'obligation d'avoir l'autorisation préalable et de verser un cautionnement de L.E. 100.

Le Conseil des Ministres décida dans l'art 2 que les dispositions de la loi 1881 relatives aux imprimeries devront être appliquées à l'égard des imprimeries ou des journaux sont imprimés et uniquement en tant qu'il s'agit d'infractions relatives à l'impression des journaux. Cependant:

- a) le dépôt prévu par la loi ne sera pas exigé;
- b) l'autorisation sera acquise de plein droit pour toute imprimerie où un journal est imprimé d'une manière régulière à la date de la présente décision.

L'Administration pourra toujours se prévaloir, le cas échéant, des pouvoirs visés aux articles 10 et 17 de la loi.

Ces articles se réfèrent au pouvoir accordé à l'autorité administrative de saisir et confisquer tous dessins de quelque nature ou espèce, qu'ils soient publics, exposés, mis en vente, lorsqu'ils sont jugés contraires à l'ordre public, à la morale, à la religion.

Les imprimeries qui se trouvaient fonctionner en fait lors de la décision du Conseil des Ministres, se trouvaient dis-

pensées de l'autorisation et du cautionnement.

La loi de 1881 remise en vigueur par la décision du Conseil des Ministres de 1909 continua à s'exercer jusqu'à la promulgation de la constitution de 1923.

CHAPITRE 5ème

PROMULGATION

DE LA CONSTITUTION EGYPTIENNE DE 1923

En ce qui concerne la presse, la Constitution a édicté à l'art. 15 les principes suivants:

- » La presse est libre dans les limites tracées par la loi.
- » La censure préventive est interdite.
- » Les avertissements, la suspension ou la suppression des journaux par voie administrative sont également interdits,
- » sauf le cas où il serait nécessaire d'y recourir pour la protection de l'ordre social”.

Nous devons nous borner, pour l'instant, à l'examen des modifications apportées par cet article aux dispositions réglementant l'imprimerie, contenues dans la loi de 26 Novembre 1881.

Les dispositions des articles 1 et 11 de la loi sur la presse 1881 concernant les imprimeries, dans la mesure où elles ont été maintenues en vigueur par la décision du Conseil des Ministres du 25 Mars 1909, ne sont pas contraires d'une façon absolue, aux règles fixées par l'art. 15 de la Constitution.

“La presse est libre dans les limites de la loi”.

Il est évident que tant qu'une nouvelle loi sur la presse ne vient point abroger complètement la loi de 1881, les principes édictés par l'ancienne loi demeurent toujours en vigueur; il y a lieu seulement d'harmoniser ces dispositions avec les règles fixées par la Constitution, concilier la liberté prévue avec les restrictions imposées par l'ancienne loi.

Toute ouverture d'imprimerie qui a pour but la publication d'un journal, reste subordonnée à l'autorisation ministérielle (art. 1 de la loi)

Toute imprimerie ouverte sans autorisation peut être fer-

mée par voie administrative jusqu'à ce que l'autorisation soit demandée et accordée (art. 2).

Cette réglementation doit être maintenue mais le pouvoir discrétionnaire de l'Administration doit être limité; autrement la liberté de la presse, prévue par la Constitution serait violée.

La presse ne serait pas libre s'il appartenait au Gouvernement d'empêcher l'ouverture d'une imprimerie.

Le système de l'autorisation peut être maintenu, mais il ne peut plus être appliqué dans le sens d'un pouvoir discrétionnaire appartenant à l'administration d'accorder ou de refuser le permis d'ouverture de l'imprimerie.

L'autorisation devra être toujours requise mais elle ne pourra être refusée que :

a) lorsque l'imprimerie est destinée manifestement à desservir un journal dont la publication est contraire à l'ordre social.

b) lorsque la demande d'autorisation n'est pas dans les formes voulues et lorsque surtout elle n'indique pas clairement le nom du propriétaire, administrateur ou gérant de l'imprimerie.

Ces limites étant fixées pour prévenir tout arbitraire de la part du Gouvernement les dispositions de la loi de 1881, peuvent être conciliables avec les règles fixées par l'article 15 de la Constitution (1).

CHAPITRE 6me.

DECRET LOI No 98 DE 1931 SUR LA PRESSE

La loi sur la presse du 26 Novembre 1881 resta en vigueur, sauf quelques modifications jusqu'en 1931 où une nouvelle loi sur la presse fut promulguée, abrogeant ainsi les dispositions de l'ancienne loi.

En ce qui concerne *l'imprimerie* la nouvelle loi diffère complètement de l'ancienne loi par sa tendance libérale.

Nous avons signalé toutes les entraves accumulées par le législateur dans la loi de 1881 pour restreindre la liberté de l'imprimerie.

Cautionnement élevé, autorisation préalable, amende, telles étaient les armes dont se servit l'ancienne loi pour supprimer la liberté de l'imprimerie.

A cet égard, il convient de dire que la loi de 1931 est plus libérale puisqu'elle remplace le système de l'autorisation par le système de la déclaration.

» Tout imprimé doit porter en première ou en dernière page les nom et adresse de l'imprimeur et de l'éditeur, » s'il y a un éditeur qui ne soit pas l'imprimeur, ainsi que » la date de l'impression (art. 2).

» Au moment de la publication de tous imprimés, deux » exemplaires destinés à la Bibliothèque Royale doivent » être déposés au Gouvernorat ou à la Moudirieh du lieu » où se fait la publication ».

» Récépissé sera donné de ce dépôt (art. 3).

» Les articles 2 et 3 ne sont pas applicables aux imprimés ayant un caractère purement privé ou commercial » (art. 5).

» Aux fins de la présente loi, le terme "imprimé" comprend tous écrits, dessins, morceaux de musique, photographies et autres moyens de représentation reproduit » par des procédés mécaniques, chimiques ou autres et » rendus ainsi susceptibles de circulation » (art. 1).

Au regard de la nouvelle loi tout individu a le droit de posséder une imprimerie et d'imprimer ou faire imprimer tous écrits, sans être obligé de solliciter une autorisation préalable.

Le législateur de 1931 a donc supprimé les prescriptions de nature à restreindre le libre exercice de la profession d'imprimeur, mais il a maintenu deux obligations formelles: 1^o) l'indication du nom et du domicile de l'imprimeur sur imprimé rendu public; 2^o le dépôt légal.

Sanctions: En cas de contravention aux dispositions des articles 2 & 3, l'imprimeur et l'éditeur, s'il y en a un, seront punis d'une amende ne dépassant pas L.E. 1 et d'un emprisonnement ne dépassant pas une semaine ou de l'une de ces deux peines seulement.

La nouvelle loi a eu soin de réduire ainsi le montant de l'amende infligée à l'imprimeur contrevenant qui atteignait, d'après la loi de 1881, la somme de L.E. 10 ou 20.

Cependant la nouvelle loi, indépendamment de toute poursuite judiciaire, prévoit la saisie administrative et la confiscation de tout imprimé publié sans indication du nom de l'imprimeur et de l'adresse de l'imprimerie dans les conditions prescrites par l'art. 24 (paragr. 2).

Cet article 24 se rapproche de l'art. 7 de l'ancienne loi de 1881 qui prévoyait le retrait de l'autorisation et la fermeture de l'imprimerie en cas de violation des obligations imposées par les articles 5 et 6 (1) de la dite loi.

1. Ces articles se réfèrent au défaut de déclaration avant l'impression, le défaut de dépôt avant la publication et le défaut d'indication de la part de l'imprimeur de son nom et son domicile.

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE 1^{er}

LA LEGISLATION SUR LA PRESSE APPLICABLE EN EGYPTÉ, JUSQU'A LA PROMULGATION DE LA PREMIÈRE LOI SUR LA PRESSE DU 26 NOVEMBRE 1881.

Le première loi sur la presse promulguée en Egypte date du 36 Novembre 1881.

Avant cette date, pour la clarté de notre exposé, il convient d'indiquer brièvement le statut politique du pays de l'Egypte.

Avant le règne de MOHAMED ALI, le fondateur de la dynastie royale, l'Egypte était tributaire de la Turquie dans le sens que le Sultan de la Turquie, s'il ne disposait pas dans les affaires égyptiennes, de la puissance suprême, exerçait quand même un certain pouvoir souverain.

Mohamed Aly ne réussit pas à affranchir l'Egypte.

Il ne lui donna pas l'indépendance absolue mais il la dota d'une autonomie efficace dont les éléments essentiels sont écrits dans les firmans de 1841.

Ismail Pacha, obtint, en 1866, le droit de succession à la couronne vice-royale par ordre de primogéniture, de mâle en mâle, et, en 1875 le grand firman qui résume toutes les dispositions antérieures et consacre, pour le Gouvernement Egyptien, la faculté de contracter des engagements avec les représentants des puissances étrangères.

S.A. Méhémet Tewfik Pacha, à son avènement, reçut de la Sublime Porte un firman d'investiture qui confirme tous les droits dont jouit le Gouvernement Egyptien depuis Ismail.

Parmi les réserves imposées au pouvoir souverain du

Khédive il ya lieu de signaler les suivantes :

- 1^o) l'impôt doit être perçu au nom du Sultan de Turquie,
- 2^o) l'Egypte doit payer à la Sublime Porte un tribut annuel de 750000 livres turques,
- 3^o) la monnaie est frappée au nom du sultan.

L'Egypte, au point de vue international, ne figurait donc pas en 1882, parmi les états souverains, car la Turquie se trouvait être investie, par de nombreux traités, d'une parcelle de cette souveraineté.

CHAPITRE II

LA LEGISLATION SUR LA PRESSE

Avant de suivre les étapes de l'évolution de la législation sur la presse en Egypte, il convient d'examiner de près cette législation pour faciliter l'exposé qui va suivre.

La législation sur la presse ⁽¹⁾ est un ensemble de dispositions et de règlements qui déterminent d'un côté les conditions requises pour la publication d'un journal, et de l'autre les sanctions qui doivent être appliquées en cas de violation des prescriptions requises.

De l'examen de cette législation il résulte qu'une partie de la réglementation se réfère à des prescriptions édictées en vue de permettre à l'Etat d'exercer, dans la plénitude de sa souveraineté, un contrôle efficace sur celui qui est appelé à être investi d'un grand pouvoir, le journaliste.

La presse étant une quatrième puissance, selon l'appellation d'Emile Girardin, les différents Etats pour prévenir les abus que peut commettre le détenteur de cette puissance, se sont ingéniés en légiférant sur cette matière, à édicter des règles applicables à tous les habitants du territoire pour contraindre le journaliste à se soumettre à un contrôle indispensable et efficace.

Ces règles qu'on peut appeler la réglementation de la police de la presse, imposent les formalités à accomplir et les garanties à fournir pour la publication d'un journal.

A côté de cette réglementation, il y a des dispositions spécifiant les infractions pénales en matière de presse et fixant les pénalités à appliquer par la juridiction de répression qui font partie de la législation pénale.

Il est nécessaire, donc, de diviser notre étude en deux parties, la première devant porter sur la réglementation de la police de la presse et la seconde sur les pénalités appli-

I. Le besoin de communiquer sa pensée fit que l'homme chercha et découvrit l'imprimerie et que la simple copie devint, répandue dans toutes les classes de la Société, mais le non moins pressant de s'informer des nouvelles du jour, d'affirmer et d'échanger les impressions, sur les événements quotidiens, donna naissance aux journaux et écrits périodiques (Le Poittevin p. 151 t. I. No 86).

cables par la juridiction répressive en matière de presse et délits de presse.

Avant 1882, l'Egypte se trouvait être régie, en ce qui concerne la presse, par la loi ottomane sur la presse du 1er. Janvier 1865.

Il est nécessaire d'analyser brièvement les dispositions de cette loi, en ce qui concerne la réglementation de la police de la presse.

Avant de procéder à cette analyse il y a lieu de signaler les deux systèmes qui se trouvent en présence dans les législations sur la presse, système préventif et système répressif.

Les deux systèmes partent de deux idées opposées, l'un considère la liberté de la presse comme un bien, l'autre la regarde comme un mal.

D'une manière générale il y a système préventif, toutes les fois qu'on se trouve en présence d'une législation se caractérisant par un ensemble de restrictions ou de limitations apportées à la liberté de l'individu ou d'un groupe d'individus dans la crainte qu'il ne résulte directement de cette liberté un trouble pour la société ou dommage pour les particuliers.

Il y a système répressif lorsque la liberté d'agir est absolue avec obligation de réparer le dommage causé et même d'être puni pour ce dommage.

A la lumière de cette distinction nous allons examiner au cours de notre étude, auquel des deux systèmes, le Gouvernement au pouvoir a eu recours.

SECTION I

NATURE DE LA LOI SUR LA PRESSE DE 1865

- » Aucun journal ou écrit périodique traitant de matières
- » politiques ou administratives, en quelque langue que ce
- » soit, et paraissant soit régulièrement et à jour fixe,
- » soit par livraisons ou irrégulièrement *ne pourra être*

- » *crée ou publié sans l'autorisation du Gouvernement*
- » *Impérial* (art. 1 de la loi).

La loi de 1865 fait application du système préventif en subordonnant la création du journal à l'autorisation préalable du Gouvernement.

On peut dire de l'ensemble des dispositions édictées par la loi de 1865 que le législateur a non seulement entendu restreindre la liberté de la presse, mais qu'il a voulu appliquer le système préventif prohibitif.

En effet on peut concevoir pour la réglementation de la liberté de la presse comme de tout autre droit deux systèmes préventifs.

(1) La prévention prohibitive qui s'exerce lorsque l'état veut empêcher la liberté de se manifester

Ce recours au système préventif prohibitif peut se justifier lorsque l'on se représente la lutte des partis qui caractérisait cette époque en Turquie où des intrigues de cour se fomentaient, des embûches étaient dressées chaque jour où le pouvoir souverain, pour être consolidé avait besoin de toute sa liberté d'action et toute la force de son contrôle.

Interprétation de la loi

La publication de tout journal ou *écrit périodique* est subordonnée à l'autorisation préalable.

La loi n'ayant pas donné la définition du terme "périodique" il y a lieu de se référer aux principes généraux pour dégager le sens que le législateur a voulu lui donner, car il est à peine besoin de faire remarquer que si le journal est un écrit périodique d'une nature particulière, tous écrits périodiques ne sont pas des journaux.

En se reportant à la discussion de la loi française de 1868 on constate qu'un amendement fut proposé qui limitait et définissait les expressions "écrit périodiques" en y ajoutant les mots "paraissant plus d'une fois par mois".

L'auteur de cet amendement faisait observer que, sans

cette restriction, un livre publié par livraisons réunirait les caractères de l'écrit périodique.

Le rapporteur de la loi de 1868, Mr. Mogent Saint Laurents, répondit à ces objections :

» L'écrit périodique doit être soumis à la déclaration
» préalable quelle que soit la périodicité, c'est utile, c'est
» nécessaire. Quant à l'exemple du livre publié par livrai-
» sons, il ne saurait y avoir de difficulté sérieuse. Le livre
» est un écrit déterminé qui a son commencement et sa
» fin et s'il est publié par livraisons les livraisons ne re-
» présenteront qu'une périodicité passagère et limitée.

» Si, au contraire, l'écrit n'est pas la manifestation d'un
» sujet déterminé, *s'il s'étend à toute espèce de matières, et*
» *s'il prétend à une matière indéterminée*, alors ce n'est
» plus un livre, c'est un écrit périodique sans limite."

On peut donc appeler journal, l'imprimé, ou l'écrit livré à la publicité, renfermant le récit des événements du jour et paraissant à époques plus ou moins rapprochées tous les jours, ou moins souvent tous les deux ou trois jours, toutes les semaines ¹⁾

L'écrit périodique sera plus particulièrement l'écrit paraissant à époques plus ou moins rapprochés, comme le journal mais s'occupant d'autres matières que les événements du jour, ou n'ayant pas la prétention de les porter spécialement à la connaissance du public, mais bien de les commenter ; pour ce mode de publication, on emploiera, d'ailleurs généralement, le fascicule ou la livraison et non la feuille ⁽²⁾.

1. Le Poittevin, t. I, n. 87.

2. Ne doivent pas non plus être considérés comme des écrits périodiques, les ouvrages qui, publiés d'après une conception d'ensemble, et sous la même direction, ne sont destinés à paraître que d'année en année, comme les calendriers, agendas, almanach, annuaires, bulletins d'adresses etc. (Le Poittevin, t. I. No. 89, Barbier t. 1 No. 73). Suivant la jurisprudence, française : ne doivent pas être considérés comme publications périodiques, un dictionnaire livré par livraisons (Déc. min. II Mars 1832), un volume d'écrits qui ont déjà été publiés périodiquement (Déc. min. 24 Août 1831), un roman paraissant en feuilletons formant une publication et non insérés dans un journal (Dalloz).

Les mesures destinées à assurer le respect de la loi de 1865 et aussi des droits des tiers, peuvent être classées en trois catégories distinctes.

La *première* comprend les obligations imposées en vue de la création et de la publication du journal, ce sont la propriété et la gérance et l'autorisation.

La *seconde* comprend celles qui sont relatives à la publication de chaque numéro du journal, le dépôt administratif et l'indication du nom du gérant sur chaque numéro.

Enfin dans la *troisième* on classera les obligations corrélatives ou droit de réponse.

SECTION II

DES OBLIGATIONS IMPOSÉES POUR LA PUBLICATION D'UN JOURNAL OU ECRIT PÉRIODIQUE

De la Gérance, Conditions exigées du gérant

L'autorisation préalable sera accordée à tout sujet ottoman âgé de 30 ans accomplis, n'ayant subi aucune condamnation pour les crimes ou délits prévus par le Code pénal et jouissant de la plénitude de ses droits civils (art. 3).

La loi ne semble pas avoir fait une distinction nette entre le gérant et le propriétaire :

- » Toute demande en autorisation devra être accompagnée
- » d'une déclaration signée du *propriétaire* ou *gérant* responsable et contenant l'indication du titre du journal ou
- » écrit périodique, des conditions de périodicité et de l'im-
- » primerie dans laquelle il devra être imprimé (art. 4).

Les conditions exigées par la loi pour la demande de l'autorisation sont :

1) le propriétaire ou gérant doit être de nationalité ottomane;

2) avoir 30 ans;

3) posséder la jouissance de ses droits civils et n'être privé de ses droits civiques par aucune condamnation judiciaire.

Par suite ne peuvent demander l'autorisation:

Les individus condamnés à une peine afflictive ou infamante puisqu'elle entraîne nécessairement la dégradation civique.

Les individus condamnés pour outrage aux bonnes mœurs etc.

On a longtemps discuté en France pour savoir si les faillis pouvaient être désignés en qualité de gérants de journaux mais la jurisprudence s'est prononcée pour la négative, parce que les faillis sont privés, sinon de leurs droits civils, tout au moins de leurs droits civiques ⁽¹⁾.

La tendance de la loi de 1865 étant de restreindre dans la plus grande mesure la liberté de la presse et de désigner comme propriétaires ou gérants, les personnes offrant toutes les garanties de solvabilité et d'honneur, il y a lieu d'admettre sur ce point la même décision qu'en France.

DE L'AUTORISATION

La demande d'autorisation doit être adressée au Ministre de l'Instruction Publique, si l'auteur de la demande est un sujet de la Sublime Porte.

Le Ministre qui recevra la demande, après avoir constaté l'accomplissement des conditions établies par l'art. 3 donnera l'autorisation et l'acte en sera délivré par le bureau de la presse (art. I).

Toute demande d'autorisation devra être accompagnée d'une déclaration signée du propriétaire ou gérant respon-

1. (Case. cr. 17 Déc. 1886 - Case, Ch. réunies 22 Juin 1887).

sable et contenant l'indication du titre du journal ou écrit périodique, des conditions de périodicité et de l'imprimerie dans laquelle il devra être imprimé (art. 4).

Aux termes de l'art. 5 lorsque le propriétaire ou gérant responsable d'un journal ou écrit périodique voudra transférer à des tiers l'autorisation qu'il aura reçue du Gouvernement il sera tenu d'en donner avis au Ministère dont elle émane.

Le nouveau propriétaire ou gérant responsable devra obtenir une nouvelle autorisation conformément aux prescriptions des art. 1, 2 et 3; toutes les fois que le titre, les conditions de périodicité ou l'imprimerie du journal seront changés, il en sera fait déclaration au même Ministère.

Aux termes de l'art. 6 les journaux ou écrits périodiques politiques actuellement existants dans l'empire sont dispensés de l'autorisation exigée par la présente loi et sont relevés des avertissements qu'ils peuvent avoir reçus jusqu'ici.

Tous ces journaux continueront à paraître, en se soumettant, en tous points, aux conditions prescrites par la présente loi.

SECTION III

OBLIGATIONS RELATIVES A LA PUBLICATION DE CHAQUE NUMÉRO DU JOURNAL

DÉPOT ADMINISTRATIF

Le propriétaire ou gérant responsable sera tenu de remettre à la direction de la Presse, à Constantinople et au Gouverneur général dans les provinces au moment de la publication, un exemplaire signé de chaque numéro de son journal ou écrit périodique (art. 4).

Tous les exemplaires du journal porteront, au bas la

signature imprimée du gérant ou du propriétaire responsable.

*
* *

SECTION IV

LES OBLIGATIONS CORRÉLATIVES AU DROIT DE REPONSE ET AUX COMMUNICATIONS

Le droit de réponse est le droit donné à toute personne désignée dans un écrit périodique de faire insérer dans un des plus prochains numéros toutes observations en réponse qu'elle croit de son intérêt de porter à la connaissance du lecteur.

Le droit de réponse est imposé pour la juste défense des intéressés devant l'opinion publique, puisque c'est en s'adressant à elle qu'on les a provoqués, et si le journal a un droit incontestable d'appréciation, il doit exister un droit compensatoire pour celui dont les actes sont appréciés de rectifier et au besoin d'expliquer ses actes.

Tout journal est tenu d'insérer gratuitement dans l'un de ses deux plus prochains numéros la réponse de toute personne nommée ou désignée dans le journal. La réponse ne pourra avoir plus du double de la longueur de l'article qui l'aura provoquée (art. 8).

Cet article tel qu'il est énoncé contient plus d'une lacune et c'est en s'inspirant des principes généraux qui commandent la matière que l'on peut interpréter ses principales dispositions.

Le droit de réponse est général et absolu. L'auteur de la réponse est seul juge de son utilité et de l'intérêt qu'il a en demandant l'insertion.

Obligation d'insérer gratuitement :

La réponse ne pourra avoir plus du double de la longueur de l'article qui l'aura provoquée (art. 8).

L'insertion de la réponse pour répondre au vœu de la loi doit être gratuite.

Il en va de même pour les communications officielles qui seront adressées au journal à cet effet, par la direction de la presse à Constantinople et par les autorités locales dans les provinces (art. 8).

Le signataire de chaque feuille ou livraison sera tenu responsable de tous les articles ou passages attribués à des tiers et qui ne porteront pas leurs signatures. Si l'article ou le passage est signé par le tiers, il sera procédé s'il y a lieu, à l'égard du signataire de la feuille ou livraison, comme complice de l'auteur ou des auteurs de l'article ou passage incriminé (art. 7).

Le but du ⁽¹⁾ législateur est d'obliger le signataire de chaque feuille de redoubler de vigilance et de ne laisser publier aucun article rédigé par des tiers sans un examen minutieux de ses termes afin d'éviter toute responsabilité.

SECTION V.

DE LA CONDITION DES JOURNAUX OU ECRITS PERIODIQUES ETRANGERS PUBLIÉS DANS LE PAYS OTTOMAN EN LANGUE ETRANGÈRE

La Circulaire du Ministère des Affaires Etrangères du 7 Octobre 1863 adressée au Consul Général qui contient la réglementation de l'imprimerie, se borne à tracer aux journaux

1. Article additionnel à la loi sur la presse, 29 Août, 10 Sept. 1875.

Les imprimés sous forme de suppléments que les propriétaires gérants des journaux publiés en différentes langues font paraître indépendamment de la publication régulière de leurs feuilles, ne pourront contenir que les nominations et communications officielles ainsi que les télégrammes officiels donnant des nouvelles importantes.

Toute contravention aux présentes dispositions ainsi que la publication faite dans une feuille en supplément des nouvelles fausses et l'emploi de tout langage propre à porter le trouble dans les esprits entraîneront la suspension du journal pour, un à trois mois sans préjudice des autres peines dont le propriétaire gérant pourrait être passible aux termes de la loi sur la presse.

listes étrangers, la règle de conduite à suivre dans leur tâche journalière.

Les dispositions réglementaires concernant les étrangers désireux de publier des journaux dans tout l'Empire Ottoman sont limitées aux obligations qui leur incombent, définies dans les articles suivants :

Art. 1. S'abstenir d'une manière absolue de toute critique des actes du Gouvernement.

Art. 2. Eviter avec soin toute polémique sur des questions qui ne touchent pas directement à l'Empire et qui pourraient porter atteinte aux bons rapports existants avec les Puissances.

Art. 3. En publiant les correspondances des provinces, se borner à raconter les événements sans juger ni critiquer les actes des fonctionnaires et ne publier ces correspondances qu'après les avoir communiqués au bureau de la Presse.

Art. 4. Comme le temps matériel ne permet pas de présenter les épreuves la nuit de l'impression, les rédacteurs sont tenus d'expliquer verbalement à la personne dirigeant le bureau de la presse le contenu de l'article de fond du journal devant paraître et de suivre les observations qu'on peut se trouver dans le cas de leur adresser.

Art. 5. Pour éviter de propager de fausses nouvelles consulter le bureau de la Presse avant la publication du journal.

Art. 6. Les journaux devront ouvrir leurs colonnes aux réfutations et rectifications des articles publiés en Europe qui leur seront présentées par le bureau de la presse.

Sanction. Art. 7. Toute contravention au présent règlement sera punie d'abord par un avertissement ; après trois avertissements, une suspension temporaire ou définitive sera prononcée.

Ces dispositions, comme on le voit, ne contiennent au regard des étrangers, aucune réglementation effective du

régime administratif de la presse. (1).

La première loi sur la presse qui parut le 1er. Janvier 1865 contient une disposition importante en ce qui concerne les étrangers.

L'article 3 de la loi déterminant les conditions que doit remplir le sujet ottoman pour obtenir l'autorisation préalable à la création de tout le journal, prévoit le cas de l'étranger qui désire publier un journal dans l'Empire Ottoman

L'autorisation sera également accordée à un étranger à la condition expresse qu'il sera assimilé aux sujets ottomans en tout ce qui concerne les charges et obligations découlant de la présente loi ainsi qu'en ce qui touche la procédure à suivre à son égard en cas de contravention ou délit de Presse, sous la Juridiction exclusive des autorités des tribunaux ottomans (art. 3).

La loi contient une autre disposition en ce qui concerne l'introduction ou la circulation de tout journal ou écrit périodique publié à l'étranger.

Art. 9. L'introduction et la circulation de tout journal ou écrit périodique traitant de matières politiques ou administratives et qui serait publié à l'étranger dans un but d'hostilité et d'agression contre le Gouvernement impérial sont interdites dans les Etats de S. M. le Sultan.

1. Le texte final de la circulaire est conçu de la façon suivante :

... Comme vous le voyez, Monsieur le Consul Général, ces divers textes établissent assez nettement les obligations des journalistes et imprimeurs et ne laissent aucun doute sur la voie qu'ils sont tenus de suivre; indépendamment d'ailleurs de l'observation des règlements relatifs au colportage à l'affichage et autre chose relevant de la police.

Pour être plus complets encore j'ajouterai... 2o) qu'un bureau de la presse a été établi à ce Ministère pour la pleine application des règlements, je vous prie, en conséquence, Monsieur le Consul Général de vouloir bien donner toute la publicité possible auprès de vos administrés : le Gouvernement étant décidé à continuer d'exiger, comme c'est son droit, et son devoir, la rigoureuse exécution des règlements et lois en vigueur dans l'Empire.

Ces lois et règlements, en outre, affichés et publiés dans les principaux journaux de la localité, pour qu'il n'y ait plus prétexte à aucune espèce d'objection.

Veuillez agréer...

Le Ministre des Affaires Etrangères.

(Rep. gen. degisl. Adm. Egypt. - Ph. gélat V. IV)

CHAPITRE 2ème.

*PROMULGATION DE LA PREMIÈRE LOI
SUR LA PRESSE EN EGYPTÉ
LE 26 NOVEMBRE 1881*

Sans entrer dans l'examen des événements politiques qui amenèrent le bombardement d'Alexandrie et l'occupation anglaise il suffit de rappeler que cette loi du 26 Novembre 1881 fut promulguée à un moment où une effervescence générale régnait dans le pays, où l'on sentait la poudre en l'air.

On était effectivement à la veille de la révolte d'Arabi Pacha, ce colonel nécontent qui souleva l'armée contre son souverain (le Khédive Tewfik) parce que celui-ci n'avait pas fait droit à ses revendications touchant le remaniement des cadres de l'armée.

L'agitation des esprits devait trouver son écho dans les feuilles publiques qui circulaient de main en main. Les nuages qui s'étaient amoncelés à l'horizon politique n'allaient pas tarder à éclater et provoquer un bouleversement dans le régime politique du pays.

La loi de 1881 se ressentit donc de l'agitation, du trouble de l'atmosphère au milieu de laquelle elle fut élaborée.

Le déchainement des passions ne connaissait pas de limites. Les articles politiques malveillants devaient causer la plus grande perturbation dans les esprits et leur répercussion devait être d'autant plus dangereuse que les masses étaient plus ignorantes, plus accessibles au venin de la plume.

Le législateur en élaborant la loi de 1881 chercha par tous les moyens, à restreindre la liberté de la presse pour empêcher la diffusion de certaines idées de nature à aggraver la situation politique déjà assez compliquée.

Au cours de notre analyse de la première loi sur la presse de 1865, il paraissait évident que beaucoup de disposi-

tions réglementaires semblaient avoir échappé au législateur; la loi se trouvait ainsi contenir plusieurs lacunes et omissions dont nous allons signaler quelques unes.

La loi de 1865 ne donne aucune interprétation du terme "écrit politique", ne détermine pas d'une façon adéquate les obligations incombant au gérant, ne fait pas une distinction entre celui-ci et le propriétaire du journal.

Le législateur en élaborant la loi de 1881 combla certaines de ces lacunes.

Nous avons indiqué préalablement à l'examen de la loi de 1865, les deux systèmes qu'on trouve en présence et qui commandent la réglementation de la presse; système préventif et système repressif.

La loi de 1881 loin de libérer la presse des entraves qui l'enchaînaient, subordonna la publication de tout journal à l'autorisation préalable du gouvernement et au cautionnement, deux caractéristiques du système préventif prohibitif.

Aucun journal ou écrit périodique traitant des matières politiques, *administratives* ⁽¹⁾ ou religieuses paraissant soit régulièrement et à jour fixe, soit par livraison et irrégulièrement, ne pourra être créé ou publié *sans l'autorisation préalable du Gouvernement* (art. II).

La loi de 1881 qui suivit le même courant que celui de la loi de 1865 marque ainsi une tendance restrictive de la liberté de la presse.

La loi de 1881 fit la même application du système préventif.

1. Par journal traitant de matières administratives on doit entendre un journal qui reproduit les lois, documents officiels, décisions de tribunaux ou traitant de questions légales ou administratives.

SECTION I

DES OBLIGATIONS IMPOSÉES POUR LA
PUBLICATION D'UN JOURNAL OU ÉCRIT
PÉRIODIQUE.

Le législateur en élaborant la loi de 1881 évita de laisser dans le vague les termes insérés dans les articles de cette loi.

Ainsi le mot *écrit* est défini de la façon suivante :

Il faut entendre par le mot *écrit* toutes les publications non périodiques et toute publication périodique, paraissant à l'intervalle d'un mois ou de plus d'un mois ⁽¹⁾.

Quant au terme *périodique*, il se trouve déjà défini dans la première partie de notre exposé.

L'autorisation préalable est personnelle; elle sera nécessaire à raison de tous changements opérés dans le personnel des gérants, rédacteurs en chef, propriétaires ⁽²⁾ ou administrateurs.

La loi ne subordonne à aucune condition l'exercice du pouvoir conféré au Gouvernement d'accorder ou de ne pas accorder l'autorisation, elle s'en remet à son appréciation.

Le Gouvernement est donc libre d'accorder ou de refuser l'autorisation de publier les journaux traitant de matières politiques, administratives ou religieuses, eu égard aux garanties d'ordre ou de moralité que présente le personnel des gérants, rédacteurs en Chef, propriétaires et administrateurs ⁽³⁾.

1. Arrêté du Ministre de l'Intérieur du 19 Déc. 1881 (art. premier).

2 Le terme de *propriétaire* doit s'appliquer aux sociétés constituées par actions pour l'exploitation d'une publication autorisée. Par conséquent ces sociétés n'auront besoin d'une autorisation nouvelle que s'il survenait une modification dans leur raison sociale et « il n'y aura pas lieu de se préoccuper des changements qui pourraient se produire dans la possession des titres de la société (arrêté du Ministère de l'Intérieur, art. 3).

3. A cet égard il y a lieu de faire un rapprochement entre la loi égyptienne de 1881 et la loi française sur la presse de 1858 en ce qui concerne l'autorisation préalable à toute publication de journal.

Ernest Picard, un des cinq élus de l'opposition aux élections de 1858 s'éleva, au Corps Législatif, contre l'arbitraire de cette mesure (l'autorisation préalable); c'est,

Le Gouvernement n'est pas tenu donc de faire connaître les raisons de son refus car le législateur ne lui imposa pas cette obligation.

D'après les dispositions du même article, l'administration peut interdire la publication ⁽¹⁾ d'un journal en cas de défaut de notification des changements opérés dans le personnel des gérants, rédacteurs, propriétaires ou administrateurs.-

Il est certain, cependant qu'un journal, sauf changement dans son personnel, qui n'a pas paru depuis plusieurs années, peut reparaitre sans besoin d'une nouvelle autorisation ⁽²⁾.

b) Cautionnement :

La loi de 1881 subordonna la publication de journal au dépôt d'un cautionnement qui varie entre L.E. 50 et L.E. 100.-

Ce système du ⁽³⁾ cautionnement consiste à faire verser par avance, aux journaux entre les mains du Gouvernement une certaine somme d'argent qui devra assurer le paiement

s'écrie-t-il, l'absence de liberté dans son expression la plus brutale ; c'est la pensée humaine, le droit de communication intellectuelle mis à la disposition du gouvernement qui, après avoir voulu, un moment, en faire un moyen de salut public, s'en est emparé et en a fait un agent politique.

Paradoxe d'une législation qui fait d'une institution destinée au contrôle du gouvernement son instrument le plus asservi.

1. Il résulte, par voie de conséquence, de ce qui précède que la publication d'un journal ou supplément sportif, scientifique ou littéraire n'est pas subordonnée à l'obtention d'une autorisation à moins que ce journal ou supplément ne vienne à dépasser son programme et à traiter de matières politiques, administratives, (recueil des avis du Comité du Content. de l'Etat).

2. Les dispositions de la loi sur la presse supposent que l'autorisation est accordée à une personne déterminée dont la responsabilité personnelle doit être engagée aux fins de l'observation des obligations édictées par cette loi .

L'interprétation de ce principe permet d'accorder l'autorisation non seulement aux personnes physiques, mais aussi aux personnes juridiques telles que les sociétés par action (arrêté du Ministère de l'Intérieur, 19 Déc. 1881 art. 3.)

Un parti politique, ne peut, partant, obtenir l'autorisation d'exploiter un journal qu'autant que ses membres organisent une société commerciale régulière.- (Recueil des avis du Comité du Contentieux de l'Etat)

3. Ce système fut pratiqué presque continuellement en France à part de brèves interruptions en 1848 et 1870, depuis la restauration jusqu'à la loi de 1881.-

Une loi de 1868 le limitait aux journaux traitant de matière politique et d'économie sociale.

Le principe fut nettement défini par Royer Collard lors de la discussion des lois de 1819 "Le journal, disait-il, peut avoir une "influence politique, or cela appelle une garantie".

Selon les principes de la charte elle se rencontre en une certaine situation sociale, or cette situation est déterminée par la propriété et ses équivalents.

des amendes et condamnations pécuniaires auxquelles ces journaux peuvent être condamnés.

Lès propriétaires de tout journal ou écrit périodique traitant des matières indiquées à l'art. 11 devront avant toute publication verser un cautionnement numéraire ainsi fixé :

— si le journal ou écrit périodique paraît plus de trois fois par semaine, soit à jour fixe, soit par livraisons irrégulières, le cautionnement sera de L.E. 100.-

— si la publication n'a lieu que trois fois par semaine ou à des intervalles plus éloignés, le cautionnement sera de L.E. 50 (art. 12).-

Aucun journal ne pouvait paraître sans le dépôt de ce cautionnement élevé (1).

Cette obligation imposée aux propriétaires de journaux était bien la mesure la plus arbitraire de la loi de 1881.

En se reportant à cette époque où le journalisme naissant avait besoin d'encouragement efficace pour développer son essor, l'obligation de déposer un cautionnement élevé allait obliger la presse à ralentir son développement.

La loi de 1881 tout en comblant certaines lacunes qui se trouvaient dans la loi de 1865 omet d'indiquer les mesures qui sont relatives à la publication de chaque numéro du journal, c'est à dire le dépôt administratif et l'indication du nom du gérant sur chaque numéro. Elle n'indique pas non plus les conditions requises pour être gérant.

1. Plusieurs propriétaires de journaux et d'imprimeries indigènes ayant demandé la faculté de présenter un garant responsable, au lieu du cautionnement en espèces et le Ministère de l'Intérieur ayant accueilli favorablement leur demande, les éditeurs de journaux et propriétaires d'imprimeries pourront tous bénéficier, s'ils le désirent, des avantages de cette substitution.

Le garant, après avoir été agréé par le Ministère de l'Intérieur devra s'engager personnellement par écrit envers le Ministre pour une somme égale au montant du cautionnement dont il se déclarera responsable.

Le montant du cautionnement en espèces sera consigné à la Caisse du Ministère des Finances qui en donnera reçu.

(Circulaire de la Direction de la Presse du 17 Janvier 1882).

SECTION II

b) OBLIGATIONS CORRÉLATIVES AU DROIT DE RÉPONSE ET AUX COMMUNICATIONS

Les communications adressées par le Ministère de l'Intérieur devront être insérées dans le plus prochain numéro et en tête du journal (art. 14).

Les propriétaires ou éditeurs de tout journal ou écrit périodique seront tenus d'y insérer, dans les trois jours de la réception ou dans le plus prochain numéro, s'il n'en était pas publié avant l'expiration des trois jours, la réponse de *toute personne nommée ou désignée* dans le journal ou écrit périodique (art. 15).

La teneur de l'art. 15 est beaucoup plus complète que celle de l'article 8 (se référant au droit de réponse) dans la loi de 1865.

Du droit de réponse

L'interprétation que nous allons donner de l'art. 15 de la loi de 1881 sera faite à la lumière des principes qui commandent la même matière en France et dont s'inspira le législateur égyptien.

A qui appartient ce droit.

Le droit de réponse appartient à toute personne nommée ou désignée (art. 15) ⁽¹⁾.

Toute personne désignée.

Le droit de réponse existe pour cela seul que la personne est désignée d'une façon suffisante; il n'est pas nécessaire qu'elle soit nommée ⁽²⁾.

Lorsqu'un journaliste, directeur ou gérant d'un journal a été personnellement nommé ou désigné dans un article publié dans une autre feuille, le droit de réponse lui ap-

1. La Jurisprudence française décide que le droit de réponse est inadmissible quand l'article nomme ou désigne une autre personne que celle qui prétend l'exercer, sous prétexte qu'une similitude de nom ou de situation peut produire une confusion dans le public (Paris, 31 Juillet 1879 — Journ. M. Public tome XXII p. 237.

2. Paris, 15 Nov. 1889, D.P. 90. 2.116. — Le Poittevin, t. I No 190.

partient comme à toute autre personne (1)

Limitation du droit de réponse aux articles publiés dans les journaux ou écrits périodiques.

Les propriétaires ou éditeurs de tout journal ou écrit périodique seront tenus d'y insérer la réponse de toute personne nommée ou désignée dans le journal ou écrit périodique (act. 15).

Cette limitation correspondant à celle prévue par la loi française en pareille matière, il y a lieu d'admettre, sur ce point la décision des tribunaux français.

Un article ou une lettre qui a été dans un journal l'objet d'une réponse peut être reproduit isolément dans un écrit non périodique, tel qu'un catalogue de librairie sans que l'auteur de la réponse soit recevable à s'en plaindre, à moins de justifier d'un préjudice (2)

Teneur de la Réponse :

Le droit de réponse est général et absolu, sauf la restriction énoncée dans la loi française et qui est sous entendue, dans la loi égyptienne.

Le gérant n'est pas tenu d'insérer la réponse quand elle est contraire aux lois ou aux bonnes moeurs.

Ce n'est pas seulement en pareil cas un droit pour le gérant, c'est un devoir pour lui de ne pas insérer la réponse, car en la publiant, il assumerait la responsabilité du délit qu'elle contient. L'obligation d'insérer la réponse ne peut pas l'affranchir d'une obligation d'ordre supérieur et d'intérêt public, devant celle-ci, la première disparaît (3).

1. Une personne nommée et désignée dans un journal ne peut prétendre qu'elle a droit d'user indefiniment du droit de réponse et notamment de prolonger à son gré un débat qu'elle même a provoqué. Il s'agissait, en l'espèce, d'une personne qui avait une première fois, exercé son droit de réponse, mais en mettant en cause, un tiers; celui-ci avait réposté et prétextant qu'il s'agissait toujours d'elle, la personne visée des le début avait adressé au journal une seconde réponse, puis une troisième, prétendant ainsi engager une polémique (Cass. 25 Mai 1882 S. 1886 No. 397)

2. Trib. Com. Seine 11 Février 1859 D. P. 59. 3. 80.-

3. (Dijon, 30 Déc. 1904, D. P. 1906. 2. 191).

Forme et etendue de la Réponse :

La réponse pourra avoir cinq fois la longueur de l'article auquel elle sera faite (art. 15).-

La loi de 1881 diffère sur ce point de la loi française.

Remise de la Réponse :

La remise doit être faite aux propriétaires ou éditeurs de tout journal périodique.

La remise peut avoir lieu sous n'importe quelle forme, sauf au demandeur en insertion à faire la preuve de cette remise ⁽¹⁾

Insertion de la Réponse :

En l'état des dispositions de l'art. 15 il y a lieu de faire application de l'interprétation donnée en la matière par la jurisprudence française.

S'il existe dans la réponse des passages qui justifient un refus d'insertion, aucune disposition de la loi n'oblige le journaliste à diviser et à scinder la réponse qui lui est adressée. Il suffit que celle-ci contienne un passage contraire à la loi, à l'intérêt légitime des tiers, à l'honneur ou à la considération du journaliste, pour que ce dernier puisse en refuser l'insertion totale.

Mais il n'appartient pas aux tribunaux de scinder la réponse, d'en retrancher ce qui leur paraît contraire aux prescriptions de la loi, pour faire application au journaliste des dispositions repressives de l'art. 13 de la loi de 1881 et ordonner l'insertion d'une réponse ainsi divisée ⁽²⁾.

Délai de l'Insertion

L'insertion des réponses devra être faite "dans le délai de trois jours de la réception".

Une réponse reçue le 1^{er} du mois doit donc être insérée au plus tard à la date du 3 ⁽³⁾.

1, Cr, 13 Mars 1908, D. P. 1908. I. 165).-

2, Cr. I. Août 1883. D. P. 84, I. 44.

3, (Le Poittevin t. I. No. 223. Fabreguettes t. 2. No. 192 p. 186).

En ce qui concerne les journaux ou écrits périodiques non quotidiens l'art. 15 porte que "l'insertion sera faite dans le plus prochain numéro s'il n'en était pas publié avant l'expiration de trois jours.

Gratuité de l'Insertion

L'insertion doit avoir lieu gratuitement si la réponse ne dépasse pas cinq fois la longueur de l'article auquel elle est faite.

Refus d'Insertion

L'art. 15 prévoit une amende de L.E. 2 à L.E. 10 pour refus d'insertion.

Cet article ajoute que l'amende sera prononcée sans préjudice des autres peines et dommages-intérêts auxquels l'article pourrait donner lieu.

Il résulte de cette disposition que l'exercice du droit de réponse ne met pas obstacle à une poursuite ultérieure pour diffamation, dans le cas où l'article auquel il a été répondu contiendrait un délit caractérisé, notamment un délit d'injure ou de diffamation.

Les dispositions de l'art. 15 de la loi du 26 Novembre 1881, calquées sur les dispositions de l'art. 13 de la loi française de juillet 1881 sont plus complètes que celles prévues par la loi de 1865.

SECTION III.

REGIME DU COLPORTAGE

DU COLPORTAGE ET DE LA VENTE SUR LA VOIE PUBLIQUE ET DE L'AFFICHAGE

Affichage :

Aucun écrit ⁽¹⁾, soit à la main, soit imprimé, gravé ou lithographié, autre que les actes de l'autorité publique

1. Le mot *écrit* doit être pris dans son sens le plus étendu. L'énumération des procédés divers, faite dans l'art. 18 n'est pas restrictive et les dispositions de cet article sont applicables à tout écrit, quelque puisse être le moyen dont on se sera servi. (Arrêté du Ministère de l'Intérieur du 19 Décembre 1881, art. 4).

s'il contient des nouvelles politiques, ne pourra être affiché ou placardé dans les rues, places, ou autres lieux publics (art. 18).

La liberté de l'affichage est restreinte car seul l'affichage des actes de l'autorité publique est libre.

Tout autre écrit s'il contient des nouvelles politiques, ne peut point être affiché.

Toute infraction aux dispositions de cet article sera punie d'une amende de L.E. 1 à L.E. 10 prononcée solidairement contre les auteurs et complices, sans préjudice des peines qui pourraient être encourues par suite de crimes ou délits résultant de la nature même de l'écrit (art. 18).

DISTRIBUTION ET COLPORTAGE

La profession de distributeur et de colporteur est assujettie à l'autorisation gouvernementale comme la profession d'imprimeur.

Tous distributeurs ou colporteurs de livres, écrits, brochures, gravures et lithographies devront être pourvus d'une autorisation qui leur sera délivrée sans frais au Caire et à Alexandrie par le préfet de police, (1) et dans les autres Gouvernorats et moudiriehs par le Gouverneur ou moudir.

Ces autorisations pourront toujours être retirées par les autorités qui les auront délivrées (art. 19).

Il faut que les choses colportées ou distribuées soient (des livres, écrits, brochures, gravures et lithographies) pour que l'autorisation soit requise.

Le Gouvernement possède un pouvoir discrétionnaire puisqu'il peut retirer l'autorisation.

Infractions : (2)

Les contrevenants seront punis d'une amende de 10 à 100 P.T. sans préjudice des poursuites qui pourraient être dirigées

1. aujourd'hui le gouverneur.

2 En France, la loi de 1881 a soustrait la profession de colporteur de distributeur à l'action gouvernementale - celui qui veut l'exercer est seulement tenu d'en faire la déclaration suivant certaines règles à la préfecture de département.

Les colporteurs et afficheurs peuvent être l'objet de poursuite criminelles comme auteurs principaux et comme complices. Lors de la discussion de la loi de 1881 il avait

pour crimes et délits, soit contre les auteurs de ces écrits, soit contre les distributeurs ou colporteurs eux-mêmes (art. 19).

Une amende de 10 à 100 P.T. (soit 1 L.E.) est infligée au contrevenant au cas où il ne serait pas pourvu de l'autorisation nécessaire.

Les amendes seront prélevées sur les cautionnements.

Les cautionnements devront être complétés dans un délai de quinzaine.

Le cautionnement incomplet équivaut au manque de cautionnement (art. 20).

Une disposition plus rigoureuse est prévue dans le même article.

“Les saisies et confiscation seront faites par voie administrative ; l'amende, la suppression et la suspension dans les cas prévus par la présente loi seront infligées sans recours par Notre Ministre de l'intérieur, indépendamment de toute action judiciaire”.

Indépendamment de ces mesures rigoureuses, il résulte des dispositions de l'art. 19 que les distributeurs et colporteurs peuvent être l'objet de poursuites criminelles, ainsi que les auteurs des écrits distribués ou colportés.

Les articles 19 et 20 traitant du régime de colportage et de distribution constituent une innovation dans la loi égyptienne de 1881, car le régime de colportage n'était pas prévu par la loi de 1865.

Le législateur égyptien en réglementant le régime de colportage et de distribution, inexistant avant la loi de 1881,

été proposé par la Commission de les exonérer de toutes sanctions pénales pareillement aux imprimeurs.

Mais Mr. RIBOT fit remarquer qu'aux termes de l'art. 32 des poursuites pouvaient être exercées contre eux, conformément au droit commun, s'ils avaient sciemment colporté ou distribué des livres ou écrits périodiques présentant un caractère délictueux et que ce serait insérer dans la loi une disposition contradictoire que de déclarer que l'art. (60) du Code pénal ne leur serait pas applicable. Sur cette observation le texte proposé par la Commission fut écarté. La poursuite des colporteurs en qualité de complices fut admise et insérée et admise dans l'art. (43) comme dans l'art. (22).

Il est nécessaire que leur participation au délit soit établie. S'il n'est pas contesté qu'ils ont donné sciemment leur concours à son accomplissement ils échappent à toute responsabilité. (Aix. 3 Déc. 1883 R. Aix, 67).

s'inspira des dispositions de la loi française sur la presse du 27 juillet 1849.⁽¹⁾ C'est en se référant aux motifs de cette dernière loi que l'on peut comprendre toute la rigueur des dispositions réglementant le régime de colportage en Egypte.

Si l'on consulte les motifs du projet de loi et les paroles qu'a prononcées dans la discussion Odilon Barrot, alors président du Conseil des Ministres, il en ressort que le Gouvernement se proposait uniquement, par cette disposition, d'atteindre les colporteurs de profession et d'arrêter les abus extrêmes commis dans les villes et campagnes françaises où les colporteurs couvraient des apparences de leur commerce ordinaire la distribution des écrits les plus corrupteurs et les plus incendiaires.

Le Gouvernement voulait prendre des précautions devenues nécessaires en assujettissant les colporteurs et les distributeurs de profession à l'obligation d'être pourvus d'une autorisation préalable.

“C'est contre ce genre de commerce, a dit Odilon Barrot que nous avons besoin de prendre des garanties, car jusqu'à ce jour il n'était soumis, par les lois, à aucune responsabilité.”

“Nous avons voulu, disait encore Odilon Barrot à l'Assemblée, placer sous la surveillance directe de l'autorité ces hommes qui vont chercher le lecteur au milieu de ses travaux, sous son humble demeure, pour lui offrir le poison et servir d'auxiliaire aux perturbations politiques et sociales”.

L'Egypte en 1881 offrait le spectacle d'un pays où les passions et les ambitions se mêlaient pour arracher au souverain des concessions de toutes sortes.

Les masses, encore ignorantes, constituaient un champs fertile où les semences de haine, de convoitise pouvaient

1. L'article 6 de la loi du 27 juillet 1849 est ainsi conçu : Tous colporteurs ou distributeurs de livres, écrits, brochures, gravures et lithographies, devront être pourvus d'une autorisation qui leur sera délivrée, pour le département de la Seine, par le Préfet de police et pour les autres départements, par les préfets

germer, croître et devenir un péril menaçant pour le pays.

Le Gouvernement, au pouvoir, désireux d'agir, en dehors de la pression de l'opinion publique, accumulait les entraves et les mesures rigoureuses contre la liberté de la presse pour empêcher les idées de circuler. Ceci explique les mesures sévères prises à l'encontre des colporteurs et distributeurs.

Le noyau du parlementarisme ⁽¹⁾ égyptien date de cette époque mais une révolte déjà grondait. La liberté de la presse ne pouvait probablement qu'ajouter au désordre déjà naissant.

Le législateur, dans l'appréhension des événements à venir, accumula ainsi dans la loi de 1881, les mesures les plus rigoureuses, les plus attentatoires à la liberté de la presse.

L'Administration se trouvait investie d'un pouvoir prépondérant qui était exercé dans sa plénitude et sans contrepoids.

L'article 13 de la loi de 1881 constitue l'exemple le plus frappant de la défiance qu'inspirait au législateur les journalistes de cette époque.

"Dans l'intérêt de l'ordre public, de la religion ou de bonnes mœurs, tout journal ou écrit périodique pourra être suspendu ou supprimé par arrêté de Notre Ministre de l'Intérieur après deux avertissements ou sans avertissement préalable, en vertu d'une décision de Notre Conseil des Ministres".

"Tout avertissement pourra être accompagné d'une amende de 5 à 20 LE".

Cet article constitue une mesure arbitraire car cette haute juridiction administrative qu'est le Conseil d'Etat en France n'existe point en Egypte; par conséquent aucun recours n'est possible contre l'arrêté du Ministre de l'Intérieur.

1. Le Khédive Ismaïl dota l'Egypte d'une loi organique qui prenait son appui sur le ministère et sur la Chambre des Notables. Cette chambre fut organisée en 1866. Quoique ses décisions fussent souvent consultatives, le Gouvernement les approuvait souvent.

Les termes "d'ordre public, religion et bonnes mœurs" sont des termes imprécis; aucun critérium n'en détermine la portée.

Le pouvoir arbitraire du Ministre peut librement s'exercer sous le couvert de ces termes insérés dans l'art. 13 de la loi.

La loi de 1881 a fait une exception pour les propriétaires d'imprimerie, journaux ou écrits périodiques existant avant la promulgation de la loi; elle les a dispensés de l'autorisation.

En résumé, la loi sur la presse du 29 Novembre 1881, tout en apportant des précisions dans ses dispositions, tout en suppléant à l'insuffisance de la loi de 1865, se caractérise pourtant par un ensemble de mesures arbitraires, incompatibles avec la liberté de la presse.

CHAPITRE 3ème.

EVOLUTION DU REGIME DE LA PRESSE DEPUIS 1881 JUSQU'A LA PROMULGATION DE LA CONSTITUTION DE 1933.

Après la promulgation de la loi 1881 de graves événements politiques survinrent en Egypte.

Le cadre de cette étude devant être confiné à l'examen de la législation sur la presse, il ne sera question de ces événements politiques que dans la mesure où leur exposé sera nécessaire à la compréhension de l'évolution de cette législation.

La révolte d'ARABI PACHA, dont il fut mention dans les chapitres précédents amena le bombardement d'Alexandrie et l'occupation anglaise en 1882.

La presse à cette époque lointaine n'avait pas, en Egypte, une grande extension.

Les masses encore assez ignorantes avaient besoin d'une multiplicité de journaux pour les éduquer.

La loi de 1881 en multipliant les obstacles à la diffusion de la presse, en augmentant singulièrement les difficultés économiques qui s'opposaient à son essor agissait dans le sens contraire de l'éducation des masses.

La presse pliant sous le poids de charges élevées imposées par la loi, allait se confiner dans un rôle qui n'est pas approprié à la haute mission dont elle a la charge.

L'autorité administrative en vertu de la loi de 1881 se trouvait armée d'un pouvoir considérable qui lui permettait de mettre fin à l'existence de n'importe quel journal pour peu qu'il manifestât une velleité d'indépendance. Ce pouvoir pourtant n'allait pas trouver l'occasion de s'exercer si souvent. A part de rares occasions où l'exercice de ce pouvoir donna naissance à de grands conflits, notamment lors de la

fermeture du Bosphore égyptien en 1882, l'application de la loi de 1881 ne se fit pas avec une extrême rigueur.

Une situation nouvelle était faite à l'Egypte.

L'avenir était incertain. La plupart des habitants du pays se débattaient au milieu d'un chaos d'évènements, de sentiments et d'appréhensions.

Il fallait déchiffrer l'énigme de l'avenir.

L'Egypte allait-elle plier sous le poids des évènements qui s'abattaient sur elle ou allait-elle reprendre sa marche dans la voie du progrès ?

Telle était la question que chacun se posait.

Des réformes petit à petit s'accomplirent dans le pays pour assouplir le cadre des institutions rigides qui formaient sa structure.

En 1894, le Gouvernement abandonna, en fait, le système préventif prohibitif; la loi de 1881 cessa d'être appliquée. La presse connut alors une période de liberté provisoire.

Les journaux n'étaient plus soumis aux multiples prescriptions édictées par la loi de 1881.

C'est alors que la liberté de la presse eut un contre coup fâcheux car des abus ne tardèrent pas à se manifester.

Des gens véreux, de peu de moralité, exploitèrent la nouvelle situation faite à la presse pour diriger des attaques violentes contre les principes d'autorité et de gouvernement

L'Assemblée législative ne tarda pas à s'émouvoir de la virulence des attaques de la presse.

Dans un rapport paru le 26 Mars 1902, les membres de cette assemblée adoptèrent la motion suivante:

“une bande de gens sans scrupule ayant publié des journaux dont le but est la diffamation, l'injure et l'outrage, l'assemblée demande au gouvernement de prendre les mesures nécessaires pour mettre fin à cet état de choses.

Le Gouvernement, dans ce but peut se mettre en rapport avec les représentants des puissances étrangères, pour promulguer une loi sur la presse de nature à supprimer ces

symptômes d'anarchie, ou de prendre des décrets à l'effet d'édicter des peines sévères contre les perturbateurs de l'ordre public”.

En Juin 1904, l'Assemblée législative signala au Gouvernement la persistance de l'anarchie de la presse.

Lord Cromer, représentant de la Grande Bretagne, demanda également au Gouvernement égyptien de mettre fin aux abus provenant de la liberté de la presse.

“Quoi que je ne sois pas partisan, déclarait Lord Cromer dans son rapport, du système préventif prohibitif en matière de législation sur la presse, je ne puis pourtant que donner raison aux voix qui s'élèvent dans les deux assemblées du pays pour réclamer la suppression des abus provenant de la trop grande liberté de la presse.

Plusieurs journalistes, dont la profession consiste à exercer un chantage constant, font de la presse un moyen de diffamation et d'injures”.

Des instructions furent données au Procureur Général pour sévir contre toute personne qui sème le désordre dans le pays par la diffamation et l'outrage.

Lors de la modification apportée en 1904 dans certaines dispositions du code pénal, le Gouvernement prit en considération les protestations élevées de toutes parts contre les abus de la liberté de la presse, ajouta au code pénal des articles, tendant à réprimer sévèrement ces abus en édictant des peines graves contre les journalistes qui vivent de chantage et d'expédients.

A la suite de ces nouvelles dispositions Lord Cromer put relever, dans un nouveau rapport, la diminution de nombre des plaintes déposées au parquet contre les journalistes véreux.

Malgré les sanctions, les peines infligées aux journalistes sans moralité, des abus continuèrent à se manifester, ce qui amena le gouvernement en 1909, à remettre en vigueur la loi de 1881.

Les journaux avaient suivi une marche ascendante depuis 1900. De nouvelles idées s'étaient fait jour. Des revues commençaient à circuler. Le pays, non encore conscient du pouvoir redoutable de la quatrième puissance qu'est la presse se familiarisait de plus en plus avec ce nouveau mode de publication.

Le journalisme pourtant, était confiné dans un domaine restreint, les questions sociales ou agraires remplissaient les colonnes. La politique qui, par la suite allait jouer un rôle considérable dans les destinées du pays, ne revêtait pas une signification déterminée. Les partis politiques proprement dits n'avaient pas commencé à exister.

En 1907 furent créés quelques partis politiques dont l'un allait être appelé à une glorieuse destinée.

Le parti "national libre" dont le programme consistait à coopérer avec les occupants en vue de l'amélioration du régime constitutionnel du pays.

Le parti de la nation formé en 1907 ayant pour organe le journal "El Garida" défendait le programme de réformes administratives.

Le parti national formé par Mostafa Kamel, celui dont le nom allait symboliser pour longtemps, la lutte pour l'indépendance, ayant pour organe officiel le journal "El Lewa" et l'édition française l'"Etendard" auquel collaborait une grande française Mme. JULIETTE ADAM.

C'est à partir de cette date que le sentiment national s'éveilla, que le peuple s'intéressa à la politique.

L'application de la loi de 1881 remise en vigueur par la décision du Conseil des Ministres du 25 Mars 1909 n'aurait pas tardé à provoquer des protestations.

II. SECTION

*LOI DE 1909 REMETTANT EN VIGUEUR LES PRINCIPALES
DISPOSITIONS DE LA LOI SUR LA PRESSE
DU 26 NOVEMBRE 1881.*

1909 — La nouvelle loi, promulguée en 1909 remit en vigueur les principales dispositions de la loi sur la presse du 26 Novembre 1881.

Il est intéressant de donner le texte intégral de la décision du Conseil des Ministres du 25 Mars 1909.

Le Conseil:

“ Considérant que depuis 1894, le Gouvernement n’a pas appliqué la loi sur la Presse en date du 26 Novembre 1881,

Que l’Assemblée Générale a demandé des mesures de répression contre les excès de la presse périodique par délibération du 26 Mars 1902; que le conseil Legislatif a présenté la même demande par délibération du 30 Juin 1900.

Que la non application de la loi n’a fait qu’augmenter la licence qui avait déjà provoqué les plaintes du public dont les dites Assemblées s’étaient rendues interprètes, en causant de graves préjudices aux intérêts du pays.

DECIDE

“ Les dispositions de la dite loi (interprétées et expliquées par Arrêté Ministériel en date du 19 Décembre 1881) seront appliquées en tant qu’elles regardent la publication de journaux en Egypte.

Un paragraphe de cette décision affranchissait les journaux, paraissant d’une façon régulière à cette date, de l’obligation de requérir l’autorisation exigée par la loi.

Le propriétaire n’avait qu’à établir ce fait d’une manière régulière selon les prescriptions du Ministre de l’Intérieur.

Quelques mois après le rétablissement de la loi de 1881, le Gouvernement chercha à l'appliquer au journal "Al Lewa" l'organe du parti national.

D'un coup le rédacteur en chef fut condamné à trois mois de prison et le Lewa reçut le premier avertissement qui précède la suppression.

Le nouvel organe du parti National eut à souffrir de ces mesures de rigueur. "Al Alam" fut suspendu.

L'opinion publique fut émue par la suspension de ces deux journaux qui, rangés dans le camp de l'opposition contre l'occupation anglaise, dirigeaient leurs attaques contre toute politique d'empêchement.

Le nouveau représentant de l'Angleterre en Egypte S. GORST, rédigea un rapport dans le quel il considérait les mesures prises contre la presse comme étant insuffisantes et demandait l'application de mesures plus rigoureuses.

Le Gouvernement, pour mieux sévir contre les journalistes impénitents, décida de déferer les délits de presse à la Cour d'Assises.

La Cour d'Assises n'ayant pas un jury, représentant l'opinion publique, comme en France, pouvait se montrer sévère à l'égard des journalistes traduits devant elle.

Une certaine effervescence régnait dans les esprits : la mort de Mustafa Kamel survenue en 1908 fut loin d'étouffer le sentiment national.

De nouveaux horizons, jadis fermés, s'ouvraient devant les masses qui prenaient conscience de plus en plus de leurs droits politiques.

L'on peut dire qu'à partir de cette date, le journalisme entra dans une nouvelle phase ; la création de partis politiques ayant été le point de départ de cette évolution.

En 1912, par suite de la publication du discours du président du parti national dans les journaux Al Lewa et Al Allam, ces deux journaux furent suspendus.

De nouvelles protestations s'élevèrent dans le pays.

Le Gouvernement en maniant cette arme dangereuse, la suspension de journaux, par mesure administrative, suscitait des polémiques, provoquait des conflits qui allaient fortifier la position de la presse au lieu de la diminuer.

A la déclaration de la Guerre, l'Egypte, fut placée sous le protectorat de l'Angleterre.

Pendant les quatre années de guerre la censure fut appliquée sévèrement, rigoureusement.

A la fin des hostilités, à la signature de l'Armistice et la proclamation des principes wilsoniens, un souffle de patriotisme secoua les peuples placés sous le joug de l'Etranger.

Chacun de ces peuples aspirait à une indépendance complète et à occuper la place qui est digne de lui dans le concert des pays civilisés.

L'Egypte fut au nombre de ces peuples.

Il est impossible de comprendre l'extension énorme que prit la presse après la guerre, le développement de ce moyen de publication si l'on ne remonte pas à l'origine de ce mouvement, afin de pénétrer l'ambiance dans laquelle se déroulait cet essor?

La presse dont la diffusion était lente ne tenait pas dans la vie sociale et politique de l'Egypte un rôle important.

Le journalisme était confiné dans le domaine de l'information. Les journaux arrivaient à peine à s'étendre en dehors de la capitale et de quelques villes importantes de la Basse et de la Haute Egypte.

Il est à noter pourtant que la presse, en Egypte, n'était pas destinée à subir la transformation profonde qui ouvrit, en France, vers 1830, une ère nouvelle dans l'histoire de la presse.

Emile Girardin, innovateur hardi lança, vers cette époque, son journal "la presse" dont le prix fut réduit considérablement par rapport à celui des autres journaux. La "presse" à bon marché, devait causer un bouleversement dont les suites furent de rendre accessible aux masses la lecture des journaux, autrefois réservés, à raison de leur prix élevé, à une certaine élite.

En Egypte l'évolution de la presse, son extension allaient être déterminées plutôt par l'évolution politique que par le prix des journaux qui ne devait varier qu'insensiblement.

La création du parti National en 1898, la fougue éloquente du grand patriote Mustafa Kamel, l'estime et le prestige dont il jouissait aux yeux du peuple, furent parmi les facteurs qui, non seulement déterminèrent la diffusion des journaux publiés par lui mais contribuèrent dans une large mesure, à réveiller le sentiment national dans les masses.

La guerre dans le bouleversement des idées et des valeurs qu'elle provoqua de par le monde, dans les transformations qu'elle opéra dans la vie matérielle et sociale des peuples exerça, en Orient, plus peut être qu'ailleurs, l'action la plus profonde, la plus lourde de conséquences; elle favorisa l'éclosion et le développement d'entités politiques nouvelles décidées, après des siècles de tutelle étrangère et d'effacement, à reprendre en pleine indépendance, leur place dans la vie internationale des Etats (1).

Il nous est impossible de retracer en détail les événements subséquents aux troubles provoqués, en Egypte, par l'arrestation des délégués de la nation qui revendiquaient l'indépendance du pays, Ce récit, outre qu'il comporterait de longs développements est en dehors du cadre de cette étude.

Il nous suffit de signaler que la nouvelle de l'arrestation des délégués de l'Egypte fut comme une trainée de poudre qui, en se repandant dans le pays, créa ce grand courant de l'opinion politique qui allait imprimer au journalisme un grand essor jusqu'à alors inconnu.

Les événements se succédèrent rapidement, sous la poussée de l'opinion générale, les délégués de l'Egypte furent libérés; de différentes négociations, tant officielles qu'officieuses, furent entamées de part et d'autre pour régler le Statut politique de l'Egypte.

Ces négociations laborieuses aboutirent à la déclaration du 28 Février 1922 par laquelle l'Angleterre reconnaissait

1. G. Meyer - Article paru dans l'Egypte Contemporaine.

la fin du protectorat britannique sur l'Egypte et affirmait l'indépendance souveraine de ce pays.

Dans l'ordre politique la première étape de la révolution nationale fut marquée par l'organisation de l'indépendance et l'élaboration de la Constitution Egyptienne à laquelle fut jointe la loi électorale établissant le régime à deux degrés.

CHAPITRE 4eme.

PROMULGATION DE LA CONSTITUTION DE 1923.

La Constitution promulguée en 1923 contenait les articles suivants:

Art. 14. — La liberté d'opinion est garantie. Dans les limites de la loi toute personne a le droit d'exprimer librement sa pensée par la parole, par écrits par images ou autrement.

Art. 15 la presse est libre dans les limites tracées par la loi. La censure préventive est interdite. Les avertissements la suspension ou la suppression des journaux est interdite sauf le cas où il serait nécessaire d'y recourir pour la protection de l'ordre social.

L'art. 167 de la Constitution déclare que:

“ Les dispositions des lois, décrets, ordres, règlements, arrêtés, décisions et tout autre acte ou mesure pris ou édicté dans le passé et d'après les règles et formes adoptées jusqu'ici resteront en vigueur, à condition que leur exécution soit mise en harmonie avec les principes de liberté et d'égalité garantis par la présente Constitution, le tout sans préjudice du droit du pouvoir législatif de les abroger ou de les modifier dans les limites de son pouvoir, mais sans porter atteinte au principe de la non rétroactivité des lois sanctionnée à l'art. 27.

Il convient d'examiner les dispositions de la loi de 1881 sur la presse pouvant être mises en harmonie avec les principes de liberté sanctionnés par la Constitution.

La presse est libre dans les limites de la loi (art. 15).

Faut-il entendre par là que la presse fut libérée, d'un coup, de toutes les entraves administratives auxquelles elle était assujettie ?

La proclamation de ces principes de liberté eut-elle, pour effet, d'abroger les dispositions de la loi de 1881 ?

C'est à la lumière des débats et discussions parlementaires qui présidèrent à la promulgation de ces principes que l'on peut déterminer la portée de l'art. 15.

Lors de la discussion du projet de loi les membres se divisèrent en deux groupes dont l'un préconisait la liberté absolue de la presse, l'abolition de toutes les formalités administratives auxquelles elle se trouvait soumise par la loi de 1881, l'autre groupe qui optait pour une liberté mitigée puisait ses arguments dans le fait que l'Egypte traversait une période de transition; que par conséquent une liberté illimitée de la presse risquait d'entraîner des abus regrettables.

Les membres formant partie du premier groupe furent amenés à considérer que certains des arguments ne manquaient pas de justesse. Une solution intermédiaire intervint.

L'impossibilité de maintenir la loi de 1881 telle qu'elle était, paraissait évidente car l'art. 13 de cette loi conférait à l'autorité administrative un pouvoir absolu de suspendre et de supprimer les journaux.

Cet article tel qu'il était conçu mettait en échec le principe de liberté proclamé par la constitution et paraissait incompatible avec l'art. 14 qui formulait la liberté pour chacun d'exprimer librement sa pensée.

Cette liberté d'opinion certes ne serait qu'illusoire, qu'un principe vain et contenant un contre sens même si le pouvoir de suppression et de suspension de journaux devait rester toujours une arme entre les mains de l'autorité administrative dont elle pourrait user quand bon lui semblerait en laissant la porte ainsi ouverte à l'arbitraire.

Aucun doute ne pouvait donc subsister sur la nécessité de l'abrogation de l'art. 13.

Fallait-il en déduire que la presse recouvrait par voie de conséquence une liberté absolue, illimitée, que la plume, arme à double tranchant, allait pouvoir être maniée librement sans contrôle aucun.

Tel fut l'avis de quelques membres de la Chambre des Députés qui n'entendaient soumettre qu'aux principes de droit commun les abus commis par voie de la presse.

Il est intéressant de relever la discussion qui s'éleva au sujet du terme "dans les limites de la loi".

Que fallait-il entendre par ce terme ?

Certains membres ne manquèrent pas de suggérer que le terme « limites de la loi » impliquait que la liberté de la presse telle qu'elle était proclamée n'était absolue que dans la mesure où cette liberté ne violait pas les dispositions fondamentales contenues dans la loi de 1881, dispositions ayant trait surtout à la réglementation du régime de la presse au point de vue purement administratif « nécessité de dépôt », conditions nécessaires pour la publication » etc ...

D'autres membres proposèrent de faire suivre le mot loi par le terme "générale" pour faire ressortir que la liberté de la presse ne connaissait d'autres bornes que celles fixées par la loi générale indépendamment de toutes dispositions de nature restrictive de cette liberté.

L'opinion qui semble prévaloir fut celle où il était entendu que le terme « loi » se référait aux dispositions contenues dans le code pénal ; en d'autres termes, tous les délits d'opinion et de tendance ne devaient point avoir leur raison d'être, que les abus ou infractions pouvant résulter de la liberté de la presse ne relevaient dorénavant que du domaine de droit commun, que les dispositions du Code pénal étaient suffisantes en elles mêmes pour réprimer tout abus.

Toutefois la liberté de la presse ainsi définie se heurtait à la disposition finale de l'art. 15.

« Les avertissements », la suspension ou la suppression des journaux par voie administrative sont également interdits *sauf le cas où il serait nécessaire d'y recourir pour la protection de l'ordre social.*

Cette restriction devait jouer dans les cas où des journaux mèneraient une campagne violente contre l'ordre social.

N'était-il pas à craindre, cependant, que cette restriction fut de nature à permettre à l'autorité administrative de se

ressaisir du pouvoir que le premier paragraphe de l'art. 15 lui arrachait.

L'autorité administrative étant seule qualifiée pour juger les atteintes à l'ordre social n'allait-elle pas exercer son pouvoir pour dépouiller la presse de la liberté proclamée par la constitution

Ce terme "ordre social" ne devait-il pas émouvoir les partisans de la liberté de la presse en faisant dresser devant eux le fantôme de l'arbitraire d'une autorité à laquelle était conféré un pouvoir d'interprétation sans contrôle.

Une discussion non moins intéressante porta sur le point de savoir si une personne ayant les capacités voulues avait besoin d'une autorisation pour la publication d'un journal.

Les principes de liberté édictés par la Constitution s'opposaient à l'ingérence de l'autorité administrative, ainsi toute personne ayant les capacités voulues avait le droit de créer un journal sans une autorisation quelconque.

Tel fut l'avis de certains membres qui proposèrent d'insérer un article sanctionnant cette liberté.

D'autres membres, firent valoir que certaines personnes quoiqu'ayant les capacités voulues étaient dénuées de tout scrupule et dépourvues de toute moralité, par conséquent le contrôle de l'administration sur leurs actes s'imposait, il fallait spécifier que la création d'un journal ne pouvait avoir lieu que dans les limites de la loi.

L'art. 15 de la Constitution ayant été maintenu il s'agit d'examiner si l'autorisation préalable à la création d'un journal est compatible avec les principes de liberté proclamés. "Le système de l'autorisation doit être maintenu mais son application doit s'inspirer du principe de la liberté de la presse".

En outre le système de l'autorisation comprend l'obligation du cautionnement prévu par l'art. 12 de la loi sur la presse.

Ce cautionnement reste justifié comme une limite raisonnable de la liberté de la presse, afin de garantir le caractère

serieux de la publication et le paiement éventuel des amendes à infliger par les tribunaux pour délits de presse".⁽¹⁾

Nous croyons, pour notre part, que le système de l'autorisation est incompatible avec les principes de liberté proclamés par la Constitution.

En effet la presse se trouve régie par l'article 14 qui proclame d'une façon absolue la liberté d'opinion.

Or le système de l'autorisation est la violation la plus flagrante de cette liberté d'opinion. Une opinion pour s'exprimer librement ne doit pas être contrariée dans sa manifestation extérieure.

Or l'assujétissement de la publication d'un journal à l'autorisation préalable est incompatible avec le principe de liberté.

Un autre point non moins intéressant fut soulevé; c'est celui de savoir si l'obligation d'une nouvelle autorisation pouvait être imposée aux journaux qui furent suspendus ou supprimés ou qui cessèrent de paraître pendant un intervalle plus ou moins long.

Sur ce point également il n'est pas sans intérêt de signaler l'avis émis par le comité du contentieux de l'Etat.

Il s'agit de faire une distinction entre les journaux supprimés *avant* la promulgation de la constitution, et ceux dont la suppression fut ordonnée après la promulgation de la constitution.

En ce qui concerne les journaux supprimés avant la promulgation de la constitution, une nouvelle autorisation est nécessaire, la suppression avant la promulgation étant une mesure légitime qui doit sortir son plein effet.

Mais s'il s'agit, au contraire, d'une suppression ordonnée après la promulgation, cette suppression (sauf le cas où elle aurait été ordonnée pour des raisons d'ordre social) doit être considérée comme inconstitutionnelle, aux termes de l'art. 164 de la constitution qui fait obligation au Gouvernement d'administrer le pays en conformant le contenu des disposi-

1. Avis du comité du contentieux de l'Etat

tions à édicter aux principes fondamentaux de la constitution. La suppression, dans ce cas, étant inconstitutionnelle ne devrait pas être considérée comme pouvant empêcher la réapparition d'un journal sans besoin d'une nouvelle autorisation à moins que le personnel des propriétaires, administrateurs, gérants et rédacteurs n'ait été modifié (1).

Il paraissait évident qu'en l'état des dispositions de la Constitution de 1923, un remaniement de la loi de 1881 s'imposait.

La Cabinet qui fit promulguer la Constitution songea à édicter une loi sur la presse qui fût en harmonie avec cet esprit.

Un projet de loi fut effectivement élaboré dont les dispositions, sauf quelques règles particulières, furent empruntées à la législation française.

Il nous paraît intéressant, quoique ce projet de loi, ait été abandonné, d'instituer un parallèle entre cette ébauche de loi et le décret loi de 1931 sur la presse dont plusieurs des dispositions furent empruntées à ce projet.

Nous résumerons également les discussions qui eurent lieu au sein du comité chargé d'élaborer cette loi qui ne vit point le jour.

1. "Avis - En ce qui concerne les journaux qui ont cessé de paraître pendant quelque temps où à la suite d'une suppression ou volontairement, une nouvelle autorisation n'est pas nécessaire s'ils réparaissent avec le même personnel des propriétaires, administrateurs, gérants et rédacteurs en chef ;

En effet la loi sur la presse ne prévoit aucune déchéance sur la base d'une renonciation tacite aux bénéfices de l'autorisation.

Cette présomption, d'ailleurs, ne pourrait être justifiée qu'en cas d'abandon de la publication pendant un intervalle de temps plus ou moins très long. Mais dans ce cas, il y aurait nécessairement des changements dans le personnel du journal qui nécessitent une nouvelle autorisation aux termes de l'art. 11 de la loi (même avis).

SECTION I

PROJET DE LOI SUR LA PRESSE ⁽¹⁾

(élaboré en 1923 après la promulgation de la Constitution)

Le nouveau projet de loi sur la presse remplace le système de l'autorisation par le système de la déclaration.

Dispositions relatives à tous imprimés

Tout imprimé doit porter en première ou en dernière page les nom et adresse de l'imprimeur et de l'éditeur, s'il y a un éditeur qui ne soit pas l'imprimeur, ainsi que l'année de l'impression ⁽²⁾.

» En outre si l'imprimé est mis en circulation par le
» moyen de l'affichage ou de la distribution sur la voie
» publique, il doit porter le nom de la personne qui assume la responsabilité de son contenu ⁽³⁾ (art. 2).

Au moment de la publication de tout imprimé, deux exemplaires destinés à la Bibliothèque Royale doivent être déposés au Gouvernorat ou à la Moudirieh du lieu où se fait la publication.

Récépissé sera donné de ce dépôt (art. 3) ⁽⁴⁾.

En cas de contravention aux dispositions des articles 2 et 3, l'imprimeur et l'éditeur, s'il y en a un, seront punis d'une amende n'excédant pas P.T. 100 et d'un emprison-

1. Il nous a paru inutile de commenter les dispositions de ce projet de loi ; ce commentaire trouvera sa place dans le chapitre consacré à l'étude du décret loi de 1931. Notre but est simplement de montrer la tendance de la législation au lendemain de la promulgation de la Constitution de 1923.

Nous mettons entre « » les paragraphes supprimés dans le décret loi de 1931.

2. Aux fins de la présente loi le terme « imprimé » comprend tous écrits, images et notations musicales reproduites par des moyens mécaniques ou chimiques et rendus ainsi susceptibles de circulation.

Le terme (circulation) comprend la vente, la mise en vente ou la distribution d'imprimés, le fait de les afficher, de les mettre en étalage ou de les rendre accessibles à un nombre étendu de personnes d'une manière quelconque.

Le terme « imprimeur » désigne le propriétaire d'une imprimerie. Toutefois si l'imprimerie est louée à une autre personne qui en a l'exploitation effective, le terme « imprimeur » désigne le locataire (art. 1).

3. Cet article correspondra à l'art. 2 du décret loi de 1931, sauf le dernier.

4. Cet article correspondra à l'art. 3 du décret loi de 1931 sur la presse.

nement ne dépassant pas une semaine ou de l'une de ces peines seulement (art. 4 ⁽¹⁾).

Les articles 2 et 3 ne sont pas applicables aux imprimés ayant un caractère purement privé, "tels que les annonces de naissance, de mariage ou de décès, les cartes de visites ou d'invitation."

» La disposition de l'al. 2 de l'art. 2 n'est pas applicable » aux affiches commerciales ou de spectacles et aux notices ou prospectus distribués dans un but de publicité » purement commerciale » (art. 3) ⁽²⁾.

SECTION II

(I) OBLIGATIONS IMPOSÉES EN VUE DE LA CRÉATION ET DE LA PUBLICATION DU JOURNAL, LA RÉDACTION EN CHEF, LA DÉCLARATION ET LE CAUTIONNEMENT.

a) De la rédaction en chef

Tout journal doit avoir un rédacteur en chef responsable qui exerce effectivement le contrôle sur tout le contenu du journal ou plusieurs rédacteurs responsables exerçant chacun un contrôle effectif sur une rubrique du journal facile à distinguer.

» S'il s'agit d'un journal publié en tout ou en partie en » langue arabe, le rédacteur en chef ou tous les rédacteurs » responsables doivent être de nationalité égyptienne, et » posséder un grade de l'Université Egyptienne ou d'une » Université Etrangère reconnue par l'Université Egyptienne » ou un diplôme d'une Ecole Egyptienne d'enseignement » supérieur reconnu par l'Etat ».

» Toutefois les autorités mentionnées à l'art. II auront » la faculté de passer outre à cette dernière condition et » d'agréer comme rédacteur en chef ou comme rédacteurs

1. Cet article correspondra à l'art. 4 du décret loi de 1931 sur la presse.

2. Cet article correspondra à l'art. 5 du décret loi de 1931 sur la presse.

- » responsables des personnes à qui elles reconnaîtraient la
- » capacité et l'expérience voulues pour tenir lieu des grades
- » ou des diplômes susvisés » (art. 6) (1).

Ne peuvent être rédacteurs en Chef ni rédacteurs responsables :

1) Les personnes âgées de moins de 21 ans accomplis calculés d'après le calendrier grégorien.

2) Les interdits.

3) Ceux qui sont en état de faillite déclarée, pendant cinq ans à partir de la date de la déclaration de la faillite.

4) Les personnes qui ont été condamnées à une peine d'emprisonnement pour vol, recel d'objets volés, escroquerie, abus de confiance, concussion, corruption, banqueroute frauduleuse, faux, usage de faux, faux témoignage, subornation de témoins, attentat à la pudeur, excitations de mineurs à la débauche, vagabondage, ainsi que pour délits commis en vue d'échapper au service militaire.

Il en est de même des personnes qui ont été condamnées pour tentative au cas où elle est prévue par la loi, de l'une des dites infractions.

5) Les personnes qui ont été condamnées à une peine criminelle ou correctionnelle pour crime de droit commun.

6) Les personnes qui ont été condamnées à la révocation ou à la radiation par décision disciplinaire pour des faits entachant leur honorabilité ou leur moralité.

7) Les personnes qui ont été condamnées deux fois pour des infractions visées au Ch. XIV, titre IX et au cha-

1. Correspondra à l'art 7 du décret loi de 1931 dont le dernier paragraphe sera supprimé. Cet article a été presque entièrement remanié. Le principe du gérant responsable n'a pas rencontré d'opposition mais la grande objection qu'il a soulevée était celle imposant aux journaux européens, à l'instar des journaux arabes, un gérant égyptien.

On s'est demandé si une pareille condition mise à la charge de la presse européenne n'allait pas à l'encontre du régime des capitulations et ne violait pas le décret du 8 Mars 1891 approuvé par les Puissances.

Une grande discussion s'éleva au sein du Comité chargé d'élaborer la loi sur ce point. On finit par décider qu'il ne fallait exiger la nationalité égyptienne du gérant que si le journal ou écrit périodique était publié en langue arabe (V. Extraits du procès-verbal du 13 Octobre 1923 sur le projet de la loi portant règlement sur la presse.

pitre VII, titre III du Code Pénal Indigène (art. 7) ⁽¹⁾.

b) Déclaration au Gouvernorat

Toute personne qui se propose de publier un journal est tenue d'en faire la déclaration par écrit au Gouvernorat ou à la Moudirieh du lieu de la publication trente jours au moins avant de commencer cette publication.

La déclaration doit être faite sur du papier timbré de 30 millièmes et contenir les indications suivantes :

1) le nom et domicile du propriétaire, et s'il s'agit d'une société, les nom et domicile des administrateurs ou des associés gérants, suivant le cas;

2) le titre du journal, la langue dans laquelle il doit être publié et son mode de publication;

3) " Les nom, nationalité et domicile du rédacteur en chef ou des rédacteurs responsables ";

4) " Le nom, et domicile de l'éditeur s'il y en a un ".

5) " L'adresse des bureaux du journal ".

6) " L'adresse de l'imprimerie, et s'il s'agit d'un journal qui n'est pas tenu d'avoir sa propre imprimerie, le nom et domicile de l'imprimeur ".

La déclaration doit être accompagnée des pièces établissant que le rédacteur en chef ou les rédacteurs responsables satisferont aux conditions requises.

Elle doit être signée par le propriétaire, par le rédacteur en chef ou les rédacteurs responsables et par l'éditeur s'il y en a un.

Récépissé sera donné de la déclaration (art. 9). ⁽²⁾

1. Cet article qui correspondra à l'art. 7 du décret loi de 1931 nécessite certaines observations.

L'Art. 7 du projet loi exclut les faillitis (disposition sur laquelle la Jurisprudence française est d'accord ; le décret loi de 1931 supprima ce paragraphe mais édictera les deux dispositions suivantes, en ce qui concerne les conditions exigées pour être rédacteur :

1o Jouir d'une réputation intacte.

2o Ne pas être membre du Parlement.

2. Cet article qui correspondra à l'art. 8 du décret loi de 1931 exige, pour la déclaration, des conditions plus complètes, en ce qui concerne la nationalité, les nom et domicile de l'éditeur etc...;

Les membres du comité chargés d'élaborer la nouvelle loi examinèrent le point de savoir si les termes de l'art. 13 de la Constitution édictant la liberté de la presse étaient compatibles avec le système de l'autorisation appliqué par l'ancienne loi.

Différentes opinions furent échangées, mais ayant été décidé que le système de l'autorisation était la négation même de la liberté de la presse, l'on adopta le système de la déclaration.

Certains membres, au cours de la discussion, avaient suggéré de restreindre ce système en exigeant l'honorabilité du gérant mais cette réserve parut incompatible également avec la liberté de la presse sanctionnée par l'art. 15.

L'article 9 fut adopté ainsi à l'unanimité.

c. Cautionnement

Un cautionnement en numéraire de L. E. 100 s'il s'agit d'un journal paraissant trois fois par semaine ou plus, de L. E. 40 dans les autres cas, devra être versé à la Caisse du Gouvernorat ou de la Moudirieh en même temps que sera faite la déclaration prescrite à l'article précédent (art. 10.)⁽¹⁾.

Les amendes et frais auxquels le rédacteur en chef ou les rédacteurs responsables, le propriétaire, l'éditeur ou l'imprimeur d'un journal seraient condamnés en application de la présente loi ou des dispositions du chapitre XIV Titre II ou du Ch. VII Titre III du Code Pénal indigène pourront être prélevées sur le cautionnement prévu à l'art. 10.

Le cautionnement réduit par suite du prélèvement devra être complété dans les cinq jours d'une sommation faite à l'intéressé par la voie administrative, faute de quoi le journal pourra être suspendu par arrêté du Ministère de l'Intérieur Jusqu'à ce que le cautionnement ait été complété (art. 24).

1. Correspondra à l'art. 10 du décret loi de 1931. L'art. 10 du décret loi augmentera le montant du cautionnement exigé qui sera de 300 L. E. et déterminera sa raison d'être, il sera plus complet sur ce point.

La publication du journal peut commencer le trente et unième jour après le dépôt de la déclaration et le versement du cautionnement à moins que le gouverneur, ou le Moudir n'ait, dans l'intervalle, notifié par écrit aux déclarants qu'il s'oppose à la publication du journal parce que l'une des conditions prescrites par les articles précédents ne se trouve pas remplie, "ou parce qu'il y a de justes raisons de croire que le journal, objet de la déclaration, a » été substitué à un journal suspendu ou supprimé".

» En cas d'opposition ainsi notifiée, la publication ne » pourra commencer qu'après une nouvelle notification par » écrit de l'autorité administrative levant l'opposition".

» Si l'intéressé estime que l'opposition n'est pas fondée il » pourra recourir aux tribunaux pour faire juger qu'il se trouve » dans les conditions requises par la loi pour la publication » journal. Ce recours s'exerce dans les formes ordinaires » du d'une action judiciaire et par voie d'assignation devant » le tribunal de 1ère instance compétent. Il ne sera plus » recevable lorsqu'un délai d'un mois se sera écoulé depuis » la notification de l'opposition (art. 11). ⁽¹⁾

Si la publication d'un journal n'est pas commencée dans les trois mois qui suivent le dépôt de la déclaration, cette dernière sera considérée comme nulle et non avenue et l'intéressé pourra demander la restitution du cautionnement.

» Dans le cas d'opposition à la publication de la part de » l'autorité administrative, la restitution du cautionnement » pourra être demandée immédiatement (art. 12). ⁽²⁾

DES CONDITIONS IMPOSÉES POUR LA PUBLICATION DE CHAQUE NUMÉRO

Dépôt Exigé

Aussitôt qu'un numéro du journal ou un supplément est

1. Cet article qui correspondra à l'art 12 du décret loi de 1931. L'on remarque que toute la partie relative au recours de l'intéressé contre l'opposition de l'administration sera supprimée dans le nouvel article.

2. correspondra à l'art. 13 du décret loi de 1931.

mis en circulation, trois exemplaires signés par le rédacteur en chef ou par l'un des rédacteurs responsables doivent être remis au Ministère de l'intérieur pour les journaux publiés au Caire ou dans les Moudiriehs de Guizeh et de Kalioubieh, au Gouvernorat ou la Moudirieh pour les journaux publiés dans d'autres villes ou provinces.

Il sera donné récépissé de ce dépôt.

En cas de contravention, le rédacteur en chef ou les rédacteurs responsables et l'éditeur, s'il y en a un, seront punis d'un emprisonnement ne dépassant pas une semaine et d'une amende n'excédant pas P.T. 100 ou l'une de ces peines seulement (art. 18) ⁽¹⁾

Les noms du propriétaire du journal et du rédacteur en Chef, ainsi que ceux de l'éditeur, s'il y en a un, et de l'imprimerie, si le journal n'a pas sa propre imprimerie doivent être indiqués d'une manière apparente sur chaque exemplaire et en première page.

S'il n'y a pas de rédacteur en chef mais plusieurs rédacteurs responsables, chacun d'une rubrique spéciale, les noms des dits rédacteurs doivent être indiqués de la même manière en spécifiant la rubrique dont chacun d'eux a le contrôle.

En cas de contravention, l'imprimeur ou le propriétaire même du journal, s'il s'agit d'un journal qui a sa propre imprimerie, seront punis d'un emprisonnement ne dépassant pas une semaine et d'une amende n'excédant pas L.E. 100 ou de l'une de ces deux peines seulement (art. 17). ⁽²⁾

SANCTION: En cas de contravention aux dispositions de l'art. 14 (défaut de notification de tout changement survenu au cours de la publication) le propriétaire du journal, le rédacteur en chef ou les rédacteurs responsables, l'imprimeur et, le cas échéant, l'éditeur seront punis d'une

¹ correspondra à l'art. 23 du décret loi de 1931.

² correspondra à l'art. 23 du nouveau décret loi de 1931.

amende n'excédant pas P.T. 100 et d'un emprisonnement ne dépassant pas une semaine.

“ Dès la constatation de la contravention un avis administratif sera notifié au journal pour cesser la publication et tous les exemplaires du journal, ainsi que les appareils de reproduction pourront être saisis administrativement.

“ Le jugement de condamnation devra ordonner la confiscation des appareils de reproduction, s'il s'agit d'un journal ayant sa propre imprimerie, le jugement devra ordonner la fermeture de l'imprimerie, jusqu'à l'accomplissement des formalités requises. Le jugement, en ce qui concerne cette dernière mesure sera exécuté nonobstant toute voie de recours (art. 15).

“ Si après notification de l'avis administratif de cesser les publications prévues à l'alinéa 2 de l'article précédent, la publication du journal continue, les personnes visées à l'alinéa premier du dit article seront punies d'un emprisonnement ne dépassant pas six mois et d'une amende de 100 à 500 L.E. ou de l'une de ces peines seulement.

“ Le jugement de condamnation devra, dans ce cas, ordonner la confiscation des appareils de reproduction et la fermeture du journal pourra être prononcée (art. 16).

SECTION III

OBLIGATIONS CORRÉLATIVES AU DROIT DE RECTIFICATION ET DROIT DE RÉPONSE

Le rédacteur en chef ou les rédacteurs responsables, ainsi que l'éditeur, s'il y en a un, sont tenus d'insérer gratuitement sous peine d'un emprisonnement ne dépassant pas trois mois et d'une amende n'excédant pas L.E. 200 ou de l'une de ces peines seulement.

1) Les communiqués adressés au journal par le Ministère de l'Intérieur. Cette insertion devra être faite à la place habituellement réservée aux avis officiels ou aux nouvelles politiques et dans le premier numéro à paraître.

2) A la demande des personnes intéressées, les rectifications de tout fait rapporté ou de toute déclaration publiée dans le journal; si la rectification est réglée par l'intéressé elle doit être publiée en entier et sans changement.

Toute rectification devra être insérée dans le premier ou le second numéro à paraître après sa réception, à la même place et dans les mêmes caractères que l'article qui l'a provoqué.

La publication de la rectification ne pourra être refusée que dans les cas suivants: a) si elle est reçue plus de deux mois après la publication de l'article qui l'a provoqué; b) si une rectification dans le même sens des faits rapportés ou des déclarations contenues dans le dit article a déjà été publiée dans le journal; c) si la rectification est rédigée dans une langue autre que celle employée dans le dit article; d) si elle dépasse le double de la longueur du dit article; e) enfin dans le cas où la publication de la rectification constituerait une infraction punissable.

Le jugement de condamnation pour refus de publication devra toujours ordonner que la publication soit faite immédiatement. Dans ce cas la publication devra être faite dans le premier ou le second numéro à paraître après le prononcé du jugement s'il est contradictoire, ou après la signification du jugement s'il est par défaut et ce, nonobstant toute voie de recours. Si, postérieurement à cette publication le jugement est infirmé, le journal aura le droit de publier la décision d'infirmer aux frais de la partie à la requête de laquelle la poursuite aura été exercée (art. 19).

Si la publication ordonnée par jugement dans les cas prévus par l'art. précédent n'est pas faite à la place et dans les délais fixés par le jugement, le rédacteur en chef ou les rédacteurs responsables et l'éditeur, s'il y en a un, ainsi que le propriétaire du journal seront punis d'un emprisonnement ne dépassant pas six mois et d'une amende n'excédant pas 500 L.E. ou de l'une de ces peines seulement. Le jugement

de condamnation prononcera en outre la suspension du journal pour une période de 15 jours à 3 mois.

Les mêmes peines seront applicables dans le cas où l'insertion d'un jugement de condamnation ordonnée par le jugement lui même n'est pas faite à la place et dans le délai fixé, au journal par la voie duquel l'infraction a été commise.

Dans ce cas le tribunal devra en outre prononcer soit la suppression du journal pour une période de 15 jours à trois mois, soit sa suppression définitive (art. 20) (1).

En ce qui concerne les journaux publiés à l'étranger et les journaux publiés en Egypte en langue étrangère et dont le rédacteur en chef ou les rédacteurs en chef ne sont pas égyptiens et les autres dispositions, le projet de loi dans les articles 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28 et 29, se trouve identique au décret loi de 1931.

Le projet de loi contient la réglementation du régime de colportage, de vente et de distribution des journaux.

Le projet de loi soumet les colporteurs, vendeurs ou distributeurs à l'autorisation préalable de la police et les oblige à s'inscrire au préalable à la Moudirieh ou au Gouvernorat de la ville où ils entendent exercer leur entreprise.

Le projet de loi prévoit une peine ne dépassant pas un emprisonnement d'une semaine et une amende n'excédant pas P. T 100 ou l'une de ces deux peines seulement pour toute infraction.

Le décret loi de 1931 ne contiendra pas la réglementation du métier de colporteur, vendeur.

Ce projet de loi, pour différentes raisons, n'ayant pas abouti, l'on se trouva, de nouveau en présence de la loi sur la presse du 26 Novembre 1881 dont les principales dispositions restaient en vigueur.

Il fallait s'accomoder donc de cette loi, chercher à adapter ses dispositions qui n'étaient pas compatibles avec les prin-

1. correspondra aux articles 15, 16, et 17. L'on remarque la longueur inusitée de cet article, ainsi le législateur aura soin en 1931 de le scinder en trois parties.

cipes de liberté édictés par la Constitution, à l'état actuel des choses.

Il convient, avant de suivre l'évolution de la jurisprudence en matière d'application de la loi de 1881, d'examiner très brièvement la situation de la presse au lendemain de la promulgation de la constitution.

La conséquence immédiate qui allait suivre l'entrée en vigueur de la constitution fut la création de partis politiques dont le principal fut celui des libéraux constitutionnels, qui se posaient en défenseurs des dispositions fondamentales de la charte constitutionnelle. L'organe du parti fut le journal «El Siassa» (La politique) dont le but répondait à la raison essentielle de sa création, la défense des prérogatives constitutionnelles.

Ce journal, qui réunissait des rédacteurs de grande valeur, allait être appelé à connaître les vicissitudes de la fortune. Après une période glorieuse où ce journal se caractérisa par la vigueur de sa polémique, par la force de son argumentation et par sa défense acharnée de la Charte Constitutionnelle, il connut une période d'éclipse et de déclin.

En face de ce journal allaient se dresser d'autres organes de différents autres partis politiques car, évènement qui mérite d'être noté, ces partis, qui n'étaient qu'au nombre de deux, au lendemain de la Constitution, se multiplièrent, foisonnèrent.

Cette multiplication de partis, en provoquant la création de divers journaux politiques allait engendrer par le fait même une lutte parfois âpre, des polémiques violentes, qui passionnaient le public, suscitaient son intérêt et contribuaient par voie de conséquence à la diffusion de la presse dans les parties les plus reculées du pays.

L'étude de principaux objectifs de ces partis politiques étant en dehors du cadre de cette étude, il convient seulement de noter que le journalisme, connu, au lendemain de la constitution une fortune considérable.

La nation tout entière se passionna pour ces luttes politiques, prit parti pour ou contre tel programme défini par l'un ou l'autre de ces journaux.

Cette lutte de partis, parfois stérile, n'eut peut être pas, au point de vue politique, de salutaires conséquences car ces polémiques violentes de presse, engendrèrent certains désordres qui furent nuisibles au pays; mais il n'en reste pas moins que ces luttes, quelques pénibles qu'elles fussent, contribuèrent au développement considérable de la presse moderne en Egypte.

Les journaux, qui, avant la guerre, étaient lus par une infinie minorité, connurent des tirages inusités.

La Constitution fonctionna normalement jusqu'en 1925 où pour des raisons politiques la Chambre des Députés fut dissoute. La loi sur la presse en 1881 qui était toujours en vigueur subit quelques modifications dans ses dispositions pénales.

De nouvelles élections eurent lieu: la Constitution fonctionna normalement jusqu'en 1928 où pour de nouvelles considérations politiques que nous n'avons pas à examiner les dispositions de l'art. 15 de la Constitution furent suspendues.

L'on peut dire que depuis la promulgation de la Constitution jusqu'en 1928, les dispositions de la Constitution édictant la liberté de la presse ne subirent aucune modification.

Les Tribunaux mis en présence d'une suspension d'un journal par mesure d'autorité administrative en vertu de l'article 13 de la loi de 1881 allaient-ils faire litière des dispositions de la Constitution sanctionnant la liberté de la presse?

La Jurisprudence des Tribunaux indigènes marque au début un certain flottement mais elle se raffermît par la suite et se prononce pour l'illégalité des mesures administratives tendant à la suppression d'un journal.

De l'examen de cette jurisprudence il résulte que les tribunaux étaient, au début, enclins à considérer que toutes les dispositions de la loi de 1881 devaient sortir leur plein effet nonobstant les termes des articles 14 et 15 de la Constitution stipulant la liberté d'opinion et la défense de la suppression du journal par voie administrative.

En dépit des stipulations formelles des articles 14 et 15 de la Constitution les Tribunaux jugeaient, au début, que les dispositions de l'art. 10 de la loi de 1881, tant que cette dernière loi n'était pas abrogée d'une façon explicite, demeuraient toujours en vigueur; que par conséquent l'autorité administrative n'était pas dépouillée du pouvoir qui lui était conféré, celui de suspendre les journaux.

Le jugement qui caractérise le mieux cette tendance est celui rendu, le 28 Juillet 1928, par le Tribunal Indigène de 1^{ère}. Instance du Caire

Une revue arabe satirique (ROSA EL YOUSSEF) ayant caricaturé un ministre au pouvoir, tous les clichés et les numéros de cette revue furent, le 3 Juin 1928, confisqués, en vertu d'une décision administrative.

Un procès fut introduit à l'encontre du Ministère de l'Intérieur à l'effet d'annuler la dite décision.

Le Tribunal se déclara incompétent.

Dans l'exposé des motifs le tribunal releva que s'il est vrai que l'article 15 de la Constitution édicta la liberté de la presse, il n'en demeure pas moins que l'article 10 de la loi de 1881 ne fut pas abrogé par la mise en vigueur de la Constitution.

“ Or l'article 10 stipule ce qui suit :

L'autorité administrative pourra toujours saisir et confisquer tous dessins de quelque nature ou espèce, qu'ils soient publiés, exposés ou mis en vente, lorsqu'elle les

1 L'article 13 de la loi de 1881 est ainsi conçu : Dans l'intérêt de l'ordre public, de la religion ou de bonnes mœurs, tout journal ou écrit périodique pourra être suspendu ou supprimé par arrêté de Notre Ministre de l'Intérieur après deux avertissements ou sans avertissement préalable, en vertu d'une décision de Notre Conseil des Ministres.

Tout avertissement pourra être accompagné d'une amende de 5 à 20 L.E.

jugera contraires à l'ordre public, à la morale ou à la religion.

» Aucune contradiction n'existe entre les termes de cet article et ceux de l'art. 15 de la Constitution car ce dernier article prohibe la suppression d'un journal tandis que la suspension n'est qu'une mesure provisoire ».

» Attendu que la décision administrative trouve son fondement dans le texte d'une loi encore en vigueur ».

» Attendu, d'autre part, que les tribunaux sont incompétents pour annuler une décision administrative ».

» Par ces motifs: Le Tribunal se déclare incompétent »

Les motifs de ce jugement, en ce qui concerne l'application de l'art. 10 de la loi sur la presse de 1881, sont erronés comme il nous sera facile de l'établir.

En premier lieu, si l'avertissement des journaux par la voie administrative, en vertu de l'article 15 de la Constitution, est interdit; à plus forte raison leur suspension doit l'être également.

D'ailleurs le législateur en modifiant, en 1925, certaines dispositions pénales de la loi sur la presse, eut soin de préciser que les dispositions de l'article 15 de la Constitution étaient toujours en vigueur, que cette modification n'était pas de nature à faire revivre le pouvoir de suspension ou de suppression conféré à l'autorité administrative par la loi de 1881. Ajoutons à celà que l'article 14 de la Constitution proclame, d'une façon absolue, la liberté pour chacun d'exprimer son opinion; or la décision du tribunal est attentatoire à cette liberté.

Au surplus, l'art. 10 de la loi de 1881 n'a nullement trait aux journaux ou revues; il prévoit, seulement, la confiscation des dessins dans des cas déterminés.

D'ailleurs, la décision du Conseil des Ministres qui remet en vigueur, le 29 Mars 1909, la loi sur la presse du 26 Novembre 1881 recommande au Ministre de l'Intérieur de recourir aux poursuites pénales en matière de délits de presse.

En dehors de ce recours devant les tribunaux judiciaires un journal ne peut être suspendu qu'après deux avertissements du Ministre de l'Intérieur, ou à la suite d'une décision du Conseil des Ministres.

La mesure administrative prise à l'encontre de la revue "Rosa el Youssef" constitue donc une violation des principes établis par la Constitution.

D'ailleurs les tribunaux ne tardèrent pas à faire une application saine des principes de droit en la matière

La décision qui consacre cette application fut rendue, le 13 Mai 1929 par le Tribunal national du Caire.

Il s'agissait de la suspension de la même revue "Rosa el Youssef" et la confiscation des numéros parus par la même voie administrative.

Le Tribunal contestant à l'autorité administrative ce pouvoir dont elle fut dépouillée par les articles 14 et 15 de la Constitution, condamna le Gouvernement à des dommages-intérêts.

Ce jugement mérite d'être signalé, à plus d'un égard, parce qu'il marque la consécration définitive de la liberté édictée par les principes constitutionnels, d'autant plus qu'il fut rendu à une époque où la lutte des partis politiques était âpre et violente.

L'autorité administrative frappait de suspension, parfois, des journaux sans respecter les dispositions constitutionnelles des articles 14 ou 15 ou les règles tracées par la loi de 1881.

Ce jugement ⁽¹⁾ fut salué par une satisfaction générale parce qu'il déterminait le cadre dans lequel l'autorité administrative devait se mouvoir sans empiéter sur d'autres domaines.

Le jugement en question après avoir rappelé les principes constitutionnels énuméra les conditions dans lesquelles la

1. Ce jugement fut confirmé en appel le 28 Avril 1930.

confiscation de dessins pouvait être ordonnée au vœu de l'article 10 de la loi de 1881.

Ces conditions ayant été précisées, le jugement ajoute :

“Attendu que le Ministère de l'Intérieur s'abstient d'indiquer les raisons pour lesquelles la confiscation eut lieu pour permettre au pouvoir judiciaire d'exercer, d'une façon efficace son contrôle sur les actes d'administration et de vérifier si la confiscation des numéros de la revue rentre dans les cas prévus par l'art. 10 de la loi de 1881.

Le jugement releva en outre que les articles 14 et 15 de la constitution eurent pour effet d'abroger toutes les dispositions de la loi de 1881 incompatibles avec la liberté garantie par la Constitution.

Le terme “loi” inséré dans l'art. 15 de la constitution se réfère incontestablement aux dispositions de la loi pénale qui est, à elle-même, suffisante pour réprimer toutes les infractions commises par voie de la presse.

Le Ministère de l'intérieur, fut condamné, sur la base de ces motifs, à des dommages-intérêts.

Il convient dans le même ordre d'idées, de signaler également un arrêt de la Cour d'Appel Indigène rendu le 24 Février 1930.

Le Conseil des Ministres, en vertu d'une décision prise le 8 Novembre 1911, ordonna la suspension du journal “AL AHALI” pour une période de six mois. A la suite de l'action introduite par le propriétaire du journal, contre cette mesure qu'il qualifiait d'arbitraire, le tribunal de 1ère Instance estimant que la mesure de suspension rentrait dans les pouvoirs du Conseil des Ministres, débouta le propriétaire de son action.

Appel fut interjeté de ce jugement.

La Cour d'Appel nationale n'adopta pas le point de vue du premier juge.

L'appelant soutient, releva la Cour, que son journal ne fut frappé de suspension qu'à la suite de certains articles

contenant des imputations déterminées contre le Ministère des Finances.

» Attendu, dit l'arrêt que ces imputations sont de nature » assez grave; que si elles étaient vraies, elles entraîneraient la » responsabilité générale du Ministère ».

» Attendu que l'autorité administrative peut avoir recours » à la mesure de suspension dans des cas déterminés no- » tamment quant l'ordre social paraît gravement compromis » par les attaques d'un journal quelconque ».

» Attendu, néanmoins, que l'exercice de ce droit dégénère » en abus si la mesure de suspension d'un journal revêt » un caractère arbitraire. Que l'abus de droit est générateur » de responsabilité ».

» Attendu qu'il y a lieu, par conséquent, d'ordonner une » enquête des faits de la cause ».

Le Ministère de l'intérieur s'étant pourvu en cassation contre la décision d'Appel, la Cour de Cassation Nationale, par arrêt du 9 Février 1935, fit un long exposé des faits, s'appliqua à faire ressortir la distinction entre l'acte juridictionnel et l'acte administratif, (1) tout en établissant que le jugement de première instance ne devait pas s'attacher à déterminer la portée de l'article 15 (2) du décret du 14 Juin 1883 portant réorganisation des tribunaux indigènes.

“Attendu, retint la Cour de Cassation, que la décision du Conseil des Ministres qui porte suspension d'un journal a été rendue dans les limites du pouvoir dont ce dernier a été investi par la loi sur la presse de 1881 et en

1. René Moral ~ Procédure, Civile, p. 105, 106, 107.

No 23. — Distinction de l'acte juridictionnel et de l'acte administratif. Cette différence fondamentale entre l'administration et la juridiction entraîne un certain nombre de conséquences, par lesquelles l'acte juridictionnel se différencie de l'acte administratif. C'est ainsi que l'acte administratif est un acte spontané, tandis que l'acte juridictionnel est généralement un acte provoqué en ce sens que le juge ne se saisit pas lui-même de la question de droit, il attend d'en être saisi par les parties ou par un autre agent public, tel que le Ministère Public. Le juge ne peut pas statuer *ultra petita*. L'administration au contraire, a un pouvoir d'initiative; elle n'a pas besoin d'être provoquée pour agir.

D'une part, le juge étant l'interprète de la loi, l'acte juridictionnel emprunte à la loi son autorité. De là l'autorité de la chose jugée, la force de vérité légale attachée à un jugement, autorité qui n'est pas attachée aux actes administratifs toujours révocables;

2. L'alinéa de l'art. 15 auquel se réfère la Cour est ainsi conçu: Le tribunaux indigènes, sans pouvoir interpréter une mesure administrative ou en arrêter l'exécution.

conformité de ses dispositions; par conséquent cette décision doit être considérée comme émanant d'une autorité juridictionnelle.

A ce titre pareille décision échappe au pouvoir juridictionnel des tribunaux à qui il est interdit d'en examiner le fond, d'en discuter les motifs ou d'apprécier les circonstances.

“En conséquence, la personne qui se prétend lésée par une telle décision, ne saurait actionner le Gouvernement en dommages-intérêts, son action étant sans fondement car elle puise son origine dans une décision qui n'est pas de nature à entraîner la responsabilité du gouvernement.

A première vue, cet Arrêt de la Cour de Cassation laisse supposer que les dispositions de l'article 15 de la Constitution de 1923, n'ont rien enlevé au pouvoir dont se trouvait investie l'autorité administrative en vertu de la loi sur la presse de 1881.

Or, il suffit de signaler que le dit arrêt se réfère à un journal dont la suspension fut décidée par le Conseil des Ministres *le 8 Novembre 1921*. C'est-à-dire à une époque antérieure à la promulgation de la Constitution de 1923, alors que les dispositions de la loi sur la presse de 1881 étaient encore en vigueur.

Des décisions de suspension de journaux rendues, par contre, après la promulgation de la Constitution furent toutes déclarées par les Tribunaux illégales, arbitraire en tant qu'elles étaient prises en violation des principes de liberté édictés par la Constitution de 1923.

Le tribunaux gardiens vigilants d'une saine justice ne pouvaient que réagir contre les atteintes portées par l'autorité administrative à la liberté de la presse; ce qu'ils firent d'ailleurs dans des circonstances qui témoignent de la haute impartialité des magistrats.

CHAPITRE 5ème.

RESCRIT ROYAL No 46 DE 1928

Un décret ⁽¹⁾ royal fit suspendre l'application de la dernière partie de l'article 15 ainsi conçue :

» Les avertissements, la suspension ou la suppression
» des journaux par voie administrative sont également interdits, sauf le cas où il serait nécessaire d'y recourir
» pour la protection de l'ordre social ».

La suspension de l'application de cette partie de l'art. 15 de la Constitution avait pour effet de redonner à l'autorité administrative le pouvoir qui lui avait été arraché.

Les mesures de suspension d'un journal prises par l'autorité administrative ne risquaient plus d'entrer en opposition avec les dispositions de l'art. 15 de la Constitution ayant trait à l'interdiction de ces mesures.

En fait, le Gouvernement récupère, à l'égard des journaux un pouvoir absolu; plusieurs journaux furent suspendus par simple décision du Conseil des Ministres.

Cependant le Gouvernement, soucieux de modifier le régime applicable à la presse, élaborait une nouvelle loi dont il sera parlé plus loin (décret loi de 1931).

Durant la période de transition le rescrit royal de 1930 établissant le régime constitutionnel de l'Etat Egyptien contenait, à l'article 4 les dispositions suivantes :

Art. 4. — Pendant la période prévue à l'article précédent (depuis la promulgation de la Constitution jusqu'à la réunion du parlement), tout journal ou écrit périodique peut, néanmoins, dans l'intérêt de l'ordre public, de la religion ou de bonnes mœurs être suspendu ou supprimé, par arrêté du Ministre de l'Intérieur après deux avertissements ou sans avertissement préalable, en vertu d'une décision du Conseil des Ministres.

1. Article (2).

Les tribunaux, appelés à juger les différentes atteintes à la liberté individuelle allaient sanctionner hardiment les principes de liberté édictés par la Constitution de 1923.-

Ils allaient, et ceci est à leur honneur, dresser devant l'omnipotence du pouvoir administratif une barrière puissante élevée sur les principes imprescriptibles du droit et de la justice.

Les deux décisions de justice que nous invoquerons quoiqu'elles se réfèrent à des mesures administrative prises en 1928, furent rendues le 29 Janvier 1934 et le 14 Février 1935.

Ces décisions ayant fait mention du décret loi de 1931 nous jugeons préférable, de les exposer, dans une section à part, après le chapitre relatif au décret de 1931.

L'article 13 de la loi de 1881 qui confère à l'autorité administrative le droit de suspendre les journaux fut-il abrogé par les dispositions des articles 14 et 15 de la Constitution. Cette abrogation, en admettant qu'elle ait eu lieu, porta-t-elle seulement sur l'art. 13 ou sur toutes les dispositions de la loi de 1881?

Quel effet allaient avoir ces nouvelles dispositions restrictives de la liberté de la presse sur l'attitude des tribunaux.

Une fois cette question résolue, il faut examiner l'effet que l'art. 2 du décret de 1928 eut sur les dispositions des articles 14 et 15 de la Constitution pour voir, si par l'effet de la suspension de l'application de l'art 15, les anciennes dispositions de l'art. 13 de la loi de 1881, allaient de nouveau revivre et reprendre leur force.

Il y a lieu de récapituler avant tout les différents modes d'abrogation pour voir sous quelle forme peut rentrer l'abrogation prévue par l'article 15 de la Constitution.

L'abrogation peut être expresse ou tacite⁽¹⁾ selon qu'elle est

1. Pandectes.

L'étendue de l'abrogation expresse se détermine par les termes mêmes de la loi abrogative (Bendan No. 104).

Quant à l'abrogation tacite, il appartient au juge d'apprécier dans quelle mesure la loi nouvelle est inconciliable avec l'ancienne

ou non prononcée en termes formels.

Il y a abrogation tacite d'une loi ancienne lorsque la loi nouvelle est incompatible avec elle et ne put s'exécuter en même temps.

Il y a des cas cependant que l'abrogation sous ses deux formes, tacite et expresse, ne porte pas sur toutes les dispositions de la loi abrogée, mais seulement sur quelques unes de ces dispositions; ainsi si deux lois entrent en conflit quant à quelques unes de leurs dispositions, les dispositions de la loi ancienne inconciliables avec celles de la loi nouvelle doivent être abrogées, tandis que les autres dispositions de la loi ancienne restent en vigueur.⁽¹⁾

En appliquant ces principes, aux dispositions anciennes de l'art. 13 de la loi de 1881, ainsi qu'à celles de l'art. 15 de la Constitution de 1923, l'on doit conclure que la Constitution, loi subséquente, eut pour effet d'abroger les dispositions de l'art. 13 ⁽²⁾ de la loi ancienne, de 1881 inconciliables avec les principes constitutionnels, réserve faite d'un seul cas, celui où l'ordre social se trouve menacé.

D'ailleurs tant les procès-verbaux des séances de la Chambre des Députés que les différentes notes explicatives renforcent cette conclusion, étayée, au surplus, par les dispositions de l'article 14 de la Constitution garantissant à chacun la liberté d'opinion et le droit d'exprimer librement sa pensée.

Ce premier point ayant été acquis, examinons maintenant les conséquences juridiques de la suspension de l'application de l'art. 15 de la Constitution (art. 2 du rescrit royal de 1928).

Cette suspension eut elle pour effet de faire revivre les dispositions de l'art. 13 de la loi de 1881, abrogées par la Constitution?

1. Dalloz P. (Loi et décrets) p. 717. 617.

2. Article 13. Dans l'intérêt de l'ordre public, de la religion, ou de bonnes mœurs, tout journal ou écrit périodique pourra être suspendu ou supprimé par arrêté de Notre Ministre de l'Intérieur, après deux avertissements, ou sans avertissement préalable, en vertu d'une décision de Notre Conseil de Ministres. L'art. 15 interdit la suspension ou la suppression des journaux par voie administrative.

Il échet de déterminer avant tout la nature de la loi de 1881 sur la presse.

L'analyse des dispositions de la loi de 1881 régissant la presse en Egypte démontre que cette loi, outre qu'elle contient la réglementation administrative de la presse, édicte des peines dans plusieurs de ses dispositions.

Les articles 2, 5, 6, 12, 16, 17, 18, 19 prévoient des peines différentes; l'article 4 prévoit la saisie et la confiscation, l'art. 7. le retrait de l'autorisation et la fermeture, l'art. 10 la confiscation et l'art. 13, la suspension et la suppression.

La loi de 1881 sur la presse est une loi pénitentiaire ⁽¹⁾.

La loi sur la presse de 1881 étant une loi pénitentiaire, pareille dans ce cas à la loi pénale, la suspension de l'application de l'art. 15 de la Constitution peut elle avoir pour effet de faire revivre les dispositions de cette loi de 1881, nonobstant le fait que l'art. 2 ⁽²⁾ du rescrit royal de 1928 est resté muet sur ce point;

C'est à la lumière des principes généraux, ayant trait à l'effet de l'abrogation des lois que l'on doit chercher la solution.

“Lorsqu'une loi pénale cesse de pouvoir être appliquée, par suite de l'adoption dans une loi subséquente, d'un système nouveau et exclusif de pénalité sur la matière qu'elle réglait, si cette loi subséquente vient postérieurement à être abrogée et l'ancien système rétabli, cette loi pénale reprend sa vigueur de plein droit sans qu'il soit besoin d'une disposition législative à cet égard, pourvu toutefois que son abrogation n'ait pas été formellement prononcée dans la loi qui a créé le nouveau système ⁽³⁾.”

Mais il a été jugé que lorsqu'une loi a répété la dispo-

1. V. dans ce sens l'arrêt de la Cour de Cassation nationale

» la loi sur la presse, conférait à l'autorité administrative un pouvoir juridictionnel dans des cas déterminés; le Conseil des Ministres, le Ministre de l'Intérieur avaient le droit d'établir les faits nécessitant l'application de la loi et de la peine à celui dont la culpabilité a été définitivement établie.

2. L'article 2 prévoit la suspension de l'application de la constitution.

3. Del. R.P.

1) Ch. reuies 24 JUIN 1826, R. Presse, 209-V. aussi Ari. min. min just. 8 Juillet 1848. D.P. 48,3.76.

sition prohibitive d'une loi abrogée, sans en reproduire la disposition pénale, il n'est pas permis aux tribunaux d'appliquer les peines de la loi précédente par induction, ou présomption ni même par des motifs d'intérêt public ⁽¹⁾.

Or il y a lieu de signaler que le rescrit royal de 1928, tout en édictant la suspension de l'application de l'art. 15 de la Constitution ne prévoit nullement la remise en vigueur de la loi de 1881.

Il est évident, dans ces conditions, que l'on ne pouvait, sans un texte formel, faire revivre par simple interprétation les dispositions de l'ancienne loi de 1881.

» Si dans les matières civiles, les intérêts en conflit obligent le juge de rechercher toujours la pensée du législateur, conséquemment se livrer à une interprétation extensive rien de semblable ne saurait être admis dans les matières criminelles, où la peine ne peut être infligée à un citoyen sans qu'un texte précis l'ait établi ⁽²⁾ ».

En France, d'ailleurs, la Jurisprudence consacra la thèse suivant laquelle les lois pénales ne revivent pas *par le fait de l'abrogation des lois qui les avaient elle-même abrogées* ⁽³⁾

1. Cr. 8 Sept. 1809. R. Lois 562-V. aussi Cr. 13 févr. 1836 R. Presse, 209

2. Dalloz Jurisprud. Gén. Rep.

Il serait intéressant de signaler le commentaire suivant :

(Dalloz P. 218. 562 V. 30 (sur la rubrique lois).

Une loi abrogée reprend-elle vie par le rapport de la disposition abrogative ?

Il a été jugé que l'art. 5 de la loi du 8 Oct. 1830 en abrogeant l'art. 17 de la loi du 25 Mars 1822 a virtuellement remis en vigueur le mode de procéder établi par la loi du 26 Mai 1819.

Que les lois générales auxquelles il a été dérogé par des lois spéciales, sans être toutefois formellement abrogées, reprennent leur empire sur l'universalité des matières dans l'ordre desquelles elles statuent lorsque les dispositions exceptionnelles qui en avaient suspendu l'exécution venaient elles-mêmes à être révoquées (Cass. 9 Juin 1841).

Quant à Merlin répondant à cet argument "qu'il n'était pas présumable que le législateur ait prononcé une défense sans la sanction par une peine, que c'était lui faire injure de dire qu'il avait voulu la fin sans vouloir les moyens et que dès qu'une loi précédente était elle-même abolie celle-ci devait reprendre de plein droit toute sa force", il disait "ces raisons ne sont que spécieuses, c'est là tout leur mérite et en les discutant on les voit s'évanouir comme l'ombre devant la lumière".

3. Le législateur français par l'art. 68 de la loi du 29 Juillet 1881, a abrogé intégralement les lois, décrets, ordonnances relatifs aux crimes prévus par les lois sur la presse et les autres moyens de publication.

L'art. 68 après avoir prononcé cette abrogation ajoute : « sans que puissent revivre les dispositions abrogées par les lois antérieures » Quelle est la portée de ce texte ?

La Cour de Cassation avait admis que les lois pénales ne revivent pas par le

L'on peut conclure⁽¹⁾ de cet exposé que la suspension de l'application de l'art. 15 de la constitution n'eut point pour effet de remettre en vigueur les dispositions de l'art. 13 de la loi de 1881.

Le législateur égyptien, conscient des difficultés que devait susciter l'interprétation de l'art. 2 du rescrit royal de 1928, se hâta d'élaborer une nouvelle loi sur la presse (décret loi de 1931) qui abrogea l'ancienne loi de 1881.

fait de l'abrogation des lois qui les avaient elle même abrogées.

Ainsi elle a décidé que le règlement du 23 Février 1723 sur la librairie virtuellement abrogé par la loi du 17 Mars 1791 n'a pas été remis en vigueur par le fait que la nécessité du brevet a été rétablie par la loi du 21 Oct. 1814 (Cas. 13/2/1816).

Le législateur de 1881 a entendu donner la sanction législative à ce point.

Par conséquent l'abrogation des textes en vigueur au moment de la promulgation de la loi de 1881, n'a pu faire revivre les dispositions des lois, décrets ou ordonnances que ces textes avaient remplacés.

Par ex. l'abrogation de la loi du 17 Mai 1819 par l'art. 68 de la loi du 29 Juillet 1881 n'a pas eu pour conséquence de remettre en vigueur les articles 102,217,317 et suivants du Code pénal abrogés par l'art. 26 de cette loi de 1819.

1. Cette étude conformément aux principes juridiques est clairement exposée dans la motivation du jugement rendu le 29 Février 1935 par le tribunal national de 1ère Instance du Caire, en matière de presse.

CHAPITRE 6ème

APPLICABILITE DE LA LOI SUR LA PRESSE DE 1881 AUX ETRANGERS

En ce qui concerne les étrangers, les questions qui se rattachent au régime de la presse et de l'imprimerie en Egypte ne reçurent jamais une solution de principe.

Antérieurement à l'institution ⁽¹⁾ des Tribunaux Mixtes, elles se réglaient directement entre les Autorités Consulaires et les Autorités Locales.

Les idées qui prévalaient, avant le fonctionnement des Tribunaux Mixtes furent fixées dans l'affaire Maillard de Marfay jugée en première instance par le Tribunal Consulaire de France à Alexanderie et en Appel par la Cour d'Aix, le 22 Mars 1872.

La Cour d'Aix, saisie du procès décida que ce mode de procéder ⁽²⁾, dont le but était de prévenir tout conflit entre les Agents du Gouvernement et l'Agent Diplomatique Français, devait être considéré absolument conforme aux traités, aux usages et aux immunités qu'ils assurent aux nationalités étrangères et qu'il n'avait rien d'irrégulier.

Car si la Presse est régie, en ce qui concerne sa police, son régime et ses conditions d'existence, par la loi territoriale de chaque pays et si, à ce point de vue elle ne peut être soumise en Egypte, aux lois pénales de chaque nation qui, seules, peuvent servir de base à la justice répressive, les tribunaux consulaires dans le Levant ont le droit de faire cesser, en les réprimant, les actes de leurs nationaux résidant sur le territoire, lorsque ces actes se produisent au mépris et en contravention des lois de police et de représ-

1. créés en 1875.

2. Le Gouvernement Egyptien avait eu à se plaindre d'une infraction commise par le Comte Maillard de Marfay aux lois et règlements relatifs au régime de la presse et l'imprimerie, dans l'Empire ottoman et notamment en Egypte, le Ministre des Affaires Etrangères s'adressa au Consulat Général de France qui renvoya l'affaire au Tribunal Consulaire.

sion du pays et qu'ils sont dénoncés aux Autorités Consulaires par les Autorités locales.

Les principes édictés par cet arrêt de la Cour d'Aix. doivent-ils, après la promulgation de la loi sur la presse de 1881, conserver la valeur qu'ils avaient autrefois ?

L'établissement des Tribunaux ⁽¹⁾ Mixtes en Egypte ne devait certes pas réduire la portée des lois de police applicables aux étrangers.

Qu'entend-on par lois de police ?

On entend par "lois de police et de sûreté" toutes celles qui ont pour objet la sûreté des personnes ou des propriétés et le maintien du bon ordre, peu importe qu'elles soient prohibitives ou impératives et que leurs dispositions soient ou non sanctionnées, par voie de repression pénale ⁽²⁾.

Il est certain que le caractère de loi de police peut appartenir non seulement aux actes législatifs proprement dits, mais encore *aux règlements administratifs tels que les décrets ou les arrêtés*. De même ce serait à tort que l'on voudrait restreindre l'art. 3. § 1 -aux termes duquel les lois de police et de sûreté s'appliquent à toute personne habitant le territoire français aux lois pénales, Sans doute celles-ci constituent les lois de police et de sûreté par excellence et s'appliquent même aux étrangers. Mais on s'accorde pour considérer d'autres dispositions légales comme ayant le même caractère et pour décider *que les lois de police et de sûreté comprennent* en général toutes les lois qui ont pour objet la sûreté des personnes, le respect de la propriété, le maintien

1. Quand Nubar Pacha conçoit l'idée des Tribunaux Mixtes, c'est pour mettre l'unité dans la multiplicité des justices d'étranger à étranger d'autre nationalité, ou à sujet local. Or quand il substitue, avec l'agrément des Puissances, un tribunal unique à juges multiples, à des tribunaux multiples à juge unique, il crée dans la juridiction Mixte, un système tel que les Puissances Capitulaires n'y peuvent voir une justice autre que la fusion sur l'initiative et sous le nom du Souverain territorial de toutes les justices auxquelles un étranger, sous le régime Capitulaire, pouvait être conduit. En ce sens le tribunal mixte porte en lui le reflet de toutes les justices consulaires (Mémoire présenté par le Gouvernement Egyptien dans l'affaire SALEM p. 66).

2. (Aubry et Rau, droit civil, t. I. p. 132).

du bon ordre dans la société ⁽¹⁾.

Les lois de police comprennent notamment les lois constitutives de l'ordre social et économique, c'est à dire les lois politiques, celles qui sont relatives à la liberté individuelle, à la *liberté de la presse* ⁽²⁾.

Il est évident que la loi sur la presse de 1881, constituant une loi de police doit régir les habitants du territoire, nationaux comme étrangers (art. 10 du ⁽³⁾ code civil Mixte).

Il est essentiel de distinguer en effet dans les différentes dispositions législatives ou réglementaires en matière de presse, entre:

1^o) les dispositions relatives à la réglementation de la police de la presse.

2^o) les pénalités à appliquer par la juridiction répressive en matière de presse et de délits de presse.

Les premières réglementant la police de la presse, imposant les formalités à accomplir et les garanties à fournir pour la publication d'un journal, sont essentiellement *lois de police* et de sécurité publique s'appliquent indistinctement à tous les habitants du territoire, nationaux comme étrangers.

Les secondes (spécifiant les infractions pénales en matière de presse et fixant les pénalités à appliquer par la juridiction de repression, font partie de la législation pénale du pays et ne sont évidemment applicables qu'aux nationaux justiciables de la juridiction pénale indigène, à l'exclusion des Etrangers Capitulaires, lesquels n'étant pas justiciables des Tribunaux de repression indigène ne sont pas soumis à cette législation.

Malgré la netteté des principes de droit que nous venons d'exposer, l'applicabilité de la loi de 1881 aux étrangers ne

1. Dalloz R.P. VII, p. 708 § 496

Les lois de police et de sûreté s'appliquent, en principe à tous les étrangers, quelque courte que soit la durée de leur séjour en France (Aubry et Rau t I 31, p. 132).

2. Dal. R.P. (Lois et décrets) p. 708 § 497.

3. Art. 10 du code Civil Mixte est ainsi conçu: Les lois de police et de sûreté obligent tous ceux qui habitent le territoire,

fut pas sans soulever certaines protestations.

Ainsi il fut allégué que la loi de 1881 ne pouvait être applicable aux étrangers faute d'avoir été officiellement notifiée aux Puissances.

Mais outre qu'il s'agit d'un acte d'administration intérieure que le Gouvernement n'était pas tenu de notifier, acte ne renfermant aucune stipulation contraire aux traités et aux capitulations, il faut noter que la loi de 1881 fut l'objet d'une circulaire officielle adressée aux représentants des Puissances (1).

Il convient de remarquer que non seulement cette circulaire ne fut suivie d'aucune protestation de la part des représentants des Puissances, mais qu'elle provoqua même de la part de l'Agent et Consul Général des Etats-Unis la déclaration suivante :

» La constitution comme les lois des Etats-Unis recon-
» naissent la plus entière liberté aux journalistes, mais il
» est vivement désiré par ce Gouvernement que les étran-
» gers en Egypte obéissent entièrement aux lois de Votre
» pays. En conséquence la demande de V.E. sera dûment
» prise en considération » (2).

En outre, à la date du 14 Mai 1889, l'agence et Consulat Général des Etats-Unis communiquait au Ministère des Affaires Etrangères une demande d'un M. Andrew Waston sollicitant l'autorisation, conformément à la loi régissant la presse en Egypte, de publier un journal au Caire.

Des demandes semblables furent faites par l'agence et

1. La Circulaire était ainsi conçue :

» J'ai pu constater depuis quelque temps que des journaux étrangers auxquels l'autorisation de paraître a été formellement refusée et d'autres qui n'ont même pas demandé cette autorisation, se publient en Egypte, en violation du droit qui appartient, sans conteste, au Gouvernement d'autoriser, ou d'interdire la publication d'un journal ou écrit périodique quelconque.

» En présence d'un pareil abus, le Gouvernement de Son Altesse se croit en devoir, Mr. l'Agent et Consul Général, de faire ces réserves expresses, au point de vue des mesures qu'il serait en droit de prendre contre ces publications illégales pour le cas où il le jugerait nécessaire ».

2. Dépêche du 13 Février 1886 No 26

Consulat Général de Grèce en 1884 (1).

Ces demandes d'autorisation étant faites en conformité de la loi de 1881, constituent en réalité une reconnaissance et une acceptation de cette loi.

Il est vrai qu'au mois d'Octobre 1884, l'autorité Consulaire de Grèce avait fait savoir au Gouvernement d'Alexandrie qu'elle ne serait pas en mesure de lui prêter son concours pour l'exécution d'un arrêté de fermeture de l'imprimerie d'un journal (" Le Phare d'Alexandrie ") frappé de suspension parce que la loi n'avait pas été reconnue officiellement.

Le Gouvernement Egyptien, d'ailleurs à la suite d'explications fournies par le directeur du journal, HAICALIS PACHA, rapporta, proprio motu, son arrêté de suspension et laissa ouvrir, de nouveau, l'imprimerie qui avait été fermée par l'Autorité locale, sans assistance ni opposition de l'autorité consulaire.

Il est d'ailleurs à remarquer que la seule objection faite par l'autorité consulaire de Grèce, c'est-à-dire l'ignorance où elle se trouvait de l'existence de la loi sur la presse, faute d'une communication officielle, tombe par le fait de la circulaire de 1886 dans laquelle le Gouvernement Egyptien annonçait son intention de faire appliquer la loi de 1881, sans distinction de nationalité.

Il résulte de cet exposé historique que la loi sur la presse de 1881 doit être applicable aux étrangers.

D'ailleurs les tribunaux Mixtes, créés en 1875, appelés à se prononcer sur cette question se prononcèrent dans le même sens, notamment dans deux arrêts, rendus par la Cour d'Appel Mixte, qui sont restés fameux par l'importance des principes proclamés.

Les deux arrêts sont rendus l'un le 5 Juin 1884 et l'autre le 27 Novembre 1884 dans les affaires Laffon et F. Brouillé.

1. Dépêches des 24 Mai, 18 Juillet et 21 Août No 376, 436 et 671 et en 1889 dépêche du 12 Septembre No 638.

Les faits de la première affaire (Laffon) peuvent se résumer ainsi :

Le Sieur Gustave Laffon après avoir sollicité et obtenu le 1er Septembre 1880 de la part du Gouvernement Egyptien l'autorisation de fonder et de publier à Alexandrie un journal quotidien s'occupant de politique, de finance et de commerce et ayant pour titre "L'Egypte" a été le 26 Octobre 1881 frappé par une délibération du Conseil des Ministres qui ordonna la suppression du dit journal.

Cette décision du Conseil des Ministres était basée sur un article publié dans le numéro du 2 Octobre 1881 et intitulé "l'Egypte d'autrefois et l'Egypte d'aujourd'hui" et spécialement sur un passage du dit article qui s'exprime en ces termes : "il faut moins reprocher à Osman, héritier fanatique d'un faux prophète".

La Cour a considéré que "le passage incriminé" constitue dans la force de sa publication un outrage et qu'il est, ainsi que le relève la délibération du 26 Octobre 1881, de nature à blesser les sentiments religieux de la majorité des habitants du pays et à créer, dans celui-ci, par la voie de la presse, un état de choses auquel le gouvernement s'est, par l'ordonnance du 12 Mars 1867, réservé le droit d'obvier ou de porter remède le cas échéant par la voie administrative."

La Cour, après avoir fait un récit historique de la loi sur la presse en Egypte, déclara que "le Gouvernement Egyptien a pu sans contrevenir à une disposition légale procéder ainsi qu'il l'a fait, par la voie administrative à la suppression du journal « l'Egypte ».

L'arrêt rendu le 27 Novembre 1884 dans l'affaire Frédéric Brouillé proclame le même principe.

La Cour releva "que la mesure de suppression est basée tout d'abord sur l'attitude suivie par le journal dans le courant de l'année qui a précédé sa suppression, attitude qui consistait dans un système de dénigrement des actes des autorités du pays et spécialement de S. E. Riaz Pacha,

Président du Conseil des Ministres et dans laquelle le journal a persisté malgré les démentis officiels et les avertissements qui lui ont été donnés et malgré la suspension temporaire dont il a été frappé.

» qu'il s'ensuit que le Gouvernement Egyptien a pu
» sans contrevenir à une disposition légale procéder, ainsi
» qu'il l'a fait, par la voie administrative, à la suppression
» du journal "La Réforme".

La cour d'Appel Mixte par ses deux arrêts, reconnu au Gouvernement Egyptien le droit de supprimer un journal appartenant à un étranger, même par voie administrative et indépendamment des peines que les lois sur la Presse prononcent contre ceux qui violent leurs dispositions.

En voie de conséquence le propriétaire du journal supprimé n'a droit à aucune indemnité, si d'ailleurs la suppression est suffisamment justifiée.

Il découle de ce qui précède que les Capitulations ne sauraient faire obstacle à la saisie des journaux non autorisés, soit aux bureaux de la poste, soit dans les rues et établissements publics, entre les mains des vendeurs, distributeurs et colporteurs. (1)

SECTION I

JURISPRUDENCE MIXTE ANTERIEURE AU DECRET LOI DE 1931. PROPRIETE DU TITRE D'UN JOURNAL. EXPLOITATION COMMERCIALE

La Cour d'Appel Mixte (2) eut à déterminer dans un arrêt intéressant dont nous résumons les principes, les cas dans lesquels les articles d'un journal restent la propriété de leur auteur.

1) "un article de journal constitue au profit de son auteur une propriété aussi légitime et aussi respectable qu'un ouvrage de longue haleine, il en est surtout en ce qui concerne les articles de fond qui, dans un journal, constituent l'œuvre personnelle du rédacteur.

1. Avis du Comité du contentieux de l'Etat (Recueil des avis 1935).

2. Cour d'Appel Mixte Arrêt du 30 Mai 1923 (Gaz. Trib. Mixtes p. 113)

2) "les articles fournis par un rédacteur en chef à son journal restent à moins de conventions expresses et formelles, sa propriété légale et il peut les utiliser de nouveau à seule charge de ne pas nuire au journal qu'il dirige par une reproduction similaire ou immédiate.

En conséquence, l'auteur de l'article est recevable à actionner directement en dommages-intérêts tout tiers qui aurait porté atteinte à ses droits personnels pour une reproduction abusive.

3) Si les journaux n'ont point un privilège exclusif d'exploitation commerciale sur les articles qu'ils publient les premiers, alors que ces articles sont la reproduction pure et simple de nouvelles ou dépêches concernant des faits qui sont à la portée de tous, il en est autrement des articles dont la publication originale a eu lieu sous une forme et avec des réflexions et aperçus essentiellement personnels.

La reproduction des articles de cette nature ne saurait devenir licite que si elle était faite avec l'autorisation du journal auquel ils sont empruntés.

Cette autorisation doit être présumée, à raison des usages de la presse, jusqu'au moment où une interdiction de reproduction vient faire cesser la tolérance antérieure.

En conséquence, l'auteur d'une série d'articles qui a continué et laissé se continuer pendant une assez longue période leur reproduction par un journal autre que celui auquel il les avait réservés n'est pas fondé à réclamer plus tard des dommages-intérêts de ce chef.

Par un jugement récent ⁽¹⁾ rendu le 31 Décembre 1931, le Tribunal Mixte de 1ère Instance du Caire spécifia que l'autorisation administrative prévue par la loi sur la presse ne pourrait attribuer au titulaire un droit de propriété.

"La propriété d'un journal, surtout en cas de transfert, doit résulter d'un titre ad hoc et non de l'autorisation administrative à le faire paraître, qui n'en est, en définitif, qu'une simple reconnaissance de la part de l'Administration.

1. Journal des tribunaux mixtes (No. 1376 p. 6).

Exploitation commerciale :

D'après une Jurisprudence constante ⁽¹⁾ tant française que mixte, le fait de publier un journal à la rédaction duquel on collabore ou le fait d'acheter du matériel pour la confection de ce journal ne constitue pas un acte de commerce.

La Chambre Commerciale ⁽²⁾ du Tribunal Mixte de 1ère Instance du Caire, par jugement rendu le 18 Novembre 1933, eut soin de préciser les termes de cette jurisprudence :

1) le contrat de concession de la publicité d'un journal ne rentre dans aucune des définitions que donne l'art. 2 C. Com. des actes de commerce.

2) L'éditeur rédacteur d'un journal politique n'est pas commerçant du fait de l'exploitation de son journal, il ne peut être considéré comme tel que si la proportion de l'espace du journal occupé par des annonces est tellement grande qu'il faille considérer que l'esprit de lucre domine le but politique ou littéraire de l'éditeur.

3) Les achats de papier et autres matériaux destinés à être revendus sous la forme d'un journal ne sauraient être considérés comme actes de commerce à l'égard de l'éditeur rédacteur d'un journal dont les buts principaux sont politiques ou littéraires.

SECTION II

EVOLUTION DE LA JURISPRUDENCE MIXTE EN CE QUI CONCERNE L'APPLICABILITE DE LA LOI SUR LA PRESSE DE 1881 AUX ETRANGERS

Les Tribunaux de la réforme, ainsi que les tribunaux français, avaient tendance jusqu'en 1884, comme nous l'avons exposé, à considérer les lois sur la presse, tant la loi ottomane que celle de 1881, comme étant des lois de police et par conséquent applicables aux étrangers.

2. Trib. Som. Mixte. Alex. (13. 1. 1934 (Gaz. Trib. Mix. p. 323).

1. Trib. Comm. Caire (18 Novembre, Gaz. Trib. Mixtes p. 138)

Sous la poussée des évènements et à la suite d'amendements législatifs dans les principes d'organisation judiciaire, les tribunaux de la réforme marquèrent une nouvelle tendance caractérisée par les dernières décisions de justice rendues dernièrement en 1931 et 1933.

Ces dernières décisions, dans les circonstances que nous exposerons sous peu, méconnaissent la portée des lois de police, et contestent le droit, au Gouvernement égyptien, d'appliquer les lois de presse aux étrangers.

La première décision de Justice antérieure au décret loi de 1931 a trait à la suppression d'un journal publié en langue française dans les circonstances suivantes:

Le 22 Décembre 1928 le Gouvernement Egyptien avait procédé à la fermeture du journal quotidien français « La Vérité » paraissant à Port-Saïd depuis 1894 parce que son éditeur, qui se donnait comme en étant le propriétaire, avait passé outre aux dispositions de l'art. II ⁽¹⁾ de la loi de 1881, en persistant à publier le journal sans l'autorisation prévue par l'art. II de la loi de 1881.

Le Ministère de l'intérieur avait en effet refusé, pour des raisons d'ordre public, d'opérer le transfert de la *rokhsa* accordée aux propriétaires originaux, au nom de l'éditeur actuel.

Le propriétaire assigna le Gouvernement en paiement de 12900 L.E. à titre de dommages-intérêts.

Le litige posait dans toute son ampleur la question du régime de la presse étrangère en Egypte.

Le Tribunal, saisi du litige, se prononça contre l'applicabilité aux étrangers de la loi sur la presse de 1881, retint que la fermeture du journal était irrégulière et condamna le Gouvernement à des dommages-intérêts.

1. L'art. II est ainsi conçu: "Aucun journal ou écrit périodique traitant de matières politiques, administratives ou religieuses paraissant soit régulièrement et à jour fixe, soit pas livraisons et irrégulièrement ne pourra être créé ou publié sans l'autorisation préalable du Gouvernement

"L'autorisation est personnelle, elle sera nécessaire a raison de tout changement opéré dans le personnel des gérants, rédacteur en chef, propriétaires ou administrateurs.

Il n'est pas sans intérêt d'analyser les deux thèses qui se trouvèrent en présence, la thèse du Gouvernement ainsi que la thèse adverse qui fut adoptée par le tribunal.

La législation sur la presse suivant la thèse soutenue par le Gouvernement a le caractère d'une loi de police régissant tous ceux qui habitent le territoire.

D'ailleurs les tribunaux de la réforme ainsi que la Cour d'Appel d'Aix dans des décisions remontant à 1884. avaient reconnu à la loi sur la presse de 1881, le caractère de loi de police.

La thèse adverse puisait son argumentation dans le Décret du 31 Janvier 1889.

En effet, ce n'est qu'en 1889 qu'à la suite d'une convention avec les puissances que fut établi le nouveau régime relatif aux règlements de police et suivant lequel ces règlements devaient être désormais soumis au contrôle préalable de l'Assemblée Générale de la Cour d'Appel Mixte.

Le décret du 31 Janvier 1889 autorisait expressément les tribunaux égyptiens mixtes à "appliquer notamment les ordonnances actuellement en vigueur sous la double réserve contenue à l'art. 2 du même décret qui exige que les lois et règlements soient communs à tous les habitants du territoire sans distinction, qu'ils ne contiennent aucune disposition contraire au texte des traités et conventions et enfin qu'ils ne contiennent aucune peine supérieure aux peines de simple police.

En promulguant ce Décret, après de laborieuses négociations avec les Puissances, le Gouvernement Egyptien s'était dessaisi, envers les étrangers de tout droit d'application des lois de police même approuvées et ceci au profit des Tribunaux Mixtes ayant une compétence absolue et exclusive en la matière.

Le Tribunal adopta la thèse adverse, retient que "les Décrets du 31 Janvier, 1889 et 11 Novembre 1911 subordonnaient rigoureusement à la délibération conforme préalable de la Cour d'Appel Mixte l'applicabilité, aux

étrangers tant des règlements de police à édicter que les additions et modifications à apporter à la législation mixte

Ces dispositions écartaient partant la possibilité pour le Gouvernement de légiférer seul à l'égard des étrangers, même en matière de police. (1)

Le Gouvernement fut condamné, par conséquent, à des dommages-intérêts en raison de l'illégalité de la mesure de suppression du journal prise par lui.

1. Le Gouvernement ayant interjeté appel de ce jugement, la Cour d'Appel Mixte, sans se prononcer sur la question de l'applicabilité aux étrangers de la loi sur la presse de 1881 infirma le jugement de 1ère Instance et débouta l'intimé de sa demande de dommages-intérêts.

CHAPITRE 7ème

DECRET LOI No. 98 DE 1931 SUR LA PRESSE

L'analyse sommaire que nous avons faite des lois précédentes de 1865 et 1881 fit ressortir que ces deux lois contenaient nombre de lacunes, que certains des termes employés étaient imprécis, que le législateur avait omis de déterminer les conditions requises pour la gérance etc.

A cet égard la loi de 1931 est plus complète.

La nouvelle loi diffère complètement des précédentes en ce qu'elle remplace le système de l'autorisation par le système de déclaration.

Il ne faut déduire de là pourtant que le législateur a abandonné complètement le système préventif ou qu'il faille considérer la presse comme étant libérée de toute entrave.

Le système préventif continue d'être maintenu grâce au cautionnement et à d'autres mesures administratives.

SECTION I

"Obligations imposées en vue de la création et de la publication du journal, la rédaction en chef, la déclaration et le cautionnement".

a) De la rédaction en chef

Tout *journal* doit avoir un rédacteur en chef responsable qui exerce un contrôle effectif sur tout le contenu du journal, soit plusieurs rédacteurs responsables exerçant chacun un contrôle effectif sur une rubrique distincte du journal (art. 6).

La nouvelle loi oblige tout journal à avoir un rédacteur en chef ou plusieurs rédacteurs responsables si le journal possède plusieurs rubriques et qu'un rédacteur distinct exerce un contrôle sur chacune d'elles.

Conditions exigées du rédacteur en chef

L'article 7 de la loi exige du rédacteur en chef :

1) qu'il soit citoyen égyptien, s'il s'agit d'un journal publié en tout ou en partie en langue arabe.

Cette condition est requise afin de pouvoir éventuellement engager des poursuites à l'encontre du rédacteur en chef devant les tribunaux égyptiens.

2) qu'il soit âgé de plus de 25 ans, calculés d'après le calendrier grégorien;

3) qu'il soit capable;

4) qu'il n'ait pas été condamné pour crime de droit commun ou pour vol, recel d'objets volés, escroquerie, abus de confiance, concussion, corruption, banqueroute frauduleuse, faux, usage de faux, faux témoignage, subornation de témoins, attentat à la pudeur, excitation de mineurs à la débauche, vagabondage, ainsi que pour délits commis en vue d'échapper au service militaire, ou pour tentative de l'une de ces infractions au cas où la tentative est prévue par la loi.

Il semble que cette liste est limitative, elle contient tous les délits et crimes qui entâchent l'honneur de l'individu et le rendent inapte à remplir une fonction sociale de l'importance de celle du journaliste.

5) qu'il n'ait pas été condamné à la révocation ou à la radiation par décision disciplinaire pour des faits entachant son honorabilité ou sa moralité.

6) qu'il n'ait pas été condamné deux fois pour des infractions visées au chapitre XIV, titre II et au Ch. VII, titre III du Code pénal indigène.

7) qu'il jouisse d'une réputation effective;

8) qu'il ne soit pas membre du Parlement ⁽¹⁾.

1. Cet article est conforme aux articles 9 de la loi française du 27 Juillet 1848 et 8 de la loi du 11 mai 1868 qui interdisaient aux sénateurs et députés de remplir les fonctions de gérant. On craignait que l'immunité parlementaire n'empêchât en temps de session, de poursuivre ces personnes responsables si l'autorisation de le faire n'était pas accordée par la Chambre à laquelle elles appartenaient, d'où un retard préjudiciable à la répression. La loi de 1881 a négligé d'admettre une telle précaution en prévision de la répression (Fabreguette, t. 2, p. 7).

Cette dernière disposition de l'incompatibilité entre la fonction de rédacteur en chef ou de rédacteur responsable et le mandat parlementaire fut inspirée de certaines Constitutions telles la Constitution polonaise et certaines lois sur la presse, telles les lois italiennes et yougoslaves.

La loi voulait s'assurer d'atteindre le rédacteur en chef, car un membre du Parlement journaliste peut se dérober à la responsabilité en se retranchant derrière l'immunité parlementaire.

En effet, la règle est que le membre du parlement ne peut être inquiété à raison des opinions et votes émis par lui devant l'une ou l'autre chambre et qu'on ne peut, pendant la durée de la session, engager des poursuites contre lui sans l'autorisation de la chambre dont il fait partie.

De même la règle pour le rédacteur en chef est qu'il est responsable comme auteur principal de ce qui se publie dans son journal et il ne peut échapper à la responsabilité que pour des motifs difficiles à établir.

Ainsi fut-il estimé ainsi que l'ont fait les Constitutions et les lois susvisées que si la rédaction en chef d'un journal était assumée par un individu jouissant de l'immunité parlementaire, sa responsabilité de journaliste ne laisserait pas de devenir illusoire.

Les dispositions de l'article 7 de la loi égyptienne de 1931 constituent un progrès sur les lois précédentes car elles déterminent d'une façon complète les conditions exigées pour être rédacteur en chef.

La loi s'attacha avec beaucoup de minutie à exclure de la rédaction en chef toute personne qui n'offre pas les garanties d'honorabilité suffisantes.

La responsabilité du rédacteur en chef se justifie par le fait de la surveillance effective qu'il exerce sur le contenu du journal.

Il convient de signaler que la législation égyptienne, sur ce point, se trouve plus logique que la législation française.

En effet, la loi française de 1881 établit la responsabilité du géant sans qu'aucune fonction de surveillance, de collaboration pécuniaire ou intellectuelle ne lui soit assignée.

Sous l'empire de la législation égyptienne la responsabilité découle du fait de la surveillance effective exercée par le rédacteur en chef.

c) Déclaration au Gouvernement:

» Avant la publication de tout journal une déclaration sera faite au Gouvernorat ou à la Moudirieh du lieu de la publication.

» La déclaration doit contenir les indications suivantes:

» 1) les noms et domicile du propriétaire, du rédacteur en chef ou des rédacteurs responsables et de l'éditeur s'il y'en a un.

» 2) le titre du journal, la langue dans laquelle il doit être publié, son mode de publication et son adresse.

» 3) la justification, au cas où il s'agit d'un journal paraissant trois fois ou plus par semaine, qu'il a sa propre imprimerie et dans les autres cas, l'adresse de l'imprimeur.

» La déclaration doit être accompagnée des pièces justificatives et elle doit être signée par le propriétaire, par le rédacteur en chef ou les rédacteurs responsables et par l'éditeur et l'imprimeur s'il y en a un.

» Recepissé sera donné de la déclaration (art. 8).

La nouvelle loi de 1931 remplace le système de l'autarisation par une déclaration à l'autorité administrative.

Cette déclaration devra contenir toutes les indications déterminant l'identité du journal à publier et mentionner les noms des intéressés.

Un mois est accordé à l'autorité administrative pour vérifier la sincérité des indications dont il s'agit et s'assurer que les conditions requises par la loi ont été accomplies.

Au cas où elle ne se considérerait pas comme satisfaite, elle motifiera au déclarant son opposition à la publication du journal, par suite de quoi le déclarant ne pourra plus faire cette publication.

La déclaration (1) a pour but de prévenir l'autorité qu'elle aura un droit de surveillance à exercer sur un nouvel écrit périodique déterminé.

La nouvelle loi en exigeant le nom du propriétaire est plus complète, sur ce point, que la loi française de 1881,

C'est à Eugène Pelletan, rapporteur de la loi française au Sénat, qu'est due la suppression de toute désignation des propriétaires, pour ce motif "qu'il serait à craindre que le déclarant ne portât les noms de propriétaires apparents. Mais l'absence de déclaration permet aux propriétaires d'échapper plus facilement à toute responsabilité (5).

Tout changement dans les indications contenues dans la déclaration devra être déclaré par écrit avec pièces justificatives à l'appui, huit jours au moins à l'avance, au Gouvernorat ou à la moudirieh, à moins que le changement ne survienne d'une façon imprévue. Dans ce cas, la notification devra être faite dans un délai de trois jours au plus tard après l'événement (art. 9).

Il convient, sur le point de savoir si l'interruption de la publication d'un journal nécessite une nouvelle autorisation d'adopter le point de vue de la Jurisprudence française.

En cas d'interruption de la publication, le journal est présumé exister, quand il réapparaît une nouvelle déclaration ne sera pas nécessaire; s'il s'agit de la même feuille, composée des mêmes éléments, même titre, gérant, imprimeur. Il y aura là une question de fait laissée à l'appréciation des tribunaux, qui pourront estimer, qu'étant donnée la trop longue interruption, il s'agit d'une nouvelle publication (3).

c) Cautionnement :

La loi prévoit le dépôt d'un cautionnement de L. E. 300 par les journaux quotidiens ou qui y sont assimilés. Ce

1. Une déclaration complète ou mensongère doit être assimilée à l'absence de déclaration. On peut la considérer comme inexistente puisqu'elle ne satisfait pas le vœu de la loi. Il en est ainsi, lorsque la déclaration ne contient pas le nom de l'imprimeur.

(Cass. 3 Janvier 1884. 5. 189 P. 1885 L. 428, D. P. 1884, I, 37).

2. Céllez et le Senne p. 77.

3. (Cass. 30 Novembre 1883).

cautionnement est réduit à L. E. 150 pour les autres journaux.

Le cautionnement est affecté par privilège au paiement des amendes et frais auxquels le rédacteur en chef, le propriétaire, l'éditeur ou l'imprimeur du journal seraient condamnés.

Si après réduction, ce cautionnement n'est pas complété le journal pourra être suspendu. (1)

Si l'on se réfère à la note explicative, qui accompagne la loi de 1931, on constate que le Gouvernement justifie cette mesure de la façon suivante :

“L'obligation de fournir un cautionnement épargne au Gouvernement la peine de rechercher les biens du condamné et simplifierait la procédure de l'exécution dans des affaires où il importe surtout d'assurer une répression facile et rapide.

D'autre part cette condition est un moyen de prévenir et de diminuer l'exécution par voie de contrainte par corps.

En ce qui concerne cette condition, la législation égyptienne n'est pas unique.

L'obligation de fournir un cautionnement est adoptée dans beaucoup de lois sur la presse.

Quant au montant du cautionnement, il est évident qu'il n'a rien d'excessif vu le taux des amendes prévues pour les délits de presse.

1. Toute personne qui se propose de publier un journal est tenue d'en faire la déclaration par écrit au Gouvernorat ou à la Moudirieh du lieu de la publication et de verser en même temps à la Caisse du Gouvernorat ou de la Moudirieh le cautionnement prévu à l'art. 10 (Art 8.).

Un cautionnement de L.E. 300 en numéraire doit être fourni par tout journal paraissant trois fois ou plus par semaine et un cautionnement de L.E. 150 dans les autres cas.

Ce cautionnement est affecté par privilège au paiement des amendes et frais auxquels le rédacteur en chef ou les rédacteurs responsables, le propriétaire, l'éditeur ou l'imprimeur d'un journal seraient condamnés en application de la présente loi ou des dispositions du Chapitre XIV titre II ou du Chapitre VII, titre III du Code Pénal Indigène.

Si le cautionnement est réduit par suite des prélèvements effectués en vertu des dispositions de l'alinéa précédent, il devra être complété dans les cinq jours d'une sommation faite à l'intéressé par la voie administrative, faute de quoi le journal pourra être suspendu par arrêté du Ministre de l'Intérieur jusqu'à ce que le cautionnement ait été complété (art. 10).

Le Gouvernement n'a pas jugé utile de suivre l'exemple de certaines législations sur la presse qui ont fixé des minimums pour les dommages-intérêts et établi des règles spéciales pour la responsabilité civile. Il a jugé que le montant relativement élevé du cautionnement est déjà assez suffisant".

La publication du journal peut avoir lieu le trente et unième jour à partir du dépôt de la déclaration et du versement du cautionnement, à moins que le Gouverneur ou le Moudir, n'ait, dans l'intervalle, notifié administrativement par écrit aux déclarants, qu'il s'oppose à la publication du journal parce que l'une des conditions, prescrites par les articles précédents ne se trouve pas remplie (art. 12).

Si la publication du journal n'a pas eu lieu dans les trois mois qui suivent le dépôt de la déclaration, cette dernière sera considérée comme nulle et non avenue, et l'intéressé pourra demander la restitution du cautionnement (art. 13).

SANCTIONS

En cas de contravention ⁽¹⁾ aux dispositions des articles 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12 et 13 la peine sera celle d'un emprisonnement ne dépassant pas six mois et d'une amende de L.E. 20 à L.E. 200 ou de l'une de ces deux peines seulement.

Tous les exemplaires du journal ainsi que les appareils de reproduction pourront être saisis administrativement dès que l'infraction aura été constatée.

Le jugement de condamnation pourra ordonner la confiscation de ces exemplaires, la fermeture de l'imprimerie du journal et la suppression du journal lui-même (art. 14).

La loi de 1931 n'indique pas les personnes contre lesquelles l'amende sera prononcée et ne détermine pas le

1. Le gérant qui a omis de faire la déclaration ne saurait, par ce fait, être exonéré de la responsabilité qu'il encourt à l'égard des tiers à raison de sa qualité il pourrait être valablement poursuivi par les personnes diffamées par son journal (Alger 8 juin 1883 cité par Fabreguettes t. 2 No. 156 p. 79 note 3).

degré de responsabilité de chacun comme l'a fait la loi française de 1881. (1)

SECTION II

II.- OBLIGATIONS RELATIVES A LA PUBLICATION DE CHAQUE NUMERO DE JOURNAL, C'EST-A-DIRE LE DEPOT-

Les noms du propriétaire du journal et du rédacteur en chef, ainsi que ceux de l'éditeur, s'il y en a un et de l'imprimerie si le journal n'a pas sa propre imprimerie, doivent être indiqués d'une manière apparente sur chaque exemplaire et en première page.

S'il n'y a pas un rédacteur en chef, mais plusieurs rédacteur chacun d'une rubrique spéciale, les noms des dits rédacteurs doivent être indiqués de la même manière en spécifiant la rubrique dont chacun d'eux a le contrôle (art. 22).

Au moment de la mise en circulation d'un numéro de journal ou d'un supplément, trois exemplaires signés par la rédacteur en chef ou par l'un des rédacteurs responsables doivent être remis au Ministère de l'Intérieur pour les journaux publiés au Caire ou dans les Moudiriehs de Guizeh et de Kalioubieh, au Gouvernorat ou à la Moudirieh pour les journaux publiés dans d'autres villes ou provinces.

Il sera donné récépissé de ce dépôt (art. 23).

Tout *imprimé* (2) doit porter en première ou en dernière page les nom et adresse de l'imprimeur et de l'éditeur, s'il y a un éditeur qui ne soit pas l'imprimeur, ainsi que la date

1. articles 2 et 9 de la loi de 1331 :

le propriétaire et le gérant sont solidairement responsables du paiement de l'amende, ce n'est qu'à leur défaut que l'imprimeur pourra être poursuivi, par exemple, si lui seul est connu, ce qui peut arriver au cas où le journal n'aura pas de gérant. Dans ce dernier cas, si le propriétaire est connu, l'imprimeur ne saurait être inquiété.

Une unique amende sera prononcée contre le propriétaire et le gérant seul, si le propriétaire n'est pas connu, un gérant bien qu'incapable ne demeure pas moins pénalement responsable" (Cass. 17 Déc. 1881, Pand. fr. pér. 1887. I. 104 : S. 1887. I. 189).

2. le terme "imprimé" comprend tous écrits, dessins, morceaux de musique, photographie et autres moyens de représentation reproduits par des procédés mécaniques, chimiques ou autres et rendus ainsi susceptibles de circulation.

de l'impression (art. 2).

Au moment de la publication de tous imprimés, deux exemplaires destinés à la Bibliothèque Royale doivent être déposés au Gouvernorat ou à la Moudirieh du lieu où se fait la publication.

Sanctions :

En cas de contravention aux dispositions de l'art. 22 l'imprimeur ou le propriétaire même du journal, s'il s'agit d'un journal qui a sa propre imprimerie, seront punis d'un emprisonnement ne dépassant pas une semaine et d'une amende n'excédant pas P.T. 100 ou de l'une de ces deux peines seulement.

En cas de contravention aux dispositions de l'art. 23, le rédacteur en chef ou les rédacteurs responsables et l'éditeur s'il y en a un, seront punis d'un emprisonnement ne dépassant pas une semaine et d'une amende n'excédant pas P.T. 100 ou de l'une de ces deux peines seulement.

En cas de contravention aux dispositions des art. 3 et l'imprimeur et l'éditeur, s'il y en a un, seront punis d'une amende ne dépassant pas P.T. 100 et d'un emprisonnement ne dépassant pas une semaine ou de l'une de ces deux peines seulement.

SECTION III.

c) OBLIGATIONS CORRÉLATIVES AU DROIT DE RECTIFICATION ET AUX COMMUNIQUES

Le redacteur de la loi de 1931 en voulant suppléer à l'insuffisance des dispositions des lois antérieures de 1865 et 1881 en ce qui concerne le droit de réponse, ne fut pas heureux dans le choix des termes.

De notre étude précédente il résulte que le législateur égyptien, en ce qui concerne le droit de réponse, s'inspira des dispositions de la loi française.

Or le droit de rectification prévu par l'art. 12 de la loi française de 1881 est un droit spécial de réponse établi en faveur des personnes publiques.

C'est un droit un peu différent du droit de réponse accordé par l'article 13 aux personnes privées, tant par les causes qui donnent lieu à son exercice que par les conditions spéciales auxquelles est soumis cet exercice.

Ce droit de rectification n'est donné aux personnes publiques que quand elles sont visées en tant que fonctionnaires. Quand elles sont nommées ou désignées, au contraire, à l'occasion des faits en dehors de ces fonctions publiques, il est hors de doute que l'art. 13 reprend son empire.

La loi égyptienne ne fait pas cette distinction.

Le rédacteur en chef ou le rédacteur responsable est tenu d'insérer, à la demande des personnes intéressées, les rectifications de tout fait rapporté ou de toute déclaration publiée dans le journal.

La rectification devra être insérée dans le premier ou second numéro à paraître après sa réception à la même place et dans les mêmes caractères que l'article qui l'a provoquée (art. 16)

Toute personne intéressée peut bénéficier des dispositions de l'art. 16.

La loi de 1931 n'a pas voulu limiter le bénéfice de cet article à une catégorie déterminée de personnes; ainsi il convient de se référer aux principes généraux qui commandent la matière pour en déduire les restrictions nécessaires au droit de réponse général et absolu, en son essence.

Aucun doute ne peut s'élever sur l'usage que peuvent faire les fonctionnaires publics de ce droit de rectification prévu par l'art. 16 de la loi égyptienne.

Les collectivités peuvent-elles se prévaloir de ce droit de rectification ?

Sur ce point il semble que l'on ne doit pas s'écarter du principe adopté par la législation française.

Le droit de réponse appartient également aux collectivités, mais à la condition qu'elles constituent des personnes juridiques. Ainsi ce droit peut être exercé par les Ad-

ministrations, les corps constitués, les tribunaux, les compagnies, les associations etc. "la réponse peut être alors adressée soit par les chefs de l'administration, du corps etc. soit par les corps qui le composent (1).

Si la collectivité n'a pas le caractère d'une personne morale, le droit de réponse ne lui appartient pas, mais chacune des personnes qui la composent peut répondre tant en son nom personnel, qu'au nom de toutes les autres (2)

Lorsqu'un journaliste, directeur, rédacteur ou gérant d'un journal a été personnellement nommé ou désigné dans un article publié par une autre feuille le droit de réponse lui appartient comme toute autre personne. (3)

Mais le géant d'un journal ne peut faire usage du droit des réponse, alors qu'il n'a pas été personnellement l'objet d'une désignation particulière et que le journal auquel il appartient a seul été clairement désigné comme être collectif (4).

Dans ce dernier cas, le gérant du journal n'est plus la personne intéressée, ce qui exclut son bénéfice des dispositions de l'art. 16 de la loi égyptienne de 1931.

En France, se pose la question de savoir si les héritiers de la personne nommée ou désignée peuvent exercer le droit de réponse au lieu et place de leur auteur.

Sur ce point il convient également d'adopter l'opinion selon laquelle le droit de réponse n'appartient aux héritiers qu'autant que l'article auquel il est répondu, contient des diffamations ou des injures contre la mémoire de leur auteur, les héritiers qui se trouvent ainsi intéressés à laver la mémoire de leur auteur peuvent invoquer la généralité du terme "personne intéressée".

1. De Crattier t. 2, p. 120.

2. Cr. 21 Mai 1897 D. P. 98, I. 94 - Conf. Le poittevin t/ I/ No, 199, Barbier t. I. No 147 p. 143.

3, Cr 27 Oct. 1910 Bull. Cr. No. 524

21. Mai 1897 D. P. 98: Alger 28 Juin 1911, D.P. 1912. 3. 1104.

FORME ET ÉTENDUE DE LA RÉPONSE

La rectification sera gratuite lorsqu'elle ne dépasse pas le double de la longueur de l'article qui l'a provoquée. Si elle le dépasse, ⁽¹⁾ le rédacteur peut exiger au préalable le prix d'insertion, pour le surplus, sur la base du tarif des annonces, (art. 16).

Insertion de la réponse

La rectification devra être insérée dans le premier ou second numéro à paraître après sa réception, à la même place et dans les mêmes caractères que l'article qui l'a provoquée (art. 16).

Refus d'insertion de la rectification

En général le droit de réponse est indivisible de la liberté même accordée à la presse. Il en est la contre partie nécessaire et constitue une légitime défense sinon contre les excès du moins contre l'indépendance d'opinion et d'appréciation que donne cette liberté.

Il suit de là d'une part qu'il n'est pas même besoin qu'une personne ait été attaquée ou injuriée pour qu'elle ait droit à une réponse, mais qu'il suffit qu'on ait parlé d'elle et d'autre part qu'il n'appartient qu'à la personne de juger l'opportunité de la réponse et son contenu.

La réponse doit être aussi libre que l'a été le droit de s'exprimer sur la personne visée,

Les seuls tempéraments apportés par la jurisprudence à ce droit absolu sont pour fixer que la réponse ne doit pas violer les dispositions prévues par la loi elle-même dans l'article 17 suivant:

La publication de la rectification ne pourra être refusée que dans les cas suivants:

1. Voir dans le sens contraire la modification, en ce qui concerne le droit de réponse, apportée par la loi française du 29 Septembre 1919.

L'auteur de la réponse ne peut plus excéder les limites assignées par la loi *en offrant de payer le surplus*.

1) Si elle est reçue plus de deux mois après la publication de l'article qui l'a provoquée;

2) Si une rectification dans le même sens des faits rapportés ou des déclarations contenues dans le dit article a déjà été publiée dans le journal;

3) Si la rectification est rédigée dans une langue autre que celle employée dans le dit article.

4) si la publication de rectification constitue une infraction punissable ⁽¹⁾ (art. 17).

Sanctions

Celui qui refuse d'insérer le droit de rectification aux termes de l'art. 16 est passible d'une peine ne dépassant pas trois mois d'emprisonnement ou d'une amende de L.E. 10 à L.E. 100 ou des deux peines à la fois, sans préjudice d'autres peines s'il y a lieu (art. 15 et 16).

Le Tribunal peut, en acquittant le rédacteur, ordonner la publication de la rectification, dans la forme qui lui a été adressée ou dans une autre forme qu'il déterminera.

Lorsqu'il condamne pour refus de publication et qu'il ordonne la publication ou la rectification elle devra être

1. Jugé en France « le refus d'insérer une réponse est justifié si dans cette réponse il est dit qu'un tiers s'est créé une situation à force d'intrigues, qu'il a, par ses intrigues et son hypocrisie, surpris la bonne foi d'un haut fonctionnaire et qu'il a encouru le mépris des électeurs. Ces imputations ont un caractère injurieux.

Il serait intéressant de signaler un procès qui eut un certain retentissement en France et qui amena la Cour de Cassation à fixer les limites du droit de réponse.

« La Revue des deux Mondes » ayant refusé d'insérer dans ses colonnes une réponse qui lui était envoyée par Silvain et Jaubert, Mr. Doumic, directeur de la Revue, fut assigné en Justice.

Mr. Doumic soutint que l'article incriminé n'avait pas dépassé d'une part le droit de critique le plus modéré et que d'autre part la réponse n'en était pas une.

Le 24 Novembre 1922 la Cour d'Appel jugea qu'il n'y avait pas lieu d'insérer la réponse.

La Cour de Cassation cassa et renvoya devant la Cour d'Orléans qui ordonna l'insertion pour les motifs dont nous extrayons les suivants :

» Attendu que l'art. 13 de la loi du 29 Juillet 1881 est général et absolu.

» Attendu que Doumic ne relève dans l'acte qui lui a aussi été signifié *rien qui soit contraire aux bonnes mœurs, ni à l'intérêt des tiers, qu'il ne contient aucune expression injurieuse...*

» Qu'il ne peut en conséquence se refuser à insérer une réponse aux termes de laquelle on lui reproche n'avoir pas suffisamment apprécié la valeur de l'effort poétique des auteurs et d'avoir taxé de médiocre une traduction en vers qui évoque le rythme, le mouvement et la pensée d'un grand tragique ».

faite dans le premier ou second numéro à paraître après le prononcé du jugement s'il est contradictoire ou après sa signification s'il est par défaut et ce, nonobstant toute voie de recours. Si postérieurement à cette publication, le jugement est infirmé, le rédacteur aura le droit de publier la décision d'infirmer aux frais de la partie à la requête de laquelle la poursuite aura été exercée.

Le jugement de condamnation pourra, en outre, ordonner que, dans le cas où le rédacteur n'exécuterait pas l'ordre de publication, le journal sera suspendu pour une période qu'il fixera et qui ne pourra être inférieure à 15 jours ni supérieure à trois mois (art. 17).

Il résulte de cet article qu'en cas d'acquittement, l'insertion de la réponse peut être ordonnée, comme c'est le cas lorsque le rédacteur en chef ayant allégué que la publication de la rectification constitue une infraction punissable, le juge n'y voit pas d'infraction mais estime cependant que les appréhensions du rédacteur en chef ne laissent pas d'être vraisemblables et, de ce fait, il l'acquitte.

En cas de condamnation, le juge prescrit l'exécution provisoire de la décision d'insertion et, en vue d'assurer le respect de la sentence et de déterminer son exécution, prévoit que le jugement pourra prononcer une peine conditionnelle de suspension du journal, au cas où le rédacteur en chef n'effectuerait pas la publication; une nouvelle poursuite serait superflue en présence de cette sanction automatique.

En ce qui concerne les communications adressées par le Ministère de l'Intérieur au journal, l'art. 15 de la loi de 1931 oblige le rédacteur en chef ou le rédacteur responsable à les insérer gratuitement dans le premier numéro à paraître après sa réception à la même place et dans les mêmes caractères que l'article qui l'a provoquée.

Cette insertion devra être faite à la place réservée aux nouvelles politiques.

Le refus d'insertion est puni par une amende variant de L.E. 10 à L.E. 100 et d'un emprisonnement ne dépassant pas trois mois ou de l'une de ces deux peines seulement (art. 15).

SECTION IV

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Le législateur en élaborant la loi de 1931 s'inspira de certaines législations [1] étrangères pour prévenir les abus résultant de la liberté de la presse.

Il adopta un double système de protection contre ces abus, les poursuites judiciaires et les poursuites administratives.

Nous indiquons brièvement ces dispositions qui ne peuvent cadrer avec la liberté de la presse.

Si un journal frappé de suspension en application des dispositions de la présente loi ou de toute autre loi continue à paraître sous son ancien titre ou sous un autre, toute personne responsable de cette publication, rédacteurs responsables, propriétaires, imprimeurs et éditeurs seront punis d'un emprisonnement ne dépassant pas six mois et d'une amende de L.E. 30 à L.E. 200 ou de l'une de ces deux peines seulement.

Les exemplaires du journal ainsi que les appareils de reproduction seront saisis administrativement et confisqués

1. Il est intéressant de faire un rapprochement entre les dispositions de la loi de 1931 qui arment l'administration du pouvoir de suppression et celles de l'article 32 du décret organique de la presse du 17 Janvier 1852.

Cet article 32 est ainsi conçu : Une condamnation pour crime commis par la voie de la presse, deux condamnations pour délits ou contraventions commis dans l'espace de deux années, entraînent de plein droit la suppression du journal dont les gérants ont été condamnés.

Après une condamnation prononcée pour contravention ou délit de presse contre le gérant responsable d'un journal, le Gouvernement a la faculté, pendant les deux mois qui suivent cette condamnation, de prononcer soit la suppression temporaire soit la suppression du journal.

Un journal peut être suspendu par décision ministérielle alors même qu'il n'a été l'objet d'aucune condamnation, mais après 2 avertissements motivés et pendant un temps qui ne pourra excéder 2 mois. Un journal peut être supprimé soit après une suspension judiciaire ou administrative, soit par mesure de sûreté générale mais par un décret spécial du Président de la République publié au Bulletin des lois.

dès que l'infraction aura été constatée.

Si un journal suspendu en vertu des dispositions de la Constitution ou de toute autre loi continue à paraître sous son titre ou sous un autre, les rédacteurs responsables, le propriétaire, l'imprimeur et l'éditeur, s'il y en a un, seront punis des mêmes peines. Le jugement prononcera en outre, soit la suspension du journal pour une période de six mois qui s'ajoutera à la précédente période de suspension, soit sa suppression définitive.

Les exemplaires du journal seront saisis administrativement et confisqués (art. 21).

Cet article qui avait son similaire dans l'ancienne loi de 1881 se trouve justifié de la façon suivante.

Les décisions de suspension et de suppression n'avaient, souvent, d'autre effet que d'amener le journal suspendu ou supprimé à s'abriter derrière un autre journal qui lui servait de prête-nom, tout en poursuivant, avec l'organe de ses mêmes rédacteurs, à l'aide de tous ses moyens et ressources, y compris, l'imprimerie, la même attitude qui avait provoqué la suspension ou la suppression.

Il est évident que, dans ces conditions, la décision de suspension devenait totalement illusoire.

La loi prévoit donc une forte pénalité pour la contravention à la décision judiciaire ou administrative de suspension ou de suppression.

Et pour prévenir qu'on n'excipe pas de son ignorance, le projet prescrit la publication, dans le journal officiel, des décisions ordonnant la suspension ou la suppression ainsi que la publication de l'interdiction de circulation et des avertissements.⁽¹⁾

L'art. 24 prévoit les cas où l'autorité administrative peut saisir et confisquer les imprimés indépendamment de toute poursuite judiciaire.

Dans ce cas, la constatation de la contravention est une question purement matérielle, qui ne peut donner lieu à

1. Note explicative du décret loi de 1931.

aucun doute ou équivoque, tel le défaut d'indication dans le journal du nom du rédacteur en chef, du propriétaire et de l'éditeur ou l'absence, dans les autres imprimés, du nom de l'éditeur ou la mise en circulation d'un journal dont la circulation est interdite ou qui est suspendu ou supprimé par décision administrative.

Quant aux journaux suspendus et supprimés en vertu de jugements ou de décisions judiciaires, l'art. 21 reconnaît à l'autorité administrative le droit de les saisir et de les confisquer.

La loi de 1931 apporte une innovation empruntée à la loi autrichienne du 7 Avril 1922 sur la presse.

Cette nouvelle disposition est destinée à combattre la tendance à pervertir la jeunesse, à la dévoyer ou à exciter ses passions par l'emploi des publications pornographiques. Cette tendance très dangereuse pour la société se manifeste d'une manière inquiétante en Europe et en Egypte et de nombreuses mesures ont été prises pour la combattre.

La disposition dont il s'agit⁽¹⁾ est des plus efficaces dans ce but et donne la garantie du concours de deux avis: celui d'un établissement d'enseignement ou d'une institution pour la protection de la jeunesse et celui de la plus haute autorité exécutive, savoir le Conseil des Ministres, pour interdire la circulation d'un imprimé particulièrement désigné ou d'une catégorie d'imprimés particulièrement désignés.

S'agissant de questions purement morales où les considérations politiques n'entrent pas, l'art. 25 ne saurait compromettre la liberté d'opinion ou donner lieu dans son application à des craintes d'abus.⁽²⁾

1. art. 25: Le Conseil des Ministres pourra, à la requête d'un établissement d'enseignement ou d'une institution pour la protection de la jeunesse interdire la circulation d'un imprimé particulièrement désigné ou d'une catégorie d'imprimés particulièrement désignés, lorsque cet imprimé ou cette catégorie d'imprimés est de nature à porter atteinte à la santé morale des jeunes gens en excitant les passions ou la curiosité de la jeunesse.

Toute infraction aux dites interdictions sera punie d'un emprisonnement ne dépassant pas trois mois et d'une amende de L.E. 10 à L.E. 100 ou de l'une de ces deux peines seulement.

Tous les exemplaires des imprimés, mis en circulation, au mépris des dites interdictions, seront saisis administrativement et confisqués dès que l'infraction aura été constatée.

2. Note explicative du décret loi de 1931.

Outre ces dispositions générales, la loi de 1931 prévoit des dispositions transitoires pour assurer l'application de la loi aux journaux existant actuellement; et un délai de deux mois leur a été accordé pour se conformer à ses prescriptions.

SECTION V.

EVOLUTION DIFINITIVE DE LA JURISPRUDENCE DES TRIBUNAUX NATIONAUX

Il ressort de l'exposé fait dans les chapitres précédents que la tendance des tribunaux, malgré les dispositions restrictives de la liberté de presse insérées dans le dernier décret de 1928 fut de rappeler le pouvoir administratif au respect de la légalité qu'il violait délibérément.

Les dernières décisions (1) de justice rendues le 29 Janvier 1934 et le 14 Février 1935 font une application saine des principes constitutionnels.

La première décision du 29 Janvier 1934 fut rendue dans les circonstances suivantes:

Un journal de langue arabe "le balagh" à la suite de certains articles de polémique fut suspendu le 15 Septembre 1928, pour une période de quatre mois, en vertu d'une décision du Conseil des Ministres

Une action en paiement de dommages-intérêts fut introduite contre le Ministère de l'Intérieur devant le Tribunal de 1ère Instance du Caire.

La thèse du Gouvernement était simple. Le Conseil des Ministres se prévalant de l'article 2 du rescrit royal de 1928 visant la suspension de l'application du dernier paragraphe de l'article 15 de la Constitution, se crut fondé, en base des dispositions de l'art. 13 de la loi de 1881, à procéder à la suspension du journal, par voie administrative.

La seconde décision fut rendue le 14 Février 1935 dans

1. Les deux jugements, contiennent la même motivation qui aboutit à la condamnation du Gouvernement; aussi avons nous cru utile, pour la clarté de l'exposé, des signaler les faits de ces deux affaires avant de développer la thèse du tribunal sanctionnant les principes constitutionnels édictés dans l'art. 15.

des circonstances identiques.

Un journal de langue arabe, à la suite également de certains articles que le Gouvernement estimait de nature à provoquer le désordre, fut suspendu le 2 Janvier 1930 pour une période de sept mois, en vertu d'une décision du Conseil des Ministres.

Le Tribunal national de 1ère Instance du Caire, devant lequel fut portée l'action de dommages - intérêts intentée contre le Gouvernement, condamna, celui - ci, tant dans la première affaire, que dans la seconde, à des dommages-intérêts dont le montant variait selon le nombre de mois où la suspension du journal avait duré.

En sanctionnant les principes de liberté édictés par l'article 14 et 15 de la Constitution le Tribunal fut amené à examiner la portée de l'art 2 du Rescrit Royal de 1928

Il s'attacha à démontrer que cet article ne pouvait pas avoir pour effet de remettre en vigueur les dispositions de l'article 13 de la loi de 1881;

Il releva, à l'appui de son argumentation, le passage de la note explicative du décret loi de 1931 où il est dit textuellement.

« En 1928, lorsque certaines dispositions de la Constitution furent suspendues, l'art. 15 fut compris dans le » nombre. Le Gouvernement put donc récupérer, à l'égard » des journaux *un pouvoir absolu* ».

» Si le législateur entendait la remise en vigueur de la loi » de 1881, il n'aurait pas manqué de substituer au terme » "pouvoir absolu" la phrase suivante "le pouvoir conféré à » l'autorité administrative par la loi de 1881."

Après avoir déterminé la différence entre les actes de gestion et les actes de souveraineté et analysé la nature de chacun de ces actes, le Tribunal retint la responsabilité du gouvernement du chef de la suspension du journal, le condamna, en conséquence, à des dommages-intérêts.

Les deux décisions de justice sus-indiquées, importantes à plus d'un égard, marquent le terme de cette évolution

qui aboutit à la consécration de la liberté de la presse vis-à-vis du pouvoir arbitraire de l'autorité administrative⁽¹⁾.

SECTION VI

DÉCRET-LOI DE 1931

DISPOSITIONS CONCERNANT LES ÉTRANGERS

Le législateur, en élaborant la nouvelle loi de 1931, ne manqua pas d'établir une distinction entre les journaux qui se publient en langue arabe et ceux qui se publient en langue étrangère.

Cette distinction fut établie à la suite d'une longue discussion qui eut lieu entre les membres du comité législatif chargés d'élaborer la nouvelle loi.

Un membre du Comité, en faisant valoir la nécessité de réglementer la presse européenne, proposa l'introduction dans le projet de loi d'un texte obligeant les journaux européens d'avoir un gérant égyptien à l'exemple de certains pays étrangers : la France par exemple où le gérant doit être français.

Cette condition se justifie en Egypte plus qu'ailleurs, ajouta le membre du comité en question ; ⁽²⁾ il est nécessaire que le Gouvernement ait une arme contre certains journalistes étrangers qui discutent, d'une façon dangereuse pour la sûreté publique, des affaires du pays.

Cette proposition n'accueillit pas l'adhésion unanime des membres. Certain membre ne manqua pas de signaler que l'exclusion des étrangers de la gérance des journaux européens serait contraire au décret du 8 Mars 1891 qui dispose que " le libre exercice de toute profession ou industrie, de tout art, commerce ou métier est assuré à tous les

1. Se référer, sur ce point, à l'étude exposée dans le chapitre précédent.

2. Voir procès-verbal du Comité Consultatif de législation (projet de loi portant règlement sur la presse).

habitants de l'Egypte, indigènes ou étrangers indistinctement.

D'autres firent entrevoir les conflits qu'une telle exclusion pourrait entraîner.

La solution pratique qui fut adoptée fut celle de n'exiger la nationalité égyptienne du gérant que si le journal ou écrit périodique devait être publié en langue arabe.

Toutefois le projet de loi ne pouvait perdre de vue la nécessité de réglementer la situation des journaux publiés en langue étrangère et de prévoir, à leur égard, des dispositions qui équivaldraient, quant à leur portée et efficacité à celle prévue pour les journaux de langue arabe.

A cet effet le projet dut maintenir, pour cette catégorie de journaux, l'essence de la loi de 1881 en reconnaissant à l'autorité administrative le droit absolu et sans appel de suspendre ou de supprimer le journal ou d'interdire la circulation d'un de ces numéros.

Art. 19. — L'introduction et la circulation en Egypte d'un journal publié à l'étranger, peuvent être interdites dans l'intérêt de l'ordre public, de la religion ou des bonnes mœurs par décision spéciale du Conseil des Ministres.

Pour les mêmes motifs, l'introduction et la circulation en Egypte d'un numéro déterminé d'un journal publié à l'étranger, peuvent être interdites par arrêté du Ministre de l'Intérieur.

Sanction

Toute infraction aux interdictions ci-dessus, sera punie d'un emprisonnement ne dépassant pas trois mois et d'une amende de L.E. 10 à L.E. 100 ou de l'une de ces deux peines seulement.

Art, 20 (1). Pour les motifs visés à l'article précédent, les

1. En fait ce droit ne constitue pas une dérogation à la Constitution. En proclamant la liberté de la presse et en interdisant la suspension ou la suppression des journaux par voie administrative, la Constitution n'a en effet qu'affirmé le droit politique dont la jouissance appartient aux seuls nationaux lorsqu'ils font des publications dans la langue du pays. D'autre part au point de vue des droits des étrangers cette disposition est à l'abri de toute critique. En effet il a été toujours reconnu que la réglementation de la presse par rapport aux étrangers rentre dans les pouvoirs discrétionnaires du Gouvernement. La Jurisprudence est du reste constante dans ce sens (V. Note explicative du projet du décret loi de 1931).

journaux publiés en Egypte, en langue étrangère et dont le rédacteur en Chef ou les rédacteurs responsables ne sont pas égyptiens, peuvent être, par décision spéciale du Conseil des Ministres, suspendus pour une période ne dépassant pas trois mois ou supprimés soit après un avertissement qui leur sera notifié par le Ministre de l'Intérieur, soit même sans avertissement préalable.

Le décret loi de 1931 adopte un double système de protection: la poursuite judiciaire et les mesures administratives.

Les poursuites judiciaires s'exercent en cas de violation par les journaux publiés en langue arabe de dispositions relatives à leur réglementation.

Les mesures administratives qui naguère, sous l'empire de la loi de 1881, frappaient les journaux publiés en langue arabe, ne s'exercent plus que contre les journaux publiés par des étrangers.

les mesures envisagées contre les journaux étrangers devront être justifiées aux termes de l'art. 19 de la loi "dans l'intérêt de l'ordre public, de la religion ou de bonnes mœurs".

PROPRIÉTÉ DU TITRE D'UN JOURNAL

(sous l'empire du décret-loi de 1931)

JURISPRUDENCE MIXTE

EXPLOITATION COMMERCIALE DE JOURNAUX

L'autorisation administrative accordée à une personne déterminée de faire paraître un journal est-elle ou non constitutive d'un droit de propriété sur le titre de ce journal ?

Le titulaire de ce permis qui aurait formé une société avec des tiers ayant pour objet l'exploitation du journal, sans se réserver par le contrat un droit exclusif sur le titre de celui-ci, aurait-il, en cas de dissolution et de liquidation de la Société, un droit de propriété exclusive, sur le titre du journal et serait-il partant fondé à demander que celui-ci soit exclu de la vente ?

La lère chambre de la Cour d'Appel Mixte par arrêt du 7 Mars 1934, trancha cette question par la négative.

Il est intéressant de résumer cet arrêt qui analyse la nature du système de la déclaration qui remplace, dans le décret loi de 1931, celui de l'autorisation.

Le Tribunal de commerce d'Alexandrie, par jugement en date du 22 Janvier 1934, avait déclaré dissoute la Société du journal "*Anatolie*" *publié en langue grécque*, à Alexandrie, en avait ordonné la liquidation en décidant que "la valeur actuelle du titre du journal constitue un bien social dont le prix, en cas de réalisation, devrait être distribué au même titre que l'actif".

Constantin Arvanitopoulo, administrateur de ce journal interjeta appel de cette décision, demandant que le titre du journal "*Anatolie*" fut déclaré sa propriété exclusive et fut distrait de la vente de l'actif de la Société.

La Cour observa "qu'un droit privatif ou droit de propriété sur le titre d'un journal n'est acquis que par la prise de possession à savoir par le fait de la publication du journal portant le titre".

Or, en l'espèce, observa-t-elle, d'après ce qui résultait du certificat du Ministère de l'Intérieur produit au débat, le journal "*Anatolie*" avait commencé à paraître le 21 Septembre 1932, après la passation de l'acte de société survenue le 10 Août 1932.

Il en résultait, dit la Cour, que ce journal était soit la propriété commune des associés, soit la propriété de la Société selon qu'il s'agirait d'une association en participation ou d'une Société en nom collectif.

L'autorisation administrative accordée à une personne déterminée pour faire paraître un journal n'est pas, précisa la Cour, à défaut d'une disposition formelle de la loi, constitutive d'un droit de propriété sur le journal même, sous l'empire des lois qui exigent cette autorisation, car elle est destinée en règle générale à déterminer vis-à-vis des tiers la responsabilité pénale et civile pouvant naître de la pub-

lication du journal, de telle sorte que les accords par lesquels le titulaire de l'autorisation reconnaît ou transfère à un autre le droit de propriété restent entièrement valables et produisent leur effets entre les éontractants.

Cette autorisation administrative, dit la Cour, est *“d'autant plus dénuée de toute influence sur le droit de propriété du journal en Egypte où la loi en vigueur sur la presse (Décret loi du 18 Juin 1931, en abandonnant le système de l'autorisation préa'able, l'a remplacé par celui d'une simple déclaration à faire par les personnes intéressées, déclaration à laquelle, dans le délai d'un mois, l'administration peut former opposition si les condition établies par la loi pour la publication du journal ne sont pas remplies (art. 8, 9 et 12).*

En conséquence, fut-il retenu, si, en Août 1932 une autorisation concernant le journal “Anatolie” avait pu être délivrée, cette autorisation “en tant qu'elle n'est pas un vestige de la pratique suivie sous l'ancienne loi” ne pouvait avoir un autre sens légal que celui d'une déclaration de l'administration qu'elle ne s'opposerait pas à ce que le journal fut publié avant l'expiration du délai d'un mois.

La Cour⁽¹⁾ confirma ainsi le jugement entrepris en ce qu'il avait déclaré dissoute la Société entre parties, ordonné sa liquidation et décidé que le titre du journal “Anatolie” constituait un bien social à liquider ensemble avec le restant de l'actif de la Société.

Disposition spéciale au décret loi 1931

Art. 27. — Provisoirement jusqu'à ce que l'on puisse disposer autrement, en cas de poursuite devant la juridiction mixte, toutes les infraction aux disposition de la présente loi seront considérées comme des contraventions et punies des peines de simple police, les dispositions concernant les autres mesures à prononcer par le Tribunal, telles

1. Journal des Tribunaux Mixtes (2 Avril 1934) No. 1726.

que la confiscation des objets saisis ou des appareils de reproduction, la suspension ou la suppression du journal, et la fermeture de l'imprimerie restant applicables.

Pour bien saisir le caractère de cette disposition spéciale il faut prendre en considération la situation particulière de l'Egypte au point de vue juridictionnel.

Les étrangers, en vertu des capitulation, jouissent d'une immunité juridictionnelle; au point de vue pénal ils relèvent de leurs propres tribunaux consulaires.

Toutefois le 2e. alinéa de l'article 10⁽¹⁾ du Code Civil, l'article 6 titre 2 du Règlement d'organisation judiciaire, les articles 331 et 340 du Code pénal réservent aux Tribunaux Mixtes la connaissance des contraventions de simple police et précisent ces infractions en les définissant et en les énumérant.

Le législateur en élaborant la loi de 1931, tenant compte de ces dispositions, inséra l'article 37, en vue d'atteindre les étrangers qui autrement bénéficieraient d'une impunité parfaite si l'infraction rentre dans la catégorie des délits car, en aucun cas, les tribunaux correctionnels indigènes n'ont compétence à leur égard.

En base de cet article toutes les infractions aux dispositions du décret loi de 1931 seront considérées — en ce qui concerne les étrangers — comme des contraventions et punies des peines de simple police ; il est évident que les mêmes infractions en ce qui concerne les nationaux — seront de la compétence des tribunaux correctionnels.

Les poursuites visées par l'art. 27 se réfèrent également au cas où certaines infractions nouvelles pourraient avoir été commises conjointement par des étrangers et des indigènes, par ex. en cas d'introduction et de vente en Egypte de journaux publiés à l'étranger et dont la circulation en

1. Art. 10 C. Civil Mixte. Les lois de police et de sûreté obligent tous ceux qui habitent le territoire,

Les poursuites pour contravention de simple police sont soumises à la juridiction des nouveaux tribunaux.

Egypte aurait été interdite par arrêté du Ministre de l'Intérieur (art. 19 alinéa 2 de la loi).

SECTION VII

APPLICABILITÉ DU DÉCRET LOI DE 1931 AUX ÉTRANGERS

Il résulte de l'exposé fait précédemment que les tribunaux mixtes, après avoir admis en 1884 l'applicabilité aux étrangers de la loi sur la presse, furent amenés à modifier leur manière de voir et se prononcèrent dans le sens contraire.

Par un jugement rendu le 36 Décembre 1932 par le Tribunal Mixte de 1ère Instance du Caire, les dispositions du décret loi de 1931 furent déclarées inapplicables aux étrangers.

Un journal "l'Information" paraissant en langue française fut supprimé le 22 Juillet 1931, en base de l'article 20⁽¹⁾ du décret loi de 1931, en vertu d'une décision du Conseil des Ministres parce que l'un de ses numéros contenait des expressions de nature à porter gravement atteinte à l'ordre public.

Le propriétaire du journal assigna la Gouvernement en paiement de L. E. 5000 à titre de dommages-intrérêts.

Le tribunal déclara n'être amené par aucun argument nouveau à s'écarter de la solution qu'il avait déjà adoptée lorsque fut soulevée devant lui, dans l'affaire de la "Vérité" l'inapplicabilité de la loi sur la presse aux étrangers.

Le Tribunal, tout en maintenant sa jurisprudence, mais usant de son droit de contrôle, débouta le propriétaire du journal parce qu'il estimait que la mesure prise contre lui était justifiée par une raison légitime d'ordre public.

1. L'art. 20 du décret loi de 1931 est ainsi conçu :

« Pour les motifs visés à l'art. 19, les journaux publiés en Egypte en langue étrangère et dont le rédacteur en chef ou les rédacteurs responsables ne sont pas égyptiens, peuvent être par décision du Conseil des Ministres, suspendus pour une période ne dépassant pas trois mois ou supprimés soit après un avertissement qui leur sera notifié par le Ministre de l'Intérieur, soit même sans avertissement préalable.

TROISIÈME PARTIE

*CRIMES ET DELITS COMMIS PAR LA VOIE
DE LA PRESSE*

Avant de procéder à l'étude des infractions commises par la presse, il y a lieu de jeter un coup d'œil d'ensemble sur les thèses qui s'affrontent en matière de délits commis par la voie de la presse.

Deux conceptions différentes de la manière dont doit se manifester la liberté de la presse se heurtèrent souvent en donnant naissance à des théories dont nous allons tâcher de résumer l'ensemble.

Il est évident que la façon de déterminer la pénalité en matière d'infractions commises par la voie de la presse découle nécessairement du mode d'envisager la liberté qui lui est accordée. Selon que l'on considère que la liberté de la presse est un bien ou un mal, on applique un système plus ou moins libéral de réglementation du régime applicable.

En France la question de la liberté de la presse, de sa réglementation se posa plus d'une fois en suscitant des polémiques, des discussions violentes ou des théories qu'il est intéressant de rapporter pour déterminer la réglementation adoptée par le législateur égyptien.

Première théorie : liberté absolue de la presse et par voie de conséquence son impunité.

Cette théorie trouva son principal défenseur dans la personne d'Emile Girardin, dont il fut question déjà, le réformateur et le créateur de la presse moderne à bon marché, qui constituait pour l'époque, une hardie innovation.

Emile Girardin soutenait en substance ce qui suit : "la presse sans l'impunité, ce n'est pas la presse libre, c'est la presse ayant pour juge l'arbitraire, l'ignorance et l'intolérance.

Cette liberté absolue dont doit bénéficier la presse trouve son correctif dans les doctrines opposées soutenues dans les journaux qui nécessairement se font contrepoids.

Le fait de voir certaines théories ardemment défendues par un journal et de lire leur réfutation péremptoirement établie dans une feuille adverse forme le jugement des citoyens, éveille leurs réflexions, les met en garde contre l'esprit de parti-pris et les éloigne des opinions toutes faites, on s'habitue à ne plus croire aveuglément au journal tout en continuant à s'y informer.

La thèse adverse repose sur la conception suivante:

L'Etat a pour mission de faire régner la justice, il doit, donc, tenir la balance égale entre tous, réglementer, dans une sage mesure, les droits et les libertés.

Or comment un état (comme disait Portalis) pourrait-il se conserver et se maintenir s'il existait dans son sein des hommes qui puissent impunément enfreindre sa police et troubler sa tranquillité.

Il est donc nécessaire que les excès de la presse soient combattus.

Cette thèse qui garantit, d'une manière efficace, le respect des lois l'emporta sur la première.

Les abus de la presse devaient être réprimés.

Une fois que la discussion portant sur l'impunité ou la répression, en matière de presse, était tranchée en faveur de la répression deux autres théories entrèrent en conflit.

CHAPITRE 1er.

SECTION I.

APPLICATION DU DROIT COMMUN OU DU DROIT SPECIAL AUX DELITS DE LA PRESSE

La première théorie opte pour l'application du droit commun.

La prévoyance des lois pénales atteindrait le crime quand même l'instrument mis en usage par le coupable aurait été jusqu'alors complètement ignoré.

Il n'y a donc pas lieu d'instituer pour la presse une législation pénale distincte. Le Code pénal contient l'énumération et la définition de tous les actes reconnus nuisibles à la société et, pourtant, punissables. Que l'un de ces actes ait été commis ou tenté par la voie de la presse, l'auteur doit être puni, à raison du fait ou de la tentative, sans que la nature de l'instrument qu'il a employé, soit, pour lui ou contre lui, d'aucune considération.

En d'autres termes, il n'y a pas de délits particuliers de la presse (1).

G. Clémenceau, partisan de cette théorie, proposa d'appliquer le droit pénal, "il n'y a pas de délits spéciaux de la presse".

Quiconque fait usage de la presse ou de tout autre moyen de publication est responsable selon le droit commun".

2. La thèse adverse dont Chassan (2) fut l'ardent défenseur prévalut.

Il y a une exagération à prétendre qu'avec le secours des articles 23 et 60 du Code pénal les infractions commises par la voie de la presse puissent être sanctionnées.

1. «La presse n'est et ne peut être qu'un instrument, par elle on peut commettre des délits, mais elle n'est l'élément essentiel d'aucun, c'est dans le fait même, indépendamment des moyens de publication, que réside le délit (V. Le Poittevin t. I. p. 392)».

2. Chassan t. I, No. 16 et suivants. Dalloz, Rep, voir Presse No. 531.

La tentative n'est punissable que s'il y a en un commencement d'exécution et il n'y a pas un commencement d'exécution quand la provocation est dénuée de toute espèce d'effet.

Quant à l'art. 60 du Code pénal il ne s'applique que si un lien de cause à effet est établi entre l'acte criminel et l'article de journal qui l'aurait inspiré; mais rien ne serait plus difficile que d'établir une pareille connexité.

Il n'est pas nécessaire que la manifestation de la pensée laisse des traces tangibles pour qu'elle soit répréhensible.

Le législateur, en Egypte, s'inspira de la théorie tendant à ranger les délits commis par la voie de la presse dans une catégorie à part.

Il y a lieu d'étudier l'évolution et les modifications de la législation pénale, en matière de presse en adoptant les mêmes divisions que dans la première partie.

CHAPITRE 2ème.

LOI DE 1865 ANTERIEURE A LA PROMULGATION DE LA PREMIERE LOI SUR LA PRESSE DE 1881

L'Egypte était régie, avant 1881, par les lois et décrets qui étaient en vigueur dans l'Empire Ottoman.

La première loi ottomane sur la presse de 1865⁽¹⁾ applicable en Egypte contenait les dispositions pénales suivantes.

SECTION 1ère

OBLIGATIONS IMPOSÉES POUR LA PUBLICATION D'UN JOURNAL OU ÉCRIT PÉRIODIQUE

La loi de 1865 subordonne la publication d'un journal ou écrit périodique à l'autorisation préalable, contient des prescriptions concernant le dépôt et la signature des écrits périodiques.

En outre, tout journal sera tenu aux termes de l'art. 8 d'insérer les communications officielles et la réponse de toute personne nommée ou désignée dans le journal.

Les articles 10, ⁽²⁾ 11 et 12 (des dispositions pénales) prévoient les sanctions pour les infractions relatives aux matières précédentes.

L'art. 10 prévoit la peine d'une amende de dix livres ottomanes pour chaque livraison ou numéro publié sans autorisation préalable. Le journal ou écrit périodique ainsi publié cessera, également, de paraître.

Art. 11. L'infraction aux prescriptions de l'art. IV concernant le dépôt et la signature des écrits périodiques est punie d'une amende de dix livres ottomanes.

1. Nous résumons à titre documentaire les dispositions pénales de la loi de 1865, car nous renvoyons le développement de différentes rubriques aux lois postérieures de 1904, 1931.

2. Les peines prévues par ces articles vont être aggravées considérablement dans les lois postérieures.

Art. 12. Le journal ou écrit périodique qui n'insérerait pas les communications officielles qui pourront lui être adressées ou la réponse de toute personne nommée ou désignée par lui conformément à l'art. 8 sera punie d'une amende de deux livres et demi, à vingt cinq livres sans préjudice des autres peines et dommages intérêts auxquels dans le dernier cas, l'article ou passage incriminé pourra donner lieu.

SECTION II

PROVOCATION AUX CRIMES ET DÉLITS

La loi de 1865, différente sur ce point, des lois postérieurs notamment de celle de 1931, ne fait aucune distinction entre la provocation suivie d'effet, et celle non suivie d'effet,

En outre, l'article 13 ayant traité à la provocation est incomplet à plus d'un égard; il ne prévoit pas le lien ⁽¹⁾ direct qui doit exister entre la provocation et le crime et le délit qu'elle a eü pour objet.

Art 13. Quiconque par la voie de la Presse aura provoqué l'auteur, ou les auteurs de toute action, qualifiée par le Code pénal crime ou délit, contre la tranquillité et la sûreté intérieures de l'empire, à la commettre, sera réputé complice et puni comme tel selon la gravité du crime ou délit.

Le journal qui aura servi d'instrument à ces crimes ou délits sera suspendu ou supprimé par voie administrative.

1. Le législateur français en élaborant la loi de 1831 eut soin de déterminer ce lien.

"la provocation, comme le disait le rapporteur de la Chambre des Députés, ne sera punie des peines de la complicité que lorsqu'elle sera directe et spéciale, c'est-à-dire lorsqu'elle consistera dans les efforts directs d'un individu pour que d'autres individus exécutent un crime déterminé et prévu par la loi pénale". Ce principe est nettement établi à l'art. 23 qui porte: que seront punis comme complices "ceux qui auront directement provoqué l'auteur ou les auteurs". Aussi se basant sur ce texte la Cour de Cassation casse tout arrêt de condamnation rendu contre un provocateur s'il ne résulte pas de ses constatations que la provocation a été directe, (Dal. Rep. Per. IX p^e 254 § 345).

SECT. III

DELITS CONTRE LA CHOSE PUBLIQUE

Offense, ⁽¹⁾ outrage à la morale publique et aux bonnes mœurs

a) Offence

L'art. 15 ⁽¹⁾ prévoit une peine d'un emprisonnement de six mois à trois ans ou d'une amende de vingt cinq à cent cinquante livres pour celui qui offense le souverain et les membres de la famille impériale ou qui attaque l'autorité du Sultan.

L'art 16 prévoit une peine d'un emprisonnement d'un mois à un an ou d'une amende de cinq à cinquante livres pour celui qui offense les ministres de l'Empereur ou la personne des chefs des Gouvernements vassaux de la Sublime Porte.

L'art. 17 prévoit une peine d'un emprisonnement de trois mois à trois ans ou d'une amende de quinze à cent livres pour celui qui offense la personne des souverains ou celle des chefs ⁽²⁾ des gouvernements amis et alliés de la Sublime Porte.

b) Outrage à la morale publique ⁽³⁾ et aux bonnes mœurs

L'art. 14 de la loi de 1865 ajoute aux expressions "morale publique et bonnes mœurs" une disposition qui sera supprimée dans les lois postérieures, "ou à l'une des religions

En France, l'expression offense figure pour la première fois dans la loi du 17 Mai 1819. Sous le Régime de cette loi, la Cour de Cassation décidait que l'offense était punissable alors qu'elle ne constituait ni une diffamation ni une injure. Cr. 4 Mars 1931 R. 642. 2^e). Sous le nom d'offense, on incriminait dès lors les simples irrévérence de langage, les critiques polies, les plaisanteries familières. Cr. 10 juillet 1841-R. 553-1).

La loi du 27 Juillet 1849 a maintenu l'expression « offense » et bien que la jurisprudence antérieure eut été critiquée, on n'a pas voulu lui substituer les expressions outrage ou injure, qui, ainsi que l'exposait le rapporteur "ne peuvent pas s'appliquer à cette série d'insinuations qui, même revêtues des formes les plus polies en apparence, ne sont que plus perfides et n'arrivent que plus sûrement à la dégradation des pouvoirs contre lesquels elles sont dirigée". Enfin c'est avec ce même sens que le mot offense figurait dans l'art 68 C. Pén.

2. Conforme à l'art. 10 de la loi fr. sur la presse de Mai 1819.

3. Conforme à l'art. 12 de la loi sur la presse de Mai 1819 en France. Le délit d'outrage à la morale publique et religieuse a été supprimé comme délit d'opinion par la loi du 29 Juillet 1881, mais le délits d'outrage aux bonnes mœurs a été maintenu, par l'art. 28 de cette loi parce qu'il a le caractère d'un délit de droit commun que répriment toutes les législations même les plus libérales (Dal. Rép. Per. IX. p. 323 § 480)

ou l'un des cultes professés dans l'empire."

Sanction : L'art. 14 prévoit une peine d'un emprisonnement d'une semaine à trois mois ou d'une amende de une à vingt-cinq livres.

SECTION IV.

DÉLITS CONTRE LES PERSONNES DE LA DIFFAMATION (1) ET DE L'INJURE

Toute allégation ou imputation d'un fait qui porte atteinte à l'honneur ou à la considération de la personne ou du corps auquel le fait est imputé, est une diffamation.

Toute expression outrageante, terme de mépris ou invective, qui ne renferme l'imputation d'aucun fait, est une injure (art. 18).

Les personnes et les autorités protégées contre la Diffamation

1^{ère} Catégorie: cours, tribunaux ou autres corps constitués de l'Etat (2).

Pour que cet article soit applicable il faut d'abord que le délit réunisse tous les caractères généraux de la diffamation punissable suivant la définition qui en est donnée par l'article 18 de la même loi.

Sanction : Une peine d'un emprisonnement de quinze jours à un an ou d'une amende de deux à cinquante livres.

2^{me} Catégorie: Tout dépositaire (3) ou agent de l'autorité publique.

1. L'ancien droit français confondait entièrement la diffamation et l'injure. Toutefois il faisait une distinction entre l'injure verbale qu'il appelait aussi conviection ou outrage par paroles et l'injure par écrit (libelle diffamatoire). Dans tous les cas la peine était arbitraire (Le Poittevin t. 2 No 692).

2. Cette désignation, reproduite des art. 45 de la loi du 17 Mai 1819 et 5 de la loi du 25 Mars 1822, convient à tous les corps auxquels la constitution ou les lois organiques qui en forment le complément ont attribué une partie de l'administration ou de l'autorité publique. (Chassan t. I, No 645).

3. Conforme à l'art. 16 de la loi du 17 Mai 1891.

Des controverses s'étaient élevées pour savoir si certains fonctionnaires devaient être considérés comme des dépositaires de l'autorité publique ou si cette qualité devait leur être refusée. Ces distinctions ont perdu tout intérêt puisque l'art. 31 place sur la même ligne tous les fonctionnaires publics et les dépositaires ou agents de l'autorité publique et que les agents ou dépositaires de l'autorité publique ne sont en réalité qu'une catégorie de fonctionnaires publics (Dal. R.P. IX, p. 286).

Sanction : une peine d'un emprisonnement de dix jours à dix mois ou d'une amende d'une livre à quarante livres.

La loi fait une distinction en ce qui concerne les dépositaires de l'autorité publique :

a) quand la diffamation porte sur des faits purement personnels, la peine édictée par la loi sera appliquée d'une manière absolue

b) Toutefois dans le cas d'imputation contre les dépositaires ou agents de l'autorité ou contre toute personne ayant agi dans un caractère public, de faits diffamatoires relatifs à leurs fonctions, la preuve de faits imputés mettra l'auteur de l'imputation à l'abri de toute peine, sans préjudice des peines prononcées contre toute injure adressée à ces personnes (art. 23).

3ème Catégorie - Les ambassadeurs, ministres plénipotentiaires, envoyés, chargés d'affaires ou autres agents accrédités auprès de la Sublime Porte.

Sanction : une peine d'un emprisonnement de huit jours à huit mois ou d'une amende d'une livre à trente livres.

L'art. 22 : prévoit une peine d'un emprisonnement de cinq jours à cinq mois ou d'une amende d'une demie livre à quinze livres pour la diffamation envers les particulières.

b. Injure (1)

PERSONNES PROTEGÉES CONTRE L'INJURE

1ère Catégorie : Dépositaires ou agents de l'autorité publique, Ambassadeurs, ministres plénipotentiaires, envoyés, chargés d'affaires ou autres agents accrédités auprès de la Sublime Porte.

Sanction : une peine d'un emprisonnement de, cinq

1. sous le régime de la loi de 1819, en France, l'injure constituait tantôt un délit tantôt une contravention de simple police, un délit quand elle réunissait cette double condition de renfermer l'imputation d'un vice déterminé et d'être publique; une contravention quand l'un de ces caractères faisait défaut, c'est-à-dire quand elle consistait dans une expression outrageante qui ne contenait l'imputation d'aucun vice, alors même que cette expression avait été proférée publiquement ou bien quand elle contenait l'imputation d'un vice déterminé, mais n'avait pas été publique.

(Dal R. Per. IX p. 290 S 817)

jours à cinq mois ou d'une amende d'une demie livre à quinze livres.

2ème Catégorie : Les particuliers.

Sanction : une peine d'un emprisonnement de deux jours à deux mois ou d'une amende de trente piastres à cinq livres.

Publication ou Reproduction interdites.

La publication ou la reproduction, faites avec intention et de mauvaise foi, des nouvelles fausses, de pièces fabriquées ou falsifiées, sera punie d'un emprisonnement d'un mois à un an ou d'une amende de dix à cinquante livres (art. 26).

Suspension ou suppression du journal par voie administrative

La loi de 1865 prévoit la suspension ou la suppression des journaux par voie administrative dans les cas suivants.

Art. 27.- Les délits prévus par les articles 15, 16, 17 ⁽¹⁾ et 21 pourront être punis, par voie administrative, d'une suspension qui ne doit pas excéder un mois.

Art. 29.- Le journal ou écrit périodique qui aura subi trois condamnations par voie judiciaire, dans l'espace de deux ans, devient sujet à la suspension ou à la suppression par voie administrative.

Disposition Générales

Art. 28.- Tout journal ou écrit périodique sera tenu d'insérer la condamnation prononcée contre lui par voie judiciaire, dans l'un de ses numéros qui paraîtront dans le mois du jugement. L'impression de tout arrêt de condamnation, dans un ou plusieurs journaux pourra être ordonnée aux frais du condamné.

1. ces articles se réfèrent à l'offense envers le souverain, membres de la famille Impériale (art. 15), les Ministres de sa Majesté ou la personne des chefs des Gouvernements vassaux de la Sublime Porte (art. 16), les chefs des Gouvernements amis et alliés de la sublime Porte (art. 17) les dépositaires ou agents de l'autorité publique (art. 20).

Art.30.—En cas d'emprisonnement du gérant ou propriétaire responsable, pour crime ou délit ou contravention de presse, la publication du journal ou écrit périodique ne pourra avoir lieu, pendant la durée de l'emprisonnement que par un autre gérant remplissant les conditions établies par la présente loi.

SECTION V.

POURSUITE DEVANT LES TRIBUNAUX

La loi de 1885 fait une distinction entre les cas où la poursuite devant les tribunaux devra être ordonnée d'office et ceux où elle aura lieu à la requête de la personne qui se croira lésée.

Les cas où la poursuite devant les tribunaux est ordonnée d'office sont les suivantes : offense au souverain, aux membres de la famille impériale, attaque contre l'autorité du Sultan, offense aux Ministres, outrage à la morale publique ou aux bonnes mœurs.

Indépendamment de ces cas, la poursuite devant les tribunaux de délits commis par la voie de la presse aura lieu à la requête de la personne qui se croira lésée (art.3)

Exercice de l'action publique et de l'action civile

L'action publique et l'action civile contre les délits commis par la voie de la presse se prescrivent par six mois révolus, à compter du fait de la publication qui constitue le délit (art. 32).

En cas de récidive, les peines à prononcer, tant par voie judiciaire que par voie administrative, pourront être augmentées et portées, au plus, au double.

Disposition spéciale

Art.34.— Les délits mentionnés aux articles 15,16,17⁽¹⁾ 19 20,21 et 24 seront soumis à une commission de cinq per-

⁽¹⁾ 1. Ces articles ont trait à l'offense contre le souverain, membres de la famille impériale etc., et à la diffamation contre les Ambassadeurs, Ministres, tribunaux et corps constitués etc.

sonnes qui siégera à la Sublime Porte. Le Grand Conseil prononcera la peine, sur le rapport de la Commission.

Les délits et contraventions énoncés dans les autres articles de la présente loi, seront évoqués devant les tribunaux de police.

CHAPITRE 3ème

SECTION I

DECRET KHEDIVIAL DU 14 JUIN 1882 PORTANT REORGANISATION DES TRIBUNAUX INDIGENES

Nous avons montré dans le chapitre précédent que l'Egypte avant l'élaboration de la loi sur la presse de 1881, était régie par la loi ottomane de 1865.

L'absence d'une organisation judiciaire nationale en Egypte était incompatible avec l'évolution progressive de l'enseignement et la civilisation dans ce pays ;

La nécessité de créer un système judiciaire adéquat aux besoins du pays ne tarda pas à s'imposer à l'esprit des dirigeants.

Pour répondre à cette nécessité un comité d'hommes de lois se forma auquel fut confié le soin de promulguer des codes répondant autant que possible aux nécessités locales et aux coutumes du pays.

L'élaboration des Codes, l'organisation des tribunaux indigènes furent poussées activement.

Le 29 Décembre 1883 l'inauguration des nouveaux tribunaux eut lieu au milieu d'une pompe officielle empreinte de beaucoup de solennité.

Les nouveaux tribunaux indigènes ⁽¹⁾ entrèrent en fonction.

Le Code pénal promulgué le 13 Novembre 1883 contenait un chapitre ⁽²⁾ spécial relatif aux infractions commises par la voie de la presse.

1. Au cours des chapitres suivants nous emploierons indifféremment l'expression « tribunaux indigènes et cours nationaux » pour mieux marquer la différence avec les tribunaux de la réforme, appelés Mixtes.

2. Etant donné que la loi de 1904 modifiant le Code pénal reproduit la plupart des dispositions pénales relatives aux délits de la presse contenues dans le code de 1883, nous avons cru préférable de remettre l'examen de ces dispositions au chapitre réservé à la loi de 1904 en faisant les renvois nécessaires pour indiquer à quels articles de l'ancien code, les nouvelles dispositions correspondent.

Nous nous bornons à faire mention de certaines dispositions pénales du code de 1883 relatives aux délits de la presse qui furent supprimés par la suite.

Certaines dispositions de ce chapitre, lors de la modification du code pénal en 1904, furent supprimés.

Les dispositions supprimées sont les suivantes :

Art. 155. — Si dans le cas de l'article précédent ⁽¹⁾ il s'agit de crime contre la sûreté de l'Etat, ⁽²⁾ la peine sera de l'exil à temps.

Art. 174. — Dans l'application des peines ci-dessus, seront punis comme auteurs principaux et dans l'ordre suivant :

1^o) les gérants ou éditeurs, quelles que soient leurs professions ou leurs dénominations.

2^o) à leur défaut, les auteurs ;

3^o) à défaut des auteurs, les imprimeurs ;

4^o) à défaut des imprimeurs, les vendeurs, distributeurs ou afficheurs.

Lorsque les gérants ou les éditeurs seront en cause les auteurs seront poursuivis comme complices ⁽³⁾ et ⁽⁴⁾.

1. L'article précédent (154) vise les cas de provocation énumérés dans les articles 148 et 149 de la loi de 1904.

2. Cette disposition semble avoir été dictée par la loi française de 1858, dite de sûreté générale.

3. Cet article sera supprimé dans le Code pénal de 1904 mais repris en 1910.

Nous renvoyons, pour l'étude de cet article, au chapitre spécial relatif à la loi No. 28 de 1910.

4. Il y a lieu de signaler que la plupart des délits de presse contenus dans le code pénal de 1883 prévoyaient une amende variant entre 101 et 1000 P. T., indépendamment de l'emprisonnement dont le minimum était d'un mois.

Le Code pénal de 1904 portera aggravation de l'amende qui sera assez forte, variant entre L.E. 30 et L.E. 100.

CHAPITRE IV.

LOI No. 3 de 1904 PORTANT MODIFICATIONS DU CODE PENAL INDIGENE

Infractions Commises par la voie de la Presse

Le législateur égyptien ayant calqué les dispositions de l'art. 148 du Code pénal indigène sur celles de l'art. 23 de la loi française sur la presse de Juillet 1881⁽¹⁾, il y a lieu de se référer aux principes généraux qui présidèrent à l'élaboration de la loi française, sur ce point, pour en tirer les mêmes conséquences sauf certaines modifications qui seront précisées au cours de l'exposé.

L'art. 148 Code pénal indigène est ainsi conçu : “seront punis comme complices d'une action qualifiée crime ou délit, ceux qui, soit par des gestes, des discours, cris ou menaces proférés dans un lieu public ou dans une réunion publique, par des écrits, des imprimés vendus ou distribués, mis en vente ou exposés dans des lieux ou réunions publics, soit par des placards et affiches exposés aux regards du public, auront directement provoqué l'auteur ou les auteurs à commettre la dite action, si la provocation a été suivie d'effet.

Lorsque la provocation n'aura été suivie que d'une tentative de crime, le juge appliquera les dispositions de l'art. 46 du même code.

SECTION I

CARACTERES CONSTITUTIFS DES DELITS DE PRESSE

a) Intention Coupable :

L'intention coupable peut être définie : la volonté portant

1. L'art 23 de la loi française sur la liberté de la presse du 29 Juillet 1881, est ainsi conçu : seront punis comme complices d'une action qualifiée crime ou délit ceux qui, soit par des discours, cris ou menaces proférés dans des lieux ou réunions publics, soit par des écrits des imprimés vendus ou distribués mis en vente ou exposés dans des lieux ou réunions publics, soit par des placards ou affiches, exposés aux regards du public, auront directement provoqué l'auteur ou les auteurs à commettre la dite action, si la provocation a été suivie d'effet. Cette disposition sera également applicable lorsque la provocation n'aura été suivie que d'une tentative de crime.

1, correspond à l'article 153 du Code pénal de 1833.

à la fois sur l'acte même qui aboutit à la violation de la loi pénale et sur les conséquences de cet acte.

De cette définition il résulte que l'élément intentionnel ⁽¹⁾ suppose la volonté : 1° — de commettre l'acte défendu par la loi en lui donnant la publicité prévue par les art. 148, 149 du Code pénal indigène, 2° — d'arriver au résultat illicite obtenu.

b) de la publicité :

Une autre condition nécessaire pour constituer les délits de presse, c'est qu'il y ait publicité.

C'est la loi qui détermine limitativement les modes de manifestation de la pensée et les circonstances constitutives de la publicité qui caractérise les délits qu'elle veut atteindre. Tel est l'objet de l'art. 148 ⁽¹⁾ du Code Pénal Indigène.

En vertu des dispositions de cet article la publicité est suffisamment caractérisée :

1.— par des discours, cris ou menaces proférés dans les lieux ou réunions publics.

2.— par des écrits imprimés, vendus ou distribués, mis en vente ou exposés dans des lieux ou réunions publics (même article).

3) par des placards ou affiches exposés aux regards du public.

Jurisprudence des tribunaux nationaux en matière de publicité

La publicité est une condition essentielle pour la punition des infractions commises par la voie de la presse ou autres moyens de publication.

1. Dans les délits qui se commettent par la voie de la presse, comme dans tous les autres délits, disait Portalis au Conseil des Anciens, il faut, pour caractériser le crime, que la volonté de nuire soit jointe au fait matériel de l'action. Ainsi point d'injure sans esprit d'injure (Ch. de rap. t. 47 p. 99).— Voir le Poittevin No. 545.

2. correspondant à l'art. 23 de la loi française sur la presse de Juillet 1831.

L'élément de publicité ⁽¹⁾ n'existe que par la distribution qui consiste dans le fait de publier, de répartir et de remettre à des personnes déterminées, des exemplaires, des écrits ou des imprimés dans le but de les répandre. Est assimilable à la distribution, la communication successive à différentes personnes d'un écrit en un seul et même exemplaire. Cette communication doit être matérielle, car la communication verbale n'est pas un fait de distribution (Cour d'Assises, Caire, 24 Sept. 1928 XXIX).

Il n'est pas nécessaire que l'auteur de l'écrit ait procédé lui-même à sa publication; pour qu'il soit passible de la peine, il faut que la publication ait eu lieu avec son consentement ou par sa provocation ou son influence (Cour d'Assises, Caire 24 Novembre 1928, XXIX No. 133—II).

N'est pas considérée comme *distribution* la remise d'un seul exemplaire, à une seule personne, à moins que cette dernière n'ait été chargée de le répandre dans le public. De même, ne constitue pas un fait de distribution la communication, à titre privé ou confidentiel des exemplaires d'un écrit sauf s'il est établi que la communication a été faite dans le but de les répandre (Cour d'Assises, Caire 24 Novembre 1928 XXIX No. 133 II).

Publication de la pensée par la parole

En premier lieu, les délits de presse peuvent être commis au moyen de la publication de la pensée par la parole

1. Il convient sur ce point de signaler quelques décisions de justice en France qui peuvent trouver leur application en Egypte, étant donné que le Code pénal indigène reproduit textuellement dans l'art. 148 les dispositions de l'art. 23 de la loi française.

« Le délit n'existe qu'autant que celui qui a fait l'écrit ou tenu le propos tombant sous l'application d'un article de la loi du 29 juillet 1881, a en même temps voulu le rendre public. Evidemment il n'est pas indispensable que la publicité émane directement de lui; elle peut être l'œuvre d'un tiers mais à la condition que celui-ci ait agi avec son assentiment ou à son instigation. Ainsi quand un écrit diffamatoire a été adressé ou remis à une personne déterminée, l'auteur de l'écrit est pénalement responsable du délit, si le destinataire l'a livré à la publicité, en agissant à son instigation (Cr. 29 Juillet 1856, D. P. 58 5, 284; Nîmes, 18 Janv. 1881 Sir. 81. 2 42).

« Si l'écrit ou le propos n'a été rendu public que par un fait auquel l'auteur de l'écrit ou du propos est demeuré étranger, celui-ci ne tombe pas sous l'application de la loi pénale, car un élément essentiel du délit fait alors défaut (Cr. 16 Févr. 1829, R. Dénonc. Calom. 119, Dijon 7 Mars 1877. S 515)

Ce mode de publication consiste en des discours, cris ou menaces proférés dans les lieux ou réunions publics.

Le mot discours doit être pris dans son acceptation la plus étendue : Il comprend toute parole, depuis le discours prononcé par l'orateur jusqu'à quelques phrases et même jusqu'à un simple mot.

Il ne suffit pas pour qu'une publicité⁽¹⁾ soit réalisée, que des discours aient été tenus dans des lieux ou des réunions publics, il faut qu'ils aient été proférés.

L'art. 148 c. pénal ind. l'exige expressément.

Cette expression, "proféré", précise que le discours doit avoir été prononcé de telle sorte que les personnes présentes et non pas seulement les interlocuteurs, aient pu l'entendre.

Lieux publics

Les délits commis dans les lieux publics sont placés sur le même rang que ceux commis dans les réunions publiques.

Il convient de considérer trois catégories distinctes de lieux publics: 1.—lieux publics par nature; 2.—lieux publics par destination; 3.—lieux accidentellement publics.

Les lieux publics par *nature* sont ceux qui, d'une façon permanente et absolue, sont accessibles au public: les chemins publics, les rues, les places, les promenades etc.

Les propos qui y sont proférés sont toujours réputés publics.

Les lieux publics par *destination* diffèrent des lieux publics par nature en ce que, si le public peut y pénétrer, ils ne sont pas cependant accessibles d'une façon permanente et sans réserve, à certains moments, à certaines personnes, l'accès peut en être interdit, les églises, les temples, les bib-

1. Il en résulte que la publicité fait défaut quand les propos ont eu le caractère d'une confidence ou ont été tenus sur un ton tel qu'ils n'ont pas pu être entendus que par la personne à laquelle ils s'adressaient ou que l'attention de la personne étrangère n'a pu être attirée (Cr. 23 Juillet 1831, R. 864; 10 Déc. 1842. Bull. Cr. No. 324).

liothèques et les musées publics.—La règle est la même⁽¹⁾.

Les lieux *accidentellement publics* sont ceux qui doivent en principe être considérés comme des lieux privés mais qui prennent un caractère de publicité en raison de la présence du public qui, par suite de circonstances plus ou moins particulières s'y trouve réuni : les couloirs du sénat et de la Chambre des Députés quand en fait, des tiers sont admis à y pénétrer et à y circuler avec les membres du Parlement.

La publicité n'existe qu'autant qu'il est établi qu'il se trouvait un nombre de personnes suffisant pour constituer un véritable public.

Réunions publiques

La nature d'une réunion doit être déterminée par le nombre, par les relations habituelles et les conditions d'admission des personnes qui la composent.⁽²⁾

Publication de la pensée par l'écriture

Le second mode de communication de la pensée c'est l'écriture. Aux termes de l'art. 148 les écrits, imprimés sont rendus publics quand ils ont été vendus ou distribués, mis en vente ou exposés dans des lieux ou réunions publics.

La publicité existe dès qu'il y a eu vente, mise en vente ou distribution; au contraire s'il s'agit d'une exposition; la condition de publicité n'est réalisée qu'autant que cette exposition a été faite dans une réunion ou dans un lieu public.

Différents modes de publication

Les moyens de publicité prévus par l'art. 148 sont :

1) pour les écrits et imprimés, la vente, la mise en vente, la distribution et l'exposition dans les lieux ou réunions publics.

2) pour les placards et affiches l'exposition aux regards.

1. Le délit est déterminé par la nature seule du lieu où l'imputation est proférée, sans aucune limitation ni restriction; d'où il suit que dès qu'un tribunal reconnaît et déclare que l'imputation a eu lieu dans une salle de spectacle au moment où le public y était assemblé, il ne peut écarter le caractère de publicité. (Cr. 2 juil. 1812 R. 857— 2.).

1. Le Poittevin.

VENTE : la vente que vise l'art.148 est celle qui constitue un fait de publication.

MISE EN VENTE : il y a mise en vente lorsque l'imprimé ou le livre est exposé dans un magasin.

Ces principes généraux ayant été énoncés, il convient de déterminer le champ d'application de la provocation prévue par la loi sur la presse.

SECTION II

PROVOCATION AUX CRIMES ET DELITS

La provocation prévue par la loi sur la presse n'est jamais punissable lorsqu'elle est clandestine; elle implique la *publicité* et non pas une publicité quelconque mais une publicité se réalisant par l'un des moyens fixés dans l'art. 148 C. P.

Une autre différence existe également entre la provocation⁽¹⁾ de droit commun et la provocation par la voie de la presse.

La première suppose toujours que le crime ou délit provoqué a été exécuté ou tout ou moins a reçu un commencement d'exécution, car s'il n'y a pas d'exécution, il ne peut y avoir de complicité.

En matière de presse : la provocation est sans doute aussi réprimée, si elle est non suivie d'effet, ce qui devient alors un fait criminel (*sui generis*) (art. 149).

Provocation à des crimes ou délits suivis d'Effet

La provocation ainsi déclarée punissable comme crime ou délit de publication, n'est pas toute provocation quelconque par le discours ou l'écrit.

1. Art. 40, C. Pénal Ind.

Est complice d'une infraction ;

1) celui qui a provoqué à commettre l'acte constituant l'infraction quand cet acte a eu lieu par suite de cette provocation,

2) celui qui s'est mis d'accord avec d'autres pour commettre l'infraction quand elle a eu lieu par suite de cet accord.

Il faut d'abord qu'il y ait un *lien direct* entre elle et le crime et le délit qu'elle a eu pour objet.

Publicité : La publicité est l'élément essentiel du délit.

En matière d'injures, de diffamation, d'outrage, la jurisprudence se contente d'une publicité fictive résultant de ce que l'imputation diffamatoire a été proférée dans un lieu public, désert ou que l'écrit qui la renferme a été présenté à quelques personnes seulement.

Pour que la provocation tombe sous l'application de l'art. 148, il est nécessaire qu'elle ait été suivie d'effet, c'est-à-dire qu'elle ait été suivie de l'exécution effective de l'action qualifiée crime ou délit qu'elle avait directement pour but d'inspirer.

Quand ce résultat peut-il être considéré comme obtenu ?

Une distinction doit être faite entre les crimes et les délits.

Quand la provocation a eu pour objet direct une action qualifiée crime, elle est punissable non seulement quand il y a eu crime, mais aussi quand il y a eu simple tentative de crime.

Dans ce dernier cas, le juge appliquera les dispositions de l'art. 46 du Code pénal.⁽¹⁾

S'il s'agit d'un délit, la provocation n'est pas punissable quand elle n'a été suivie que de la tentative de ce délit même lorsque cette tentative est punie en vertu d'une disposition spéciale de la loi.

b) Provocation non suivie d'effet ⁽²⁾

La provocation qui n'a pas été suivie d'effet ne peut être considérée comme un acte de complicité d'un crime

1. Art. 46 C. Pén. ind. est ainsi conçu : « Toute tentative de crime sera punie conformément aux dispositions suivantes, à moins que la loi n'en dispose autrement.

Si la peine prononcée par la loi est la mort, le coupable sera puni des travaux forcés.

Si la peine prononcée par la loi est les travaux forcés à perpétuité, le coupable sera puni des travaux forcés à temps, etc.

2. Eugène Pelletan : « Nous atteignons la provocation non suivie d'effet mais seulement quand il s'agit de certains crimes de nature à alarmer profondément les intérêts privés et surtout les intérêts publics généraux du pays.

En France la provocation lorsque le crime ou le délit qu'elle tendait à faire commettre n'a pas été accompli était punie par la loi de 1819 toutes les fois qu'elle excitait à tout crime ou à tout délit. Tandis qu'elle ne l'est pas par l'art. 24 (p. 1) de la loi de 1881 que dans quelques cas graves.

ou d'un délit qui n'a pas été commis, mais elle constitue par elle même un acte répréhensible et dangereux pour l'ordre public, susceptible de revêtir une qualification criminelle et de tomber sous une répression légale.

En Egypte le législateur continuant à s'inspirer, sur ce point, des principes directeurs de la loi française sur la presse de 1881, détermina les cas graves où la provocation non suivie d'effet doit être punie :

art. 149. ⁽¹⁾ quiconque par l'un des moyens énoncés dans l'art précédent, aura directement provoqué à commettre des crimes de meurtre, de pillage et d'incendie ou des crimes contre la sûreté de l'Etat *sans que la dite provocation ait été suivie d'aucun effet*, sera puni de l'emprisonnement,

art. 152. Sera punie d'un emprisonnement ne dépassant pas deux ans toute provocation, par l'un des mêmes moyens, adressée aux militaires dans le but de les exciter à la désobéissance ou de les détourner de leurs devoirs militaires.

art. 153 ⁽²⁾. Quiconque, par l'un des mêmes moyens aura cherché à troubler la paix publique en excitant au mépris ou à la haine contre une ou plusieurs classes de personnes, sera puni d'un emprisonnement ne dépassant pas un an ou d'une amende n'excédant pas 50 L.E.

art. 154. Sera puni de la même peine, quiconque, par l'un des mêmes moyens, aura provoqué à la désobéissance aux lois, ou fait apologie d'actes qualifiés crimes ou délits.

Le Cour de Cassation Nationale (statuant en matière pénale) par arrêt du 12 Novembre 1910 interpréta l'art. 154 de la façon suivante :

1. correspond à l'art. 154 du C.P. de 1883.

2. l'art. 153 C.P. ne considère comme une infraction l'excitation à la haine ou au mépris contre une classe de personnes que si elle tend à troubler la paix publique. En conséquence doit être cassé le jugement qui condamne un individu pour avoir sur la voie publique, crié à la chute d'un parti déterminé ou du parti des indécis car les cris, poussés sous cette forme ne sont pas de nature à troubler la paix publique et ne signifient nullement que leur auteur avait le dessin de la troubler (Cass. 4 Janvier 1929 B.O.T 27c. A. No. 6).

“l’art. 154 comprend deux chefs différents avec des peines différentes; le *premier* chef étant la provocation à la désobéissance aux lois, le *second* l’apologie d’actes qualifiés crimes ou délits par la loi.”

L’intention coupable est présumée.

L’apologie du crime faite délibérément suffit.

Ainsi est passible des peines prévues par l’art. 154 une personne qui, au moyen des chants, fait l’apologie d’un criminel qui ne lui est connu que par le crime récent perpétré par lui.

Ces chants ne peuvent s’expliquer que comme apologie du crime commis par l’autre.

SECTION III

DELITS CONTRE LA CHOSE PUBLIQUE

1) Des offenses publiques envers les membres ⁽¹⁾ de la famille Khédivial (art. 158).

2) l’outrage aux bonnes mœurs (155)

3) la publication de fausses nouvelles (162).

Par le terme “offense” il faut entendre “les paroles ou les écrits qui contiennent une expression outrageante, un terme de mépris ou une invective, renfermant ou non l’imputation d’un fait déterminé ⁽²⁾.”

L’art. 157 punit d’un emprisonnement ne dépassant pas dix huit mois ou d’une amende n’excédant pas L.E. 100 toute offense commise, par l’un des mêmes moyens envers la personne des souverains ou envers celle des chefs des Gouvernements étrangers.

1. ces art. correspondent aux art. 10, 12. de la loi fr. sur la presse du 17 Mai 1819.

L’art. 10 punissant l’offense envers les membres de la famille royale.

La loi de 1831 substitua, naturellement, le mot “président de la république aux membres de la famille royale.

2. Il est intéressant de signaler le discours du rapporteur, devant la Chambre des Députés en France, lors de la discussion du projet de loi de 1831, où l’art. 26 réprime l’offense envers le président de la république.

“Le Sénat a substitué l’expression d’offense à celle d’outrage”. La seule raison de cet amendement qui n’a donné lieu à aucune discussion se trouve dans le rapport: L’offense est le terme consacré par cela seul qu’il est exceptionnel, il convient mieux à la situation exceptionnelle de chef d’Etat.

Les éléments qui constituent ce délit sont: 1.) l'offense; 2e.) la publicité; 3e.) l'intention coupable.

La Cour d'Assises Nationale fit application de cet article dans l'espèce suivante:

Une revue " Il Fath " avait publié une série d'articles dont les termes constituaient une offense commise envers la personne du Roi d'Afghanistan et celle du président de la République Turque.

La Cour d'Assises ayant relevé que tous les éléments constitutifs du délit: offense, publicité et intention coupable étaient réunies, qu'en outre l'offense contenue dans les articles incriminés visait la personne de ces deux chefs de gouvernements étrangers, prononça une condamnation contre le prévenu.

L'art. 150 punit d'un emprisonnement ne dépassant pas six mois ou d'une amende n'excédant pas 30 L. E. toute offense commise par l'un des mêmes moyens, envers les membres de la famille Khédiviale.

b) Publication ou reproduction de nouvelles fausses (art. 162) (1)

Les éléments constitutifs du délit de fausse nouvelle (2) défini par l'art. 162 de la loi de 1904 sont:

1. La fausseté d'une nouvelle publiée ou reproduite ou bien la fabrication, la falsification d'une pièce ou son attribution mensongère à un tiers;

2. L'existence d'un fait de publication ou de reproduction de cette nouvelle ou de cette pièce;

3. Un trouble occasionné à la paix publique.

4. La mauvaise foi de l'auteur de la publication ou de la reproduction.

1. *Fausse nouvelles*: c'est l'inexactitude du fait qui constitue l'élément du délit.

1. Correspond à l'art. 27 de la loi de 1881.

2. Il y a fausse nouvelle dans le fait d'attribuer faussement à un fonctionnaire public des paroles ou des mesures qu'il n'a ni dites ni ordonnées (Cr. 24 fév. 1854, Bull. cr. No. 53). Il faut que le fait publié soit présenté comme venant de se passer, l'expression nouvelle employée par l'art. 27 indique nettement qu'il doit s'agir d'un fait nouveau — Le Poittevin).

2. Publication ⁽¹⁾ ou reproduction: En faisant suivre le mot publication du mot "reproduction" le législateur a voulu qu'il fut bien entendu que celui qui reproduisait ou propagait une nouvelle ou une pièce fabriquée ou falsifiée par un tiers (sachant qu'elle était fausse) était punissable au même titre que celui qui mettait le premier dans la circulation, la nouvelle ou la pièce fabriquée ou falsifiée par lui-même.

3. Trouble de la paix publique — c'est aux tribunaux à apprécier, dans chaque cas, si cette condition est réalisée

4. Intention coupable — Pour constituer le délit, il ne suffit pas qu'il y ait eu émission d'une fausse nouvelle, il faut que celui qui l'a émise ait eu le dessein de la rendre publique et que le résultat, c'est-à-dire la publicité, ait répondu à son intention.

L'art. 162 exige que la publication soit faite de mauvaise foi. il faut conclure qu'il est nécessaire d'établir que l'auteur de la publication a agi sachant que la nouvelle était fausse.

Sanction Pénale

L'art. 162 punit la publication de fausses nouvelles d'un emprisonnement ne dépassant pas dix huit mois et d'une amende n'excédant pas 100 L. E. ou de l'une de ces deux peines seulement.

Sect. 3.- Outrage aux bonnes moeurs (art. 155) ⁽²⁾

L'art. 155 ⁽³⁾ a pour but de réprimer tout outrage à la

1. L'emploi d'un des modes de publicité déterminés par les dispositions de la loi sur la presse n'est même pas nécessaire, il suffit pour que la fausse nouvelle ou les pièces qui lui sont assimilées soient réputées publiées, que la publication ou reproduction en ait été réellement effectuée par quelque moyen que ce soit, il n'est donc pas nécessaire, quand le délit a été commis par la parole que les discours aient été proférés dans des lieux ou réunions publics, il suffit que la fausse nouvelle ait été répandue dans le public.

2. correspond à l'art 8 de la loi française de 1819. Le délit d'outrage à la morale publique et religieuse a été supprimé comme délit d'opinion par la loi du 29 Juillet 1881.

3. cet article correspond à l'art. 161 du Code pénal de 1881. L'ancien article 161 contenait le paragraphe suivant «soit à l'une des religions ou de l'un des cultes qui peuvent être publiquement professés» qui a été ensuite supprimé,

morale publique ou aux bonnes mœurs. ⁽¹⁾

Il est nécessaire que l'outrage à la morale publique ou aux bonnes mœurs ⁽²⁾ soit commis par l'un des moyens prévus par l'art. 148 C.P.

Sanction : ⁽³⁾ l'art. 155 prévoit une peine d'emprisonnement ne dépassant pas un an ou une amende n'excédant pas L.E. 50.

SECTION IV

DELITS CONTRE LES PERSONNES

L'art. 159⁽⁴⁾ punit l'outrage, la calomnie, l'injure commis par l'un des mêmes moyens contre un fonctionnaire public, un

1. Rien n'est plus difficile que de donner [un critérium exact du terme «outrage à la morale publique ou aux bonnes mœurs» Le sens de ce terme évolue avec chaque époque, ainsi il est intéressant de faire remarquer que la publication de Mme. Bovary, ce roman où la vie d'une femme de province est décrite dans ses détails les plus minutieux amena G. Flaubert devant le tribunal correctionnel de Paris (7 Février 1857). Il était inculpé d'avoir commis les délits d'outrage à la morale publique et religieuse et aux bonnes mœurs.

Le Tribunal, tout en blâmant l'auteur, d'avoir offert, dans son livre, un tableau des désordres qui peuvent exister dans la société, l'a acquitté (nous extrayons, du jugement, l'attendu suivant) :

« Attendu que G. Flaubert proteste de son respect pour les bonnes mœurs et tout ce qui se rattache à la morale religieuse; qu'il n'apparaît pas que son livre ait été comme certaines œuvres, écrit dans le but unique de donner une satisfaction aux passions sensuelles, à l'esprit de licence et de débauche, ou de ridiculiser des choses qui doivent être entourées du respect de tous.

« Attendu etc.

2. Est donc passible des peines prévues par cet article quiconque arrête les passants dans la rue pour leur montrer des photographies obscènes enfermées dans une boîte (Jug. du 27 Août 1910 — trib. ind. d'Ezbékiah Rev. dr. p. 274, An. XI).

3. La Cour de Cassation, en France, a jugé que « le délit d'outrage aux bonnes mœurs ne lèse que la généralité des citoyens, en s'attaquant exclusivement à la morale publique et que par suite, il n'entraîne pas, en principe, un préjudice direct, la poursuite ne peut être exercée que par le Ministère public; s'il ne croit pas devoir agir, il n'appartient pas à la partie civile de saisir le tribunal correctionnel par voie de citation directe.

(Cr. 25 juillet 1913, D.P. 1915, I. 150).

L'outrage aux mœurs, s'il est, en tant que délit, un acte dangereux pour l'intérêt social, peut léser aussi directement l'intérêt moral des particuliers, or il avait été toujours admis que relativement aux délits lésant la chose publique et qui néanmoins portent préjudice à des particuliers, l'action civile peut être exercée et se joindre à l'action pénale.

(Albert Vast, note sog. Cr. 25 juillet 1913 précités Dal. R.P., t. IX, p. 266).

4. Cet article correspond à l'ancien art. 165 du Code pénal d 1883.

L'art. 165 était ainsi conçu : l'outrage, la calomnie, l'injure commis par l'un des mêmes moyens envers les fonctionnaires, magistrats et autres personnes désignées aux articles 125, 125 du présent code, pour des faits relatifs à leurs fonctions ou à leurs services sont possibles des peines prévues aux dits articles.

agent de la force publique ou toute autre personne chargée d'un service public, pour des faits relatifs à leurs fonctions ou à leurs services.

Cet article n'autorise point la preuve des injures tandis que les articles 260 et 261⁽¹⁾ du Code pénal autorisent pareille preuve.

Les tribunaux appelés à appliquer les peines en matières de diffamation, d'injure et d'outrage, se trouvent en présence des dispositions des articles 261, 265 du Code pénal et de l'art. 159 susmentionné (de la loi sur la presse).

Le critérium adopté est d'accorder au prévenu le bénéfice des circonstances favorables mentionnées dans les articles 261 et 265 du Code pénal (c'est-à-dire, autoriser le prévenu de rapporter la preuve des faits allégués) sauf au cas où les moyens de publicité énumérés dans l'art. 150 se trouvent réunis, alors c'est l'art. 159 (qui n'autorise pas la preuve) qui doit trouver son application.

La Cour de Cassation Nationale, statuant en matière pénale, par arrêt rendu le 10 Avril 1930⁽²⁾, détermine les éléments caractéristiques du délit de diffamation.

Pour que le délit de diffamation existe, il suffit que les allégations diffamatoires soient articulées de façon à laisser comprendre facilement ce que l'on entend et à reconnaître la personne visée, aussi lorsque le tribunal peut reconnaître à travers des dites allégations, la personne visée par la diffamation sans difficulté et sans se donner beaucoup de peine, et que les autres éléments du délit, se trouvent réunis il y a lieu d'appliquer la peine même si le nom de la victime n'a pas été mentionné dans l'écrit incriminé.

1. art. 261 du Code pénal : sera coupable du délit de diffamation celui qui par l'un des moyens indiqués à l'art 148 du présent code aura imputé à un individu quelconque des faits qui, s'ils existaient, exposeraient celui contre lequel ils sont articulés à l'application des peines légales ou seulement au mépris des citoyens.

Toutefois la critique d'un fonctionnaire public ne tombera pas, sous l'application du présent article, pourvu qu'elle soit faite de bonne foi, qu'elle se rapporte exclusivement à l'exercice par ce fonctionnaire de ces fonctions et que la vérité de tout fait établi soit établie. Sauf dans le cas prévu à l'alinéa précédent la preuve des faits diffamatoires ne sera permise.

2. (Arrêt Cour de Cassation, 10 Avril 1930 No. 110).

On peut définir l'outrage, toute expression de mépris de nature à diminuer le respect des citoyens pour l'autorité morale du fonctionnaire et pour le caractère dont il est revêtu et tendant dès lors à incluser son honneur et sa délicatesse.

La diffamation et l'injure ont un élément commun : l'une et l'autre supposent l'existence d'une expression outrageante. La différence essentielle c'est que la diffamation exige l'imputation d'un fait déterminé, tandis que dans l'injure il n'y a qu'une allégation vague et indéterminée parfois même qu'une invective grossière.

La calomnie exige la fausseté du fait qui, s'il eut été vrai, aurait exposé celui auquel il était imputé soit à des poursuites criminelles ou correctionnelles, soit à la haine et au mépris des citoyens.

Delit d'injure

Les éléments constitutifs du délit d'injure sont au nombre de quatre. Il faut : qu'il y ait :

1) emploi d'une expression outrageante, ⁽¹⁾ invective, ne renfermant pas l'imputation d'un fait déterminé.

2) que cette expression s'adresse à une personne ou à un corps déterminé; 3) qu'il y ait intention coupable; 4) qu'il y ait publicité par l'un des modes de publication déterminés par l'art. 148 ⁽²⁾.

Les personnes et les autorités protégées contre l'outrage, l'injure, et la calomnie

Les articles 159, 160, 161 énumèrent les personnes ou les autorités auxquelles s'appliquent ces dispositions,

1. l'expression outrageante est toute expression qui, tout en ne contenant pas l'imputation d'un fait précis, et de nature à porter atteinte à l'honneur ou à la délicatesse; l'invective consiste en une expression tout à la fois blessante et violente; quant au terme de mépris, il se définit par lui-même. Il suffit que le propos incriminé présente l'un ou l'autre de ces caractères.

2. ne peuvent être considérées comme injures publiques, les injures proférées dans une maison d'habitation privée même si elles l'ont été en présence d'un officier de la police judiciaire lors de l'exercice de ses fonctions. En effet, une telle maison ne peut être assimilée au bureau de l'officier lequel bureau est accessible au public. (Cour de Cassation Nationale, statuant en matière pénale, 1 Mai 1923).

1ère Catégorie (art. 159) tout fonctionnaire public, agent de la force publique, ou toute autre personne chargée d'un service public pour des faits relatifs à leurs fonctions ou à leurs services.

Il faut entendre par toute personne chargée d'un service public, en dehors des fonctionnaires publics à qui cette désignation convient bien évidemment, les personnes qui, sans avoir la qualité de fonctionnaires publics, ont reçu à titre temporaire ou permanent, une délégation de la puissance publique, (¹ a et b) par ex. les membres d'un bureau électoral.

Sanction : l'art. 159 prévoit les mêmes peines que celles prévues par l'art. 158 c'est-à-dire un emprisonnement ne dépassant pas six mois ou une amende n'excédant pas L.E. 30 (²).

L'art. 160. comprend les cours, les tribunaux, corps constitués, autorités ou administrations publiques.

Les Cours et Tribunaux doivent être entendus dans leur acception la plus étendue; ils comprennent les tribunaux civils, cour d'appel, Cour d'Assises etc.

1. (a) Les chambres Réunies de la Cour de Cassation en France ont jugé que, par citoyens chargés d'un service ou d'un mandat public, il faut entendre tous agents investis, dans une mesure quelconque d'une fonction ou de l'autorité publique, mais qu'elle ne comprend pas les personnes qui ne participent pas à cette autorité, alors même qu'un intérêt public s'étend à leur service.

1. (b) En 1881 lors de l'élaboration de la loi sur la liberté de la presse, la question de savoir s'il y avait lieu de réprimer l'offense envers le Président de la République a été vivement discutée; ce n'est qu'après de longs débats que la Chambre des Députés a adopté un texte réprimant « l'outrage au Président de la République » (D.P. 81. 4. 77), au Sénat le mot outrage a été remplacé par le mot offense — C'est donc actuellement l'art. 26 de la loi du 29 Juillet 1881 qui réprime l'offense envers le « Président de la République » (Dal. Per. IX, p. 260 à 440).

2. Il n'y a aucun intérêt à se pourvoir en cassation pour soutenir que le délit d'outrage prévu à l'art. 154 du C. P. est régi par les dispositions du second alinéa de l'art. 261.

En effet en supposant que le délit imputé à l'auteur du pourvoi soit celui visé aux deux articles 291 et 265 du C. P. et celui visé à l'article 159 appliqué par le tribunal, il faut, pour exempter le prévenu de la peine, en conformité du second alinéa de l'art. 261, qu'il soit établi devant le tribunal du fond que la diffamation a eu lieu de bonne foi, c'est à dire que l'auteur n'avait pour but que de servir un intérêt public.

Or, la preuve des faits allégués, — en supposant qu'elle a été apportée — n'empêche pas le tribunal d'infliger la peine s'il constate que l'intention de l'auteur de la diffamation était de blesser le fonctionnaire attaqué et de porter atteinte à sa réputation. Il en est également de la dernière disposition de l'art. 265 du C. P. (Cour de Cass. Nationale 4 Janv. 1932, 7—15).

Corps constitués [1] : Cette désignation convient à tous les corps auxquels la constitution, ou les lois organiques qui en forment le complément, ont attribué une partie de l'autorité ou de l'administration publique.

D'après cette définition sont des corps constitués : le Sénat et la Chambre des Députés, le Conseil des Ministres [2].

En édictant l'art. 160 C.P. le législateur⁽³⁾ n'a pas entendu exiger comme condition de l'application de la preuve que l'outrage soit dirigé contre un corps "constitué" tout entier ; il suffit que cet outrage soit dirigé à l'encontre d'un groupe du dit corps alors même que ce groupe constitue la minorité ou la majorité.

L'outrage contre un "corps constitué" atteint en effet le corps tout entier.

Administrations Publiques : Les administrations publiques se distinguent des corps constitués en ce que, tout en participant à la gestion des diverses branches du service public, elles ne forment pas un corps organisé. Par administration publique on entend la réunion hiérarchique des fonctionnaires chargés de l'Administration d'une partie des intérêts de l'Etat. Ainsi les Douanes, les Contributions directes, les Postes et télégraphes forment des administrations publiques.

Sanction : la loi prévoit les mêmes peines.

Il y a lieu de signaler un arrêt important rendu le 6 Novembre 1924 par la Cour de Cassation Nationale statuant en matière pénale.

Cet arrêt détermine d'une façon précise le terme "Corps Constitué" employé dans l'art. 160 C.P.

L'affaire se présentait de la façon suivante :

1. Chassan, t. 1, N° 645.

2. Le Poittevin, t. 2 No 829. En édictant l'art. 160 C.P. le législateur n'a pas entendu exiger comme condition de l'application de la preuve que l'outrage soit dirigé contre un « corps constitué » tout entier ; il suffit que cet outrage soit dirigé à l'encontre d'un groupe et du dit corps, alors même que ce groupe constitue la minorité ou la majorité.

L'outrage contre un groupe d'un « corps constitué » atteint en effet le corps tout entier (Cour d'Assises Caire, 23 Juin 1934 XXVI No 8/4).

3. Cour de Cassation Nationale, arrêt du 23 Juin 1924, B.O. p. 3).

A la suite de la promulgation de la Constitution égyptienne de 1923, le gérant d'un journal politique quotidien publié en langue arabe avait mené, dans une série d'articles assez violents, une campagne contre les sénateurs et les députés qui avaient voté la loi de majoration de l'indemnité parlementaire.

Le Ministère public déféra le gérant du journal et l'auteur des articles à la Cour d'Assises.

La prévention relevait le délit réprimé par les articles 148, 160, 158, 167 du Code pénal à l'encontre du gérant et le délit réprimé par les articles sus-indiqués et les articles 40, 41 C.P. à l'encontre du second

La Cour d'Assises condamna le gérant à L.E. 30 d'amende et acquitta l'auteur des articles.

Le Ministère Public se pourvut en cassation.

La Cour de Cassation commença par relever tout d'abord que le rapprochement entre les articles 159, 160 et 261, 265 du Code Pénal démontre que la loi employa, indifféremment, les termes « diffamation » « outrage » et « offense ».

Cette thèse est étayée par le fait que lors de la modification apportée au Code pénal en 1904 le législateur ajouta à l'art. 265 (1) du Code pénal, qui réprime l'injure, l'exception contenue dans le second parag. de l'art. 261.

Il ressort des commentaires publiés à l'époque que le législateur estimant que les termes "diffamation" et "outrage" ne différaient pas beaucoup au point de vue pénal; à plus forte raison la différence entre les termes "outrage" et "offense" devait disparaître.

La loi a voulu donc sévir de la même façon contre les personnes prévenues des délits d'outrage, d'offense et d'injure. La seule dérogation à cette règle est apportée en ma-

1. L'art. 265 du code pénal est ainsi conçu :

Dans les circonstances visées par l'art. 148, toutes injures ne renfermant pas l'imputation d'un fait précis, mais renfermant celle d'un vice déterminé ou portant d'une manière quelconque atteinte à l'honneur ou à la considération, seront punies d'un emprisonnement ne dépassant pas trois mois ou d'une amende n'excédant pas L.E. 20.

Le tout sans préjudice de l'application, s'il y a lieu, du second alinéa de l'art. 261.

ière de diffamation contre les fonctionnaires, pour un service public.

Le délit n'est pas réprimé dans ce cas déterminé si le prévenu apporte la preuve des faits allégués par lui et qu'il a agi de bonne foi.

La Cour de Cassation eut soin, ensuite, de déterminer la portée du terme "corps constitué" employé dans l'*art. 160*

L'auteur des articles incriminés avait dirigé ses attaques non pas contre le parlement, en entier, mais contre les députés qui avaient voté l'indemnité parlementaire de L.E. 600

La Cour de Cassation s'écarta de l'interprétation donnée par la Cour d'Assises au terme "corps constitué" qui formait d'après celle-ci, un groupe déterminé de la chambre, l'intention du législateur étant, selon la Cour d'Assises, d'entourer, tous les députés de respect et de considération — car l'on pouvait avoir du respect pour le parlement, comme entité générale, et diffamer plusieurs de ses membres.

La Cour de Cassation estima que la manière d'interpréter le terme "corps constitué" adoptée par la Cour d'Assises amenait à assimiler un parti politique quelconque au "corps constitué" visé par l'*art. 160* du Code pénal, ce qui ne pouvait pas "être l'intention du législateur".

La Cour de Cassation considéra que les articles incriminés constituaient une diffamation envers des personnes déterminées — délit réprimé par les *art. 159, 261 et 265* du code pénal et non point l'*art. 160* mentionné dans le réquisitoire du ministère public.

Ceci étant, la Cour de Cassation ayant mis en lumière l'interprétation à donner au terme "corps constitué" crut bon d'examiner les articles incriminés pour voir si le ton violent employé pouvait tomber sous l'application des articles susmentionnés du code pénal⁽¹⁾.

1. Attendu, dit l'arrêt de la Cour, que la prévention admet que les membres du parlement sont assimilés aux fonctionnaires publics et que, partant toute critique, se rapportant aux faits rentrant dans l'exercice de leurs fonctions, peut être tolérée si elle est faite de bonne foi et que la vérité des faits allégués est établie.

«Attendu que la Cour d'Assises a erré en droit en retenant que l'intention coupable, en matière de diffamation, est présumée et que point n'était besoin, par conséquent d'examiner les articles incriminés».

«Attendu que la Cour de Cassation a le pouvoir d'exercer un contrôle sur les faits qui lui sont soumis pour voir s'ils tombent sous l'application des articles mentionnés dans la réquisitoire.

«Attendu qu'il résulte de l'examen des articles soumis à l'appréciation de la Cour que le but de l'auteur des articles était la défense et la sauvegarde des biens de l'Etat.

«Attendu qu'il y a lieu de retenir que plusieurs des articles incriminés, s'ils étaient

La Cour de Cassation estimant que le ton des articles incriminés ne dépassait pas celui de la critique permise renvoya le prévenu des fins de la poursuite.

SECTION V.

JURISPRUDENCE DES TRIBUNAUX NATIONAUX

(APPLICATION DE L'ART. 160 C. PENAL)

Le fait de crier en public “à bas le ministère traître” est punissable aux termes de l'art. 160 C.P. et l'on ne saurait prétendre qu'à la suite de l'évolution politique, semblables paroles sont devenues d'un usage courant et peuvent être proférées sans qu'il y ait intention d'outrage et qu'elles ne sont pas par cela punissables.

En effet l'usage ne change pas l'acception des mots “chute et trahison” car ces deux mots par leur définition ne cessent de blesser les susceptibilités et les sentiments de dignité.

[Cour de Cass. Nationale 28 Fév. 1929 XXX No 88/I].

Le fait de crier en public contre le Ministère n'est pas considéré comme une manifestation dont la liberté est garantie par l'art. 14 de la Constitution.

Cette liberté était en effet assurée dans les limites de la loi aussi bien avant qu'après la Constitution.

Ces cris ne peuvent être considérés non plus comme rentrant dans la critique permise que l'on peut diriger contre ceux qui sont au service de l'intérêt public; car la critique permise ne peut avoir sa raison d'être que lorsqu'il s'agit de discussions entre les partis politiques.

Quant aux cris contre le Ministère ils ne peuvent être réputés comme discussion ni critique d'opinion mais un outrage tombant sous le coup de la loi.

(Cass. 28 Févr. 1929 XXX No 78/II).

dirigés contre un particulier, ils tomberaient sous l'application de la loi pénale.

• Mais attendu qu'il est constant, dans les pays constitutionnels que la diffamation contre des adversaires chargés d'un mandat public peut être justifiée d'une autre façon que la diffamation contre un particulier car celui qui accepte d'être chargé d'un mandat public s'expose à voir la moindre de ses actes passé au crible par ses adversaires quitte à lui de se défendre

« Attendu que cette distinction étant faite il résulte que les discussions générales, quelques violentes qu'elles soient sont de nature à éclairer le pays sur la façon dont l'est servi par ses représentants. . . »

Le fait de crier sur la voie publique à la chute du gouvernement et de le qualifier d'indécis n'implique pas l'intention de l'outrage car les évolutions de la politique et les variations de partis ont fait que cette expression et d'autres semblables sont devenues d'un usage courant chez un certain public.

L'intention criminelle n'existe donc pas et par suite l'arrêt de condamnation doit être cassé.

(Cass. 4 Janvier 1926 XXVII No 62/1).

Art. 161 ⁽¹⁾. — Comprend les Agents diplomatiques ou Consuls généraux accrédités près du Khédive, au sujet de faits relatifs à leurs fonctions.

Le législateur supprime dans cet article le terme "outrage".

Cet article prévoit la calomnie et l'injure commises publiquement envers les Agents diplomatiques ou consuls généraux accrédités près du Khédive au sujet des faits relatifs à leurs fonctions.

Pour constituer le délit prévu par cet article, il faut ; 1/ qu'il y ait une attaque ayant le caractère de calomnie ou d'injure ; 2/ qu'elle soit dirigée contre la personne d'un Ambassadeur, Ministre plénipotentiaire, envoyé, chargé d'affaires ou de tout autre Agent Diplomatique accrédité près du Khédive ; 3/ qu'elle ait eu lieu publiquement ; 4/ qu'il y ait eu de la part de l'auteur de la calomnie avec intention coupable ; 5/ qu'elle soit au sujet de faits relatifs à leurs fonctions [2].

La calomnie et l'injure adressées à un Agent diplomatique, étranger pui a cessé ses fonctions ou qui a cessé d'être accrédité auprès du khédive, n'est point punissable.

Sanction : L'art. 161 ⁽³⁾ prévoit les mêmes peines.

Il est évident qu'un même élément est commun aux arti-

1. Il convient de signaler que l'art. 161 qui vise à la protection des Agents diplomatiques se rapproche de l'art. 17 de l'ancienne loi française de 1819 et de l'art. 37 de la loi de juillet 1881, il diffère pourtant en ce que l'art. 17 emploie le terme «diffamation» ; l'art. 37 emploie le terme «outrage».

2. Cette condition n'est pas énoncée dans les articles correspondant de la loi française.

3. L'ancien code de 1883 contenait l'article 168 suivant :

La diffamation et l'injure envers les particuliers commises par l'un des mêmes moyens seront punies des peines prévues au titre III du présent code.

cles 159, 160, et 161 que nous venons d'exposer ; c'est celui de la publicité par l'un des moyens prévus par l'art. 148 déjà mentionné.

Disposition Spéciale

Art. 150. - Toute attaque ⁽¹⁾ dirigée par l'un des mêmes moyens ou par des dessins, des gravures, des peintures ou emblèmes rendus publics, ou mis en vente dans un endroit quelconque contre le khédivé, contre l'ordre de successibilité du trône, contre les droits et l'autorité du khédivé, sera puni d'un emprisonnement ne dépassant pas deux ans ou d'une amende n'excédant pas 100 L.E.

L'art. 151 ⁽²⁾ prévoit les mêmes peines pour quiconque, par l'un des mêmes moyens indiqués à l'art. précédent, aura excité à la haine ou au mépris du *Gouvernement* du khédivé.

Il est à signaler que cet article 151 fut abrogé et remplacé en 1923, ⁽³⁾ par les dispositions suivantes :

Sera puni de la détention pour une période ne dépassant pas cinq ans, quiconque par l'un des moyens indiqués à l'article précédent.

1) excite à la haine ou au mépris de l'ordre établi de gouvernement en Egypte ;

2) Propage des idées subversives contraires aux principes fondamentaux de la constitution ;

1. L'attaque dont parle l'art 150 C. P. consiste en tout ce qui est de nature à porter atteinte à la dignité de la royauté, en ce sens qu'elle diminue le respect qui lui est dû ou amoindrit son autorité ou son influence morale auprès du peuple. Le juge a, en la matière, tout son pouvoir d'appréciation laquelle, pour tout fait déterminé varie, nécessairement, avec les circonstances. En tout cas il n'est pas essentiel que l'attaque renferme l'esprit de l'outrage ou de la dérision (Trib. National sommaire de Mans. 4, 11, 1923).

2. a) cet art. est tiré de l'art. 4 de la loi française du 25 Mars 1822.

Portalis, rapporteur de la dite loi, avait étendu l'application de cet article en disant que le ministère, dans son ensemble, constitue le « gouvernement » désigné par l'art. 4. Il alla jusqu'à dire que l'excitation à la haine d'un seul ministre était passible des mêmes peines que celles appliquées à l'excitation à la haine contre tout le Cabinet.

(Voir jugement du Tribunal Indigène d'Assiout du 15 Juin 1921 qui appliqua les mêmes principes).

b) Cet article correspond à l'art. 157 de l'ancien code sauf que l'amende dans celui-ci ne devait dépasser L. E. 30.

3. Loi No 37 de 1923 portant des dispositions additionnelles au Code Pénal indigène,

3) Préconise la transformation des institutions fondamentales de la Société par la violence, l'intimidation ou autres moyens illégaux.

Sera puni des mêmes peines, quiconque, sans avoir l'intention de participer directement à la perpétration des infractions prévues aux trois alinéas précédents, encourage par un concours matériel ou financier, la perpétration de ces infractions.

Lorsque l'une des infractions prévues au présent article aura été commise par la voie d'un journal ou écrit périodique, le Tribunal, en cas de condamnation, prononcera la suspension du dit journal ou écrit périodique, pour une période de six mois et en cas d'une seconde condamnation pour une semblable information, dans les deux années du premier jugement, sa suspension définitive.

Le jugement pourra, en outre, ordonner la fermeture provisoire ou définitive de l'imprimerie, si l'imprimeur est condamné comme complice.

La Cour de Cassation appelée en 1921, c'est-à-dire avant le remaniement opéré en 1923, à déterminer la portée des termes employés dans cet article décida que par "gouvernement" il faut s'entendre "Conseil des Ministres; que partant quiconque aura excité à la haine ou au mépris du ministère sera passible des mêmes peines.

Il est intéressant de rapporter les principaux arguments qui déterminèrent la Cour de Cassation Nationale à étendre le mot «gouvernement» au "Conseil des Ministres".

"Les attributions du Conseil des Ministres ont été définies, pour la première fois, par le Khédive Ismail dans une lettre adressée le 28 Août 1878 à Nubar Pacha, son premier ministre.

Par cette lettre le Khédive Ismail déclarait renoncer à l'exercice de son pouvoir personnel et qu'il voulait par conséquent s'associer un Conseil des Ministres dont les membres seraient solidaires.

Toute décision émanant de ce Conseil devait, pour avoir force de loi, réunir la majorité des voix et contre signée par lui.

La Cour de Cassation déduisit de ce fait les arguments suivants:

» Attendu que cette décision du Khédive confère au Conseil des Ministres un pouvoir absolu quant à la gestion des affaires du pays, le Conseil se trouvant cumuler, ainsi, les deux pouvoirs : le législatif et l'exécutif.

» Attendu que le décès du khédive Ismail n'apporta aucune modification dans les attributions du Conseil des Ministres qui continua à exercer les deux pouvoirs de la même façon désignée dans le décret khédivial du 28 Août 1878.²

» Attendu que la Constitution de 1913 instituant une assemblée législative dans le pays n'entendit point associer l'assemblée au Conseil des Ministres pour la gestion des affaires du pays. L'Assemblée ne faisait que soumettre au Conseil des Ministres les projets de loi qu'elle estimait favorables.

» Attendu que l'Assemblée législative, tout en étant un corps consultatif, avait le pouvoir d'imposer de nouvelles contributions conformément à l'art.17 de la loi constitutionnelle. Cependant ce pouvoir d'imposition ne conférait point à l'assemblée l'exercice du pouvoir exécutif.

» Attendu, d'autre part, que les conseils provinciaux institués par la loi constitutionnelle, dont les attributions ne dépassaient pas l'exécution des mesures administratives d'intérêt local, ne peuvent d'aucune façon s'immiscer dans l'exercice du pouvoir exécutif seul réservé au Conseil des Ministres qui sanctionnait les dites décisions.

- » Attendu qu'il résulte, de ce qui précède, que le Conseil
- » des Ministres est le seul pouvoir exécutif dans le pays;
- » que par conséquent, le mot "gouvernement" employé
- » dans l'art.151 désigne "le Conseil des Ministres"⁽¹⁾

1. Cour de Cassation Nationale (Arrêt du 26 Nov. 1921. B. Of. 1922, p. 83).

Jugé également :

Le Ministère constitue le « Gouvernement » du pays dans le sens voulu par l'art. 151 C. P., par conséquent, le fait de proférer publiquement des cris de nature à exciter au mépris et à la haine du Ministère, tombe sous l'application de l'article susdit (15 6.21, tribunal national d'Assiout, confirmé par la Cour d'Appel le 21 juillet 1921).

CHAPITRE 5ème

DÉLITS CONTRE LES PERSONNES

1ère Section — loi de 1904.

(Ch. VII du Code pénal relatif aux diffamations, injures)

Diffamation

On entend par diffamation “ l’allégation d’un fait de nature à porter atteinte à l’honneur ou à la considération du corps auquel il est imputé.

L’injure est définie “ toute expression outrageante, terme de mépris ou invective qui ne renferme l’imputation d’aucun fait déterminé ” (1).

L’art. 261 du Code Pénal est ainsi conçu :

» Sera coupable du délit de diffamation celui qui, par l’un
» des moyens indiqués à l’art. 146 du présent Code, aura
» imputé à un individu quelconque des faits qui, s’ils existaient, exposeraient celui contre lequel ils sont articulés à
» l’application des peines légales ou seulement au mépris des
» citoyens.

» Toutefois, la critique d’un fonctionnaire public ne tombera pas sous l’application du présent article, pourvu qu’elle
» soit faite de bonne foi, qu’elle se rapporte exclusivement à
» l’exercice par ce fonctionnaire, de ses fonctions et que la
» vérité de tout fait allégué soit établie.

» Sauf dans le cas prévu à l’alinéa précédent, la preuve des
» faits diffamatoires ne sera pas permise.

Pour qu’il y ait délit de diffamation aux termes de l’art 261 (1er. paragraphe) du code pénal, il faut :

1) Qu’il y ait imputation des faits à un individu, qui, s’ils existaient, exposeraient celui contre lequel ils sont articulés à l’application des peines légales, ou seulement, au mépris de citoyens.

2) Que cette imputation des faits ait lieu par l’un des

1. Art. 29 et 30 de la loi de Juillet 1881.

moyens de publicité prévus par l'art. 148.

L'imputation c'est l'assertion qui se produit avec le caractère d'une affirmation.

La loi de 1904 fait une distinction entre les personnes privées et les fonctionnaires publics.

Le premier paragraphe de l'art. 261 exige, en ce qui concerne les personnes privées, que les faits imputés soient tels que, s'ils existaient, ils exposeraient celui contre lequel ils sont articulés aux peines légales ou au mépris ⁽¹⁾ des citoyens.

Le juge a seul qualité pour déterminer la portée des imputations au regard de l'art. 261.

En ce qui concerne les fonctionnaires publics la loi dérogea à la règle établie dans le paragraphe premier.

La critique d'un fonctionnaire public ⁽²⁾ est autorisée dans trois conditions: 1) Il faut que la critique soit faite de bon-

1. L'imputation de certains faits qui, en admettant qu'ils existassent, ne sauraient, ni en droit, ni en morale stricte, faire encourir un blâme à celui auquel ils sont imputés, peut être cependant regardée comme diffamatoire, lorsque d'après les idées courantes ou même les préjugés reçus, cette divulgation est de nature à diminuer la considération dont jouit cette personne (Le Poittevin, t. 2, No 722, p. 253).

2. Cette distinction fut en France, nettement mise en lumière par Berryer, lors de la discussion du projet de loi sur la presse dans la séance de la Chambre des Députés, le 15 Février 1865 : «Le principe de la matière qui nous occupe, en ce moment est celui-ci: la vie privée doit être murée mais la vie publique ne doit pas l'être. Toute existence publique, toute ingérence dans les grands intérêts publics, toute gestion de ces intérêts entraînent nécessairement une responsabilité et cette responsabilité est morale autant que matérielle» (Berryer, discours parlem., t.v. p. 609).

Le législateur français introduisit une innovation dans l'art. 35 de la loi de 1881 (qu'il correspond, sauf quelque différence), à l'art. 261 C. P. « Jusque là la preuve des faits diffamatoires n'était autorisée qu'à l'égard des personnes publiques, le législateur de 1881 dérogeait à un principe général qui interdisait que la preuve des faits diffamatoires fut rapportée, en permettant cette preuve à l'encontre de simples particuliers, assimilés à ce point de vue, à des personnes publiques.

Mais devant le développement qu'avaient pris dans la société moderne les entreprises commerciales et industrielles, devant les appels répétés par elles adressés à l'épargne et au crédit public et le drainage qu'elles faisaient de fortunes privées, il devenait nécessaire d'admettre, comme une chose licite, l'avertissement que des citoyens courageux donneraient sur les agissements déloyaux de sociétés financières. Il fallait, déclarait le rapporteur de la loi au Sénat, autoriser cette preuve afin «de mettre la crédulité à l'abri de l'exploitation (S. Lois annotés de 1882 p. 219 note 70 — P. Lois, décr. etc... de 1882 p. 368, note 70).

(Voir arrêt de la Cour de Cass. fr. du 28 Janvier 1916, Pandectes R. 1918 - 1919 p. 25 note par Roux).

« Aux termes de la loi du 29 Juillet 1881, la preuve de la vérité des allégations diffamatoires n'est recevable devant le Tribunal Civil, en cas de diffamation envers des par-

ne foi ; 2) Qu'elle se rapporte exclusivement à l'exercice par ce fonctionnaire de ces fonctions; 3) Que la vérité de tout fait allégué soit établie.

Le législateur égyptien, à l'instar du législateur français s'inspira du principe si bien proclamé par Berryer "La vie privée doit être murée", mais, à la différence de la loi française, il n'autorisa pas la preuve contre les entreprises commerciales ou industrielles.

En ce qui concerne les fonctionnaires publics,⁽¹⁾ l'autorisation de prouver les faits allégués n'est accordée que si ces faits se rattachent au service du fonctionnaire diffamé et que la critique soit faite de bonne foi.

Intention coupable : L'intention coupable est un des éléments essentiels du délit de diffamation. La volonté de formuler l'imputation diffamatoire et la volonté de la publier sont nécessaires; mais elles ne suffisent pas.

L'intention punissable consiste dans le dessein de porter atteinte à l'honneur ou à la considération ou du moins dans la conscience chez l'agent de l'imputation diffamatoire du préjudice moral et matériel que cette imputation doit occasionner ⁽²⁾.

ticuliers, qu'à l'égard des administrateurs d'une entreprise industrielle commerciale ou financière faisant publiquement appel à l'épargne et au crédit.

Par suite doit être déclarée irrecevable l'offre de preuve faite, dans les termes de cette loi, par le défendeur (en l'espèce le journal «l'Ami du Peuple») à une instance en dommages-intérêts, aux fins de réparation du préjudice causé par l'allégation de faits reconnus diffamatoires, alors qu'il est constant que le demandeur (en l'espèce, la Caisse commune des porteurs de dettes publiques autrichiennes et hongroises) ne sollicite à aucun point de vue l'épargne publique et ne reçoit point de fonds des particuliers (Trib. Civil Seine (1re Ch.) 16 juillet 1930 : Caisse commune des porteurs des dettes pub. autrich. c/ Gardet et journal «l'Ami du Peuple», Gaz. Trib. 23 Déc. 1930)

1. Mr Lisbonne disait en 1831 «il y va d'un intérêt de premier ordre que toute personne, qu'il s'agisse de personnalités collectives ou d'individualités exerçant une fonction publique ou chargées d'un mandat et d'un service public, réponde de sa fidélité, de sa loyauté dans la gestion de cette fonction, dans l'accomplissement de ce mandat ou dans l'exécution de ce service».

En Angleterre pour qu'un «libel» puisse y motiver une action ou une poursuite criminelle, il est nécessaire qu'il ait été publié avec intention de nuire (maliciously) il est réputé tel s'il ne rentre pas dans la catégorie des actions privilégiées «indiquées par l'act. of 1881» ou s'il n'est pas justifié suivant ses principes. Pour qu'un libel soit justifié il ne suffit pas que le fait diffamatoire qu'il renferme soit vrai, il faut qu'il ait été publié dans l'intérêt public (or public benefit).

C'est à l'auteur de l'écrit qu'il appartient de rapporter cette preuve. S'il le fournit il est acquitté, sinon il encourt une condamnation à des dommages-intérêts très élevés.

2. (V. Dal. R. P. t. IX p. 282).

Le législateur égyptien s'inspira de la législation française en ce qui a trait à la différence entre le mobile et l'intention coupable.⁽¹⁾

Cette idée que la diffamation est l'imputation d'un fait vrai; que la preuve en est interdite, et, que même exacte, l'allégation est punissable constitue une subtilité juridique dont les raisons échappent en général au public. On le comprend d'autant moins que le délit de diffamation, comme tous les délits, exige un élément intentionnel. Il est bien évident qu'une infraction perpétrée, par erreur ou par inadvertance ne constituerait pas un délit. Il faut avoir voulu la commettre de mauvaise foi. Les plaideurs en concluent qu'ils sont de bonne foi, puisqu'ils n'ont dit que la vérité dans une bonne intention.

A raisonner ainsi on commet une confusion et l'on ne distingue pas le mobile et l'intention.

Le mobile est l'esprit qui a animé la personne lorsqu'elle a commis l'acte reproché, l'intention est la volonté de commettre cet acte. Ainsi le mobile du diffamateur peut être excellent et même moral; s'il a eu l'intention de porter l'imputation diffamatoire, le délit est réalisé. Le magistrat ne doit apprécier le mobile ou motif lointain que dans l'estimation de la peine à appliquer et son atténuation ou son aggravation possible. L'intention délictuelle suffit à caractériser le délit, elle se présume en présence de l'imputation ou de l'allégation. La seule constatation qu'elle a été volontairement portée suffit à caractériser la mauvaise foi indépendamment des motifs qui ont guidé le diffamateur⁽²⁾.

Sanction: La peine prévue est d'un emprisonnement ou d'une amende n'excédant pas L. E. 50 si le fait imputé constituait un crime ou un délit, et dans les autres cas, d'un emprisonnement ne dépassant pas six mois ou d'une amende n'excédant pas 30 L. E.

1. « Peu importe » dit M. Le Poitevin (t. 2 p. 730) le mobile de l'acte il se peut que l'auteur de cette diffamation n'ait pas eu l'intention spéciale de nuire, il se peut qu'il ait cru obéir aux mobiles les plus louables; mais la fin ne justifie pas les moyens. Le juge pourra et devra en tenir compte dans l'application de la peine, quant au délit lui-même il n'en sera pas moins caractérisé.

2. M. Garçon « La Justice Contemporaine » (p. 518).

L'appréciation de l'intention coupable présente à résoudre une question de fait qui rentre dans les attributions souveraines des juges du fond (Cr. 5. Sept. 1872; D. P. 73 1. 46. 19 Févr. 1874).

Intention coupable

“Cas où l'imputation constitue l'accomplissement d'un devoir ou l'exercice d'un droit”.

Il n'y a pas de diffamation dans le fait d'imputer à autrui un acte de nature à porter atteinte à son honneur et à sa considération toutes les fois que cette imputation constitue, de la part de son auteur, *l'exercice d'un droit*.⁽¹⁾

SECTION II

La “bonne foi” requise par la loi égyptienne.

Il existe une grande différence entre les dispositions de la loi française du 29 Juillet 1881 sur la presse et les dispositions du Code Pénal Egyptien ⁽²⁾.

Cette différence consiste en ce que la loi française prévoit l'exemption de la peine dès que la vérité des faits imputés aux fonctionnaires publics et à ceux qui leur sont assimilés est établie, tandis que l'art. 261, alinéa 2, du C. P. I. prescrit que la critique d'un fonctionnaire public ou d'une personne chargée d'un mandat ou d'un service public ne tombe pas sous l'application du présent article lorsqu'elle est faite de bonne foi, qu'elle se rapporte exclusivement à l'exercice de ses fonctions ou de son mandat, et que la vérité de tout fait allégué peut être établie.

C'est par cette différence très importante, consistant à exiger la bonne foi, que le législateur égyptien s'écarta de la législation française.

Etant donné que l'expression “bonne foi” peut prêter à équivoque et peut n'être pas bien comprise, les rédacteurs

1. A jugé, dans ce sens, le Tribunal National de 1ère Instance du Caire.

*Attendu, releva le jugement, que le droit de répondre à toute imputation est un droit consacré par le législateur égyptien dans l'art. 15 de la loi sur la presse de 1881 (se référant au droit de réponse).

« Tout en admettant que les termes de la réponse doivent être dans la limite de la loi ; il n'en demeure pas moins qu'il faut tenir compte de l'état d'âme de la personne contre laquelle les imputations ont été dirigées et lui pardonner par conséquent une certaine violence des termes employés ».

2. quoique celles-ci aient été, à l'origine, prises de la loi française ainsi qu'il résulte de la note explicative du Ministère de la Justice relative à l'art. 261 du C. P.

du Code de 1904 crurent nécessaire d'indiquer dans la note explicative la pensée du législateur à ce sujet.

La note explicative du Ministère de la Justice sur le Code Pénal, en mentionnant l'art. 261 s'exprime ainsi: "la bonne foi est en réalité une condition de fait pour laquelle aucune règle fixe ne peut être tracée. Mais pour qu'une opinion soit exprimée de bonne foi, il faut tout au moins, que celui qui critique croit réellement, dans son for intérieur, à ce qu'il avance, qu'il pèse suffisamment les allégations avant de les exprimer, que son opinion ne soit pas dictée par la malveillance mais inspirée par l'intérêt public qu'il doit seul avoir en vue.

Ces énonciations font ressortir que le législateur égyptien, tout en admettant que la bonne foi est une question de fond, posa cependant une règle traçant le minimum d'éléments fondamentaux constituant la bonne foi.

En cherchant à savoir si la condition de bonne foi imposée par le législateur existe ou n'existe pas dans un cas déterminé, le juge est donc tenu de comprendre cet élément dans le sens voulu par la loi, sinon sa décision n'échapperait pas au contrôle de la Cour de Cassation pour fausse application ou mauvaise interprétation de la loi.

Il n'est donc pas admissible dans ce cas de dire que la bonne ou la mauvaise foi est une question de fond dont la solution appartient souverainement et exclusivement au juge du fond (¹).

SECTION III

Injures :

L'art. 265 punit, dans les circonstances visées par l'art. 148, toutes injures ne renfermant pas l'imputation d'un fait précis, mais renfermant celle d'un vice déterminé ou portant, d'une manière quelconque, atteinte à l'honneur ou à la considération.

1. (Cass. Nationale 31 Mars 1932; 9—206/11).

Les éléments constitutifs du délit de l'injure sont au nombre de quatre, il faut qu'il y ait : 1) emploi d'une expression outrageante, invective, terme de mépris ne renfermant pas l'imputation d'un fait déterminé; 2) que cette expression porte, d'une manière quelconque, atteinte à l'honneur, à la considération; 3) qu'il y ait intention coupable; 4) qu'il y ait publicité.

a) Expression outrageante, invective, renfermant l'imputation d'un vice déterminé.

Ne constitue pas une injure le fait d'appeler une personne agent de police⁽¹⁾.

b) Atteinte à l'honneur ou à la considération⁽²⁾.

Cette condition est essentielle, si elle fait défaut, le fait imputé ne constitue pas l'injure

L'art. 255 n'exige pas que le fait soit de nature à porter atteinte tout à la fois à l'honneur et à la considération; il suffit qu'il puisse atteindre l'un ou l'autre.

Ces deux expressions ne sont pas synonymes; chacune a son sens propre et sa portée distincte.

Un fait porte atteinte à l'honneur quand il est contraire soit à la probité, soit à la loyauté qui sont les bases de l'honneur pris dans un sens général et sans avoir égard à telle ou telle condition particulière de l'individu dans la société.

Un fait porte atteinte à la considération, quand il détruit ou diminue "l'estime que chacun peut avoir acquise dans l'état qu'il exerce. ⁽³⁾

c) L'injure ⁽⁴⁾ ne constitue un délit qu'autant que son auteur

1. La poittevin t. 2 No. 757.

2. le législateur français emploie cette expression dans le délit de diffamation (loi de 1891).

3. Dalloz R. P. t. IX p. 280 — En d'autres termes l'honneur est un sentiment qui nous donne l'estime de nous mêmes par la conscience de l'accomplissement du devoir, la considération est un hommage rendu, par ceux qui nous entourent, à notre position dans le monde (Grellet-Dumazeau t. I No. 76).

4. celui qui est coupable de diffamations et d'injures contre un fonctionnaire public et qui apporte la preuve du fait, ne saurait échapper à l'inclupation d'injures laquelle est indépendante en elle-même, et étrangère à l'exercice des fonctions publiques.

(Cass. 7 Février 1927; XXIII No. 37 2)

a agi avec intention,

d) Publicité — La publicité qui est un élément essentiel du délit d'injure doit avoir lieu par l'un des moyens énumérés dans l'art. 148.

Sanction : La peine prévue est d'un emprisonnement ne dépassant pas trois mois ou d'une amende n'excédant pas 20 L. E.

Renonciation de la partie civile à son action en matière d'injure

La renonciation de la partie civile à son action ne peut avoir d'effet que sur l'action civile elle même et ne peut donner lieu à l'extinction de l'action publique. Car, l'existence de l'action publique est liée à l'intérêt général qui ne doit pas subir le contre coup des intérêts ou des caprices personnels,

Le Code Egyptien ne prévoit qu'une seule exception à cette règle : C'est le cas de l'action publique contre la femme adultère prévu à l'article 235 C.P.

Il n'y a donc pas lieu, *en matière d'injures*, de tenir compte de ce que prévoit le Code français relativement à la suspension de l'action publique en cas de désistement de la partie civile, étant donné que la Code Egyptien n'a pas adopté cette règle et n'en a fait mention nulle part dans ses dispositions.

L'art. 266 est ainsi conçu :

Les deux articles qui précèdent ne sont applicables aux imputations portées par une des parties contre l'autre dans des défenses orales ou écrites produites devant les tribunaux lesquelles ne pourront donner qu'à des actions civiles ou disciplinaires.

SECTION IV.

DISPOSITIONS CONCERNANT LES JUGEMENTS DE CONDAMNATION

Aar, 167; ⁽¹⁾ — En cas de poursuite de crimes ou délits commis par la voie de la presse ou par tout autre moyen de publication, les écrits, imprimés, placards, dessins, gravures, peintures, emblèmes, les clichés, planches ou pierres, et autres instruments de publication, pourront être saisis.

Le jugement de condamnation ordonnera, s'il y a lieu, la suppression ou la destruction, en tout ou en partie, des sbjets saisis, ou de ceux qui pourront l'être ultérieurement.

L'impression du jugement dans un ou plusieurs journaux et l'affichage pourront être ordonnés, aux frais du condamné.

Tout journal ou écrit périodique sera tenu d'insérer, dans un de ses numéros, dans le mois du jugement, la condamnation prononcée contre lui, sous peine de suppression.

Art. 168. — Une condamnation pour crime commis par la voie de la presse entraîne de plein droit la suppression du journal ou écrit périodique dont le propriétaire ou le gérant a été condamné. La suppression est prononcée par le jugement de condamnation, qui peut, en outre, ordonner la fermeture temporaire ou même définitive de l'imprimerie si l'imprimeur est puni comme complice.

Pour le cas de récidive dans les 2 années qui suivront une 1ère condamnation pour délit de presse autre que ceux commis contre les particuliers, le jugement de condamnation qui réprimera un nouveau délit de même nature, pourra prononcer la suspension du journal ou écrit périodique, pour un temps qui ne sera pas moindre de quinze jours, ni supérieur à un mois,

1. Correspond à l'ancien art. 176 C. P. de 1883 qui était ainsi conçu : « quiconque, après, que la condamnation d'un écrit, d'un imprimé, de dessins ou gravures aura été connue ou sera réputée connue par suite de l'insertion qui en sera faite dans le journal officiel du Gouvernement, les réimprimera, vendra ou distribuera, subira le maximum de la peine qu'aurait pu encourir l'autre.

Une suspension de deux à six mois pourra être prononcée pour une 3ème. condamnation dans le même délai.

Une suspension de 2 à 6 mois pourra également être prononcée par un premier jugement de condamnation, si la condamnation est encourue pour provocation, non suivie d'effet, à un crime autre que ceux qui sont dirigés contre la sûreté de l'Etat, ou pour attaque contre le Khédivat, contre l'ordre de successibilité au trône, contre le droits de l'autorité du Khédive, ou pour offense envers sa personne.

En cas de seconde ou ultérieure condamnation, encourue dans les deux années suivantes, pour les dites provocations attaque ou offense, le jugement pourra prononcer la suppression du journal ou écrit périodique, et même ordonner la fermeture temporaire ou définitive de l'imprimerie, si l'imprimeur est puni comme complice.

Art, 169. — Tout ministre d'un culte qui prononcera, dans l'exercice de son ministère et en Assemblée publique, un discours, ou publiera en forme d'instruction pastorale, un écrit contenant la critique ou censure du gouvernement d'une loi, d'un décret ou de tout autre acte de l'autorité publique, sera puni d'un emprisonnement ne dépassant pas deux mois ou d'une amende n'excédant pas L. E. 10.

Cet article tend à protéger le gouvernement contre les attaques qui peuvent être dirigées à son encontre, qui sont d'autant plus dangereuses qu'elles émanent du ministre d'un culte et qu'elles peuvent revêtir la forme d'un discours ou d'une instruction pastorale.

Cet article fait une distinction entre le discours prononcé en Assemblée publique, et la publication en forme d'instruction pastorale.

Le discours, pour être puni par les dispositions de cet article doit réunir les éléments suivants:

- 1) Il faut qu'il soit prononcé par un ministre d'un culte;
- 2) dans une assemblée publique;
- 3) dans l'exercice de son ministère;
- 4) qu'il contienne la critique ou censure du gou-

vernement, d'une loi d'un décret ou de tout autre acte de l'autorité publique.

L'écrit doit être publié, en forme d'instruction pastorale et contenant la critique ou censure etc.

R esponsabilité pénale

En l'absence d'une disposition expresse dans le Code Pénal de 1904 relative aux poursuites pour infractions commises par la voie de la presse, toute personne qui participe soit comme auteur principal, soit comme complice dans la publication dans un journal d'une diffamation punissable est sujette à une poursuite pénale et aux peines légales.

Pourtant il n'y a pas de présomption légale de responsabilité pénale contre une catégorie déterminée de personnes intéressées dans le journal et les faits constituant la participation légale de chaque accusé doivent être énoncés dans le Jugement de condamnation.

(Cass. Nation . 6 Octo. 1907 IX No 14.)

Le propriétaire d'un Journal qui a publié des propos qu'il savait diffamatoires, est, au point de vue pénal, responsable de la diffamation, comme auteur en même temps que le rédacteur de l'article.⁽¹⁾

1 (Cis Nat. 28 Mars 1908.)

CHAPITRE 6ème.

LOI No. 28 DE 1910

SECTION I.

MODIFICATION APPORTÉES AUX DISPOSITIONS DE LA LOI DE 1904

La loi de 1904 dont les principales dispositions sont calquées sur la législation française contient de nombreuses lacunes que la loi de 1910 chercha à combler.

La principale lacune qui constitue une grave omission est le défaut de détermination du degré de responsabilité de ceux qui président à la publication du journal.

La principale modification apportée par la loi No. 28 de 1910 fut la fixation de l'échelle de responsabilité.

L'art. 166 (1) Bis est conçu comme suit:

Dans l'application des peines ci-dessus (1) seront punis comme auteurs principaux et dans l'ordre suivant:

- 1) les gérants ou éditeurs quelles que soient leurs professions ou leurs dénominations.
- 2) à leur défaut, les auteurs.
- 3) à défaut des auteurs, les imprimeurs.
- 4) à défaut des imprimeurs, les vendeurs, distributeurs ou afficheurs.

Le tout sans préjudice de l'application des principes généraux de complicité, s'il y a lieu.

Avant de passer à l'examen des dispositions de cet article, il serait intéressant de passer en revue les principaux systèmes adoptés, en matière de responsabilité, par les diverses législations, notamment la législation française.

1er Système: Responsabilité Pénale

Le premier système qu'adoptèrent les lois de 1816 en France fut celui de la responsabilité solidaire.

1. C'est-à-dire toutes celles énoncées dans les articles antérieurs de la loi de 1904 dont il fut mention.

Il consiste à appliquer le droit commun en ce qui concerne la participation au délit.

C'est la publication de l'imprimé qui constitue le délit. Tous ceux qui, à un titre quelconque ont participé sciemment à cette publication sont pénalement responsables, soit comme auteurs, soit comme complices.

Les coupables seront poursuivis solidairement et simultanément.

2me Système: Responsabilité successive

(par cascade ⁽¹⁾)

La loi établit une échelle de responsabilités entre les divers co-participants du délit selon ordre successif. La responsabilité portera avant tout sur un ou plusieurs des complices. Les autres ne sont poursuivis que si le principal responsable est inconnu.

3me Système: Théorie des preuves de négligence

C'est l'auteur seul, selon cette théorie, qui est considéré comme le vrai et unique coupable; lui seul doit être poursuivi.

Au cas où il est inconnu, la loi incrimine l'éditeur et l'imprimeur, non pas comme responsables subsidiairement de la publication de l'écrit délictueux mais comme coupables d'avoir négligé de connaître l'identité de l'auteur principal.

Le système de la loi de 1881 sur la liberté de la presse en France est loin d'avoir la simplicité du premier.

Il combine en effet les théories de la responsabilité successive, de la responsabilité solidaire, en même temps qu'il conserve à l'instar de la loi de 1819 la publication comme élément de délit.

1. Appliqué en Belgique, (décret du 20 Juillet 1831) et au Portugal (loi de 1866), en Egypte (loi 1910).

2. Appliqué par la législation allemande et autrichienne.

Art. 163 Bis de la loi No. 28 de 1910

Pour bien comprendre la portée de la¹ modification apportée par cet article, il faut se reporter à la période antérieure à 1910 et suivre l'évolution subie.

L'art. 174 du code pénal qui était en vigueur en 1883, dérogeait aux règles établies en matière de responsabilité de droit commun et adoptait le système de la responsabilité successive (par cascades). L'art 174 était conforme aux articles 42 et 43 de la loi française du 29 Juillet 1881.

Les règles établies par l'art 174 pouvaient se résumer ainsi :

1) L'action publique n'était portée que contre l'une des personnes suivantes en sa qualité d'auteur principal :

a) les gérants ou les éditeurs; b) à leur défaut les auteurs; c) à défaut des auteurs, les imprimeurs; d) à défaut d'es imprimeurs les vendeurs distributeurs ou afficheurs.

2) L'action portée contre l'une de ces personnes, empêchait la poursuite contre le suivant. Si l'éditeur est connu par exemple aucune poursuite ne pouvait être initiée à l'encontre de l'auteur ou l'éditeur par exemple comme étant les auteurs principaux.

Si le gérant ou éditeur était inconnu, l'auteur était poursuivi et ainsi de suite. Conformément à cette règle, le vendeur ou distributeur pouvait se soustraire aux poursuites pénales en révélant le nom soit de l'imprimeur, de l'auteur ou du gérant.

3) L'intention criminelle était présumée, contrairement aux règles de droit commun. Aucune des personnes poursuivies selon l'ordre établi ne pouvait se dérober à la responsabilité pénale sauf dans certains cas qui seront énumérés plus loin. Cette règle comportait une exception pour les imprimeurs pour lesquels il fallait établir l'intention criminelle.

4) Quand l'action publique était portée contre le gérant, comme étant auteur principal, l'auteur était poursuivi comme complice. Les dispositions de l'art. 174 portaient à

croire que l'auteur ne pouvait être poursuivi qu'en cas de poursuite du gérant.

En France comme en Egypte, il y eut controverse sur la portée de ce paragraphe.

5) Les dispositions de l'art. 174 contrairement au Code pénal français, n'impliquaient les poursuites contre l'imprimeur et le vendeur, en leur qualité de complices, que lorsque le gérant ou l'auteur étaient tout à fait inconnus.

Lors de la modification du Code pénal en 1904 l'art. 174 fut abrogé.

Il résulte de cette abrogation que celui qui commet un délit par la voie de la presse doit être poursuivi conformément aux règles de droit commun.

Les règles établies par la loi de 1904 s'avèrent entineffica-
ces pour réprimer les délits pour les motifs suivants :

L'intention criminelle devait être prouvée dans tous les cas, soit que l'action publique ait été portée à l'encontre du prévenu, en sa qualité d'auteur principal ou de complice; mais en tout cas il était difficile d'établir, en l'absence de l'auteur principal, que le gérant avait connaissance de l'article incriminé.

Il était plus difficile encore d'établir l'intention criminelle de l'imprimeur ou du vendeur.

La modification apportée à l'article 174 en 1904 eut pour conséquence d'augmenter le nombre d'acquittements dans les délits de presse portés devant les tribunaux.

Le Gouvernement, en présence de cet état de chose, se trouva obligé de remettre en vigueur les dispositions de l'art. 174 sauf quelques modifications.

L'art. 166 bis de la loi promulguée en Juin 1910 est conforme aux dispositions de l'ancien art. 174 sauf les modifications suivantes :

1, Art. 166 bis. — Dans l'application des peines ci-dessus, seront punis comme auteurs principaux, et dans l'ordre suivant : 1^o les gérants ou éditeurs, quelles que soient leurs professions ou leurs dénominations ; 2^o à leur défaut, les auteurs ; 3^o à défaut des auteurs, les imprimeurs ; 4^o à défaut des imprimeurs, les vendeurs, distributeurs ou afficheurs, le tout sans préjudice de l'application des principes généraux en matière de complicité, s'il y a lieu.

1) le premier alinéa de l'art. 174.

a été supprimé, car il n'y avait pas lieu de restreindre l'application de la nouvelle loi aux journaux et laisser les publications (comme les affiches par ex.) subordonné aux règles du droit commun.

2) l'exception faite au profit des imprimeurs n'a pas été reproduite car de toute façon il faut une preuve pour établir leur intention criminelle.

3) le législateur n'a pas voulu restreindre l'application des règles de la complicité aux auteurs, il a supprimé le dernier paragraphe de l'art. 174 qui donnait matière à controverse et il a préféré ainsi appliquer les règles de droit commun, en matière de complicité (conformément à la législation française) sauf pour ce qui concerne la responsabilité des imprimeurs, en leur qualité de complices, il s'est écarté des règles établies par la législation française.

On peut résumer les règles établies par la nouvelle loi de la façon suivante:

1) le gérant ou l'éditeur d'une publication périodique ou non périodique est toujours responsable comme auteur principal.

L'auteur principal doit être le publicateur, ce sera donc, quelle que soit d'ailleurs leur dénomination et leur profession, le gérant si la publication a été faite par un journal ou un écrit périodique, l'éditeur si elle a été faite par des livres, brochures ou autres imprimés ou écrits (conformément à l'art. 42 de la loi française).

A défaut de gérant ou d'éditeur, l'art. 166 bis dispose que la responsabilité pénale pèsera sur d'autres personnes qu'il désigne dans un ordre précis, il établit ainsi une échelle à quatre degrés, ce n'est que lorsque les personnes qui figurent à un échelon font défaut, que celles de l'échelon suivant deviennent responsables.

Il n'y a donc jamais qu'une catégorie de personnes qui puissent, dans une même affaire, être poursuivies comme auteurs principaux (D. Rep. Pr. IX, p. 307, No 7061).

L'auteur, l'imprimeur, le vendeur ou le distributeur peuvent être poursuivis si les conditions de complicité requises par l'article 40 du Code pénal et suiv. se trouvent remplies.

L'intention coupable est présumée contrairement aux règles de droit commun.

Le législateur égyptien en édictant cette échelle de responsabilité s'inspire de la législation française de 1881.

C'est à la lumière, donc, de la législation française, que nous allons examiner les règles de responsabilité établies pour voir dans quelle mesure elles s'écartent légèrement des règles établies en France.

La publicité constitue l'élément essentiel du délit. L'intention coupable est également présumée.

Echelle de responsabilité

a) *Le gérant* est responsable de tout ce qui est publié dans le journal tant qu'il remplit ses fonctions; il ne saurait, pour échapper à la responsabilité encourue, prétendre qu'il n'a pas lu l'article incriminé, que cet article a été inséré à son insu, que sa situation subordonnée l'a mis dans l'impossibilité soit d'en prendre connaissance, soit de s'opposer à sa publication. Toutefois il peut se soustraire à la responsabilité en prouvant que l'article incriminé a été publié contre sa volonté et qu'il avait ainsi donné sa démission.

b) *Auteur*: l'auteur d'un article ou d'un écrit ne peut être poursuivi comme auteur principal du délit commis par cette publication qu'à défaut de gérant ou d'éditeur ou quand ceux-ci sont demeurés inconnus.

L'auteur ne peut se soustraire à la responsabilité que s'il prouve que l'article incriminé lui avait été volé et publié à son insu.

c) *Imprimeur*: l'art. 166 bis ne place qu'en troisième ordre la responsabilité de l'imprimeur; il ne peut donc être poursuivi qu'à défaut: 1) du gérant ou de l'éditeur; 2) de l'auteur. La responsabilité qui frappe en première ligne le

gérant et l'éditeur et celle encourue en seconde ligne par l'auteur sont donc exclusives de la responsabilité subsidiaire de l'imprimeur.

d) *Vendeurs, distributeurs ou afficheurs.*

Lorsque ni le gérant ou l'éditeur, ni l'auteur, ni l'imprimeur ne sont connus, l'art. 166 bis fait peser la responsabilité sur les vendeurs, distributeurs ou afficheurs :

Ce n'est donc qu'à défaut de ceux qui occupent les rangs précédents dans l'ordre des responsabilités que ces derniers peuvent être poursuivis comme auteurs principaux.

En déclarant que les gérants et les éditeurs sont pénalement responsables l'art. 166 bis ajoute : "Quelles que soient leurs professions ou leurs dénominations."

Pour comprendre la portée de cette réserve il faut noter que la loi de 1881 sur la presse exigeait, en cas de changement de gérant ou d'éditeur, l'autorisation du gouvernement.

Il était donc facile de connaître toujours le nom des gérants, à moins de violation des dispositions de la loi.

En supposant que le journal ou l'écrit périodique n'a point de gérant, l'action publique est exercée contre la personne occupant cette fonction, en sa qualité d'auteur principal.

L'art. 166 bis stipule également qu'à défaut de gérant ou d'éditeurs sont considérés comme auteurs principaux, les auteurs ; à défaut des auteurs, les imprimeurs.

Il importe de préciser la portée de l'expression (à défaut de...).

Le législateur ⁽¹⁾ a voulu dire que l'action est exercée contre l'auteur au cas où le gérant est, soit absent ou inconnu.

¹ En matière de délits commis par voie de la presse, l'auteur d'un article diffamatoire publié dans un journal n'est punissable comme auteur principal qu'à défaut de poursuites contre le gérant ou l'éditeur du journal. Si celui-ci est poursuivi en même temps que lui, l'auteur est punissable seulement comme complice. (Casse. Nationale, 8 Janvier 1917 XVIII No 29).

Est responsable en sa qualité d'éditeur le directeur d'un journal qui y a publié un article contenant une attaque punissable, alors même que le journal porte ou non la signature ou le nom du dit directeur. Ce dernier ne peut être admis, en pareil cas, à invoquer sa bonne foi car le seul fait de publier le dit article après l'avoir lu et pris connaissance des propos y contenus qui portent atteinte à l'honneur de la personne attaquée, suffit pour établir la mauvaise foi du directeur. — Cour d'Assises, 26 6.1924 XXVI, No 832.

Si le gérant disparaît après la perpétration du délit, l'auteur ne peut être poursuivi que comme complice et non comme auteur principal, car les autorités peuvent rechercher le gérant et au cas où il demeure introuvable il peut être jugé par défaut.

En cas de décès de l'auteur principal, l'action publique se trouve éteinte mais elle peut être exercée contre les auteurs principaux et leurs complices.

SECTION II

NOUVELLES DISPOSITIONS INTRODUITES PAR LA LOI No. 28 DE 1910

La loi de 1910 ajouta quelques dispositions nouvelles qui figurent d'ailleurs dans législation française.

Art. 163⁽¹⁾ : Quiconque, par l'un des mêmes moyens, aura *rendu compte*, autrement que par la simple annonce de la plainte, faite sur la demande du plaignant, ou autrement que par la simple publication du jugement, des procès, où la preuve des faits allégués n'est pas admise par la loi, ou des procès civils, ou criminels, dans lesquels un huis clos aura été ordonné, ou qui aura rendu compte, avec infidélité et mauvaise foi, des audiences publiques, des cours et tribunaux, sera puni d'un emprisonnement ne dépassant pas six mois ou d'une amende n'excédant pas 30 L.E. ⁽¹⁾

L'interdiction porte sur : 1) les procès où la preuve des faits allégués n'est pas admise par la loi; 2) des procès civils ou criminels dans lesquels un huis clos aura été ordonné; 3) le compte rendu fait, avec mauvaise foi et infidélité des audiences publiques, des cours et tribunaux.

1. Cet article diffère légèrement de l'art. 39 de la loi française sur la presse de 1881. L'art. 39 est ainsi conçu : Il est interdit de rendre compte des procès en diffamation où la preuve des faits diffamatoires n'est pas autorisée. La plainte seule pourra être publiée par le plaignant. Dans toute affaire civile, les cours et tribunaux pourront interdire le compte rendu du procès. Ces interdictions ne s'appliqueront pas aux jugements qui pourront toujours être publiés. Il est également interdit de rendre compte des délibérations intérieures, soit des jurys, soit des cours et tribunaux.

Toute infraction à ces dispositions sera punie d'une amende de 100 frs. à 2000 frs.

Un compte rendu est la reproduction générale ou partielle de ce qui s'est passé à l'audience.

Par suite il n'est pas nécessaire qu'un article contienne une analyse plus ou moins complète des débats; il suffit qu'il en reproduise une partie, qu'il rapporte un incident ou même qu'il contienne le texte ou le résumé de certaines pièces du procès, des dépositions de certains témoins⁽¹⁾.

L'interdiction n'est pas limitée aux journaux et écrits périodiques; en effet l'art. 163 (correspond. à l'art 39 fr.) se trouve dans un chapitre qui a pour rubrique « Des crimes et délits commis par la voie de la presse ou par tout autre moyen ». « de publication ». — Par suite est interdit tout « compte rendu » non seulement par des journaux ou écrits périodiques mais par des livres ou brochures; l'interdiction s'étend même au compte rendu fait dans des discours prononcés dans des réunions publiques⁽²⁾.

1) COMPTE-RENDU DES PROCÈS OU LA PREUVE DES FAITS ALLÉGUÉS N'EST PAS ADMISE PAR LA LOI

Le législateur français précise la portée de cette interdiction en édictant, dans l'art. 39 de la loi de 1881, la prohibition de tout compte-rendu des procès en diffamation où la preuve des faits diffamatoires n'est pas autorisée.

L'art. 163 de la loi de 1910 emploie des termes plus généraux en étendant l'interdiction à tous les procès où la preuve des faits allégués n'est pas admise par la loi.

Toutefois il est évident que dans les procès en diffamation, où le législateur égyptien interdit la preuve des faits diffamatoires quand il s'agit d'un particulier, les dispositions de l'art. 163 trouvent leur application.

1. Le Poittevin, t. 2, No 977.

Le législateur a pris lui-même le soin de circonscrire les droits du journaliste : tout ce qui excède la limite ainsi tracée, constitue un compte rendu prohibé (Le Poittevin loc. cit. ; Barbier 2me éd. t. 2 No 735).

D'ailleurs la Cour de Cassation appelée à se prononcer sur le sens et la portée de l'art. 39 l'a interprété en ce sens et a décidé que cet article s'oppose non seulement à la reproduction des écrits ou propos diffamatoires, mais encore à la relation sous une forme quelconque des actes de procédure, des débats, des plaidoiries, des incidents ou des impressions d'audience (Cr. 14 Mai 1897, Bull. Cr. No 166).

2. Le Poittevin, t. 2, No 978 Barbier t. 2, No 739.

2) *COMPTE-RENDU DES PROCÈS CIVILS OU CRIMINELS
OU LE HUIS CLOS AURA ÉTÉ ORDONNÉ* (1)

Cette disposition particulière de l'art. 163 de la loi de 1910 semble être tirée de l'art. 16, § 2, de la loi française de 1829 qui interdisait, sous une sanction pénale, de rendre compte des débats jugés à huis clos (1).

L'interdiction, conformément aux dispositions de l'art. 163 porte uniquement sur les procès civils ou criminels dans lesquels un huis clos aura été rendu.

3) *COMPTE-RENDU, FAIT AVEC MAUVAISE FOI ET
DIFIDÉLITÉ DES AUDIENCES PUBLIQUES, COURS
ET TRIBUNAUX.*

La loi subordonne l'application de cette disposition à la mauvaise foi du journaliste qui rend, avec infidélité, le compte rendu des audiences publiques, cours et tribunaux.

Sanction : L'art. 163 prévoit, à titre de peine, un emprisonnement ne dépassant pas six mois ou une amende n'excédant pas 30 L.E.

Art. 164 : Dans tous les cas où la reproduction des débats judiciaires, à raison du caractère du fait incriminé, présenterait un danger pour l'ordre public, les tribunaux auront la faculté de l'interdire en tout ou en partie, sous peine d'un emprisonnement ne dépassant pas six mois ou d'une amende n'excédant pas 100 L.E.

Il faut que la reproduction des débats présente un danger pour l'ordre public ; c'est là d'ailleurs une question de fait laissée à l'appréciation du tribunal.

Art. 165 : Sera puni d'un emprisonnement ne dépassant pas deux mois ou d'une amende n'excédant pas 10 L.E., quiconque, par l'un des moyens énoncés à l'art. 163, aura rendu compte des délibérations intérieures des cours et

1 Ce texte a été abrogé par l'art. 68 de la loi du 29 Juillet 1881 et l'art. 39 de cette loi n'a pas renouvelé cette interdiction.

tribunaux ⁽¹⁾.

Cette interdiction a pour but d'assurer le secret des délibérations, auquel sont astreints les magistrats et qui forme partie de leur indépendance.

1. En France, cette interdiction a été édictée pour la première fois par l'art. 40 de la loi du 9 Sept. 1835 ; elle se trouve dans l'art. 39 de la loi de 1881.

La loi n'impose le secret qu'à l'égard de la délibération. L'interdiction ne s'étend pas au delà. Il n'est pas défendu notamment, de rendre compte d'un fait qui s'est produit dans la salle des délibérations au moment où les jurés ou les juges y étaient réunis, si ce fait ne tenait pas nécessairement à la délibération bien qu'elle en ait été la cause. Ainsi dans le cas où un des jurés, par ex., se serait livré à une voie de fait contre un de ses collègues, ce ne serait pas contrevenir à l'art. 39 que d'en rendre compte — (Le Poittevin, t. 2, No 992).

CHAPITRE 6ème

DÉCRET LOI PROMULGUÉ LE 9 JUILLET 1925
PORTANT MODIFICATION DE CERTAINES DISPO-
ITIONS DU CODE PENAL INDIGENE

SECTION I

PUBLICATION DE NOUVELLES FAUSSES

L'art. 192 (1) du Code Pénal Indigène est abrogé et remplacé par l'article suivant :

La publication par l'un des mêmes moyens, de nouvelles fausses, *même sous la forme de bruits qui courent ou de nouvelles rapportées, par des tiers*, ainsi que la publication de pièces fabriquées, falsifiées ou mensongères attribuées à des tiers, lorsque ces nouvelles ou pièces seront de nature à troubler la paix publique *soit en faussant l'opinion sur les actes des pouvoirs publics, soit de toute autre manière*, sera punie d'un emprisonnement ne dépassant pas dix huit mois et d'une amende n'excédant pas L. E. 100 ou l'une de ces deux peines seulement, *à moins que l'inculpé ne prouve sa bonne foi*.

Les mêmes peines seront appliquées en cas de reproduction faite de mauvaise foi, par l'un des mêmes moyens, des nouvelles ou pièces susmentionnées.

Le législateur crut utile d'introduire dans l'art. 162 relatif à la publication des fausses nouvelles de nature à troubler la paix publique, le principe que dans cette matière, la mauvaise foi est présumée et que c'est à l'inculpé qu'il appartient de prouver sa bonne foi.

La Jurisprudence, d'ailleurs, admet ce principe dans les délits de calomnie et de diffamation; la publication des

1. Art. 162 — Loi de 1904. — La publication ou reproduction faite de mauvaise foi par l'un des mêmes moyens, de nouvelles fausses, de pièces fabriquées, falsifiées ou mensongères attribuées à des tiers lorsque ces nouvelles ou pièces seront de nature à troubler la paix publique, sera punie d'un emprisonnement ne dépassant pas dix huit mois et d'une amende n'excédant pas 100 L. E. ou de l'une de ces deux peines seulement.

nouvelles fausses qui trompent l'opinion sur les actes des pouvoirs publics a, sur ce point, une grande similitude avec les dites infractions.

Avec la modification proposée le Parquet conservera l'obligation d'établir que la nouvelle ou que la pièce publiée est fausse etc. etc. et d'autre part, il faudra comme, par le passé que la nouvelle fausse soit d'un caractère alarmant de nature à troubler la paix publique, ce qui appartient naturellement au juge d'apprécier.

L'addition proposée à cet effet ne constitue, comme la précédente qu'une explication et un éclaircissement: Il reste bien entendu, nécessaire que la nouvelle ait un caractère alarmant de nature à troubler la paix publique.

Par les mots "pouvoirs publics" on a entendu désigner les grands pouvoirs constitutionnels de l'Etat, c'est-à-dire le Roi et son Conseil des Ministres, ainsi que le Parlement. ⁽¹⁾

Art. 166 bis — Dans l'application des peines ci-dessus, seront punis comme auteurs principaux et dans l'ordre suivant:

- 1) Les gérants ou éditeurs, quelles que soient leurs professions ou leurs dénominations;
- 2) A leur défaut, les auteurs;
- 8) A défaut des auteurs, les imprimeurs;
- 4) A défaut des imprimeurs, les vendeurs, distributeurs ou afficheurs.

Le tout sans préjudice de l'application des principes généraux en matière de complicité s'il y a lieu.

De son côté, l'inculpé pourra toujours par les moyens de preuve ordinaires, établir sa bonne foi.

Il suffira pour cela qu'il prouve avoir fait avant de publier la nouvelle, les investigations qu'un homme raisonnable et respectueux de la paix publique devrait normalement faire.

1. Note explicative (Journal Officiel, 16 Juillet 1925, No. 70.

Lorsqu'il ne s'agit pas d'une publication originale mais de la reproduction d'une nouvelle déjà publiée, l'ancienne règle de l'art. 162 a été maintenue, à savoir que le Parquet doit établir la mauvaise foi de l'inculpé.

Etant donné, en effet, que les journaux s'alimentent nécessairement en grande partie d'informations parues dans d'autres journaux, il semble équitable lorsqu'ils n'ont fait que reproduire une information déjà publiée, de ne pas admettre à leur encontre la présomption légale de la mauvaise foi.

En outre, toujours, pour ce qui concerne l'article 162 comme les nouvelles fausses peuvent être publiées de différentes manières, quelquefois sous forme de faits connus de l'auteur, très souvent sous forme de bruits qui courent ou de faits rapportés par des tiers, alors qu'elles ne sont dans ces deux dernières hypothèses que de pures inventions, il a été jugé opportun d'introduire dans le texte de l'art. 162 une précision tendant à indiquer que la forme sous laquelle la nouvelle est présentée n'a aucune influence sur le caractère de l'infraction.

La phrase incidente insérée à cet effet dans l'art. 162 ne constitue qu'un simple éclaircissement au texte actuel.

Quand la nouvelle est publiée sous la forme d'un bruit qui court ou d'un fait rapporté par un tiers, il pourra suffire pour que l'inclupé prouve sa bonne foi qu'il établisse par exemple qu'il a agi avant de faire la publication ou dans la publication même comme aurait agi un homme prudent et soucieux de la paix publique, ou bien qu'il établisse que le tiers qui a rapporté la nouvelle était de bonne foi—toutes choses laissées à l'appréciation du juge.

De même parmi les différentes sortes de nouvelles qui sont de nature à troubler la paix publique il en est une très fréquemment employée qui consiste à fausser l'opinion sur les actes des pouvoirs publics.

Aussi a-t-il paru également opportun d'insérer dans le texte actuel une mention spéciale de cette sorte de nouvelles,

«Nul ne pourra alléguer comme cause de justification ou d'excuse le fait que les écrits, imprimés, affiches, dessins gravures, peintures ou emblèmes ne sont que la reproduction de publications faites en Egypte ou à l'Etranger (1)»,

Il est généralement admis par la doctrine et la Jurisprudence que le fait que les écrits ou dessins poursuivis ne sont que la reproduction de publications déjà faites dans le pays même ou à l'étranger ne constitue pas une justification ou une excuse.

D'après l'article 165 (1) actuel du Code pénal la suspension du journal ou écrit périodique doit être prononcée comme peine accessoire dans le cas d'une condamnation principale pour crime.

Ce même article 168 prévoit pour certains délits de presse spéciaux à savoir; la provocation non suivie d'effet à un crime autre que ceux dirigés contre la sûreté de l'Etat, les attaques contre la Royauté, l'ordre de succession au Trône, les droits et l'autorité du Roi, ainsi que les offenses contre sa Personne, la suspension facultative de deux à six mois en cas d'une première condamnation et la suppression également facultative en cas de recidive.

Cette disposition a été modifiée de façon à rendre obligatoire pour le cas d'une deuxième condamnation soit la suspension pour six mois, soit même suivant l'appréciation du juge, la suppression définitive.

Pour une troisième condamnation, la suppression définitive devient obligatoire. Il est évident, en effet, que des infractions de cette nature répétées dans un court espace de temps ne méritent plus aucune indulgence.

Pour les délits autres que ceux ci-dessus mentionnés sauf les délits commis contre les simples particuliers la disposition de l'art. 168 C.P. a été modifiée de façon à donner au juge la faculté d'ordonner la suspension de quinze jours à un mois pour une première condamnation et la suspension de deux à six mois pour une deuxième condamnation.

1. Voir Note explic. Journal Off, No 70 du 16 Juillet 1925.

Décret-loi No 97 de 1931

Le législateur égyptien ayant constaté que les infractions commises par la presse n'avaient pas été assez définies et précisées par les lois précédentes, crût bon d'élaborer une nouvelle loi qui abrogea complètement les dispositions de la loi ancienne de 1904, substitua à l'indétermination des dispositions, d'autres plus complètes, plus adéquates, fit tomber sous le coup de la loi certains faits qui, antérieurement, n'étaient pas punissables.

Nous avons cru nécessaire pour mieux fixer la portée des articles cités de les faire suivre par des décisions de justice rendues par les tribunaux nationaux.

8ème CHAPITRE

PROVOCATION AUX CRIMES ET DÉLITS

La provocation aux crimes et délits était réprimée antérieurement par la loi de 1904. La nouvelle loi eut soin de déterminer la nature de la provocation, les moyens par lesquels elle se manifeste, d'étendre son champ d'application.

Il est inutile de revenir sur l'exposé des éléments qui caractérisent les délits de presse en général et la provocation en particulier car ils furent déjà exposés.

SECTION I

PROVOCATION AUX CRIMES ET DÉLITS SUIVIE D'EFFET

Le nouvel article 148 contient les mêmes éléments caractéristiques de l'ancien article (148) correspondant, sauf qu'il donne une énumération plus précise et plus complète des moyens de publicité; ainsi nous allons exposer rapidement les éléments déjà étudiés ou commentés.

Pour que la provocation tombe sous l'application du nouvel art. 148 il est nécessaire qu'elle ait été suivie d'effet; c'est-à-dire qu'elle ait été suivie de l'exécution effective de l'action qualifiée crime ou délit qu'elle avait directement pour but d'inspirer.

Le nouvel article fait la même distinction, que l'ancien. ainsi la provocation qui a eu pour objet direct une action qualifiée crime est punissable alors non seulement qu'il y a eu crime, mais quand il y a eu aussi, une simple tentative de crime.

S'il s'agit d'un délit, la provocation n'est pas punissable quand elle n'a été suivie que de la tentative de ce délit.

Le nouvel art. 148 est ainsi conçu:

- » Sera puni comme complice d'une action qualifiée crime
- » ou délit quiconque, par des paroles ou des cris proférés
- » en public, ou au moyen d'écrits, dessins, peintures, photographies, emblèmes ou tout autre moyen de représentation

rendus publics, ou par tout autre moyen de publicité, aura directement provoqué l'auteur ou les auteurs à commettre la dite action si la provocation a été suivie.

Publication de la parole par la pensée paroles, cris.

Les paroles ou cris sont réputés publics, lorsqu'ils sont proférés ou reproduits par des moyens mécaniques dans une réunion publique, ou tout autre lieu auquel le public a accès ou lorsqu'ils sont proférés ou reproduits de façon à pouvoir être entendus par des personnes se trouvant dans une telle rue ou un tel lieu ou lorsqu'ils sont diffusés par des procédés radio-électriques ou de toute autre manière (art. 148).

Le nouvel article apporte une innovation résultant du progrès accompli par les sciences mécaniques; il s'agit de la diffusion par des procédés radio-électriques ou de toute autre manière.

Publication de la pensée par des actes et des gestes

Les actes et gestes sont réputés publics lorsqu'ils sont faits dans une réunion publique, une rue publique ou tout autre lieu auquel le public a accès, ou de façon à pouvoir être vus par des personnes se trouvant dans une telle rue ou un tel lieu (art. 148).

Le législateur égyptien voulut, certainement, adopter la division de lieux publics en (1) lieux publics par nature, rue publique; (2) lieux publics par destination où le public peut y pénétrer mais qui ne sont pas cependant accessibles d'une façon permanente et sans réserve, à certains moments à certaines personnes, l'accès peut être interdit (1).

1. Eglises, temples, bibliothèques et musées publics (Le Poittevin, t. I, No 515, p. 554).

Publication de la pensée par l'écriture et le dessin

Les écrits, dessins, peintures, photographies, emblèmes et autres moyens de représentation sont réputés rendus publics lorsqu'ils sont distribués sans distinction à plusieurs personnes ou exposés de telle manière qu'ils peuvent être vus par les personnes qui se trouvent dans une rue publique ou dans tout autre endroit public auquel le public a accès, ou vendus, ou mis en vente dans un endroit quelconque (art. 148).

Par emblème il faut entendre une figure symbolique, accompagnée ou non d'une légende. L'expression emblème comprend non seulement les figures exécutées par le dessin, la gravure et la lithographie, mais encore celles qui sont exécutées en relief, sculptées ou modelées en quelque matière que ce soit⁽¹⁾.

L'art. 148 embrasse tous les produits de l'art du dessin ou de l'imagerie quel que soit le procédé employé et quelle que soit la matière sur laquelle est reproduit le dessin ou l'image. Ils comprennent sans contestation les lithographies. L'art. 148 (nouveau) donne une énumération plus complète que l'ancien, quoique énonciative et non limitative⁽²⁾.

SECTION II

PROVOCATION «NON SUIVIE D'EFFET»

De même que la provocation suivie d'effet, la provocation non suivie d'effet n'est punissable qu'à la condition d'avoir été commise (1) à l'aide d'un ces moyens de publication énoncés en l'art. 148; (2) avec une intention coupable.

La provocation non suivie d'effet n'est punissable que si elle a été directe, telle est la disposition expresse de l'art. 149.

1. Le Poittevin, t. I No. 525, Barbier t. I No. 257. Ainsi doivent être considérés comme des emblèmes des bustes ou des statuettes représentant certains personnages (trib. Seine 4 dec. 1844).

1. Pour le développement des éléments constitutifs de cet article 148, il y a lieu de se référer aux explications déjà données pour l'ancien article.

L'art. 149 contient l'énumération suivante : crimes de meurtre, de pillage et d'incendie, crimes contre la sûreté de l'Etat.

Provocation adressée à des militaires dans le but de les détourner de leur devoir (Art. 152)

Cet article est conforme à l'ancien article 152.

C'est une provocation à des faits indéterminés ou d'indiscipline adressée aux militaires des armées de terre ou de mer et prenant son caractère délictueux dans les devoirs particuliers que le service militaire impose aux citoyens appelés sous les drapeaux.

La provocation au sens de cet article est punissable, qu'elle soit directe ou indirecte⁽¹⁾, le texte ne comporte aucune restriction.

Sanction: L'art. 152 aggrave les peines prévues par l'ancien art. 152, détention pour une durée ne dépassant pas cinq ans et une amende de L.E. 50.

Provocation à la désobéissance aux lois ou l'apologie d'actes qualifiés crimes ou délits par la loi (art. 154).

Cet article correspond à l'ancien art. 154. Les pénalités sont aggravées, l'amende qui était de L.E. 50 avec un minimum de L.E. 20 est portée à L.E. 100. - Le Juge a la faculté de prononcer cumulativement l'emprisonnement et l'amende.

1. Cet article correspond à l'art. 25 de la loi fr. de 1881, Lors de la discussion de la loi, Mr. Léon Renault parlant au nom de la commission de l'armée a fait cette déclaration « Après avoir refusé d'atteindre la provocation ordinaire » quand elle n'a pas été suivie d'effet, nous avons, sans nous préoccuper des conséquences, frappé toute provocation adressée à l'armée (Ch. des dép. séance du 31 janvier 1881). Le législateur de 1882 entendait marquer ainsi et marquait nettement que l'art. 25 ne saurait être appliqué qu'à ceux qui provoquent un refus d'obéissance à des ordres émanés d'un chef qui, en les donnant, obéit lui-même à la loi et à la constitution et que dès lors, il n'y aurait pas délit de la part du citoyen qui, pour paralyser un abus d'autorité, tenterait par des exhortations de ramener les militaires à l'exercice de leurs devoirs (D. P. 81. 4. 36. note 2).

Excitation à la haine ou au mépris contre une ou plusieurs classes de personnes

Art. 153. (1) Sera puni d'un emprisonnement ne dépassant pas un an et d'une amende de L.E. 20 à 100 ou de l'une de ces deux peines seulement, quiconque, par l'un des mêmes moyens, aura excité à la haine ou au mépris contre une ou plusieurs classes des personnes, lorsque ces excitations sont de nature à troubler la paix publique.

SECTION III

MODIFICATION APPORTÉE PAR LA LOI DE 1932 A L'ARTICLE 152.

Art. 152 bis. — Sera puni de l'emprisonnement et d'une amende de L.E. 50 à L.E. 300 ou de l'une de ces deux peines seulement, quiconque, par l'un des mêmes moyens emploie des expressions ou publie de fausses nouvelles,

1. Il n'est pas sans intérêt de signaler un arrêt assez ancien, qui date de 1858, rendu dans une importante affaire de presse (affaire Comte de Montalembert) L'art. 153 susindiqué reproduit les termes du 4^e. délit relevé par la prévention,

Mr. le Comte de Montalembert avait publié dans le correspondant du 25 Oct. 1858 un article ayant pour titre "Un débat sur l'Inde au parlement Anglais."

Cet article contenait plusieurs passages violents dont le suivant "quand j'étouffe sous le poids d'une atmosphère chargée de miasmes serviles et corrompteurs, je cours respirer un air plus frais et prendre un bain de vie dans la libre Angleterre".

Le Gouvernement Impérial s'émut de cette publication dans laquelle il crut voir un parallèle offensant pour lui, entre le régime sous lequel vivait la France et la libre constitution de l'Angleterre.

Montalembert, auteur de l'écrit et M. Doumat gérant du Correspondant furent traduits devant la 6^{ème} Chambre du Tribunal de la Seine jugeant en police correctionnelle.

La prévention relevait dans cet article les délits :

- 1) d'excitation à la haine et au mépris du Gouvernement de l'Empereur ;
- 2) d'attaque contre les droits et l'autorité que l'empereur tient de la constitution et contre le principe de suffrage universel ;
- 3) d'attaque contre le respect dû aux lois.
- 4) d'avoir cherché à troubler la paix publique en excitant le mépris ou la haine des citoyens les uns contre les autres.

Le tribunal de 1^{ère} instance ayant condamné le Comte de Montalembert à 6 mois d'emprisonnement, celui-ci en interjeta appel ; la Cour a réduit à 3 mois l'emprisonnement. Le jugement de 1^{ère} Instance ne retint pas le 4^{ème} délit pour le motif suivant : "Attendu que si aux passages incriminés se rencontrent des expressions qui ne devraient pas se trouver sous la plume d'un écrivain qui se respecte et si ces expressions sont de nature à semer la désunion et l'excitation parmi les citoyens, elles ne manifestent pas suffisamment de la part de l'auteur, l'intention de troubler la paix publique, que ce dernier délit ne se trouve donc pas complètement caractérisé.

de nature à exposer à la haine ou au mépris l'ordre établi du gouvernement en Egypte ou à en contester l'autorité.

SECTION IV

DELITS CONTRE LA CHOSE PUBLIQUE

(décret-loi de 1931)

1) des offenses envers la personne du roi, les membres de la famille royale, les souverains et les chefs des gouvernements étrangers.

2) outrage aux bonnes mœurs et à la morale publique;

3) la publication de fausses nouvelles.

a) offenses envers la personne du roi, les membres de la famille royale, les souverains et les chefs des Gouvernements étrangers.

L'art. 156 (1): punit l'offense, commise par l'un des moyens énoncés dans l'art. 148, envers la personne du roi, envers la Reine, le prince Héritier ou l'un des régents.

L'art. 158: punit l'offense commise envers un membre de la famille royale.

L'art. 157: punit l'offense commise envers la personne d'un souverain ou chef d'Etat étranger.

Ces trois articles ont un élément commun; ils exigent que l'offense soit commise par l'un des moyens énumérés dans l'art. 148.

Sanction : *L'art. 156* punit de la détention ou de l'emprisonnement ne dépassant pas cinq ans toute offense envers la personne du roi.

L'offense envers la Reine, le prince Héritier ou l'un des Régents sera punie de l'emprisonnement pouvant aller jusqu'à trois ans.

L'art. 157 punit d'un emprisonnement ne dépassant pas deux ans l'offense commise envers la personne d'un souverain ou chef d'Etat étranger.

1. Ces articles correspondent aux art. 10, 12 de la loi française du 17 Mai 1819.

L'art. 158 : punit d'un emprisonnement ne dépassant pas un an et d'une amende de L.E. 20 à L.E. 100 ou de l'une de ces deux peines seulement l'offense commise envers un membre de la Famille Royale.

SECTION II

OUTRAGE AUX BONNES MŒURS ET A LA MORALE PUBLIQUE (1) (2) (art. 155).

L'art. 155 prévoit et punit l'outrage aux bonnes mœurs, à la morale publique, commis par l'un des moyens énoncés en l'art. 148 "il en résulte que ce délit peut être commis par ces discours ou cris, mais à la condition qu'ils soient proférés dans des lieux ou réunions publics"

Sanction : L'art. 155 prévoit un emprisonnement ne dépassant pas un an et une amende de L.E. 20 à 100 ou de l'une de ces deux peines seulement.

1. il est intéressant de donner la définition de ce terme «*morale publique*» par le défenseur de Paul Louis Courrier (Me Berville) dans un procès où ce dernier était accusé d'avoir outragé, dans une brochure intitulé «simple discours,» la morale publique, la morale du législateur, dit Me. Berville n'est point la morale d'un homme, d'une secte, « d'une école, c'est cette morale absolue, universelle, immuable, contemporaine de la « société elle même, toujours constante au milieu des vicissitudes sociales, émanée de la « Divinité et supérieure à toutes les opinions humaines; qui n'est point de réflexion mais « de sentiment, point de raisonnement mais d'inspiration, qu'on ne trouve point autre à « Paris, autre à Philadelphie. C'est cette morale qui sanctionne la foi des engagements, « consacre la couche conjugale, unit par un lieu sacré les pères et les enfants, c'est elle « qui flétrit le mensonge, le larcin, le meurtre, l'impudicité; c'est celle-là seule qui *prend* « le nom de morale publique parce que fondée sur l'assentiment de tous les hommes, « elle a son témoignage, sa garantie dans la conscience publique» (D, P. Louis Courrier, « pamphlets p. 193).

2. Constitue un outrage à la morale publique et aux bonnes mœurs, la publication des livres qui rapportent des contes donnant la description des relations et du plaisir sexuels; tels les livres qui rapportent en détail les manœuvres des femmes publiques pour vendre leurs corps, etc.

Pareils livres, en effet, excitent à la débauche, s'attaquent à la décence et à la pudeur et sapent par leur base les règles conventionnelles de la morale publique et des bonnes mœurs d'après lesquelles tout ce qui a trait aux relations sexuelles doit être gardé secret.

On ne saurait utilement invoquer, pour justifier l'exposition pour la vente de ces livres, l'évolution des mœurs en Egypte et les libertés qu'on prend dans les salles de danse, les cinémas ou sur les plages, parce que quel que soit le relâchement des mœurs La justice ne saurait s'autoriser de régler, de prôner la vertu et d'appliquer la loi.

(Cass. Nat. 20-II-1933 B O.T. 3 S.A. p. i.

SECTION V.

*PUBLICATION OU REPRODUCTION DE NOUVELLES
FAUSSES (art. 162) (1)*

Les éléments constitutifs du délit de fausse nouvelle sont
1) la fausseté d'une nouvelle publiée ou reproduite ou bien
la fabrication d'une pièce ou son attribution mensongère à
un tiers; 2) l'existence d'un fait de publication ou de repro-
duction de cette nouvelle ou de cette pièce; 3) un trouble
occasionné à la paix.

1) Fausses Nouvelles (2)

L'art. 162 réprime comme la publication d'une fausse
nouvelle, celle des pièces fabriquées, falsifiées ou menson-
gères, attribuées à un tiers. Ce n'est en effet qu'un mode
spécial et particulièrement grave de mettre en circulation
de fausses nouvelles.

La pièce fabriquée est celle qui est entièrement fausse;
la pièce falsifiée est celle qui, vraie en elle même, a été seu-
lement altérée en quelques unes de ses parties. L'attribution
mensongère d'une pièce à un tiers n'implique en rien son
altération partielle ou totale. C'est un mensonge qui porte,
non sur la sincérité de la pièce mais sur l'indication de
son auteur. (3)

2) Publication ou Reproduction :

En faisant suivre le mot publication du mot « reproduc-
tion », le législateur a voulu qu'il fût bien entendu que
celui qui reproduisait ou propageait une nouvelle ou une

1. Correspond à l'art. 27 de la loi française de 1881 sur la presse. Postérieurement à
la loi de 1881 est intervenue la loi du 3 Février 1893 qui punit ceux qui par des bruits
faux et calomnieux semés à dessein dans le public cherchent à provoquer des retraits
de fonds des caisses publiques. — D.R.P. IX, p. 261, No 459.

2. Emile Girardin n'était pas d'avis d'introduire le délit de fausse nouvelle.

» A mon avis, il n'y a point de nouvelles fausses qui soient durables. Il y a des jour-
» naux qui paraissent le soir, par conséquent, les nouvelles annoncées le matin peuvent
» être contredites le soir et celles du soir peuvent l'être le lendemain matin ».

Son opinion ne prévalut pas.

3. D.R.P. t. IX, p. 262 p. 469.

pièce falsifiée par un tiers (sachant qu'elle était fausse) était punissable au même titre que celui qui mettait le premier dans la circulation la nouvelle ou la pièce fabriquée ou falsifiée par lui-même. ⁽¹⁾

2) Trouble à la Paix Publique

Le délit punissable est subordonné à la condition que la publication ou reproduction d'une fausse nouvelle ou d'une pièce fabriquée ait effectivement troublé la paix publique.

4) Intention Coupable

La mauvaise foi sera présumée jusqu'à preuve du contraire. Le publiciste a le devoir, avant de publier une information de nature à troubler la paix publique, ou à porter préjudice gravement à l'intérêt public, de contrôler la vérité de cette information. Le fait seul de l'avoir publiée entraîne sa culpabilité à moins qu'il ne prouve que sa bonne foi a été surprise, c'est à dire qu'il avait des motifs sérieux de croire à la vérité de l'information.

Mais si l'information n'est que la reproduction de nouvelles ou pièces publiées par un autre, le publiciste est présumé de bonne foi et il appartiendra alors au Ministère Public d'établir que l'inculpé savait que la nouvelle ou la pièce était fausse ou tout ou moins qu'il avait des motifs sérieux de suspecter son authenticité. ⁽²⁾

Cet article, diffère de l'ancien, en ce qu'il renverse le fardeau de la preuve.

Sanction : La loi punit le délit de fausse nouvelle d'un emprisonnement ne dépassant pas dix huit mois et d'une amende de L.E. 20 à 100 ou de l'une de ces deux peines seulement.

Publications interdites

L'art. 160 bis punit quiconque aura, à l'occasion d'un

1. Le Poittevin t. 2 No 649

2. Note explicative de la loi.

D'après l'art. 27 de la loi française de 1881 il est nécessaire d'établir que l'auteur de la publication a agi sachant que la nouvelle annoncée était fausse (Le Poittevin, t. 2, No 651).

procès, par l'un des mêmes moyens, porté, d'une manière quelconque, atteinte au prestige ou à l'autorité du juge.

Cet article a pour objet de punir les publications faites à l'occasion d'un procès quelconque, civil ou pénal, qui ont pour effet de ridiculiser un juge ou de porter atteinte à son prestige ou à son autorité, comme par exemple des plaisanteries abusives ou toute autre attaque personnelle.

Les peines prévues sont l'emprisonnement ne dépassant pas six mois et l'amende n'excédant pas L. E. 50 ou l'une de ces peines seulement.

L'art. 161, punit quiconque aura fait, par l'un des mêmes moyens, des publications de nature soit à influencer les juges appelés à se prononcer sur un procès pendant devant une juridiction quelconque du pays, les magistrats ou tous autres fonctionnaires chargés d'une instruction, ou les témoins qui pourraient être appelés, à déposer dans le dit procès ou la dite instruction, soit à empêcher une personne de fournir des renseignements aux autorités, soit enfin à influencer l'opinion publique en faveur d'une partie en cause ou contre elle.

Cette dispositions est nouvelle; l'infraction existe par le fait que la publication est de nature à influencer les juges, les magistrats instructeurs ou les témoins. Il appartiendra au tribunal d'apprécier, à ce point de vue, la publication incriminée d'après son caractère ou le ton employé et en tenant compte des circonstances.

Mais si l'intention d'influencer les juges, les magistrats instructeurs ou les témoins est établie, l'infraction assume une plus grande gravité et les peines sont plus fortes.

C'est ainsi que l'art. 167 punit de l'emprisonnement ne dépassant pas six mois et d'une amende n'excédant pas L. E. 50 ou de l'une de ces deux peines seulement, ceux qui font des publications de nature à influencer les juges, les magistrats instructeurs ou les témoins, ou enfin d'une manière générale l'opinion publique. Ici, comme pour l'art. 160 bis, il ne s'agit pas seulement des affaires pénales, la dis-

position vise tout procès pendant par devant n'importe quelle juridiction du pays, pénale, civile ou religieuse, ou même disciplinaire. toute instruction tant pénale que disciplinaire.

Les publications sont également considérées comme une infraction à la loi si elles sont de nature à empêcher une personne de fournir des renseignements aux autorités car les bons citoyens doivent être les auxiliaires de la justice et l'aider à remplir sa tâche. Le même article édicte une aggravation de la peine lorsque la publication a été faite avec l'intention de poursuivre l'effet que la loi a voulu éviter.

La culpabilité résultera dans ces sortes d'affaires de la nature de la publication elle-même sans qu'il soit nécessaire de prouver contre l'accusé qu'il a eu l'intention d'influencer par la publication incriminée les personnes visées dans le premier alinéa de l'article ou l'opinion publique. Dans le cas où il sera établi à l'encontre de l'accusé qu'il a eu pareille intention, le juge appliquera l'alinéa 2 de l'article et pourra prononcer une peine plus sévère ⁽¹⁾.

Art. 163.—Quiconque, par l'un des mêmes moyens aura rendu compte des procès civils ou criminels dans lesquels un huis clos aura été ordonné, ou des procès relatifs à des infractions punies par le présent Chapitre ou par le chapitre VII, Titre III du présent Code sera puni d'un emprisonnement ne dépassant pas un an et d'une amende de L. E. 20. à L. E. 100 ou de l'une de ces deux peines seulement ⁽²⁾.

Toutefois, n'est pas punissable la simple annonce de la plainte ou la simple publication du jugement. Dans les procès où la preuve des faits alléguées n'est pas admise, l'an-

1. Note explicative sur le projet du Décret Loi.

2. Diff. avec la loi fr. de 1881 (art. 39).

«Le pouvoir des tribunaux est expressément limité aux affaires civiles. Mais l'expression «affaires civiles» signifie ici toute affaire qui ne rentre pas dans le domaine des tribunaux de répression, elle comprend donc les affaires commerciales. Par suite les tribunaux de commerce peuvent user du droit d'interdire le compte rendu des procès portés devant eux.

nonce de la plainte ou la publication du jugement sera passible des peines prévues à l'alinéa premier du présent article, à moins que le jugement ou la plainte n'ait été publié sur la demande ou avec l'autorisation du plaignant.

Le compte rendu des procès civils ou criminels reprimé par cet article, est subordonné à ce que le huis clos ait été ordonné.

L'interdiction est générale. Toutefois, l'art. 163 admet une exception pour la publication des pièces suivantes :

1) l'annonce de la plainte; 2) la simple publication du jugement.

Au cas où la preuve des faits allégués n'est pas admise l'art. 163 reprend son empire, e'est-à-dire, l'annonce de la plainte ou la publication du jugement seront passibles des peines prévues à l'alinéa 1er. de l'article; à moins que le, jugement ou la plainte n'ait été publié sur la demande ou avec l'autorisation du plaignant⁽¹⁾.

Les effets nuisibles de toutes les infractions dont la publicité est l'un des éléments constitutifs se trouvent renouvelés si au moment où l'on juge le coupable, des comptes-rendus sont publiés par le moyen desquels les offenses, les injures, les provocations, les diffamations qui ont constitué l'infraction sont reproduites et mises de nouveau sous les yeux du public. Pour mettre fin au scandale le seul remède est le silence. Désormais le publiciste poursuivi ne pourra plus faire de la publicité autour de son nom ni renouveler ses attaques sous prétexte de rendre compte du procès dont il est l'objet.

Les peines ont été aggravées; l'emprisonnement est d'un an au lieu de six mois et l'amende de L. E. 20 à L. E. 100 au lieu de L. E. 30⁽²⁾.

1. L'art. 39 de la loi fr. de 1881 fait une réserve au sujet de la plainte. La plainte peut être publiée mais l'art. 39 § 1 ajoute « par la plaignant » Par suite si cette publication est faite par un tiers, par ex. par un journaliste sans l'assentiment du plaignant, il y a infraction à l'interdiction formulée par la loi « Tr. Seine 6 Déc. 1887, D. P. 68. 3. 24. », « Dal. R. P. IX. p. 293 »

2. Note explicative du projet loi

SECTION VI.

*L'INTERDICTION DE LA PUBLICATION
DES DÉBATS JUDICIAIRES OU DES JUGEMENTS*

(Art. 164) ⁽¹⁾

L'interdiction de la publication pourra être ordonnée dans l'intérêt non seulement de l'ordre public, mais aussi de bonnes mœurs et la peine a été aggravée : un an d'emprisonnement au lieu de six mois; un minimum de 20 Livres fixé pour l'amende; et la faculté pour le juge de prononcer les deux peines cumulativement.

**De l'interdiction de rendre compte des
délibérations intérieures des tribunaux**
(art. 165) ⁽²⁾

L'interdiction porte également sur le compte rendu fait avec mauvaise foi et infidélité des audiences publiques des tribunaux.

Les peines qui étaient très légères dans le Code (l'emprisonnement de deux mois ou l'amende de 10 Livres) ont été portées au même niveau que celles prévues par les articles précédents, l'infraction étant de la même nature et aussi grave.

Art. 165 bis ⁽³⁾. — Sera puni des mêmes peines quiconque, par l'un des mêmes moyens, aura rendu compte des débats parlementaires, des séances secrètes, de l'une ou l'autre chambre, ou celui qui aura rendu compte avec infidélité et mauvaise foi des séances publiques des dites assemblées.

Art. 165 ter. ⁽⁴⁾. — Sera puni d'un emprisonnement ne dépassant pas six mois et d'une amende n'excédant pas L.E. 50 ou de l'une de ces deux peines seulement, quiconque, par l'un des mêmes moyens, aura publié des révélations concernant une instruction pénale en cours.

1. correspond à l'ancien article 164.

2. correspond à l'ancien article 165.

3. Cette disposition est nouvelle ; elle correspond à l'art. 7 de la loi française sur la presse du 17 Mars 1822.

4. Cette disposition est nouvelle.

Cet article a pour objet de punir la publication de révélations concernant une instruction pénale en cours. Cette intrusion de la presse dans le travail d'un magistrat instructeur est presque toujours nuisible à la bonne marche de l'instruction. Pour satisfaire la curiosité du public, on publie souvent des informations qui peuvent mettre en éveil certains témoins non encore entendus ou peut-être l'inculpé lui-même, s'il est encore inconnu. La peine prévue est d'un emprisonnement ne dépassant pas six mois et d'une amende ne dépassant pas L. E. 50 ou l'une de ces peines seulement.

SECT. VII

DE L'INTERDICTION D'OUVRIR OU D'ANNONCER DES SOUSCRIPTIONS POUR LE PAYEMENT DES CONDAMNATIONS JUDICIAIRES (ART. 166) (1).

Ce que prohibe l'art. 166, ce n'est pas la souscription en elle-même, chacun étant libre de disposer à son gré de ses sympathies ou de son argent; c'est la publicité donnée à l'ouverture de la souscription ou à l'annonce de cette ouverture (2).

Ainsi le premier élément du délit consiste en ce fait qu'une souscription a été ouverte ou annoncée publiquement.

Il faut que la souscription ouverte ou annoncée ait pour objet d'indemniser un condamné des amendes, frais et dommages-intérêts prononcés par le jugement de condamnation (3).

1. Cet article correspond à l'ancien art. 166. En France, cette interdiction a été édictée pour la première fois par l'art. II de la loi du 9 Sept. 1835. Elle a été maintenue avec une étendue restreinte par l'art. 40 de la loi du 29 Juillet 1881.

2. Rapport de M. Sauzet sur la loi de 1835 R 315. Rapport de M. Lisbonne sur la loi de 1881, Celliez et Semie p. 305. La prohibition ne concerne pas seulement les journaux et les écrits périodiques, mais bien tout acte patent et notoire, ayant pour but de provoquer les citoyens à indemniser un individu condamné judiciairement (Circ. de Mr Dufaure, ministre de l'Intérieur, 1er Août 1849). Aussi l'art. 40 est applicable au cas où une souscription illégale est ouverte dans un café (Cr. 21 Fév. 1891, D.P. 91, I. 445).

3. Par suite lorsqu'une souscription ouverte a pour objet de fournir les frais d'un appel, ou d'un pourvoi en cassation, l'annonce de cette souscription ne constitue pas une infraction à l'art. 40 (qui correspond à l'art. 166). C'est ainsi qu'il avait été jugé sous l'empire de l'art. II de la loi du 9 Sept. 1835 que l'annonce de souscriptions ouvertes dans le but de faciliter aux prévenus la formation d'un appel, ne constituent pas une infraction à cette disposition (Douai 23 Août 1847, D.P. 47, 2. 214).

Les tribunaux ne doivent pas perdre de vue que la loi n'interdit qu'une chose, le scandale résultant d'une souscription publique et qu'elle ne défend pas les sympathies (1).

L'intention coupable n'est pas un élément essentiel du délit. Le délit existe dès qu'il est établi que le prévenu a voulu ouvrir ou annoncer une souscription; il n'y a pas à rechercher s'il a agi dans l'intention de protester contre les condamnations ou dans tel autre but (2).

La pénalité a été aggravée; l'amende a été portée de L.E. 50 à L.E. 100, de même qu'il a été disposé que l'amende et l'emprisonnement pourront être infligés cumulativement.

1. Le Poittevin, t. 2, No 1006.

2. Dal. R.P. t. IX, p. 300, p. 958.

CHAPITRE 9ème

DISPOSITIONS PÉNALES TENDANT A RÉPRIMER TOUTE ATTAQUE CONTRE LA ROYAUTÉ OU LA FORME DU GOUVERNEMENT

Le législateur en élaborant la loi de 1931 s'appliqua à introduire des modifications dans l'ancienne loi ayant pour effet de punir sévèrement toute attaque contre la royauté, de sauvegarder la structure sociale de l'Etat, d'assurer le prestige qui lui est dû et de prévenir toute critique qui puisse porter atteinte à ce prestige.

En raison de l'importance accordée par le législateur à ces modifications nous avons cru préférable de leur réserver un chapitre à part.

SECTION I

1. — ATTAQUE CONTRE LA ROYAUTÉ

L'art. 150⁽¹⁾ punit toute attaque par l'un des moyens énumérés dans l'art 148 contre la Royauté, contre l'ordre de succession au Trône, contre les droits de l'autorité du Roi.

L'élément constitutif de ce délit est la publicité par l'un des moyens énumérés à l'article 148.

Sanction : Les peines ont été aggravées en portant l'amende de 30 à 300 Livres avec un minimum de 30 Livres et en donnant au juge la faculté de pronocer l'emprisonnement et l'amende ou l'une des deux peines seulement, tandis que dans l'ancien article le cumul des deux peines n'était pas possible.

1. Cet article correspond à l'ancien article 150. L'attaque dont parle l'art. 150 C. P. consiste en tout ce qui est de nature à porter atteinte à la dignité de la royauté en ce sens qu'elle diminue le respect qui lui est dû ou amoindrit son autorité ou son influence morale auprès du peuple. Le juge a, en la matière, tout son pouvoir d'appréciation, laquelle, pour tout fait déterminé varie nécessairement avec les circonstances.

En tout cas il n'est pas essentiel que l'attaque renferme l'esprit de l'outrage ou de la dérision.

En matière de délit d'attaque contre la royauté, l'élément de l'intention criminelle se déduit nécessairement des faits matériels constituant le délit. (Tribunal d'Appel Soumairé National, Mansourah, 1-11-1923).

L'art.156⁽¹⁾ bis punit quiconque aura fait remonter jusqu'à la personne du Roi le blâme ou la responsabilité des actes de son Gouvernement.

Ce délit puise son origine dans la règle constitutionnelle bien connue "Le Roi règne et ne gouverne pas".

L'élément constitutif de ce délit est la publicité par l'un des moyens énumérés dans l'article 148.

La peine prévue est d'un emprisonnement ne dépassant pas un an et d'une amende de L. E. 20 à 100 ou de l'une de ces deux peines seulement.

La Cour de Cassation Nationale par arrêt du 23 Mai 1928 fut appelée à déterminer le champ d'application de l'art. 158 bis et sa corrélation avec l'art. 156⁽²⁾ dans un cas où la Cour d'Assises avait prononcé contre l'inclupé les condamnations prévues par l'art 156 (ayant trait à l'offense envers la personne du Roi).

"La critique par la voie de la presse de la personne du Souverain, critique où l'auteur dépasserait les limites de la convenance et de la politesse, ne saurait constituer, quelque violence qu'en soit la forme, qu'un blâme tombant sous le coup de l'article 156 bis tant que la critique porte sur des matières constitutionnelles et des prétendues violations de la constitution sans qu'il existe chez l'auteur l'intention d'offenser la personne même du Souverain". Si donc, en pareil cas, la Cour d'Assises fait application de l'art. 156 au lieu de l'art. 156 bis du Code pénal, son arrêt pourra donner ouverture à cassation pour fausse application de la loi (Cass. 23 Mai 1928 XXIX No 110/11).

La Cour de Cassation s'inspirant des principes admis par la Jurisprudence française ⁽¹⁾ en la matière, retint que

1. En Angleterre un principe préside à la Constitution «The King can do wrong».

2. 156 sera punie. . . toute offense commise par l'un des mêmes moyens sur la personne du roi etc.

1. L'offense doit être dirigée contre la personne même du Président de la République. L'art. 26 (offense au Président de la République) n'est pas applicable au cas où les propos ou écrits ne visent que les actes du Gouvernement. De telles attaques peuvent, il est vrai, atteindre le chef de l'Etat, en tant qu'il fait partie du Gouvernement dont les actes sont critiqués, mais elles ne réfléchissent pas plus contre lui que contre les autres pouvoirs qui entrent dans la composition du Gouvernement, et elles n'en sont pas moins étrangères à sa personne même, soit qu'on le considère sous le rapport du caractère public dont il est revêtu, soit qu'on l'envisage au point de vue de la vie privée (Paris, 17 juillet 1880 Gaz. tr. 23 juillet 1880). Mais le délit existerait si l'on faisait remonter vers le chef de l'Etat, en termes injurieux, violents ou grossiers le blâme d'un acte du Gouvernement (Barbier 2me éd. t. 1 No 338, Dutruc No 176).

les articles incriminés visant la charte constitutionnelle et la violation de ses principes, tombent plutôt sous l'application de l'article 156 bis (réprimant le blâme) et non pas sous celui de l'art. 156 réprimant l'offense commise envers la personne du Roi.

SECTION II

b) ATTAQUE CONTRE LE GOUVERNEMENT

L'art. 151 punit quiconque, par l'un des mêmes moyens :
1) excite au renversement, à la haine ou au mépris de *l'ordre établi du gouvernement* ⁽¹⁾ en Egypte ; 2) préconise ou propage des doctrines tendant à la transformation des principes fondamentaux de la Constitution ou des institutions fondamentales de la société par la violence, l'intimidation ou d'autres moyens illégaux ⁽²⁾

Cet article contient deux éléments distincts :

1) l'excitation au renversement, à la haine ou au mépris de l'ordre établi du gouvernement en Egypte

Le but de la loi est évident. Elle veut sauvegarder le

1. La Cour de Cassation Nationale par arrêt du 14 Mars 1932 détermina la portée de l'expression « l'ordre établi de gouvernement » comme suit :

« L'expression « ordre établi de gouvernement » se réfère tant à la forme de gouvernement telle qu'elle est indiquée dans l'art. 1 de la Constitution — gouvernement royal etc. — qu'aux modalités de cet ordre défini dans les autres articles de la Constitution.

Le Gouvernement « est la souveraineté mise en œuvre ».

2. Ce paragraphe a pour but de réprimer surtout les menées anarchistes. En France, après l'assassinat du président Carnot par l'anarchiste Caserio en 1894 la loi du 28 Juillet 1894 qui fut votée, avait le même but (art. 1 et 2).

La doctrine a reconnu que cette expression ne peut rentrer dans le cadre étroit d'une définition et qu'il s'agit là d'une question de fait laissée à l'appréciation des magistrats (Le Poittevin t. 2 No. 603.)

Le passé de l'inculpé, dit le Poittevin (loc. cit.), son genre de vie, ses relations habituelles donnent souvent des indications précieuses ; puis on étudiera minutieusement l'acte lui-même, la façon dont il a été accompli, les circonstances dans lesquelles il s'est produit ; cet examen permettra toujours de discerner le mobile vrai du crime du mobile apparent.

La Cour de Cassation n'a pas non plus défini expressément l'expression « propagande anarchiste », mais elle a précisé les bases sur lesquelles peuvent s'appuyer les juges pour décider qu'une propagande présente ce caractère : « La décision, a-t-elle dit, fait une exacte application de la loi quand elle se fonde sur ce qu'il résulte des débats que les prévenus font partie d'une organisation anarchiste active, tendant par tous les moyens même criminels, à l'abolition de l'ordre social et qu'ils collaborent tous les deux au journal anarchiste « Germinal » dans lequel ont paru les articles incriminés dont le but est conforme à ces idées — Cr. 2 Fév. 1906, D.P. 1906, I. 78 et le rapport de M. Bercher.

prestige dû à l'ordre établi de gouvernement sans déterminer cette forme; ainsi le respect est dû à quelque forme que puisse revêtir l'ordre de gouvernement établi.

2) le second paragraphe a pour but d'atteindre seulement celui qui préconise lui-même la violence pour arriver à la transformation des institutions fondamentales de la société ou des principes fondamentaux de la constitution, mais aussi celui qui, sans conseiller lui-même la violence, propage ou fait l'éloge de doctrines qui tendent à une transformation par la violence de ces principes ou de ces institutions. Ainsi celui qui fera l'éloge des théories communistes telles qu'elles sont appliquées en Russie, c'est-à-dire du bolchévisme ou des doctrines de Lénine, même s'il a la précaution de déclarer qu'il déconseille la violence, tombera sous le coup de la loi, parce que ces doctrines tendent à ce que les travailleurs s'emparent par l'action directe et la violence des leviers de commande de l'Etat, tous autres moyens, pour faire triompher le régime communiste, étant considérés par ces doctrines comme absolument vains et inutiles.

Sanction: Les peines prévues par l'art. 151 sont la détention pour une durée ne dépassant pas cinq ans et une amende allant de L.E. 50 à L.E. 500.

L'art. 160 punit, quiconque, par l'un des mêmes moyens aura critiqué un acte du gouvernement, d'un corps constitué ou d'une autorité ou administration publiques, lorsque l'inculpé, par l'emploi d'expressions virulentes ou grossières dépasse les limites que permet le droit de critique (¹).

1. En France, la loi de 1895 exige seulement que les actes de provocation aient été commis dans un but de propagande anarchiste; elle ne dit pas que les écrits (ou les discours) incriminés doivent constituer « des actes de propagande anarchiste » il a été jugé que la provocation à répondre à l'ordre de mobilisation par la grève générale, le sabotage des voies ferrées et de tous les moyens de transport, ainsi que les divers organes de transmission d'ordres « constitue par elle-même et abstraction faite de toute autre circonstance, un but de propagande anarchiste (Cr. 25 Avril 1912 Bull. Cr. No 266. Comp. Cr. 2 Fév. 1906, *ibid.* No 56 Dal. R.P. IX p. 259).

2. Il s'agit là d'une disposition nouvelle. Son objet est de maintenir le ton des discussions dans la presse dans des limites de bienséance et de mesure que, bien souvent, en Egypte, et dans d'autres pays certains journaux ont tendance à dépasser. On constate, en effet, que sans aller jusqu'à l'outrage ou l'injure, le ton des polémiques de presse est parfois d'une virulence ou d'une grossièreté inadmissibles. Ces procédés de critique sont condamnables, ils nuisent au bon renom du pays et compromettent la dignité de la presse elle-même.

Il appartiendra au juge d'apprécier dans chaque cas, si les articles incriminés ont dépassé les limites de la critique licite.

(Note explicative du projet de loi).

On entend par corps constitué tous les corps auxquels la constitution ou les lois organiques qui en forment le complément ont attribué une partie de l'autorité ou de l'administration publique ⁽¹⁾.

D'après cette définition sont des corps constitués: le Sénat, la Chambre des Députés, le Conseil des Ministres, les Conseils Municipaux, etc. ⁽²⁾.

La loi exige, pour que la critique tombe sous le coup de la loi, l'emploi d'expressions virulentes ou grossières.

Sanction: La peine prévue par l'art. 160 est d'un emprisonnement ne dépassant pas six mois et d'une amende n'excédant pas L.E. 50 ou de l'une de ces deux peines seulement.

SECTION III

OUTRAGE, ⁽³⁾ INJURE

DELITS CONTRE LES AGENTS DIPLOMATIQUES ÉTRANGERS FORCES MILITAIRES OU NAVALES etc...

L'article 157 bis punit l'outrage, par l'un des mêmes moyens contre le représentant accrédité d'un Etat étranger en Egypte, au sujet de faits relatifs à l'exercice de ses fonctions.

L'expression outrage comprend tout ce qui, d'une manière quelconque, peut blesser ou offenser la personne à laquelle il est adressé ⁽⁴⁾.

Sanction: La peine prévue par cet article est d'un emprisonnement ne dépassant pas un an et d'une amende de L.E. 20 à L.E. 100 ou de l'une de ces deux peines seulement.

L'art. 159 ⁽⁵⁾ punit l'outrage ou l'injure commis par l'un des mêmes moyens, contre les forces militaires, ou navales,

1. Chassan, t. I, No 645.

2. Le Poittevin, t. 2, No 829 — voir pour la définition des termes de cet article p. 1 de cette étude.

3. Cet art. correspond à l'art. 161 du Code. La définition de l'outrage et de l'injure a été déjà indiquée dans le chapitre précédent.

4. Cour de Paris — Arr. 2 Janv. 1891 D.P. 92, I. 105.

5. correspond à l'article 160 du Code : Pour la définition des termes, employés, il faut se référer au Chapitre p. de cet étude.

les corps constitués, les tribunaux, les autorités ou administrations publiques.

Sanction : L'art. 159 ⁽²⁾ contient une aggravation des peines en portant l'amende de 50 à 100 Livres avec un minimum de 20 Livres en donnant au juge la faculté de prononcer cumulativement l'emprisonnement et l'amende.

2. L'outrage dont il est question à l'art. 159 C.P. modifié par le décret loi No. 97 de 1931 est toute parole ou toute action qui, d'après l'usage, implique le mépris ou une atteinte à la considération de l'individu aux yeux de ses concitoyens, alors même qu'elle ne comporterait pas une injure, une diffamation ou une calomnie. En conséquence celui qui a qualifié le jugement d'un tribunal d'un terme considéré par l'usage comme une expression de mépris ou comme une atteinte à la dignité, a commis un outrage envers ce tribunal et est passible de la peine prévue par les art. 148 et 159 du décret loi susmentionné.

L'on ne saurait soutenir dans ce cas, que les expressions de mépris ne s'adressent pas aux magistrats composant le tribunal. Il existe en effet une Association d'idées entre le jugement et le corps qui l'a rendu de sorte que le mépris d'un jugement touche à la fois et ce jugement et le tribunal dont il émane.

L'intention criminelle dans le délit d'outrage prévu par l'art. 159 se trouve réalisé du fait que les paroles proférées expriment elles mêmes le mépris, quels que soient d'ailleurs les mobiles. (Cass. Nat. 2-1-1933 B. O. 36 A. No. 3).

CHAPITRE 10ème.

DE LA DIFFAMATION ET DE L'INJURE

La loi de 1904 en réservant un chapitre spécial (Ch. XIV) dans le Code pénal pour les crimes et délits commis par la voie de la presse évita d'insérer dans ce chapitre les délits relatifs à la diffamation à l'injure.

Un chapitre spécial (Ch. VII) fut réservé, dans cette loi, pour les délits sus-indiqués.

C'est donc à dessein que nous consacrons ce chapitre spécial à l'examen des modifications apportées par le décret loi de 1931 aux dispositions spéciales des articles 261, 262 265 et 266 du Code pénal.

CHAPITRE 11ème

MODIFICATIONS APPORTÉES AUX DISPOSITIONS DU CODE PENAL (Art. 261, 262, 265) PAR LE DECRET LOI DE 1931

a) Diffamation :

L'article 261 ne subit qu'une légère modification. Il est ajouté aux mots "fonctionnaire public" les mots "ou d'une personne chargée d'un mandat ou d'un service public" - seront donc assimilés aux fonctionnaires, les sénateurs, députés, membres des conseils provinciaux et des municipalités, les membres des Méglis hasbys etc. . . .

L'art. 262. ⁽¹⁾ Les pénalités pour la diffamation se trouvent modifiées et aggravées. Le Code varie la peine suivant que le fait diffamatoire constitue une infraction punissable ou non ⁽²⁾

Dans le premier cas, il prévoit l'emprisonnement ou une amende n'excédant pas 56 L.E. Dans le second cas, il pré-

1. La diffamation sera punie d'un emprisonnement ne dépassant pas deux ans et d'une amende de L.E. 20 à 200 ou de l'une de ces peines seulement.

Lorsqu'elle porte atteinte à l'honneur des familles, la peine sera celle de l'emprisonnement et de l'amende dans les limites sus indiquées.

Lorsque la diffamation est dirigée contre un fonctionnaire public ou une personne chargée d'un mandat ou d'un service publics en raison de l'exercice de ses fonctions ou de son mandat, la peine sera celle de l'emprisonnement et d'une amende de L.E. 50 à 500 ou l'une de ces peines seulement.

2. Cette distinction ne paraît pas justifiée. Les faits imputés mêmes s'ils ne constituent pas des actes punissables, peuvent porter atteinte très gravement à l'honneur d'une personne; cela dépend du caractère de la personne diffamée et aussi d'autres circonstances.

Il a paru plus logique d'édicter les mêmes peines dans l'un ou l'autre cas. Il appartiendra au juge de doser le châtiment suivant la malignité de l'attaque et le préjudice porté à la victime. Les peines prévues par le projet sont l'emprisonnement ne dépassant pas deux ans et l'amende de 20 à 200 Livres ou l'une de ces deux peines seulement. Mais si la diffamation porte atteinte à l'honneur des familles le juge devra prononcer à la fois l'emprisonnement et l'amende. Ces attaques sont en effet celles qu'il convient de réprimer avec le plus de rigueur. Le mal qu'elles font est incalculable et elles ne peuvent être justifiées par aucune considération d'intérêt général. Les peines sont aggravées s'il s'agit d'une diffamation contre un fonctionnaire public ou une personne chargée d'un mandat ou d'un service public.

La preuve des faits allégués étant ici admise, il s'ensuit que l'accusé qui est condamné est convaincu d'avoir fait des imputations fausses — son cas est plus grave, la diffamation contre un fonctionnaire ou une autre personne investie d'un mandat public portant plus gravement préjudice à l'intérêt général que la diffamation contre un particulier (Note explicative).

voit l'emprisonnement pour une période de 6 mois au plus ou une amende n'excédant pas 30 Livres. ⁽¹⁾

Bo) Injure

Art. 265. — Pour harmoniser les peines édictées par l'art. 265 pour l'injure avec celles prévues pour la diffamation, le projet édicte l'emprisonnement pour une période ne dépassant pas six mois et l'amende jusqu'à 50 Livres ou l'une de ces peines seulement dans les cas ordinaires.

Mais lorsque l'injure porte atteinte à l'honneur des familles, le juge devra prononcer à la fois l'emprisonnement et l'amende. Et lorsqu'elle est dirigée contre un fonctionnaire public ou une personne investie d'un mandat public ou d'un service public, l'emprisonnement pourra aller jusqu'à un an et l'amende sera de 20 à 100 Livres. ⁽²⁾

La règle du droit français énoncée dans la loi du 17 Mai 1819 sur la presse, ne considère les injures comme un délit que moyennant deux conditions, la première qu'elles soient publique; la deuxième qu'elles renferment l'imputation d'un vice déterminé. Si l'une de ces deux conditions fait défaut, les injures constituent une contravention.

Le législateur égyptien n'a pas suivi la législation française sur ce point: les injures publiques qui portent atteinte à l'honneur ou à la considération sans même renfermer l'imputation d'un vice déterminé, sont des délits.

Cette addition a été voulue par le législateur égyptien, l'extension qu'il donne ainsi au délit doit être considérée comme une restriction de la contravention prévue à l'article 347.

Si donc le prévenu a injurié publiquement la victime en lui disant «sors d'ici chien» Cette expression qui porte atteinte à l'honneur et à la considération, fait que l'affaire constitue un délit et non une contravention, bien que les injures ne ren-

1. La publication de documents faux imputant à des personnes déterminées des faits punissables par la loi prouve l'intention criminelle chez l'auteur de la publication et le fait constitue alors la diffamation publique prévue à l'art. 261 du C. P., faisant tomber l'auteur sous le coup des peines prévues à l'art. 262 du même Code.

(Cass. NATIONALE 31 Mars 1932, 9 - 206/10).

2. V. Note explicative.

ferment pas l'imputation d'un vice déterminé. (1)

Le deuxième paragraphe de l'art. 265 prévoit la peine de l'emprisonnement et de l'amende quand les injures *portent atteinte à l'honneur des familles*.

La Cour de Cassation nationale par arrêt du 16 Janvier 1933 eut à déterminer la portée de l'expression sus-indiquée dans l'affaire suivante:

Un individu s'était livré à des voies de fait sur un curé et l'avait injurié publiquement en l'accusant d'avoir embrassé sa femme.

Le Ministère Public s'étant pourvu en cassation contre le jugement correctionnel en demandant la condamnation de l'inculpé à l'emprisonnement et à l'amende par application du 2e. paragraphe de l'article 265 susindiqué, la Cour de Cassation releva ce qui suit :

« Attendu qu'il faut entendre par injures portant atteinte à l'honneur des familles, le fait d'accuser une personne de l'une des deux sexes, de s'être livrée à la prostitution de son corps.

« Attendu que dans le cas en l'espèce, l'inculpé ayant accusé le curé d'avoir embrassé sa femme (la femme de l'inculpé), l'imputation ne vise nullement l'honneur de la famille du curé et par conséquent il faut écarter l'application du 2e paragraphe de l'article 265.

Art. 266. (2) Les deux articles qui précédent ne sont pas

1. Cass. 14 Mars 1932 8-179, l'art. 374 sus-indiqué est ainsi mentionné - seront punis d'une amende n'excédant pas L.E. 1 ou d'un emprisonnement ne dépassant pas une semaine : 1) ceux qui sans avoir été provoqués auront proféré contre quelqu'un des injures non publiques ou ne renfermant pas l'imputation d'un vice ou d'un fait déterminé.

Pour faire l'application de l'art. 265 du C. P., il faut la réunion de certaines conditions : entre autres il faut que les injures soient proférées publiquement, c'est à dire dans un lieu ou une réunion publique.

Si donc le jugement de condamnation n'indique pas le lieu où les injures ont été proférées, les faits tels qu'ils sont constatés par le jugement manquent de précision et rendent le jugement annulable (Cass. 14 Juin 1931. 1. - 4/1).

2. Conforme à l'ancien art. 266 C. P. (loi 1904) sauf le dernier paragraphe qui a été modifié.

Le deuxième alinéa de l'art. 266 C. P. prévoit que l'art. 166 bis qui établit un système de responsabilité pénale pour les infractions du chap. XIX, titre II du Code sera applicable lorsqu'il s'agit de diffamation ou d'injure. Le décret loi 1931 tout en maintenant cette disposition ajoute que les autres sanctions prévues par les articles 167, 167 bis et 168 pour les infractions du Ch. XIV, t. II seront également applicables en matière de diffamation ou d'injure (Note explicative).

applicables aux imputations portées par une des parties contre l'autre dans des défenses orales ou écrites produites devant les tribunaux, lesquelles ne pourront donner lieu qu'à des actions civiles (1) ou disciplinaires.

“En cas de poursuites en vertu des articles 261 à 265 ci-dessus, les articles 166 bis à 168 inclusivement du présent Code seront applicables(2)”.

**Exemption de la peine prévue au second alinéa
de l'art. 261 C. P. et à la dernière disposition
de l'art. 265 du même Code.**

Différence entre les deux cas — Le second alinéa de l'art. 261 et la dernière disposition de l'art. 265 du C.P. ne définissent pas la critique permise et n'en établissent pas les règles; ils édictent seulement l'exemption de la peine en faveur de l'auteur de la diffamation ou de l'injure si l'imputation est dirigée contre un fonctionnaire public pour un fait se rapportant à l'exercice de ses fonctions pourvu qu'elle ait été faite de bonne foi et que la vérité de tout fait allégué ait pu être établie.

1. Il est de jurisprudence constante que les décisions rendues par les tribunaux de statut personnel ont la force de chose jugée, à condition qu'elles aient statué sur une question de leur compétence. Aussi un divorce prononcé conformément à la procédure admise devant les dits tribunaux ne peut être soumis à nouveau aux tribunaux civils pour en apprécier les causes.

Cependant les tribunaux civils restent compétents pour connaître des actions en dommages-intérêts pour imputation de faits diffamatoires par l'une des parties à l'autre dans une instance engagée par devant les tribunaux de statut personnel. Ces actions sont du domaine civil et ne relèvent pas du statut personnel.

L'art. 266 du C. P. exonère de la responsabilité pénale la partie qui, au cours de sa défense, produite par devant les tribunaux impute à l'autre partie des faits diffamatoires nécessaires pour cette défense, mais ne le relève pas de la responsabilité civile, elle peut donc être condamnée à des dommages-intérêts du chef des imputations agressives — Cour d'Appel Nation., 29.4.1933.

On reconnaît généralement que la défense en justice peut donner ouverture à des dommages-intérêts, si elle constitue un acte de malice ou de mauvaise foi, sinon une erreur grave et inexcusée. — Cass. fr. 1913-1928 D. II, 304.

2. L'art 266 C. P. exige qu'il y ait eu en fait un procès pendant et des imputations portées dans des défenses orales ou écrites produites devant le tribunal.

En conséquence, le délit des injures est punissable, s'il n'y a pas de procès pendant et si ces injures ont été contenues dans un exploit d'huissier qui n'a pas de rapport avec un procès pendant (Cass. Nationale 19-12-1929 B. O. T. 31 A).

La différence entre les deux cas est grande.

La critique permise ne fait encourir aucune peine, car elle suppose que l'auteur n'est point sorti des limites de la critique pour entrer dans celles de la diffamation ou de l'injure.

Quand au cas visé par le second alinéa de l'art. 261 et la dernière disposition de l'art 265 du C.P. il est en principe punissable puisque toutes les conditions d'existence de la diffamation ou de l'injure s'y trouvent remplies, mais l'auteur est cependant exempt de la peine qu'en principe il aurait dû encourir, si les conditions édictées par le second alinéa de l'art 261 du C.P. plus haut mentionnées sont remplies.

Délit de diffamation, injures et outrages intention criminelle — mauvaise foi

Dans les délits de diffamation, injures et outrages, il y a deux choses qu'il faut éviter de confondre:

1.— la recherche de l'intention criminelle, qui est l'élément moral devant nécessairement exister dans tous les délits volontaires, dont font partie les délits de diffamation, injures et outrages.

2.— la recherche de la bonne ou la mauvaise foi, recherche qu'il n'y a lieu de faire que si l'imputation est dirigée contre un fonctionnaire public.

L'intention criminelle existe toutes les fois qu'il sera établi que l'inclupé savait que les termes dont il a usé envers la victime étaient de nature à exposer la victime à l'application des peines légales et au mépris des citoyens.

L'on peut déduire l'existence de cette connaissance chez l'auteur de ce que les termes et les expressions employés sont déshonorants en eux-mêmes.

Quant à la mauvaise foi elle existe lorsque l'auteur de l'imputation n'a eu pour but que de déshonorer la personne attaquée.

L'exemption de peine dont il est fait mention au second alinéa de l'art. 261 et à la dernière disposition de l'art. 265 du C.P. devient obligatoire pour le Tribunal malgré l'existence de l'intention criminelle, si l'auteur réussit à convaincre le tribunal de sa bonne foi (c'est-à-dire qu'il avait pour but de défendre un intérêt public) et à prouver la vérité de tout fait allégué.

Si donc ces deux conditions sont remplies l'acquiescement du prévenu s'impose même si son intention criminelle est prouvée.

Au contraire la condamnation du prévenu s'impose, si sa mauvaise foi est établie devant le tribunal, c'est-à-dire s'il est prouvé qu'il n'a visé qu'à déconsidérer et à blesser la personne attaquée, bien qu'il soit en mesure de prouver la vérité des faits allégués.

La différence entre la mauvaise foi et l'intention criminelle dans les délits de diffamation et injures est bien grande (1).

Pour exempter l'inculpé de la peine en cas de délit de diffamation commis à l'égard de fonctionnaires etc., la loi a posé une autre condition que celle de la bonne foi et qui consiste à faire la preuve des faits imputés. Cela veut dire que l'inculpé doit être prêt à fournir la preuve de ces faits, qu'il doit la présenter au tribunal, et qu'il sera exempté de la peine si le tribunal l'admet.

Mais la loi ne tolère pas le fait de commettre la diffamation sans avoir en mains la preuve, en comptant seulement sur les preuves que l'enquête pourrait éventuellement faire paraître (2).

1. (Cass, 4 Janvier 1932, 7 — 155/3)

2. (Cass, 31 Mars 1932; 9 — 206/12).

CHAPITRE 12ème

MODIFICATIONS APPORTÉES PAR LA LOI No. 53 DE 1932

Art. 3.— Le troisième alinéa de L'article 265 du Code précité est modifié comme suit:

“Lorsque les injures sont dirigées contre un fonctionnaire public ou une personne chargée d'un mandat ou d'un service public, en raison de l'exercice de ses fonctions ou son mandat la peine sera celle de l'emprisonnement ne dépassant pas un an et de l'amende de L. E. 20 à 100 ou de l'une de ces peines seulement.

Art. 4 — Le second alinéa de l'art. 374 du Code précité est modifié comme suit:

1) Ceux qui, sans avoir été provoqués, auront proféré contre quelqu'un des injures non publiques.

La Cour de Cassation nationale par arrêt du 5 Mars 1934 eut à appliquer les dernières dispositions de l'art. 265 C.P. ainsi modifié, dans l'espèce suivante.

Le rédacteur en chef d'un journal politique quotidien, publié en langue arabe, avait laissé paraître certains articles dont les termes furent considérés par le Ministère Public comme réunissant les éléments constitutifs de l'injure dirigée contre l'autorité du Ministère.

La Cour d'Assises après avoir retenu que les imputations contenues dans les articles incriminés ne dépassaient pas les limites de la critique permise et que le prévenu était à même d'apporter la preuve des faits allégués, écarta l'application de l'art, 265 (troisième alinéa) et acquitta le prévenu.

La Cour de Cassation retint que la Cour d'Assises avait fait une mauvaise application de la loi en qualifiant les imputations contenues dans les articles incriminés de critique permise et en autorisant le prévenu à apporter la preuve des faits allégués.

En l'état des dispositions nouvelles de l'article 265 C.P.

le dernier paragraphe - sans préjudice de l'application dans ce cas du second (1) alinéa, de l'art. 261 - se trouve supprimé.

La suppression du dernier paragraphe fut décidée par le législateur parce que la terme "injüre" vise des imputations vagues, imprécises, échappant à tout contrôle dont la preuve ne saurait être admise à raison du discrédit qu'elle jette sur les fonctionnaires publics.

La preuve seule reste admise, en matière de diffamation où il s'agit d'imputation de faits précis, déterminés susceptibles d'être contrôlés et vérifiés.

La Cour de Cassation faisant application de ces principes releva également, que l'intention coupable, en matière d'injure, est présumée quand les terms employés contiennent l'imputation d'un vice déterminé ou portent atteinte à l'honneur ou la considération.

L'arrêt fut donc cassé.

Les condamnations prévues par l'article 265 C.P. furent prononcées contre le prévenu.

1. Toutefois la critique d'un fonctionnaire public ou d'une personne chargée d'un mandat ou d'un service publics ne tombera pas sous l'application du présent article, pourvu qu'elle soit faite de bonne foi, qu'elle se rapporte exclusivement à l'exercice de ses fonctions ou de son mandat et que la vérité de tout fait allégué soit établie.

CHAPITRE 13ème.

ÉTENDUE DE LA CRITIQUE PERMISE PAR LA LOI EVOLUTION DE LA JURISPRUDENCE EN MATIÈRE NE DIFFAMATION

Il résulte de l'exposé des principes énoncés en matière de diffamation contre les fonctionnaires publics que le législateur égyptien exige que la critique d'un fonctionnaire public ou d'une personne chargée d'un mandat ou d'un service publics soit faite de bonne foi, qu'elle se rapporte exclusivement à l'exercice de ses fonctions ou de son mandat et que la vérité de tout fait allégué soit établie.

L'expression "bonne foi" n'étant pas, par elle même, rigoureusement précise, le législateur s'appliqua à déterminer les éléments requis pour que la critique des actes des fonctionnaires puisse être considérée comme faite de bonne foi.

Les tribunaux appelés à faire application de ces principes ont une certaine latitude dans l'appréciation des faits qui leur sont soumis pour voir si les éléments requis par la loi se trouvent réunis pour constituer la bonne foi.

Il est important de suivre l'évolution de la jurisprudence, sur ce point, car il est évident que les tribunaux appelés à se prononcer sur la portée de la critique faite des actes des fonctionnaires peuvent faire prévaloir la tendance libérale en évitant de discerner la mauvaise foi dans les articles d'une polémique, violente, par exemple.

C'est à la lumière des décisions de justice que nous allons suivre cette évolution.

"Les tribunaux au début avaient tendance à considérer la mauvaise foi comme étant présumée dans les articles qui leur étaient soumis, pour peu violent que fut le ton de ces articles".

Le premier arrêt intéressant sur ce point date de 1908.

"Le propriétaire d'un journal poursuivi pour diffamation

ne peut invoquer pour sa défense qu'il tenait d'un tiers la nouvelle relatée par lui dans le journal".

Le propriétaire d'un journal qui a publié des propos qu'il savait diffamatoires est au point de vue pénal, responsable de la diffamation comme auteur, en même temps que le rédacteur de l'article.

Un acte illicite, en lui même, tel que la publication de propos injurieux à l'égard d'un tiers fait présumer, en droit et en fait la mauvaise foi vis-à-vis de ce tiers; c'est à dire l'accomplissement de l'acte avec l'intention de lui voir produire toutes les conséquences normales. Il n'est donc pas nécessaire d'établir, en ce cas, l'existence effective de la mauvaise foi⁽¹⁾.

"Le juge du fond a le droit de trancher définitivement la question de savoir si la mauvaise foi existe ou non chez le prévenu; il n'est nullement lié par des moyens spéciaux de preuve par ex. la nécessité d'établir l'animosité existant entre le prévenu et la victime de la diffamation".

La mauvaise foi peut être déduite des circonstances même de l'affaire⁽²⁾.

"La mauvaise foi est présumée, en matière de diffamation jusqu'à preuve du contraire".

L'indication des faits impliquant la mauvaise foi n'est pas nécessaire dans le jugement; l'omission de ces faits n'entraîne pas sa nullité⁽³⁾.

Il ressort de l'ensemble de ces arrêts que les tribunaux, au lieu de rechercher si l'auteur des articles incriminés avait, en les rédigeant, l'intention de discréditer et de déshonorer son adversaire, se dispensaient de cette recherche en faisant présumer la mauvaise foi.

A la suite de la promulgation de la Constitution Egyptienne en 1923, de nouveaux horizons s'ouvrirent devant les journalistes. La presse allait redoubler d'activité pour répondre aux nécessités de l'évolution politique accomplie.

1. (Cass. 28 Mars 1908).

2. (Cass. 19. Déc. 1914).

3. (Cass. 20 Janvier 1917).

Des idées allaient chaque jour, s'affronter, s'entrechoquer, au sein du parlement; des hommes publics allaient traiter de nombreuses questions touchant les intérêts vitaux du pays.

Les partis politiques peu nombreux avant la guerre allaient se multiplier, prendre de l'importance et jouer un rôle prépondérant dans les destinées du pays.

Il était tout naturel, dans ces conditions, que le rôle des journaux politiques dépassât le cadre de simple consignation de faits pour embrasser un horizon plus vaste, celui de la critique des discours et des actes de tous les hommes chargés d'un mandat public.

La Jurisprudence des tribunaux allait s'engager dans une nouvelle voie; une évolution allait s'accomplir; une tendance plus libérale allait triompher des principes rigides sanctionnés par les premiers arrêts de la Cour de Cassation.

Période postérieure à la promulgation de la Constitution

La tendance libérale des tribunaux, avant de triompher définitivement et sanctionner l'impunité de la critique des actes des hommes publics allait subir un certain flottement.

Le premier arrêt important à signaler sur ce point date de 1924.

“ Il est de principe, dans les pays constitutionnels, que la critique d'un adversaire politique, peut d'une manière générale, être permise dans un sens plus large que la critique d'un fonctionnaire public déterminé, car la personne qui pose sa candidature pour représenter son pays, doit, en connaissance de cause, s'attendre à ce que tous ses actes soient attaqués et critiqués, quitte à lui de se justifier, de se défendre et de réfuter les attaques dirigées à son encontre.

Dès lors, les discours politiques, quelle que puisse être la violence des termes employés dans la critique des opi-

nions et des actes des partis politiques, sont dans l'intérêt du pays, lequel est ainsi à même de se former une opinion sur tel ou tel parti et appuyer, le cas échéant, le parti qui aura gagné sa confiance.

Par conséquent, les tribunaux ne doivent pas s'immiscer dans de pareilles contestations à moins toutefois, qu'elles ne lèsent matériellement ou moralement les intérêts réels d'une personne (1).

Cet arrêt trace les règles suivies en matière de critique. — La loi n'intervient point tant que la critique porte sur les actes d'hommes chargés d'un mandat ou d'un service publics; et qu'elle soit inspirée par l'intérêt du pays.

« Dans les pays constitutionnels la critique des adversaires politiques peut être tolérée d'une manière plus générale et dans un sens plus large que celle dirigée contre un fonctionnaire public; que cette critique quel que soit le degré de violence qu'elle peut atteindre, est utile pour faire la lumière autour des questions qui touchent le bien du pays". (2)

En ce qui concerne la détermination de l'intention coupable qui constitue un élément essentiel de la diffamation dirigée contre les fonctionnaires publics, la jurisprudence allait également évoluer dans un sens plus conforme à l'esprit du législateur.

Au début les tribunaux se bornaient à déclarer que l'intention coupable était présumée dans les articles qui leur étaient soumis.

Cette présomption obligeait le prévenu d'administrer la preuve contraire; la jurisprudence allait suivre une orientation pourtant nouvelle caractérisée par l'arrêt suivant:

"C'est une erreur que de présumer la malveillance dans le simple fait de la publication diffamatoire. Il appartient

1. Cass. 6 Novembre 1924 XXVI No. 1/5.

2. Cass. 1 Mai 1928; XXIX, No. 77/41).

Le journaliste qui cherche à servir avec dévouement l'intérêt général, doit, dans sa critique, respecter les convenances et ne pas employer des propos de nature à porter atteinte à l'honneur ou à la considération, faute de quoi il dépasserait les limites de la critique permise laquelle doit être circonscrite aux actes et ne pas s'étendre aux personnes (Cour d'Assises, Caire, 23 Juin 1924, XXVI No. 8/1).

à la Cour de Cassation d'examiner toutes les circonstances de la cause pour en déduire si l'auteur de l'article a voulu servir l'intérêt général du pays ou bien s'il n'a cherché qu'à nuire aux personnes contre lesquelles il a dirigé sa critique" (1)

Cette jurisprudence ne tarda pas à osciller. Un flôtement parut dans les dernières décisions de justice. "L'intention coupable", de nouveau, était présumée dans les articles incriminés si les termes employés étaient suffisants par eux mêmes pour l'indiquer.

Deux arrêts de la Cour de Cassation Nationale marquèrent ce revirement.

L'arrêt du 4 Janvier 1932 fut rendu par la Cour de Cassation Nationale, dans l'espèce suivante :

Le gérant (2) d'un journal quotidien condamné aux peines prévues par les articles 158, 159 et 148 du Code pénal (crimes et délits commis par la voie de la presse) se pourvut en cassation pour le motif que l'article incriminé constituait la critique prévue par les art. 261 et 265 du Code pénal.

La Cour de Cassation rejeta le pourvoi en se basant sur les motifs suivants :

"Attendu que le dernier paragraphe des art. 261 et 265 n'a pas déterminé la forme de critique tolérée; les dits articles ayant simplement exonéré le prévenu de toute responsabilité si la critique est faite de bonne foi et se rapporte exclusivement à l'exercice des fonctions et que la vérité de tout fait allégué est établie.

"La critique, inspirée par des motifs légitimes de défense de l'art. et tant qu'elle ne confine pas à la diffamation, n'est pas punissable.

"Attendu d'autre part, poursuivit l'arrêt, que l'intention

1. (Cass. 1 Mai 1928 XXIX No. 77/1).

1. L'affaire peut se résumer ainsi :

Le gérant d'un journal quotidien "le Siassa" publia un article dont les termes injurieux constituaient une offense envers un député.

La Cour d'Assises, à laquelle était délégué le gérant, le condamna aux peines prévues par les articles 158, 159, et 148 du Code Pénal.

copable est présumée. Ainsi quand un discours ou un écrit contiennent des imputations de nature à porter atteinte à l'honneur ou à la considération, qu'ils sont diffamatoires par leur teneur même, ils portent en eux une preuve de l'intention coupable suffisante pour que l'accusation n'ait rien d'autre à démontrer".

La Cour de Cassation ⁽¹⁾ rejeta donc le pourvoi et c'est donc l'art. 159 qui fut appliqué.

Le dernier arrêt rendu également par la Cour de Cassation Nationale le 11 Juin 1934 consacra les mêmes principes proclamés par l'arrêt de 1935 qui sont d'ailleurs conformes à ceux de la jurisprudence française.

L'élément intentionnel existe par le fait que l'auteur de la diffamation se rend compte que le fait publié est de nature à exposer le diffamé à l'application des peines légales ou au mépris de ses concitoyens.

"Sans doute, en matière de diffamation, comme en toute autre, la preuve de la culpabilité qui comporte la preuve de l'intention est à la charge de l'accusation; mais quand un discours ou un écrit contiennent des imputations de nature à porter atteinte à l'honneur ou à la considération, qu'ils sont diffamatoires par leur teneur même ils portent en eux une preuve de l'intention coupable suffisante pour que l'accusation n'ait rien d'autre à démontrer ⁽²⁾.

Cette présomption, peut, toutefois, être détruite par la

1. Conforme à la jurisprudence française.

(D. R. p. per. IX p. 282 No. 724).

Il importe de signaler que la Cour de Cassation dans cet arrêt s'inspire des principes établis par la jurisprudence française quant à la distinction entre le mobile et l'intention. Ces principes sont résumés par «Le poittevin.

«Peu importe, dit M. le Poittevin (t. a. No 730) le mobile de l'acte. Il se peut que l'auteur de cette diffamation n'ait pas eu l'intention spéciale de nuire, il se peut qu'il ait cru obéir aux mobiles les plus louables mais la fin ne justifie pas les moyens. Le juge pourra et devra en tenir compte dans l'application de la peine, quant au délit lui-même, il n'en sera pas moins caractérisé.

Le but n'a été, il est vrai, de causer un préjudice à la personne diffamée, mais on a su qu'en lui imputant tel ou tel fait on porterait atteinte à son honneur ou à sa considération. On a donc agi avec l'intention de consommer l'acte qui devait produire ce résultat c'est à dire, avec une intention coupable.

2. (Cr. 15 Mars 1821 R. 1571 — 1 18 Juillet 1831),

preuve contraire (1).

La bonne foi n'est pas suffisante par elle même, le prévenu doit établir le bien fondé des imputations alléguées pour échapper aux peines prévues en matière de diffamation.

L'arrêt qui marque le dernier terme de l'évolution de la jurisprudence est celui rendu le 17 Mai 1935 par la Cour d'Assises Nationale.

Cet arrêt dont le retentissement fut énorme dans le pays tant par l'importance des débats que par la personnalité des personnes diffamées, témoigne d'une conception particulièrement libérale en matière de critique des actes de personnes chargées d'un service public.

Un journal politique quotidien, publié en langue arabe, avait fait paraître une série d'articles contenant des imputations dirigées contre certains ministres au pouvoir où ceux-ci étaient accusés d'avoir trafiqué de leur influence en vue d'arrêter certains actes de procédure ou de favoriser des adjudications de travaux publics dans le but de se procurer certains avantages pécuniaires (2).

Le rédacteur en chef du journal fut déféré à la Cour d'Assises. Les ministres accusés s'étant constitués partie civile, les débats allaient poser dans toute son ampleur la

1.(Cr. Nov, 1875, D P. 83 5 358).

Répertoire pratique du droit belge; t. 3 diffamation, calomnie, divulgation méchante. No. 90 Intention méchante. L'intention méchante, l'*animus injuriandi*, est une condition essentielle de l'infraction. Il ne suffit pas que l'agent ait calomnié ou diffamé sciemment et volontairement une personne déterminée, ce qui constitue la résolution criminelle ou le dol général, il faut qu'il ait agi aussi dans l'intention spéciale de nuire ou d'offenser.

C'est cette condition spéciale que le texte de l'art. 443 C. Béal exprime par le mot «méchamment».

No. 95 —L'intention de nuire ne se présume pas en droit Pénal belge. En France, au contraire, on enseigne généralement qu'en matière de diffamation, l'intention méchante est présumée de droit.

Ce sera donc au Ministère public qu'incombera cette preuve, mais dans bien des cas, l'intention de nuire résultera de l'acte même ou des circonstances. L'appréciation de l'exercice de cet élément intentionnel du délit est du domaine exclusif du juge du fait (Nyples et Servaix t., III p. 200 Mo. 23, Grahay No. 601 p. 569),

1. L'affaire en question, appelée (l'affaire de l'honnêteté du pouvoir) peut être considérée comme étant unique dans les annales judiciaires du pays tant par le nombre des audiences (tenues pendant près de deux mois) que par la valeur et le nombre des avocats de l'inculpé et de la partie civile qui s'étaient livrés à de véritables joutes oratoires que le pays entier suivait avec un intérêt passionné.

question de la responsabilité des journalistes en matière de critique d'actes de fonctionnaires.

Il est impossible de donner un résumé des débats, il suffit de signaler que les discussions juridiques portèrent sur la détermination des éléments de diffamation quand les imputations se trouvent dirigées contre des fonctionnaires publics, la condition de bonne foi imposée par le législateur égyptien, dans cette matière pour l'exonération de toute responsabilité.

La Cour d'Assises par son Arrêt du 17 Mai en renvoyant l'inclupé des fins de la prévention, traça le dernier terme de l'évolution de la jurisprudence.

La tendance de la jurisprudence s'est affirmée aussi dans un sens particulièrement libéral tant dans le dernier arrêt de la Cour d'Assises que dans le jugement rendu le 5 Février 1935, par la Chambre Civile du Tribunal National du Caire où la décision de suspension ou de fermeture d'un journal par voie administrative fut déclarée illégale et arbitraire.

L'on peut conclure, avec Prevost [Paradol ainsi : "si la presse et libre chez tel ou tel peuple, nous ne songeons jamais à nous enquérir de la loi qu'on lui applique, mais nous nous demandons tout de suite et d'instinct *qui le juge* (!):

1, Prevost Paradol. La France Nouvelle p. 216.

CHAPITRE 14^{ème}.

JURISPRUDENCE DES TRIBUNAUX DE LA REFORME EN MATIÈRE DE DIFFAMATION

De l'exposé fait dans la première partie de cette étude, il résulte que les tribunaux de la Réforme refusèrent d'admettre l'applicabilité aux étrangers des dispositions réglementant le régime de la presse en Egypte, étant donné que ces dispositions ne furent pas, conformément au règlement d'organisation judiciaire, soumises à l'Assemblée Générale de la Cour d'Appel Mixte et approuvées par elle.

Les dispositions spécifiant les infractions pénales en matière de presse et fixant les pénalités à appliquer par la Juridiction de répression—font partie de la législation pénale du Pays et ne sont évidemment applicables qu'aux nationaux justiciables de la juridiction pénale indigène—à l'exclusion des Etrangers Capitulaires, lesquels n'étant pas justiciables des Tribunaux de répression indigène ne sont pas soumis à cette législation.

La législation égyptienne sur la presse de 1931 (Décret-Loi No 97 de 1931) introduisant certaines modifications au Code Pénal Egyptien sur les infractions commises par la voie de la presse et Décret-loi No 98 de 1931, réglementant la Presse, ne manqua pas de tenir compte de cette distinction.

A défaut, en Egypte, d'une législation spéciale à la Presse Egyptienne, les actions en dommages-intérêts pour diffamation introduites devant les Tribunaux de la Réforme ne pouvaient être régies que par le droit commun, d'après lequel l'auteur d'un préjudice est tenu de le réparer.

Il convient, dans cet ordre d'idées, d'indiquer la jurisprudence des Tribunaux de la Réforme, en matière de diffamation.

Pour qu'il y ait délit de diffamation, les conditions suivantes, déjà indiquées, doivent être remplies.

Il faut: 1) qu'il y ait imputation ou allégation d'un fait; 2) que ce fait soit déterminé; 3) que cette imputation ou allégation soit de nature à porter atteinte à l'honneur ou à la considération; 4) que l'atteinte soit faite à une personne ou à un corps déterminé; 5) que l'auteur de l'imputation ou de l'allégation ait agi dans une intention coupable; 6) que l'imputation se soit produite publiquement.

Nous allons examiner la tendance des tribunaux de la Réforme, à la lumière des décisions de justice relatives à chacun des éléments sus-indiqués.

Le fait de publier dans un journal une série d'articles contenant des insinuations malveillantes contre un particulier et une accusation de vol et d'abus de confiance au préjudice d'œuvres de bienfaisance, et malgré une sommation de faire la preuve des faits allégués, de s'en abstenir et de continuer la campagne de diffamation après l'introduction d'un procès, démontre l'intention de porter atteinte à l'honneur et à la considération de cette personne et de nuire à son crédit et constitue une faute obligeant son auteur à réparer le préjudice causé ().

S'il est vrai qu'en matière de diffamation par la voie de la presse, il est difficile de libeller par état le préjudice réellement subi, il n'en résulte pas moins que le fait de publier des accusations diffamatoires répétées dans plusieurs numéros d'un journal peut, dans une certaine mesure, nuire au crédit de la personne visée et lui causer un préjudice matériel, ne serait-ce que celui d'être obligé d'intenter l'action en diffamation.

Il appartient donc aux tribunaux d'arbitrer la somme qui doit être allouée comme réparation du préjudice subi.

“ Constitue une diffamation, l'imputation, serait-elle vraie, d'avoir proposé à une personne d'en voler une autre, puisque cette imputation consiste en l'accusation d'un fait précis et malhonnête qui porte à la considération.

1. Arrêts 17 juin 1891 — Bull. III, 395 et 24 Mars 1892 — Bull. IV, 173, 21 Fév. 1900, Bull. XII, 134.

“ Les journalistes ne jouissent d'aucune immunité, à raison de leur prétendue mission de renseigner le public, mission qu'ils ne tiennent ni de la loi ni d'un mandat du public. S'ils veulent publier des informations c'est à leurs risques et périls pour les besoins de leur profession.

“ Si les journalistes ont le droit de rendre compte des audiences publiques, c'est parce que cette publication est la continuation de la publicité de l'audience, à la condition que le compte-rendu soit exact, fait de bonne foi et ait suivi immédiatement l'audience, mais ils n'ont point le droit de publier soit le compte rendu d'audiences anciennes dans le seul but de nuire, soit des compte rendus de plaintes qui ne sont ni publiques, ni destinées à la publicité ⁽¹⁾.

5me. élément : Intention

“ Des excès de langage, insinuations et qualificatifs déplacés et blâmables proférés dans une réunion publique ou publiés au cours d'une campagne de presse, ne donnent point ouverture à une action civile en diffamation, quand l'intention évidente et principale qui se dégage de la teneur intégrale de ces discours et publications est celle de tenir en éveil l'opinion publique et d'appeler l'attention des Autorités sur une question incontestablement d'intérêt public; et quand, au surplus, ces excès de langage et de presse n'ont pu sérieusement porter atteinte à la considération de la partie attaquée ⁽²⁾.

6me. élément : Publicité

“ Faute de publicité, base essentielle de toute action en diffamation, une lettre de licenciement d'un employé, contenant des imputations calomnieuses, ne peut pas donner lieu à l'allocation de dommages-intérêts.

“En ce qui concerne les fonctionnaires publics, les imputations portées contre eux et se référant à des faites rentrant dans leurs fonctions, la jurisprudence Mixte s'ins-

1. Jugement somm. 9 Avril 1914 — Gaz. des Trib. M., No 37 p. 151.

2. Jug. trib. civil Alex. 25 Mai 1912 — Gaz. Trib. M., No 13 p. 179.

pira des dispositions de l'article 261 C.P. indigène (alin. 2).

“Si d’une façon générale, l’imputation diffamatoire se référant à la vie privée donne ouverture, fut elle même légalement constatée, à une action de dommages intérêts, il n’en saurait être de même pour un fonctionnaire public; vis-à-vis de celui-ci les faits même diffamatoires mais se référant à ces fonctions *peuvent être établis*, sans que dès lors l’imputation puisse entraîner aucuns dommages-intérêts, si pareille preuve est faite et rapportée”. (1)

1. Arrêt de la Cour d’Appel Mixte 6 Mai 1903 (Gaz. T.M. XV, 29).

CHAPITRE 15ème.

*L'EXERCICE DE L'ACTION PUBLIQUE
ET DE L'ACTION CIVILE EN MATIÈRE
DE DIFFAMATION*

Le Code Egyptien n'a pas adopté le système du Code français qui pose comme condition, pour intenter l'action publique dans les affaires de diffamation, injures et outrages commis contre les fonctionnaires, que la victime de l'infraction donne son consentement à l'exercice des poursuites.

En fait l'exercice de l'action publique pour toutes les infractions, sauf celles exceptées par les dispositions spéciales, ne dépend pas du consentement de la victime. L'appréciation de la victime n'a aucun effet sur le droit absolu de poursuites qui appartient au Ministère Public.

CHAPITRE 16ème

RESPONSABILITÉ PÉNALE

Le système adopté par le décret loi 1931 pour déterminer les personnes qui sont responsables d'une infraction commise par la voie de la presse est différent de celui qui avait été admis par le Code (art. 166 bis. loi 1910).

Le système du Code était celui de la législation française, d'après lequel la responsabilité pénale incombe à une catégorie de personnes et si elle ne peut être établie contre ces personnes, elle retombe sur une deuxième catégorie et ainsi de suite.

Ainsi le Code punit tout d'abord le gérant du journal et à son défaut l'auteur; à défaut de l'auteur, l'imprimeur; à défaut de l'imprimeur le vendeur.

Le décret loi de 1931 conserva ce système en ce qui concerne les deux dernières catégories qui sont responsables pénalement dans les cas prévus par l'article 166 ter; mais pour les deux premières catégories il a établi le système de la responsabilité cumulative.

Le nouvel article 166⁽¹⁾ bis retient en effet comme auteurs principaux de l'infraction non seulement les auteurs même de l'écrit etc. . , mais avec eux le rédacteur en chef du *journal*⁽²⁾ ou s'il n'y a pas de rédacteur en chef, le rédacteur responsable de partie du *journal* où l'infraction a été commise.

1. L'art. 166 bis, — Sans préjudice de la responsabilité pénale de l'auteur de l'écrit, dessin ou autres moyens de représentation, le rédacteur en chef du journal ou s'il n'y a pas de rédacteur en chef, le rédacteur responsable de la partie du journal où l'infraction a été commise, sera puni comme auteur principal des infractions commises, par la voie de son journal. Toutefois il sera exempté de la responsabilité pénale : 1^o s'il prouve que la publication a été faite à son insu et si, dès le début de l'enquête il présente tous les renseignements et pièces qu'il possède en vue d'aider à découvrir la personne responsable de la publication; 2^o ou si, au cours de l'enquête, il indique l'auteur de l'infraction et présente tous renseignements et pièces qu'il possède en vue d'établir sa responsabilité et à condition qu'il établisse que s'il n'avait pas fait la publication, il aurait été exposé à perdre sa situation au journal ou à subir un autre préjudice grave.

2 on entend viser par le mot «journal» non seulement les journaux quotidiens, mais aussi les journaux qui ne paraissent qu'une fois ou deux par semaine, les revues qui paraissent moins souvent encore et d'une manière générale, tous les écrits périodiques.

Le rédacteur en chef ne peut échapper à cette responsabilité qu'à certaines conditions indiquées dans l'article

Art. 166. — Dans le cas où les écrits, dessins, peintures photographies, emblèmes ou autres moyens de représentation qui ont servi à la perpétration de l'infraction sont publiés à l'étranger et dans tous les cas où il n'est pas possible de connaître l'auteur de l'infraction et de le traduire devant les tribunaux égyptiens, seront punis comme auteurs principaux, les importateurs, les imprimeurs et à leur défaut, les vendeurs, distributeurs ou afficheurs, à moins qu'il ne résulte des circonstances de la cause qu'il ne leur était pas possible de connaître le contenu des écrits, dessins, peintures, photographies, emblèmes ou autres moyens de représentation⁽¹⁾.

Art. 166⁽²⁾ quater. Les dispositions des deux articles précédents n'empêcheront pas l'application des principes généraux, en matière de complicité s'il y a lieu, pourvu que ces principes ne soient pas contraires aux dites dispositions.

Sera assimilé au complice celui qui aura encouragé par un concours matériel ou financier ou autre la perpétration de toute infraction commise par l'un des moyens énoncés à l'art. 148.

La Cour de Cassation Nationale fut appelée à faire application de ces principes dans l'espèce suivante :

Le Ministère Public, à la suite de certains articles politiques parus dans une revue quotidienne, considérés comme diffamatoires, déféra à la Cour d'Assises, les deux personnes qui lui paraissaient responsables, le premier en sa

1. cet article remplace certaines dispositions de l'art. 166 bis du Code. Il a pour objet, dans tous les cas où les auteurs principaux de l'infraction «qu'il s'agisse de l'auteur proprement dit ou du rédacteur en chef considéré également par la loi comme auteur principal» ne peuvent pas être connus ou traduits en justice, par ex, lorsqu'il s'agit d'écrits publiés à l'étranger, de faire tomber la responsabilité pénale sur d'autres personnes, tout d'abord les importateurs et les imprimeurs, suivant le cas, et à défaut de ceux-ci, les vendeurs, distributeurs et afficheurs «Note explicative»

2. cet article remplace le dernier alinéa de l'art. 166 bis du C. De plus il institue, pour toutes les infractions punies par le chapitre XIV, un nouveau cas de complicité: l'encouragement à perpétrer l'infraction par un concours matériel financier ou autre.

qualité de rédacteur en chef de la revue, le second en qualité d'auteur des articles incriminés, chargé de la publication.

Le premier prévenu lors de l'enquête, reconnut qu'il était effectivement le rédacteur en chef; il admit sa responsabilité pour tout ce qui avait trait à la revue.

Le second ne voulut pas admettre qu'il était l'auteur des articles incriminés, ou qu'il en avait pris connaissance avant la publication; il prétendit être simplement le directeur de la revue.

Le Ministère Public, dans son réquisitoire, qualifia le premier de rédacteur en chef responsable; le second de véritable rédacteur en chef.

La Cour d'Assises ayant acquitté les prévenus ne jugea pas nécessaire de discuter la qualification contenue dans le réquisitoire du Ministère Public.

La Cour de Cassation d'admit pas la qualification donnée par le Ministère Public parce que, releva-t-elle, le fait de qualifier le premier prévenu de rédacteur en chef responsable et le second de rédacteur en chef véritable, implique que le rédacteur en chef responsable peut ne pas être le rédacteur en chef véritable.

Or, le rédacteur en chef responsable pénalement selon les dispositions du Code Pénal et administrativement, selon la loi sur la presse, doit être le véritable rédacteur en chef responsable de tout ce qui est publié dans le journal.

Il ne saurait, pour échapper à la responsabilité encourue, prétendre qu'il n'a pas lu l'article incriminé, que cet article a été inséré à son insu; qu'il n'a pas eu le temps de revoir l'article incriminé.

La responsabilité pénale relative aux infractions commises par voie de la presse constitue une dérogation aux principes du droit commun, qui font découler la responsabilité de chacun des conséquences de ses propres actes.

La responsabilité établie par la loi sur la presse étant

exceptionnelle, aucune extension ne doit lui être donnée; car elle doit être limitée aux personnes visées par la loi.

Ainsi, si le rédacteur en chef, aux termes de la loi sur la presse, est connu, il doit être retenu responsable; étant donné que la responsabilité prévue par la loi sur la presse, constitue une présomption légale qui ne doit pas s'étendre à d'autres personnes.

Toutefois, les auteurs de l'article ne sont pas à l'abri de la loi, leur responsabilité relève des règles générales admises par la loi pénale. Il est nécessaire d'établir qu'ils ont effectivement rédigé les articles incriminés pour retenir leur responsabilité,

Attendu, retint la Cour de Cassation, qu'en faisant application de ces principes, il résulte qu'aucune preuve n'a été apportée de la participation effective du second prévenu à la rédaction des articles incriminés.

Attendu que le premier prévenu a reconnu qu'il était le rédacteur en chef responsable de tout ce qui était publié dans sa revue, qu'il a rempli toutes les obligations imposées par la loi sur la presse, que partant, il y a lieu de retenir sa responsabilité qui ne saurait être atténuée par le fait de l'accord passé entre lui et le second prévenu dans lequel celui-ci se qualifie de rédacteur en chef.

Que cet accord ne saurait avoir pour conséquence d'enlever au premier prévenu sa qualité de véritable rédacteur en chef.

Que partant il y a lieu d'acquitter le second prévenu.

CHAPITRE 17ème

COMPETENCE EN MATIÈRE DE DÉLITS DE PRESSE

1. — En Egypte, les délits de presse, conformément aux dispositions de la loi de 1904, étaient déférés aux tribunaux correctionnels; les jugements rendus étaient non susceptibles d'appel.

2. — La loi du 16 Juin 1910 déféra à la Cour d'Assises tous les délits de presse, qui étaient jugés ainsi en premier et dernier ressort.

L'art. 1er. de la loi du 16 Juin 1910 est ainsi conçu :

» Les délits commis par la voie de la presse ou tout
» autre moyen de publication sont de la compétence de la
» Cour d'Assises.

Il faut entendre par "tout autre moyen de publication" les écrits, imprimés, affiches placards, dessins, emblèmes.

Il en résulte qu'un même délit peut être de la compétence de la Cour d'Assises ou du tribunal correctionnel suivant qu'il a été commis par un des moyens de publication par l'écriture ou par un des moyens de publication par la parole.

Ainsi le délit de diffamation commis dans un lieu public sans l'intermédiaire d'un écrit est jugé par le tribunal correctionnel.

Tandis que le même délit de diffamation commis par la voie de journaux est de la compétence de la Cour d'Assises.

1. — La partie civile pourra citer l'accusé directement devant la Cour d'Assises sans l'intermédiaire du Parquet comme elle a le droit de le faire pour les délits ordinaires.

On sait que la Cour d'Assises n'était jamais saisie par une citation directe et ceci se comprend car elle ne pouvait juger que les crimes.

Comme elle est devenue compétente pour certains délits le législateur n'a pas voulu aggraver la situation de la victime (la partie civile) en lui enlevant le droit de citation qui lui était reconnu devant les tribunaux correctionnels.

2. — Le juge de renvoi (1) n'est pas saisi de ces délits.

1. — La loi du 19 Octobre 1925 modifia les dispositions de l'article (1) de la loi de 1910 en déférant au tribunal correctionnel les délits préjudiciables aux particuliers; la Cour d'Assises gardant sa compétence pour les autres délits.

1. Correspond à la chambre de mise en accusation en France.

CHAPITRE 18ème

PRESCRIPTION EN MATIERE DE DELITS DE PRESSE

En Egypte les délits de presse sont soumis à la prescription de droit commun ⁽¹⁾.

1. En France, en matière de délits de presse, où il est dérogé — en ce qui concerne la prescription — au droit commun le projet de loi de 1849 contient les motifs de cette dérogation.

« Il est dans la nature des crimes et délits commis avec publicité et qui n'existent que par cette publication même, d'être aussitôt aperçus et poursuivis par l'autorité et ses nombreux agents ».

Il est de la nature des effets de ces crimes et délits d'être rapprochés de leur cause. Elle serait tyrannique la loi qui, après un long intervalle, punirait une publication à raison de tous ses effets possibles les plus éloignés, lorsque la disposition toute nouvelle des esprits peut changer du tout au tout les impressions que l'auteur lui-même se serait proposé de produire dans l'origine ; lorsqu'enfin le long silence de l'autorité élève une présomption si forte contre la criminalité de la publication. Il a paru convenable d'abréger beaucoup le temps de la prescription publique.

La prescription qui était de six mois dans la loi de 1819 a été réduite à trois par l'article 65 de la loi de 1881.

CHAPITRE 19ème

DISPOSITIONS CONCERNANT LA CONDAMNATION EN MATIÈRE DE DÉLITS DE PRESSE

Art. 167. — En cas d'infraction commise par l'un des moyens précités, tous écrit, dessin, peinture, photographie, emblème ou autre moyen de représentation, destinés à être vendus, distribués ou exposés ou qui ont été effectivement vendus, distribués ou exposés, ainsi que les clichés, planches, pierres ou autres moyens d'impression ou de reproduction, pourront être saisis par la police judiciaire.

Le jugement de condamnation ordonnera, s'il y a lieu, la suppression ou la destruction, en tout ou en partie, des objets saisis ou de ceux qui pourront l'être ultérieurement.

Le tribunal pourra aussi ordonner soit l'insertion du jugement de condamnation dans un ou plusieurs journaux, soit l'affichage, soit l'une et l'autre de ces mesures, aux frais du condamné.

Lorsqu'une infraction a été commise à l'aide d'un journal, le rédacteur en chef ou toute autre personne responsable de la publication sera tenu d'y insérer en première page le jugement de condamnation rendu en raison de l'infraction. Cette insertion devra se faire dans le délai d'un mois à partir du prononcé du jugement, à moins que le tribunal n'impartisse un délai plus court, le tout sous peine d'une amende n'excédant pas L. E. 100 et de la suppression du journal.

Art. 167 bis. — Cette disposition est nouvelle. Elle autorise le parquet à demander au juge sommaire la suspension d'un journal lorsque pendant l'instruction d'une affaire, le journal continue des publications de la même nature que celles incriminées ou d'une nature similaire.

La suspension pourra être ordonnée dans le même cas, lorsque l'instruction est achevée par le juge de renvoi ou le tribunal saisi de l'affaire.

L'art. 168 (1) est ainsi conçu :

“ Lorsque le rédacteur en chef, le rédacteur responsable, l'éditeur ou le propriétaire d'un journal est condamné à une peine criminelle pour une infraction commise par la voie du dit journal, la suppression devra être prononcée en même temps par le jugement.

Lorsque l'une des mêmes personnes est condamnée à une peine ou pour une des infractions prévues par les articles 148, 151 et 156 ou est condamnée pour une des infractions prévues par les articles 149, 150, 152, 153 et 159, le juge-pourra prononcer la suppression du journal ou sa suspension pour une période ne dépassant pas un an. Dans le cas d'une seconde condamnation pour une des infractions susvisées commises dans les deux années qui suivent la première condamnation [la suppression devra être prononcée.

Lorsque l'une de ces mêmes personnes est condamnée, pour une infraction commise par la voie d'un journal autre que celles prévues aux alinéas précédents, à la peine de l'emprisonnement ou à une amende excédant L.E. 50, la suspension du journal pour une période ne dépassant pas six mois, pourra être ordonnée, quelle que soit la peine prononcée par le premier ou le second jugement.

En cas de la troisième condamnation pour une quelcon-

1. La loi No 35 de 1932 portant modification de certaines dispositions du Code Pénal Indigène remplaça les deux premiers alinéas de l'art. 168 par les trois alinéas suivants :

« Lorsque le rédacteur en chef, le rédacteur responsable, l'éditeur ou le propriétaire d'un journal est condamné pour un crime commis par voie du dit journal, la suppression devra être prononcée en même temps par le jugement.

« Lorsque l'une des mêmes personnes est condamnée pour une des infractions prévues par les art. 152 bis et 156, le jugement devra prononcer la suppression du journal ou sa suspension pour une période de six mois à un an. La suspension du journal pour une période de trois à six mois devra également être prononcée en cas de condamnation pour une des infractions prévues aux art. 159, 261 et 262 lorsque l'infraction est commise contre le Parlement ou l'une des deux Chambres ou le Ministère.

« Lorsque l'une de ces mêmes personnes est condamnée pour un des délits prévus par les articles 148, 149, 150, 153, 157, 159 et 162, le jugement pourra prononcer la suppression du journal ou sa suspension pour une période ne dépassant pas un an.

Dans le cas d'une seconde condamnation pour une des infractions sus-visées ou des infractions prévues à l'alinéa précédent commis dans les deux années qui suivent la première condamnation, la suppression devra être prononcée.

que de ces infractions commises dans les deux années qui suivent la première condamnation, le juge devra ordonner la suspension du journal pour une période de six mois.

SECTION I.

DÉCRET-LOI DE 1931

Les trop nombreuses modifications apportées aux lois sur la presse élaborées depuis 1881 montrent bien, par leur multiplicité même, que la législation en cette matière exige une refonte générale.

Le législateur semble s'être attaché à promulguer des lois de circonstances, ces lois, devant varier selon les nécessités présentes du moment.

Avant de conclure cette étude nous allons nous efforcer de passer en revue les différentes dispositions contenues dans le décret-loi de 1931.

On doit faire la distinction à propos de l'étude de la loi de 1931, entre le régime administratif et le régime pénal auxquels la presse est soumise.

Décret-loi de 1931 **Régime Administratif**

La nouvelle loi sur la presse de 1931 se présente sous un aspect libéral.

Le législateur lors de l'élaboration de cette loi, en remplaçant le système de l'autorisation par le système de la déclaration, crut avoir supprimé les entraves qui enchaînaient la presse dans les lois antérieures de 1865 et 1881.

Or il n'en est rien. En établissant un parallèle entre la loi de 1931 et les lois antérieures nous allons signaler les principales dispositions qui tendent, dans la nouvelle loi, à restreindre, en fait, sinon en droit, la liberté de la presse.

Le système préventif se caractérise, comme nous l'avons exposé, précédemment, par l'autorisation préalable et le cautionnement.

La nouvelle loi de 1931, si elle affranchit les journalistes

de l'obligation de requérir l'autorisation exigée par les anciennes lois de 1865, 1881, maintenant, pourtant, le cautionnement en majorant son taux.

La loi de 1881 exigeait un cautionnement ne dépassant pas L. E. 100; la nouvelle loi double le cautionnement qui peut atteindre L. E. 300 (art. 10).

Or ce taux élevé est de nature certainement à exclure nombre d'individus capables, mais ne disposant pas d'un capital suffisant, et faire du journalisme une institution particulière; ce qui va à l'encontre de la tendance libérale qui semble présider à l'élaboration de la loi.

La loi de 1931 semble vouloir aggraver les charges qui pèsent sur le journalisme.

Tout journal, paraissant trois fois ou plus par semaine doit avoir sa propre imprimerie, qui appartient à la personne ou à la société propriétaire du journal (art. 11).

La loi oblige le journaliste à faire des frais énormes; il lui faut des ouvriers de toute nature, des protes, des compositeurs, des plieurs, etc.

Indépendamment de tous ces frais, quelles pertes pour le journaliste si par hasard le journal, qui n'aura pu exister qu'à la condition d'avoir une imprimerie, vient à être supprimé!

Cette disposition de la loi, par son essence ne peut cadrer avec une législation libérale.

La loi de 1931 semble avoir copié cette dispositions de la loi française sur la presse de 1868 (¹).

1. Berryer, lors de la discussion du projet de loi sur la presse à la Chambre dans la séance du 9 Mars 1868 s'éleva avec force contre cette obligation. « Perdre le droit de publier son journal, c'est beaucoup pour celui qui en fait l'entreprise: même si son cautionnement n'est pas absorbé par les amendes prononcées contre lui, c'est beaucoup mais ce n'est pas tout, la commission veut qu'il perde encore toutes les dépenses qu'il aura faites pour l'établissement d'une imprimerie spéciale.

Ainsi, Messieurs, au lieu de la liberté que le gouvernement avait voulu consacrer par la suppression des brevets d'imprimeurs et de libraires, vous imposez une charge énorme à celui qui voudra disposer des droits établis dans l'article 1er. et dans l'article 2 et fonder un journal et par votre article 15 vous rendez illusoire et vaine la reconnaissance du droit de créer librement un journal.

Si le Journal paraît tous les jours, son personnel, son matériel, tout sera employé continuellement; mais s'il ne paraît que trois fois par semaine, il y aura quatre jours sur sept pendant lesquels son matériel ne fonctionnera pas et tous les ouvriers, les compositeurs, les protes, les plieurs, n'auraient rien à faire parce que l'imprimerie devra être spéciale au journal (Berryer, discours parlementaires, t.v.p. 645).

Par ailleurs la loi de 1931 peut être considérée, à juste titre, malgré certaines lacunes, comme la loi sur la presse dont les dispositions sont les plus complètes.

Nous nous bornons à relever dans ce chapitre le progrès que la nouvelle loi marque sur les anciennes en ce qui concerne les dispositions relatives à la publication du journal et au droit de réponse.

La loi de 1931 s'attache à déterminer d'une façon complète toutes les conditions requises pour la rédaction en chef.

Elle veut interdire l'accès du journalisme à tout individu n'offrant pas toutes les garanties de moralité; en voulant exclure les membres du Parlement, la loi de 1931 s'inspire des lois françaises antérieures à 1881 où cette disposition existait.

A cet égard les dispositions des anciennes lois étaient vagues ou incomplètes.

La loi de 1881 ne définit pas les conditions requises pour la gérance ou la rédaction en chef.

La loi de 1931 détermine les conditions dans lesquelles la publication de chaque journal peut avoir lieu; elle complète les dispositions des anciennes lois, en ce qui concerne le droit de réponse; elle indique limitativement les cas où le refus d'insérer le droit de rectification est autorisé et n'entraîne pas de sanction.

Elle complète également les dispositions prévues par les anciennes lois en ce qui concerne l'étendue des pouvoirs de la juridiction administrative.

La loi de 1931 introduit une innovation dans ses dispositions en conférant au pouvoir exécutif le droit de saisir, à la requête de certaines institutions d'enseignement, toute catégorie d'imprimés de nature à porter atteinte à la santé morale des jeunes gens en excitant leurs passions ou leurs curiosités (art. 229).

Le législateur en élaborant la loi de 1931 ne pouvait ignorer les abus auxquels avait donné lieu l'exercice par

l'autorité administrative du pouvoir qui lui était conféré en vertu duquel elle pouvait suspendre ou supprimer les journaux.

Il est évident d'ailleurs qu'un pouvoir pareil conféré à l'autorité administrative ne peut aller qu'à l'encontre des principes de liberté garantis par la Constitution de 1923.

Le maintien de tel pouvoir ne pouvait que rendre trop illusoirs toutes les concessions faites à la liberté de la presse.

C'est ainsi que ce pouvoir passa à l'autorité judiciaire, seule qualifiée, désormais, de prononcer la suspension ou la suppression d'un journal.

Le législateur, toutefois, prévut les cas où l'autorité administrative pouvait saisir et confisquer les imprimés, indépendamment de toute poursuite judiciaire (art. 24).

La pratique allait démontrer que l'autorité administrative ne devait pas facilement se dessaisir de son pouvoir dont elle avait usé tant de fois à l'égard des journalistes.

Les dispositions restrictives de la liberté de la presse contenues dans le décret-loi de 1931 ne prouvent que trop la méfiance qu'inspirait au législateur son affranchissement de tout contrôle.

Il convient d'ajouter que le décret-loi de 1931 qui devait suppléer à l'insuffisance des lois antérieures contient certaines lacunes.

Ainsi le législateur, en ce qui concerne le droit de réponse, n'établit pas une démarcation nette entre le droit de rectification et le droit de réponse, le premier devant être réservé exclusivement aux fonctionnaires publics, les particuliers devant bénéficier du second.

Le législateur également laissa sans réglementation le colportage et la distribution d'écrits sur la voie publique.

Il y a lieu de procéder à l'examen du régime pénal auquel la presse se trouve soumise sous l'empire du décret-loi de 1931.

SECTION II.

INFRACTIONS PENALES PREVUES PAR LE DECRET LOI 1931

L'ensemble des dispositions pénales contenues dans le décret-loi de 1931 laisse entrevoir le désir du législateur d'instaurer le régime des lois de circonstances, dans le but apparent de tenir suspendu le glaive du châtement au dessus de la tête des journalistes dont la fougue trop débordante est nuisible aux intérêts de la Société.

Le désir du législateur s'explique d'autant plus aisément que cette loi fut promulguée au milieu de l'effervescence générale qui régnait dans le pays plongé dans le doute et l'incertitude quant à sa destinée politique.

L'introduction des délits de tendance et d'opinion caractérise la loi de 1931 comme nous allons chercher à le démontrer.

Le législateur en introduisant ces différents délits semble s'être inspiré des lois françaises du 17 Mai 1819 du 18 Mars 1822⁽¹⁾ et du décret du 11 Août 1848.

Les délits d'opinion proprement dits, tels que l'excitation au mépris ou à la haine ou au mépris du gouvernement, l'excitation au mépris ou à la haine des citoyens contre une ou plusieurs classes de personnes, l'attaque contre le principe de la famille, forment une série de délits d'exception. En effet rien de plus vague que ces infractions, insaisissables au point de vue matériel de la fixité, de la précision qui doivent caractériser les éléments essentiels de tout délit de droit commun.

En France, avec la loi du 29 Juillet 1881, disparurent tous les délits d'opinion:

“La répression, disait Lisbonne dans son rapport⁽¹⁾ à la Chambre des Députés, a dans le système de votre commission son objectif et ses limites”.

“Elle ne s'attache qu'aux actes que le rédacteur de l'ex-

1. au sujet de cette loi Royer Collard a dit «Le vice radical de la loi, par où elle porte atteinte à la Charte plus que toutes les lois de censure, c'est qu'elle consacre l'arbitraire non plus comme temporaire mais comme perpétuel et qu'elle le fait scandaleusement entrer dans notre droit public.

“posé des motifs de la loi du 17 Mai 1819 considérait
“comme de droit commun.

“Ce sont les actes inspirés par l'intention de troubler l'ordre public, c'est-à-dire de nuire à la sécurité de la collectivité des citoyens, de porter atteinte à l'intérêt privé, actes que le droit commun incrimine, abstraction faite des moyens à l'aide desquels leur auteur a pu les accomplir, le projet laisse, par conséquent, libre carrière aux opinions; il ne donne asile, dans ses dispositions nouvelles, à aucun délit de doctrine, de tendance, à aucun délit purement politique.

“Nous avons affirmé que par actes coupables, nous n'entendons faire allusion qu'à ceux qu'incrimine le droit commun, ceux qui portent atteinte à l'intérêt public ou à l'intérêt privé.

“Nous avons affirmé que le projet ne range dans cette catégorie la manifestation d'aucune opinion quelle qu'elle soit.”

Nous avons dit, plus de délit d'opinion, de tendance⁽²⁾.

En Egypte, il convient de signaler à titre d'exemple quelques délits d'opinion figurant dans le décret loi de 1931.

1. — La provocation à la désobéissance⁽³⁾ aux lois (art. 154 du décret loi de 1931)

“Désobéir a dit à ce sujet le rapporteur de la loi française de 1881, n'est pas un acte; c'est le contraire d'un acte et d'ailleurs la désobéissance aux lois blâmables en principe n'a jamais été considérée, en droit général, ni comme un crime ni comme un délit.

La provocation à cette désobéissance ne saurait avoir un caractère plus répréhensible que la désobéissance elle même.

“Rien de plus vague que la “provocation à la désobéis-

1. (Celliez et La Senne p. 12).

2. Le législateur français s'inspira de ces principes et par l'art. 68 de la loi du 29 Juillet 1881, il abrogea intégralement les édits, lois, décrets, ordonnances relatifs aux crimes prévus par la loi, sur la presse et les autres moyens de publication.

3. conforme à l'art 6 de la loi du 17 Mai 1819 (Celliez et la Senne p.149).

sance" où commencera la provocation, où s'arrêtera la discussion, la critique permise d'une loi imparfaite ou vicieuse".

2) Délit consistant à troubler la paix publique en excitant le mépris ou la haine des citoyens les uns contre les autres (art. 153 (1) décret loi de 1931).

"Nous avons dû supprimer ce délit, dit le rapporteur de la loi de 1881 avec d'autant moins d'hésitation que le caractère en est insaisissable.

" Dans le système de la loi de 1822 comme aussi du décret de 1848, il faut que par cette excitation on ait non pas nécessairement troublé mais cherché à troubler la paix publique.

" Quelle est la conscience que ne troublerait pas l'obligation de se livrer à une aussi délicate appréciation.

Voilà pour quelle raison cette disposition a été d'une application extrêmement rare. Les mœurs publiques font justice de ces excitations, si elles n'y font pas obstacle. (2)

3) Délit d'excitation à la haine ou au mépris du Gouvernement (3).

Le rapporteur de la loi française de 1881 a justifié la suppression de ce délit "Rien d'indéfini comme ce décret depuis longtemps suranné et que ne veut plus comprendre le jury moderne. Haïr n'est pas un délit. Mépriser encore moins. Comment donc l'excitation à l'un ou à l'autre de ces sentiments pourrait-elle être délictueuse".

Nous avons cru nécessaire de relever ces trois délits et de les faire suivre par les commentaires de M. Lisbonne, rapporteur de la loi Française de 1881, pour faire ressortir le caractère vague, imprécis, indéterminé de ces délits.

1. conforme à l'art. 7 du décret du 11 août 1848 et à l'art. 10 de la loi fr. de Mars 1822.

2. Celliez et la Senne p. 154.

3. conforme à l'art. 4 du décret du 11 août 1848 (le législateur égyptien emploie l'expression "l'ordre établi de gouvernement en Egypte" a la place du terme «gouvernement». (Celliez et la Senne p. 153.

Un Gouvernement (1) pour peu qu'il soit arbitraire-peut trouver dans l'insaisissabilité de la forme de ces délits une arme facile à manier, lui permettant de briser, sous les condamnations, les plumes trop indépendantes.

En effet, malgré la rigueur de la répression prévue par la loi de 1931, la presse, telle qu'un courant puissant qui charrie les obstacles placés devant lui, ne fit que redoubler d'activité pour affirmer sa puissance. Sa force d'expansion ne fit que grandir. Ainsi le législateur, par une pente naturelle, fut amené à constater l'inefficacité du régime introduisant les délits d'opinion et l'impuissance de ceux-ci à endiguer le flot envahissant de la puissance de la presse.

Le Ministère de l'Intérieur, en 1935, proposa des modifications, portant abrogation des délits suivants introduits par les lois sur la presse de 1931 et 1932.

(1) Art. 152 bis (loi No. 35 de 1932) ainsi conçu :

Sera puni de l'emprisonnement et d'une amende de L.E. 50 à L.E. 300 ou de l'une de ces deux peines seulement, quiconque, par l'un des mêmes moyens, l'emploie des expressions ou publie de fausses nouvelles, de nature à exposer à la haine ou au mépris l'ordre établi de Gouvernement en Egypte ou à en contester l'autorité.

(2) Art. 160 ainsi conçu :

Sera puni d'un emprisonnement ne dépassant pas un an et d'une amende de L. E. 20 à 100 ou de l'une de ces deux peines seulement, quiconque, par l'un des mêmes moyens, aura critiqué un acte du Gouvernement, d'un corps constitué ou d'une autorité ou administration publiques, lorsque l'inculpé, par l'emploi d'expressions virulentes ou grossières, dépasse les limites que permet le droit de critique.

(3) Art. 160 bis ainsi conçu :

Sera puni des mêmes peines quiconque, à l'occasion d'un procès, aura, par l'un des mêmes moyens, porté at-

1. En France, en dépit de l'introduction de ces délits, la presse attesta sa puissance, car selon le mot de Royer Collard tout avait été vain contre elle : Les difficultés suscitaient des armes nouvelles. La presse n'avait fait que grandir et prendre une force d'actions plus considérable.

teinte, d'une manière quelconque, au prestige ou à l'autorité d'un juge.

Le décret loi de 1931 contient également des dispositions essentiellement attentatoires à la liberté de la presse prévues par les articles 167 bis et 168.

Les articles 167 et 168 prévoient, la suppression du journal par jugement, en cas de condamnation du rédacteur en chef, rédacteur responsable ou du propriétaire pour crime commis par voie du dit journal⁽¹⁾.

Rien n'atteste la rigueur de la loi que cette dernière disposition. La condamnation qui est une peine infligée à un individu pour un délit ou un crime qu'il a pu commettre, peut être justifiée, tandis que la suppression du journal qui rend un service public est une peine injustifiable.

Aussi la suppression de l'art. 169 bis est prévue parmi les modifications devant être apportées au décret-loi de 1931

Il est évident que la suppression de l'article 167 bis ne peut entraîner que celle de l'art. 168.

De l'examen des délits de diffamation ⁽²⁾ et d'injures, il résulte que le législateur s'inspira également de la législation française.

Toutefois le législateur français prévoit la répression des diffamations ou injures dirigées contre la mémoire des morts ⁽³⁾.

Pareille disposition fait défaut dans la législation égyptienne.

Selon la distinction établie par le législateur égyptien conforme d'ailleurs à la législation française.

1) La preuve des faits imputés aux fonctionnaires ou

1. Article 168 modifié par la loi No. 35 de 1932.

1. La plupart du temps, une campagne diffamatoire n'est pas imputable à des journalistes de profession mais à des spéculateurs embusqués derrière les guichets de la caisse, de gros dommages-intérêts aux véritables coupables et nous assisterons sans doute rapidement à la débacle de la calomnie (R. Poincaré).

2. (art. 34 de la loi du 29 juillet 1881) en France, la Commission du Sénat a repoussé le système de la Cour de Cassation qui, au point de vue de la diffamation, assimilait les morts aux vivants et n'a admis le délit de diffamation envers les morts qu'autant que, suivant l'expression de son rapporteur, M. Pelletan, « il passe par dessus leur tombe pour aller frapper des vivants » — Dalloz Rep. Pr. IX p. 292.

personnes revêtues d'un caractère public est permise pour tout ce qui est relatif à l'exercice de leur fonction.

2) Les particuliers — ceux-ci peuvent déférer à la justice toute imputation diffamatoire vraie ou fausse avec la certitude d'obtenir la condamnation du prévenu qui n'est pas admis à faire la preuve (art. 261 C.P., décret loi de 1931).

Les modifications proposées portent sur le deuxième alinéa de l'article 261. La preuve des imputations diffamatoires dirigées contre un particulier, si elles sont faites de bonne foi, est admise.

Les modifications projetées par le Ministère de l'intérieur portent également sur les articles 166 bis, ter, quater ayant trait à la responsabilité pénale en matière de délits de presse.

Ces articles, selon le projet, devront être supprimés; l'on fera retour au système déterminant l'échelle de responsabilités établi par la loi de 1910.

Les modifications projetées au régime pénal auquel est soumise la presse sous l'empire du décret-loi de 1931 ne portent pourtant pas atténuation des peines trop sévères édictées, qui ne correspondent pas d'ailleurs, à la gravité du délit commis.

Le projet se borne à supprimer, certains paragraphes des dispositions pénales du décret-loi de 1931, jugées trop attentatoires à la liberté de la presse, tout en maintenant les délits essentiels, notamment ceux prévus par les articles 151, 153 et 154 (délits d'opinion).

CHAPITRE 20ème

DÉCRET LOI No. 28 de 1935
PORTANT MODIFICATION DE CERTAINS
DISPOSITIONS DES CHAPITRE 14ème,
TITRE II et VII TITRE III
DU CODE PÉNAL INDIGÈNE

La rigueur des dispositions pénales des décrets-lois de 1931, de 1932 ne pouvait que provoquer des protestations dans les milieux de la presse, dont l'écho ne tarda pas à amener le législateur à apporter des amendements aux lois précédentes pour en corriger la rigueur.

Il convient de noter que la presse depuis 1931 ne cessait de prendre de l'extension. Un élément nouveau qui y était introduit devait augmenter son influence ainsi que son pouvoir.

La presse qui était dirigée, jusqu'alors, par des journalistes de profession vit surgir sur la scène des hommes politiques de premier plan qui désertèrent l'arène politique pour manier la plume en prenant la direction de certains journaux influents.

La lutte des idées subissait l'effet des lois naturelles en passant par des périodes d'extrême effervescence suivies d'un calme apparent.

Toutefois l'opinion publique qui avait fini par prendre goût aux polémiques de presse portait un intérêt passionné à tout ce qui touchait de près ou de loin à cette quatrième puissance.

Le législateur en élaborant la nouvelle loi de 1935 ne suivit pas complètement le courant libéral qui devait déterminer la suppression de tous les délits d'opinion; tous ses efforts portèrent seulement sur l'atténuation de la rigueur de certaines dispositions pénales des anciennes lois.

Les modifications proposées par le Ministère de l'Intérieur consistaient à faire supprimer certains délits dont le

caractère vague, imprécis laissait la porte ouverte à l'arbitraire.

Les délits dont la suppression fut proposée sont les suivants :

1) La publication de fausses nouvelles qui sont de nature à exposer à la haine ou au mépris l'ordre établi de gouvernement en Egypte ou à en contester l'autorité (art. 152 bis — lois No 35 de 1932).

2) L'atteinte portée d'une manière quelconque, à l'occasion d'un procès, au prestige ou à l'autorité d'un Juge (art 160 bis).

Le projet prévoyait également la suppression de l'article 167 bis (4).

Le décret loi de 1935 porte suppression de l'article 152(2) bis, de l'art. 166 quater " dont les dispositions sont les suivantes " : "Les dispositions des deux articles précédents n'empêcheront pas l'application de principes généraux en matière de complicité s'il y a lieu pourvu que ces principes ne soient pas contraires aux dites disposition.

Sera assimilé au complice celui qui aura encouragé par un concours matériel, financier ou autre la perpétration de

1. Si l'une des infractions prévues aux articles précédents est commise par voie de publication dans un journal, et si, au cours de l'instruction, le journal continue des publications de la même nature que celles incriminées ou d'une nature similaire, le Parquet pourra demander au juge sommaire ou au juge d'instruction d'ordonner la suppression du dit journal pour une période ne dépassant pas 15 jours.

L'ordonnance du juge sera rendue après avoir entendu l'inculpé. Cette ordonnance ne sera susceptible d'aucune voie de recours.

Si les publications visées au premier alinéa du présent article se reproduisent après que l'affaire aura été déférée au juge de renvoi ou au tribunal l'ordonnance de suspension sera demandée au juge de renvoi ou au tribunal, suivant le cas.

L'ordonnance de suspension pourra être renouvelée chaque fois que le journal recommence des publications de la même nature que celles incriminées ou d'une nature similaire.

L'ordonnance de suspension entraîne, de plein droit, la fermeture de l'imprimerie pendant la durée de la suspension si l'imprimerie appartient au journal suspendu,

L'ordonnance de suspension devient caduque si, au cours de la période de suspension intervient un ordre de classement, une ordonnance de non-lieu ou un jugement d'acquiescement.

2. Cet article pouvant limiter d'une façon exagérée le droit de critique de la presse en matière politique, a été abrogé. les disposition de l'article 151 étant suffisantes pour assurer la protection de l'ordre établi de gouvernement contre toute attaque directe (Note explicative du décret loi 1935).

toute infraction commise par l'un des moyens dénoncés à l'art. 148 ⁽¹⁾.

L'alinéa 3 de l'art. 265 du C. P. Indigène est abrogé. ⁽²⁾

Le décret loi de 1935 outre la suppression des articles sus-indiqués prévoit les modifications suivantes :

L'art. 151 ⁽³⁾ est modifié comme suit :

- » Sera puni de la détention pour une durée ne dépassant
- » pas cinq ans et d'une amende de L. E. 50 à 500 quicon-
- » que par l'un des mêmes moyens :
- » 1) excite au renversement, à la haine ou au mépris de
- » l'ordre établi de gouvernement, en Egypte;
- » 2) préconise ou propage des doctrines tendant à la
- » transformation des principes fondamentaux de la Cons-
- » titution ou des institutions fondamentales de la société
- » par la violence, l'intimidation ou autres moyens illégaux.
- » Sera puni des mêmes peines, quiconque, sans avoir l'in-
- » tentation de participer directement à la perpétration des
- » infractions prévues aux deux alinéas précédents, encou-
- » rage par un concours matériel ou financier la perpétration
- » de ces infractions.

PUBLICATIONS INTERDITES

SECTION I

L'art. 162 ⁽⁴⁾. La publication faite de mauvaise foi, par

1. Le rappel aux principes généraux en matière de complicité qui faisait l'objet du premier alinéa de cet article a été jugé superflu. D'autre part, le cas additionnel de complicité prévu au second alinéa n'a plus d'application que dans les cas prévus à l'art. 151 et a été inséré dans cet article.

C'est pourquoi tout l'article a été supprimé (Note explicative).

2. L'alinéa 3 de l'art. 265 C.P. ind. est ainsi conçu :

« Lorsque les injures sont dirigées contre un fonctionnaire public ou une personne chargée d'un mandat ou d'un service publics, en raison de l'exercice de ses fonctions ou de son mandat, la peine sera etc. »

Cette disposition modifiée fait l'objet de l'art. 160 nouv. (Note explicative).

3. Comme il a été jugé utile d'abroger comme règle générale l'alinéa 2 de l'art. 166 quater qui assimile au complice celui qui avait encouragé par un concours matériel, financier ou autre la perpétration de toute infraction commise par l'un des moyens énoncés à l'art. 148, il était nécessaire de rétablir le texte primitif de l'art. 151 tel qu'il était prévu par la loi No 27 de 1923, en ce qu'il prévoyait cette dérogation aux règles générales de la complicité pour les infractions prévues à l'art. 151 dérogation que justifie la gravité des dites infractions (Note explicative décret-loi 1935).

4. C'est le retour au régime plus libéral qui était avant 1931. Dans tous les cas le Parquet devra faire la preuve de la mauvaise foi de l'inculpé pour qu'il y ait délit punissable; Dès lors la distinction entre la publication, dans laquelle le prévenu devait prouver sa foi et la reproduction où elle était au contraire présumée, n'a plus sa raison d'être (Note explicative du décret-loi de 1935).

l'un des mêmes moyens, de nouvelles fausses, de pièces fabriquées, falsifiées ou mensongères attribuées à des tiers, lorsque ces nouvelles ou pièces seront de nature à troubler la paix publique ou à porter gravement préjudice à l'intérêt public, sera punie d'un emprisonnement ne dépassant pas dix-huit mois et d'une amende de 20 à 100 L. E. ou de l'une de ces deux peines seulement.

Art. 163.—Quiconque, par l'un des mêmes moyens, aura rendu compte des procès civils et criminels dans lesquels un huis clos aura été ordonné, sera puni d'un emprisonnement ne dépassant pas un an d'une amende de 20 à 100 L. E. ou de l'une de ces deux peines seulement.—N'est pas punissable, la simple annonce de la plainte ou la simple publication du jugement.

Sera puni des mêmes peines quiconque aura rendu compte des procès dans lesquels la preuve des faits allégués n'est pas admise. L'annonce de la plainte ou la publication du jugement sera passible des mêmes peines à moins qu'elle n'ait été faite sur la demande ou avec l'autorisation du plaignant.

Art. 164. (1)—Dans les procès, autres que ceux visés à l'article précédent, les tribunaux auront la faculté d'interdire, en tout ou en partie, la publication par l'un des moyens énoncés à l'art. 148, des débats judiciaires ou des jugements, s'ils jugent cette publication susceptible de porter atteinte à l'ordre public, aux bonnes mœurs ou à l'intérêt public et ce, sous peine d'un emprisonnement ne dépassant

1. Art. 163 et 164 «l'interdiction du publier le compte rendu des débats qui, dans l'ancien article 163, s'étendait à tous les procès en diffamation, injures et autres délits de presse prévus par le chapitre XIV, n'est plus désormais édictée, d'une manière absolue, en dehors des cas des huis clos, que pour les procès où la preuve des faits allégués n'est pas admise.

Mais si pour les autres délits de presse, il n'y a plus interdiction, en vertu de la loi, de publier les comptes rendus, les tribunaux auront toujours la faculté d'interdire les dites publications, s'ils jugent que cette publication est susceptible de porter atteinte à l'ordre public, aux bonnes mœurs ou l'intérêt public. La majorité des délits de presse a donc été ramenée à la règle commune de l'interdiction judiciaire facultative, qui était établie par l'article 164 ancien pour les infractions en général. (Note explicative du décret loi 1931.)

pas un an et d'une amende de 20 à 100 L. E. ou de l'une de ces deux peines seulement.

Art. 165 (1) ter. — Sera puni d'un emprisonnement ne dépassant pas six mois et d'une amende n'excédant pas L. E. 50 ou de l'une de ces deux peines seulement, quiconque, par l'un des mêmes moyens, aura publié des révélations concernant une instruction pénale en cours lorsque le juge d'instruction aura ordonné le huis clos ou que le Ministère Public aura interdit, dans l'intérêt de la justice, des mœurs ou de la manifestation de la vérité, toute publication à son sujet.

SECTION II

ATTEINTE AU PRESTIGE OU A L'AUTORITE D'UN JUGE ET DELIT D'INJURE

Art. 160 (2). Sera puni des mêmes peines, l'injure commise par l'un des mêmes moyens contre un fonctionnaire public ou une personne chargée d'un mandat ou d'un service public, en raison de l'exercice de ses fonctions ou de

1. La nouvelle disposition précise les cas où des révélations concernant une instruction pénale sont punissables. S'il s'agit de l'instruction faite par le juge d'instruction et qui, suivant l'art. 78 du Code d'Instruction Criminelle Indigène, a lieu en séance publique la publicité ne sera punissable que si le juge a ordonné le huis clos. En ce qui concerne l'instruction préliminaire faite par le Parquet et à laquelle le public n'est pas admis à assister, ces révélations ne tomberont sous le coup de la loi pénale que si le magistrat instructeur a interdit toute publicité. (Note explicative décret loi 1935).

2. L'art. 160 du C.P., établi par la loi No. 97 de 1931 pour réprimer la critique par l'emploi d'expressions virulentes ou grossières des actes du Gouvernement, d'un corps constitué ou d'une autorité ou administration publique, avait soulevé beaucoup d'objections par le vague et la généralité de ses termes.

Comme, en fait, les autres infractions prévues par le Code suffisent en général pour l'incrimination de tout fait grave qui tomberait sous le coup de cette disposition, il a été jugé opportun de l'abroger.

A ses lieu et place, on a transféré l'alinéa 3 de l'art. 268 qui punit l'injure contre un fonctionnaire public ou une personne chargée d'un mandat ou d'un service public à raison de l'exercice de ses fonctions ou de son mandat, et qui, fut, dans le Code de 1904 l'article 159. - Il reprend donc sa place primitive qui avait été changée par le législateur de 1931. Suivant cette législation, l'alinéa en question autorisait l'inculpé, de même que dans le délits de diffamation envers un fonctionnaire, à prouver sa bonne foi et à rapporter la preuve des faits allégués par lui. Cette règle fut, à la suite d'un arrêt de la Cour de Cassation, abrogée par la Loi No. 35 de 1932 qui exclut, d'une manière générale, la preuve contraire en matière d'injure.

Il a paru, cependant, équitable de s'en tenir à une juste mesure et d'étendre le bénéfice de la preuve à l'injure (bien que par définition, celle-ci ne contienne l'imputation

son mandat, sans préjudice de l'application du 2ème alinéa de l'art. 261, lorsqu'il y a connexité entre l'injure et un délit de diffamation commis par le même prévenu contre la même personne.

“ Art. 160 bis (1). — Sera puni d'un emprisonnement ne
“ dépassant pas six mois et d'une amende n'excédant pas
“ L.E. 50 ou de l'une de ces deux peines seulement quiconque,
“ à l'occasion d'un procès, aura porté atteinte d'une ma-
“ nière quelconque, au prestige ou à l'autorité d'un juge.

SECTION III

DISPOSITIONS RELATIVES A LA SUSPENSION OU SUPPRESSION D'UN JOURNAL

Art. 167 bis. (2) Si l'une des Infractions prévues aux articles précédents est commise par voie de publication dans un journal et si au cours de l'instruction, le journal continue des publications de la même nature que celles

d'aucun fait précis) lorsque ce délit est connexe à un délit de diffamation commis par le même prévenu contre la même personne.

Il serait en effet peu logique qu'un prévenu, inculpé d'un délit de diffamation, pût établir sa bonne foi et la véracité de ses allégations et être acquitté, alors que, faute de ne pas être autorisé à administrer la même preuve, il serait nécessairement condamné pour une simple injure qui n'aurait été que le résumé de ces mêmes allégations au moyen d'une épithète injurieuse. L'identité de traitement est condamnée par le lien étroit entre les deux délits, lorsqu'ils se rapportent à un même ordre d'idées, et qu'ils ne se différencient que par le mode d'expression, l'un ayant pour objet des faits concrets et précis, et l'autre présupposant ces faits comme établis. (Note explicative du décret loi 1935).

1. Le nouvel article 160 bis reproduit la disposition ancienne, mais substituée à la référence à l'article précédent devenu caduc par suite de la modification de l'art. 166, la détermination expresse du quantum des peines applicables. (Note explicative du décret loi 1935).

2. La suspension d'un journal, qui, pendant l'instruction d'une affaire, continue des publications de même nature que celles incriminées ou d'une nature similaire, ne pourra plus être prononcée que par le tribunal de 1ère instance statuant en chambre du conseil, au lieu du juge sommaire ou du juge d'instruction. Si l'affaire a déjà été déférée au tribunal correctionnel ou à la Cour d'Assises, la décision sera de la compétence du tribunal ou de la Cour d'Assises, suivant les cas.

D'autre part, la suspension, qui, sous l'empire de l'ancien article 167 bis, pouvait être ordonnée pour une période de 15 jours, ne pourra être portée que sur trois publications au plus, le critère de jours n'était pas d'application pratique pour les journaux ou revues hebdomadaires ou mensuels.

Enfin, cette sanction ne comporte plus la fermeture de l'imprimerie qui, auparavant, était de plein droit lorsqu'elle appartenait au journal suspendu. (Note explicative du décret-loi 1935).

“ incriminées ou d’une nature similaire, le tribunal de première
“ instance, statuant en chambre du conseil, pourra, sur
“ réquisition du Parquet, ordonner la suspension du journal
“ pour trois publications au plus.

“ La décision sera rendue après avoir entendu l’inculpé;
“ elle ne sera susceptible d’aucune voie de recours.

“ Si les publications visées au premier alinéa se repro-
“ duisent après que l’affaire aura été déférée pour jugement
“ au tribunal correctionnel ou à la Cour d’Assises, la déci-
“ sion de suspension sera demandée au tribunal ou à la
“ Cour suivant les cas.

“ La suspension pourra être prononcée chaque fois que le
“ journal recommence des publications de la même nature
“ que celles incriminées ou d’une nature similaire.

“ L’ordonnance de suspension devient caduque si, au
“ cours de la période de suspension, intervient un ordre de
“ classement, une ordonnance de non-lieu ou un jugement
“ d’acquiescement.

“ Art. 168 (1). — Lorsque le rédacteur en chef, le rédacteur
“ responsable, l’éditeur ou le propriétaire d’un journal est con-
“ damné pour un crime commis par la voie du dit journal ou
“ pour une des infractions prévues à l’article 156, le juge-
“ ment prononcera la suspension du journal pour un mois,

1. Cet article prévoyait la suppression obligatoire ou facultative du journal dans certains cas. C’était là une peine exclusive, dont les conséquences pécuniaires pouvaient de loin dépasser le montant de l’amende la plus forte et qui constituait une grave atteinte au droit de propriété, d’autant qu’elle avait pour corollaire obligé la fermeture définitive de l’imprimerie appartenant au journal condamné, même si l’activité de la dite imprimerie ne se bornait pas à la publication du journal.

D’autre part, la rigueur même de la peine risquait d’inciter les intéressés à essayer d’en éluder les effets par des manœuvres frauduleuses.

La peine de la suppression, qui n’existe plus guère que dans les législations exceptionnelles, disparaît donc de la nouvelle législation pénale. Seule, subsiste celle de la suspension mais pour des durées fortement réduites : pour les crimes et les infractions d’offense, un mois au lieu d’un an, pour les journaux paraissant plus de trois fois par semaine, trois mois pour la publication hebdomadaire, et un an dans les autres cas ; pour les autres infractions, la moitié de ces périodes à moins qu’il y ait récidive - la récidive existant toutes les fois que dans les deux années précédentes il y a une condamnation à la suspension intégrale d’un mois etc... ou à la suspension réduite - auquel cas la suspension peut être prononcée pour toute la période d’un mois.

Enfin, toute mesure relative à la fermeture définitive ou provisoire de l’imprimerie est supprimée. (Note explicative du décret loi 1935).

“ s’il s’agit d’un journal paraissant trois fois ou plus par semaine, pour trois mois, si la publication est hebdomadaire et pour un an, dans les autres cas.

“ Lorsque l’une des mêmes personnes est condamnée pour infraction commise par la voie du journal, autre que celle visée à l’alinéa précédent, la suspension du journal pourra être prononcée pour une période ne dépassant pas la moitié de celle prévue au dit alinéa.

“ Toutefois, en cas de nouvelle condamnation pour l’une des infractions prévues à l’alinéa précédent, commise dans les deux années qui suivent une condamnation antérieure, la suspension du journal pourra être prononcée pour une période égale à celle prévue à l’alinéa premier. ”

Il suffit de parcourir les nouvelles dispositions de la nouvelle loi de 1935 pour constater que le législateur fut loin d’adopter une attitude entièrement libérale à l’égard de la presse.

Les délits d’opinion, dont il fut question, sont maintenus.

Les sanctions très graves prévues par le décret loi de 1931 ne subirent aucune atténuation.

La nouvelle loi apporte un seul tempérament à la rigueur des anciennes lois.

La suppression obligatoire ou facultative du journal qui était prévue par l’article 168 du décret loi 1931 disparaît de la nouvelle législation.

Cette loi de 1935 indique, pourtant, une orientation nouvelle dans la voie libérale de la part du législateur.

Sous la poussée de l’opinion celui-ci sera amené à s’engager complètement dans cette voie pour l’élaboration d’une loi qui échappera aux contingences.

CHAPITRE 21ème

DROITS D'AUTEUR

Cette matière étant intimement liée au régime de la presse nous jugeons utile de reproduire sommairement les parties ayant trait à la presse

1. Parce que des articles parus dans les journaux donnent naissance parfois à des polémiques quant à la propriété de l'article paru.

2. Parce que la nécessité se fit sentir en Egypte d'une loi de protection des droits d'auteur.

A défaut d'une loi de protection spéciale une jurisprudence s'établit en Egypte consacrant le droit d'auteur.

Il est incontestable que chaque auteur a un droit sacré de propriété sur l'œuvre conçue et publiée par lui.

Il nous semble superflu de rapporter les discussions qui ont eu lieu pour fixer la nature et la portée du droit d'auteur et déterminer s'il s'agit d'un droit perpétuel ou d'un droit de durée provisoire après laquelle l'œuvre publiée tombe dans le domaine public, seulement il nous suffit de signaler que les législations modernes ont tendance à limiter la durée de jouissance de l'œuvre pour une période permettant à l'auteur et à ses héritiers d'en bénéficier.

Plusieurs juristes considèrent que les articles parus dans les journaux constituent une propriété de l'auteur; aussi toute reproduction de ces articles doit être interdite sauf les cas où il s'agit d'articles concernant des événements provisoires et déterminés. De pareils articles peuvent être reproduits avec mention du nom de l'auteur.

Les articles traitant d'un sujet déterminé peuvent être réunis et publiés dans un livre. A la fin de leur publication ils ne peuvent être reproduits sans l'autorisation expresse de l'auteur.

Les articles, dans les codes, désignant les droits d'auteurs.

L'art. 12 du Code Civil Indigène stipule que la propriété

littéraire et artistique est réglée par une loi spéciale.

L'art. 303 du Code pénal indigène.

“ Sera coupable du délit de contrefaçon, celui qui aura imprimé ou fait imprimer des livres au mépris des lois et règlements relatifs à la propriété des auteurs, ou qui aura confectionné ou fait confectionner un objet quelconque pour lequel un privilège exclusif a été accordé, soit à un particulier, soit à cette association.

Il est impossible de déterminer la sanction en matière pénale, aucune loi n'ayant été promulguée encore.

Les tribunaux peuvent toujours allouer des dommages-intérêts en s'inspirant des dispositions de l'art. 151 C.C.I. et des principes généraux d'équité.

La Convention internationale de Berne, déclara que les articles parus dans les journaux et traitant de matières non politiques pouvaient être reproduits sauf défense formelle de reproduction.

Le pacte de Paris de 1896 défendit également la reproduction des romans feuilletons.

En 1925 le secrétariat de la Société des Nations invita l'Egypte à adhérer à l'union internationale prévue par la Convention de Berne de 1886.

Projet de loi de droit d'auteur (dans sa partie relative à la presse)

L'art. 16 du projet de la dite loi de 1927 édicte que les articles scientifiques, littéraires et les romans feuilletons publiés dans les revues et journaux périodiques ne peuvent être reproduits dans d'autres revues ou journaux sans l'autorisation des auteurs.

A part les romans feuilletons et les petits récits l'autorisation peut être considérée comme étant implicite sauf les cas, où la défense de reproduction est stipulée clairement.

1. L'art. 151 du Code Civil Indigène est aussi conçu :

Tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer.

Les articles politiques et les faits divers peuvent être reproduits.

Dans tous les cas prévus par le dit article la reproduction n'est autorisée qu'avec mention du nom du journal ou de la revue ou du nom de l'auteur si celui-ci a signé.

L'art. 17 autorise la reproduction des procès-verbaux des discours prononcés dans des réunions publiques.

Sauf ce cas, il est interdit de publier ou de reproduire les discours ou conférences publiques.

CONCLUSION

Nous avons déjà expliqué que la diversité des lois sur la presse, appelait une nouvelle refonte générale de la législation.

Dans quel sens doit être élaborée la nouvelle loi ?

Pour mieux répondre à pareille question, il faut examiner le rôle que la presse est destinée à jouer et déterminer l'attitude que l'Etat doit adopter à son égard.

Il semble inutile sinon oiseux de récapituler toutes les théories qui furent soutenues, soit en faveur, soit contre la liberté de la presse.

La liberté de la presse fut considérée, suivant les circonstances, soit comme le dissolvant social soit comme la manifestation la plus éclatante de la liberté de la pensée.

Il est certain que la presse dans la société moderne joue un rôle dont il est inutile de diminuer la portée.

La presse est devenue incontestablement la quatrième puissance, dont parlait Emile de Girardin, puissance d'autant plus redoutable que le champ de son activité se trouve élargi considérablement par la rapidité des communications.

Le pouvoir exercé par la presse se trouve d'autant plus accru que l'instruction diffusée dans les masses a ouvert des horizons qui étaient jadis fermés et a permis à certaines idées de s'infiltrer dans les différentes couches de la Société.

L'on peut soutenir, d'une façon générale, que le journaliste et le pays doivent exercer l'un sur l'autre un contrôle continu qui forme ce qu'on appelle l'esprit public. Le contrôle ne cesse qu'au détriment de la presse et des intérêts généraux de la nation. Si le public n'encourage pas le journaliste, s'il ne croit pas en lui, c'est en vain que les lois rendront sa liberté à l'écrivain; l'indifférence de ses lecteurs lui enlèvera toute sa force.

Emile de Girardin, le grand réformateur de la presse, se plaisait à soutenir que la presse n'agissait pas sur l'opinion mais subissait, au contraire, la pression de l'opinion ; qu'ainsi elle était un reflet non un foyer, qu'il ne fallait prendre ni l'effet pour la cause, ni le conséquent pour l'antécédent.

Cette thèse amenait Girardin à conclure à l'impuissance de la presse, à son innocence. A l'impuissance totale lui paraissait devoir s'ajouter la liberté absolue.

La thèse de Girardin ne manque certainement pas de force pour un pays comme la France ; mais elle est incontestablement exagérée pour des pays n'étant pas encore parvenus au même niveau d'éducation civique.

Il suffit d'étudier l'histoire de la presse en Egypte, notamment au cours des événements qui suivirent la révolte d'Arabi Pacha en 1881, pour se convaincre que la léthargie dans laquelle le pays était engourdi ne fut secouée que par le souffle violent de la presse.

Vers 1900, le peuple égyptien non encore initié aux grandes idées de liberté, se réveilla au sentiment national par le développement de deux journaux créés par Moustafa Kamel, le grand patriote.

L'influence de la presse devait s'exercer d'une façon encore plus efficace après la guerre, quand la lutte pour l'indépendance suscita des polémiques qui enflammèrent les esprits et agirent sur l'opinion publique.

En 1923, quand la promulgation de la Constitution donna naissance à divers partis politiques, ce fut encore la presse qui fouetta l'opinion publique en faisant retentir des sons nouveaux.

Certains gouvernements au pouvoir, dans le désir parfois d'étouffer la voix puissante de la presse dont l'écho se répercutait jusqu'aux confins les plus éloignés du pays, élaborèrent des lois plus ou moins restrictives de la liberté de la presse.

Or il se trouvait toujours des journalistes qui brandissaient l'étendard de la liberté contre ces lois au risque de provoquer les foudres administratives.

L'opinion publique susceptible de s'enflammer aussi rapidement que de s'engourdir se laissait aller parfois, au cours des crises économiques, à la lassitude, se détournait des luttes de partis, se désintéressait de la destinée politique du pays; alors, de nouveau, la presse sonnait le clairon.

L'arène politique où tant d'idées se heurtaient, et s'entrechoquaient, attirait de nouveau les regards.

L'opinion publique subissait alors l'influence de la presse.

Ainsi, à chaque étape de l'évolution politique de l'Egypte depuis la fin de la grande guerre, dont tant d'événements jalonnèrent le parcours, l'on retrouve la presse dressée comme une sentinelle éveillée, dédaigneuse des embûches disséminées sur la voie qu'elle suivait pour l'accomplissement de sa mission.

Le rôle exercé par la presse étant ainsi mis en relief, faut-il en déduire que la presse, dans le domaine de la liberté, doit bénéficier de droits absolus, illimités?

Nous croyons que la liberté ⁽¹⁾ illimitée de la presse ne manque pas d'inconvénients.

La liberté de la presse devant être limitée, quels caractères devra offrir cette limitation?

La liberté de la presse découle du droit incontestable que chacun possède d'exprimer librement son opinion.

Le droit, consistant en premier lieu dans la plus grande liberté possible, la restriction mutuelle des libertés devra être aussi minime que possible ⁽²⁾.

En second lieu, pour être aussi minime que possible cette restriction devra être absolument égale pour tous.

Toutes les entraves inutiles à la liberté, toutes les lois

1. «Disons tout d'abord, que la liberté illimitée de la presse a supprimé cette qualité exquise qui fut longtemps un de nos plus chers privilèges, cette qualité essentiellement française, la mesure» — (ainsi concluait Arthur Meyer dans son livre intitulé : «Ce que mes yeux ont vu» p. 46, 407).

2. A Fouillée - L'idée moderne du droit p. 312.

oppressives, tous les règlements tyranniques sont des restrictions sans profit. (1)

Au demeurant, la jurisprudence, en Egypte, évolua comme nous l'avons indiqué, dans un sens libéral.

Le tribunal National de 1ère Instance du Caire par son jugement du 5 Février 1935 sanctionna la liberté de la presse et son affranchissement vis-à-vis de l'autorité administrative qui a toujours tendance à exercer son pouvoir arbitraire au détriment de cette liberté. (2)

En outre, la Cour d'Assises Nationale par son dernier arrêt de Mai 1935, consacra également, dans le domaine pénal, le droit des journalistes de signaler à l'opinion publique les abus commis par les hommes au Pouvoir, de passer au crible leurs actes et critiquer leurs agissements.

Elle leur reconnaissait ainsi, en quelque sorte le droit de s'ériger en censeurs publics (3).

Ainsi en signalant les agissements malhonnêtes de fonctionnaires exerçant un service public, les journalistes, peuvent donc bénéficier de l'impunité si leur critique est inspirée par le désir légitime de défendre l'intérêt général du pays.

La jurisprudence (4) libérale des tribunaux nationaux triompha de l'esprit réactionnaire de certaines lois sur la presse.

1. Il y a une belle page dans le livre de Fouillée précité sur ce chapitre que nous croyons intéressant de transcrire.

“ Les abeilles dans leur ruche ont résolu avec une sagesse instinctive un problème analogue à celui du droit appliqué. Il s'agissait d'assurer à chaque abeille une cellule aussi grande que possible et aussi égale que possible à celle des autres abeilles. C'était un problème de géométrie à résoudre, et la difficulté était de perdre le moins de terrain possible en barrières et en murailles de cire : On sait comment les abeilles ont résolu le problème. La seule forme qui permet aux cellules égales de s'appliquer l'une contre l'autre sans aucun intervalle inutile et sans aucune perte de terrain, c'était la forme de l'hexagone. Soit par instinct, soit plutôt par un mécanisme naturel, les abeilles ont donné à leur cellule la forme hexagonale. *La société humaine est comme cette ruche. Il faut laisser aux libertés, comme aux abeilles l'espace le plus grand et le plus égal possible et perdre en barrières et en murs le moins de terrain qu'il se peut.*

2. V. Page

3. V. Page

4. « La mauvaise jurisprudence est comme de la mauvaise géométrie ou de l'architecture maladroite. S'il faut des barrières, faites-les du moins aussi peu nombreuses que possible et faites-les égales pour tous puis, une fois que vos lois auront réglé l'espace réservé à chacun, laissez les libertés agir par elles-mêmes, chacune à sa manière, tant qu'elles n'empièteront pas l'une sur l'autre ; laissez-les prendre leur essor comme les abeilles dans l'air et dans la lumière » — A. Fouillée : *Idee moderne du Droit*, p. 313.

Les magistrats par l'indépendance de leur attitude — et ceci est à leur honneur — refreindèrent l'action de l'Administration ⁽¹⁾ tendant à restreindre la liberté de la presse.

Cette tendance de l'Administration, qui se manifestait par la promulgation des lois de circonstances ne répondait pas au but que le législateur devait se proposer.

En effet le but du législateur ne doit pas tendre à accumuler des lois de nature à paralyser la liberté de la presse, mais ses efforts doivent plutôt porter sur la réforme des mœurs.

La réforme des mœurs est seule capable de rehausser le niveau de la presse. Les journalistes amenés à ciseler leurs phrases, à peser leurs arguments, à modérer le ton des polémiques, s'astreindront, eux-mêmes, à une discipline beaucoup plus forte que celle du dehors.

La presse attentive à se hausser au niveau de l'opinion publique qu'elle sert en même temps qu'elle en reflète les courants sera la meilleure gardienne de l'édifice social.

Le journalisme présentera, alors, l'aspect d'une famille très unie, très disciplinée, très ferme, contribuant à resserrer les liens sociaux entre les différents membres de la grande Société qu'est la Nation.

Il faudrait, en principe, abolir à l'égard des journaux le système préventif qui est incompatible avec la liberté de la presse, mais il y aurait lieu de le faire avec certaines réserves.

Le système de la déclaration est le seul qui soit approprié à une législation libérale.

1. En France, pendant la 1^{ère}. Restauration, des hommes comme le Duc de Richelieu soutenaient que tant que le pays n'était pas libre de l'occupation étrangère, il importait d'éviter toute imprudence de plume qui pourrait créer des embarras diplomatiques. Les doctrinaires, qui étaient hommes de plume, estimaient que nul Etat n'était tout-à-fait libre si la plume y était asservie ; ils n'ignoraient pas les dangers de la plume mais ils proclamaient que si l'on ne pouvait tenir la presse en esclavage, il valait mieux la libérer de toute entrave, *la pire condition étant celle d'une presse assez affranchie pour nuire, assez asservie pour clamer sa servitude.*

Après beaucoup de vicissitudes, la liberté, en France, finit par être rendue à la presse.

Quant au cautionnement, son maintien peut cadrer avec un régime de liberté relative.

A cet effet, on a soutenu que le journaliste accomplissait une fonction publique. En France, notamment en 1819 le Gouvernement dans ses explications à la Chambre se servit de cet argument pour justifier l'institution du cautionnement. Il déclara qu'il considérerait le journaliste comme exerçant un véritable pouvoir et que la société avait le droit de s'assurer que cette fonction serait bien remplie.

En 1881 quand le législateur élaborait la loi du 29 Juillet garantissant la liberté de la presse, la nature du cautionnement fut naturellement examinée.

Le rapporteur de la loi fit valoir que si le cautionnement présentait l'avantage de garantir l'exécution des condamnations pécuniaires prononcées contre les journalistes, il avait le tort de soumettre ceux-ci à un véritable cens pécuniaire et de constituer par là une mesure préventive qui ne pouvait trouver sa place dans la loi nouvelle.

"D'origine essentiellement censitaire, a dit le rapporteur, le cautionnement est un non-sens dans un pays de suffrage universel. Qui a le droit de voter doit avoir la liberté d'écrire ainsi que de parler ; aucun obstacle préventif ne doit y être apporté."

Telles étant les raisons de l'institution du cautionnement, il y a lieu d'examiner les conséquences de sa suppression.

La suppression du cautionnement amena le législateur à insérer l'article 44 dans la loi française du 29 Juillet 1881.

L'art. 44 rend responsables les propriétaires des journaux des condamnations prononcées au profit de tiers contre les personnes désignées dans les articles précédents (gérants, auteurs, imprimeurs, vendeurs, distributeurs, afficheurs, complices selon l'art. 60 du Code Pénal) conformément aux art. 1382 et suiv. du Code Civil.

L'application de cette disposition est peu fréquente. Le propriétaire ne peut être responsable aux termes de l'art. 1382 que s'il est prouvé qu'entre lui et les personnes désignées,

existent des relations de commettant à préposé.

“ Les propriétaires, a dit Eugène Pelletan, répondent des condamnations prononcées au profit des tiers contre le gérant dans le cas où celui-ci aurait le caractère de préposé dans le sens de l'art. 1384 C. Civil.”

En ce qui concerne le gérant, les multiples fonctions qu'il peut avoir à exercer, entre autres, celles qui lui assurent une part à la direction du journal, peuvent lui enlever la qualité de préposé. C'est une question de fait à trancher par les tribunaux.

Quant aux auteurs, aux imprimeurs, aux vendeurs, distributeurs, afficheurs, ils exercent un métier propre qui leur enlève également la qualité de préposés.

La pratique révéla la difficulté de l'application de l'article 44.

“ Si l'art. 44 eut été voté définitivement dans les termes d'abord adoptés par la Chambre, il en serait résulté que les propriétaires des journaux ou écrits périodiques auraient été de plein droit civilement responsables des condamnations pécuniaires, ayant leur cause dans les crimes et délits que renfermaient ces journaux et prononcées contre les gérants, il n'eut pas été nécessaire de rechercher si le gérant pouvait ou non être considéré comme le préposé du propriétaire, dans les termes de l'art. 1384 C. Civil ” (2).

La nécessité de la preuve de l'existence de lien de commettant à préposé entre le propriétaire et le gérant, aurait dû être écartée afin de rendre efficace la responsabilité du propriétaire.

Elle devrait exister de plein droit ; elle aurait dû également, comme le proposait la Commission de la Chambre des Députés en 1881, être étendue aux auteurs.

Les inconvénients des amendements successifs apportés

1. Les condamnations pécuniaires dont le propriétaire est responsable comprennent toutes celles qui sont prononcées au profit des tiers, c'est-à-dire aux dommages-intérêts, à l'insertion et à l'affichage du jugement ou de l'arrêt et aux frais. Mais la responsabilité ne s'étend pas à l'amende.

(Cr. 24 Fév. 1888 Bull. Cr., No 81, 3 Mai 1892, D.P. 39,1,270).

2. Dalloz Rept. Prat. IX p. 310 § 1108.

à la loi par le législateur, pour remédier à l'état de choses résultant de la suppression du cautionnement, ne peuvent que militer en faveur du maintien de cette institution.

Au demeurant, le journal est une œuvre collective, (1) et doit l'être.

Il n'est que logique, dans ces conditions, de prémunir les individus contre les dangers pouvant être engendrés par cette force collective qu'est la presse.

Il y aurait lieu dans ces conditions de réduire le montant du cautionnement au minimum possible, afin de pouvoir concilier son maintien avec la liberté relative de la presse.

Le journal (2), cette entreprise qui peut avoir sur l'ordre et le bonheur public une influence considérable, n'est plus qu'un objet de suspicion.

Les dirigeants de certains pays, au lieu de remonter à la cause du mal qui engendre tant d'excès regrettables s'attaquent à l'effet.

La cause réside dans le relâchement des mœurs, car on ne concevrait pas autrement le déchaînement de la presse

1. « C'est une erreur de considérer la presse comme un individu s'adressant à un autre individu. Dans la réalité concrète, la presse est une force collective et sociale s'adressant à des collectivités devant lesquelles les individus peuvent se trouver désarmés. De là l'extrême difficulté de régler juridiquement les rapports des tiers et de la presse ».

(A. FOUILLÉE)

2. Georges Suarez (art. paru au journal « Le Temps » le 12 juin 1935. « L'époque héroïque de la presse s'est éteinte avec l'Empire, quand l'oppression a disparu, il est né des excès de la liberté d'écrire une sorte de tyrannie » (même article).

D'ailleurs, en France, la liberté de la presse accordée par la loi de 1831 ne tarda pas à subir plusieurs modifications tendant à la restreindre.

Waldeck - Rousseau, dans un discours prononcé à Beauvais en 1883 disait : « Ce que nous avons aujourd'hui, c'est bien moins la liberté de la presse que l'usage des droits qu'elle confère à un trop petit nombre de citoyens. La liberté de la presse n'existe qu'à l'état d'industrie plus ou moins fructueuse aux mains d'un petit nombre de spécialistes.

Chacun d'eux s'agite, se remue, parle, écrit avec une autorité incomparable ; il reprend, gourmande, censure ; en un quart-d'heure il résout sur le coin d'une table les questions les plus ardues ; écoutez-les, ils sont d'opinion.

« R. Poincaré, dans un discours prononcé à Reims le 9 Mars 1902 disait : « On nous a donné la liberté de la presse, mais les abus en ont si bien fait oublier les avantages que nous avons maintenant à la défendre sans cesse contre la révolte de l'opinion ».

« Combien de fois n'a-t-on pas vu le gérant acquitté par le jury qui ne peut comprendre que l'on ne poursuive ni l'écrivain qui a composé l'article, ni le directeur qui l'a inspiré, ni le capitaliste qui l'a rétribué et qu'on ne retienne comme prévenu que cet homme innocent en fait du délit qu'on lui reproche.

où tant d'abus et de scandales sont dénoncés dans les colonnes des journaux quotidiens.

Il y aurait lieu, dans ces conditions, de réformer les mœurs, de restaurer la morale publique et d'assainir les différents rouages de l'édifice social, ce qui aurait pour effet, comme nous l'avons dit, de rehausser le niveau de la presse.

Des esprits chagrins sont tentés de voir dans le faisceau de lois tyranniques sous lesquelles plie la presse moderne dans certains pays de l'Europe, la fin de la liberté de la presse finalement acquise au cours des siècles au prix de tant de sacrifices.

Or la tyrannie des lois ne pourra jamais triompher du caractère sacré de cette liberté.

La liberté de la presse découle incontestablement du droit de chacun d'exprimer librement son opinion, sa pensée.

Or, ce droit, (1) quelles que soient les tentatives faites pour le restreindre ou l'étouffer ne pourra que s'affirmer davantage pour triompher finalement.

1. Il y a lieu d'emprunter à la belle théorie d'Alfred Fouillée, sur la loi des idées—forces, le passage suivant :

« Le droit, en effet, est une idée d'autonomie qui tend à se réaliser dans l'individu et dans la société : l'idée de droit est déjà le droit qui se pose *Le seul fait de concevoir cette idée me confère un titre à ne plus être traité comme une chose ou un instrument*. L'idée du droit enveloppe ainsi celle de dignité et celle de fin immanente. Pour l'homme, l'idée de dignité inséparable de celle liberté ; « est la dignité en sa source première, c'est elle qui nous confère une valeur matériellement inestimable » (Morale des idées—forces préf. XIII)

Louis blanc, dans un langage moins philosophique, énonçait la même idée en 1875 à ceux qu'effrayaient alors les audaces de la presse. « Vous avez beau faire, vous ne mettez pas hors la loi, l'esprit humain. Son mouvement obéit à des lois contre lesquelles toute révolte est vaine. Rappelez-vous la fable du coq et de deux servantes vous couperiez la gorge au réveil matin que vous ne retardiez pas d'une seconde le lever du jour.

Vu le Doyen :

EDGAR ALIX

Vu le Président :

A. MESTRE

*Vu et permis d'imprimer
le Recteur de l'Académie de Paris*

*Pour le Recteur :
L'Inspecteur d'Académie :*

J. PERRON

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages et documents concernant l'Egypte

La presse en Egypte, par Jules Munier (1799-1900).

L'Angleterre en Egypte par Juliette Adam (1922).

DOCUMENTS OFFICIELS :

Recueil des Arrêts de la Cour de Cassation Nationale.

Bulletin Officielle des Tribunaux Indigènes.

Revue (le barreau).

Gazette des Tribunaux Mixtes.

Journal des Tribunaux Mixtes,

Bulletin de Législation et de Jurisprudence Egyptiennes.

Répertoire Général annoté de la législation et de l'Administration égyptienne.

PHILIPPE GELAT BEY.

Ouvrages et documents concernant le régime de la presse en France

AZARD (Charles) Les droits de l'histoire, la diffamation envers les morts et la critique historique, 1904, in - 8°.

BARBIER, Code expliqué de la presse, 2e éd., complètement refondue par Paul Matter et J. Rondelet, 1911 2 vol. gr. in - 8°.

BERTIN, De la diffamation envers les morts, 1867, in - 8°.

BERRYER, Discours parlementaires.

CELLIEZ et le SEENNE, Loi de 1881 sur la presse, 1882, in - 8°.

CHASSAN, Traité des délits et contraventions de la parole, de l'écriture et de la presse, 2e éd. 1846, 2 vol. in - 8°.

CHAUVEAU ET FAUSTIN HÉLIE, Théorie du Code Pénal, 6e éd., 1887 - 1908, 7 vol, in - 8°.

DUTRUC, Explication pratique de la loi du 29 juillet 1881 sur la presse, 2e éd. 1883, in - 8°.

DALLOZ, Répertoire Pratique de Législ. de doctrine et de Jurispr.

FABREQUETTES, Traité des délits politiques et des infractions par la parole, l'écriture et la presse, 2e éd., 1991 2 vol. in - 8°.

FOUILLÉ (A) L'idée moderne du droit.

GARRAUD, Traité théorique et pratique du droit pénal français.

GARÇON (Maurice) La Justice Contemporaine.

GOUGÉ (A) De la responsabilité en matière de Presse.

LAURENT, Etudes sur les délits de presse, Bruxelles 1871, gr.

in - 8°.

LEBOIR (Georges) La liberté de la presse et le droit commun 1890,
in - 8°.

MEYER (Arthur) Ce que mes yeux ont vu.

Pandectes française périodiques (Recueil mensuel de Jurisprudence
et de Législation).

LE POITTEVIN (Gustave), La liberté de la presse depuis la Révo-
lution, 1789 - 1815, 1901, in - 1 8°.

Traité de la presse, 1902 - 1904, 3 vol. in - 8°.

ROUX, La loi de 1881, sur les délits de presse, 1882, in - 8°.

TABLE DES MATIÈRES

Avant-Propos	Pages
Introduction	

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE I.

Historique de la presse en Egypte	7
---	---

CHAPITRE II.

SECTION I. — Réglementation de l'imprimerie pendant la période antérieure à 1881	15
--	----

SECTION II. — Application des dispositions réglementant l'imprimerie aux Etrangers	16
--	----

CHAPITRE III.

Loi sur la presse de 1881	23
-------------------------------------	----

SECTION I. — Dispositions relatives à l'imprimerie .	23
--	----

SECTION II. — Obligations imposées aux imprimeurs .	25
---	----

SECTION III. — Applicabilité aux étrangers des dispositions réglementant l'imprimerie dans la loi de 1881 .	28
---	----

CHAPITRE IV.

Décision du Conseil des Ministres du 25 Mars 1909 remettant en vigueur la loi sur la presse du 25 Novembre 1881	30
---	----

CHAPITRE V.

Promulgation de la Constitution Egyptienne de 1923 .	32
--	----

CHAPITRE VI.

Décret-loi No 98 de 1931 sur la presse	34
--	----

DEUXIÈME PARTIE

Législation sur la presse applicable en Egypte jusqu'à la promulgation de la 1re. loi sur la presse en 1881 .	36
---	----

CHAPITRE I.

La législation sur la presse	38
--	----

SECTION I. — Nature de la loi sur la presse de 1865 .	39
---	----

	Pages
SECTION II. — Obligations imposées pour la publication d'un journal ou écrit périodique	42
SECTION III. — Obligations relatives à la publication de chaque numéro de journal	44
SECTION IV. — Obligations corrélatives au droit de réponse et aux communications	45
SECTION V. — Condition des journaux et écrits périodiques étrangers publiés dans le pays ottoman en langue étrangère	46

CHAPITRE II.

Promulgation de la première loi sur la prsse en Egypte le 26 Novembre 1881	49
SECTION I. — Obligations imposées pour la publication d'un journal ou écrit périodique	51
SECTION II. — Obligations relatives au droit de réponse et aux communications	54
SECTION III. — Régime de colportage.	57

CHAPITRE III.

Evolution du régime de la presse depuis 1881 jusqu'à la promulgation de la Constitution de 1923	63
SECTION I. — Evolution du régime de la presse depuis 1881 à 1909	63
SECTION II. — Loi de 1909 remettant en vigueur les principales dispositions de la loi sur la presse du 26 Novembre 1881.	67

CHAPITRE IV.

Promulgation de la Constitution de 1923	72
SECTION I. — Projet de loi sur la presse (1923)	78
SECTION II. — Conditions imposées pour la publication de chaque numéro du journal	79

CHAPITRE V.

Rescrit royal No 46 de 1928	96
---------------------------------------	----

CHAPITRE VI.

Applicabilité de la loi sur la presse aux étrangers	102
SECTION I. — Jurisprudence Mixte antérieure au décret-loi de 1931.	108

	Pages
SECTION II. — Evolution de la Jurisprudence Mixte en ce qui concerne l'applicabilité de la loi sur la presse de 1881 aux étrangers.	110

CHAPITRE VII.

Décret-loi No 98 de 1931 sur la presse.

SECTION I. — Obligations imposées en vue de la création et de la publication du journal

SECTION II. — Obligations relatives à la publication de chaque numéro du journal, c'est-à-dire le dépôt . . 114

SECTION III. — Obligations corrélatives au droit de rectification et aux communiqués

SECTION IV. — Dispositiops générales 128

SECTION V. — Evolution définitive de la jurisprudence des Tribunaux Nationaux 131

SECTION VI. — Décret-loi de 1931 (dispositions concernant les étrangers 133

SECTION VII. — Applicabilité du décret-loi de 1931 aux étrangers 139

TROISIÈME PARTIE

Crimes et délits commis par la voie de la presse

CHAPITRE I.

SECTION I. — Application du droit commun ou du droit spécial aux délits de la presse. 143

CHAPITRE II.

Loi de 1865 antérieure à la promulgation de la loi de 1881 en Egypte. 145

SECTION I. — Obligations imposées pour la publication d'un journal ou écrit périodique 145

SECTION II. — Provocation aux crimes et délits . . . 146

SECTION III. — Délits contre la chose publique. . . . 147

SECTION IV. — Délits contre les personnes 148

SECTION V. — Poursuite devant les tribunaux 151

CHAPITRE III.

SECTION I. — Décret de 1883 portant réorganisation des tribunaux Indigènes 153

CHAPITRE IV.

Loi No 3 de 1904 portant modification du Code Pénal . . .	155
SECTION I. — Caractère constitutif des délits de presse	155
SECTION II. — Provocation aux crimes et délits . . .	160
SECTION III. — Délits contre la chose publique. . . .	163
SECTION IV. — Délits contre les personnes	166
SECTION V. — Jurisprudence des Tribunaux Nationaux. .	173

CHAPITRE V.

Délits contre les personnes	179
SECTION I. — Loi de 1904	179
SECTION II. — Bonne foi requise.	183
SECTION III. — Injures	184
SECTION IV. — Dispositions concernant les jugements de condamnation	187

CHAPITRE VI.

Loi No 28 de 1910	190
SECTION I. — Modifications apportées aux dispositions de la loi No 28 de 1904.	190
SECTION II. — Nouvelles dispositions introduites par la loi No 28 de 1910	197

CHAPITRE VII.

Décret-loi du 9 Juillet 1925	201
SECTION I. — Publication de nouvelles fausses. . . .	201

CHAPITRE VIII.

Décret-loi No 97 de 1931	206
SECTION I. — Provocation aux crimes et délits suivie d'effet	206
SECTION II. — Provocation non suivie d'effet	208
SECTION III. — Modification apportée par la loi de 1932.	210
SECTION IV. — Délits contre la chose publique . . .	211
SECTION V. — Publication ou reproduction de nou- velles fausses.	213
SECTION VI. — Interdiction de la publication des Dé- bats Judiciaires ou des Jugements.	218
SECTION VII. — Interdiction d'ouvrir ou d'annoncer des	

	Pages
souscriptions	219
CHAPITRE IX.	
Dispositions pénales tendant à réprimer toute attaque contre la royauté	221
SECTION I. — Attaque contre la royauté	221
SECTION II. — Attaque contre le Gouvernement	223
SECTION III. — Outrage, injure	225
CHAPITRE X.	
Diffamation et injure	227
CHAPITRE XI.	
Modifications apportées aux dispositions du Code Pénal par le décret-loi de 1931	228
CHAPITRE XII.	
Modifications apportées aux dispositions de la loi de 1932	234
CHAPITRE XIII.	
Etendue de la critique permise par la loi	236
CHAPITRE XIV.	
Jurisprudence des Tribunaux de la Réforme en matière de diffamation	244
CHAPITRE XV.	
Exercice de l'action publique et de l'action civile	248
CHAPITRE XVI.	
Responsabilité pénale	249
CHAPITRE XVII.	
Compétence en matière des délits de presss	253
CHAPITRE XVIII.	
Prescription	255
CHAPITRE XIX.	
Dispositions concernant la condamnation en matière de délits de presse	256
SECTION I. — Décret-loi de 1931. Régime administratif	258
SECTION II. — Infractions pénales prévues par le dé- cret-loi de 1931	262

CHAPITRE XX.

Décret-loi No 28 de 1935	268
SECTION I. — Publications interdites	270
SECTION II. — Atteinte au prestige d'un juge	272

CHAPITRE XXI.

Droits d'auteur	276
Conclusion.	279
